



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

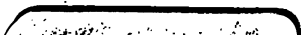
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





600075818Z



83
HISTOIRE POLITIQUE NATIONALE

ORIGINES
DÉVELOPPEMENTS ET TRANSFORMATIONS
DES INSTITUTIONS

PAR

LES ANCIENS PAYS-BAS

PAR

M. EDMOND POULLET

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE ET DE LA SOCIÉTÉ ROYALE D'HISTOIRE
ET D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES, ETC., ETC.

TOME DEUXIÈME

PAGES 1—272



DEUXIÈME ÉDITION

REPOSÉE, REMANIÉE ET AUGMENTÉE

LOUVAIN
TYPOGRAPHIE DE CHARLES PEETERS
RUE DE NAMUR, 22

1883





LIVRE IV.

LA PÉRIODE COMMUNALE.

SOURCES GÉNÉRALES : Namèche, David, Walter, Raepsaet, P. Claessens, A. Wauters, Henne et Wauters, Defacqz, de Corswarem, Ernst, Warnkönig, B^{on} Kervyn de Lettenhove, Ch. Piot, Berthollet, St. Bormans, Prat, Jeantin, Butkens, Daris, Wohlwill, Arend, Em. de Borchgrave, B^{on} de St-Génois, C^{te} de St-Génois, V. Brants, F. de Potter et Jean Broeckaert, Edm. Pouillet, Kluit, Waegenaer, de la Bassecour Caan, Ch^{er}. Cam. de Borman, Raikem, Polain et Raikem, Jules Borgnet, Galiot, Tarlier et Wauters, Vanderkindere, Mertens et Torfs, Bets, Em. Mathieu, Cellier, Devillers, Pinchart, Kempeneers, D. Van de Casteele, Berghman, Gilliodts, Diegerick, E. Varenbergh, Britz, Sohet, Quoidbach, ouv. cités. — D^r Rembry-Barth, *Histoire de la ville de Menin*. — Galesloot, *La commune de Louvain*. — F. de Potter, *Geschiedenis van het schependom in de Belgische gewesten, van de vroegste tijden tot op het einde van de xviii^e eeuw*. — Mignet, *Essai sur la formation territoriale et politique de la France depuis la fin du xi^e siècle jusqu'à la fin du xv^e*. — Hurter, *Histoire d'Innocent III*. — N. de Pauw, *Conspiration d'Audenarde sous Jacques van Artevelde*. — Ubaghs, *Geschiedenis van Valkenburg*. — Eug. Poswick, *Histoire de la noblesse Limbourgeoise*. — Van Doren, *Inventaire des archives de la ville de Malines*. — Ghysseleers-Thys, *Additions et corrections à la notice sur les archives de Malines*. — Arsène de Nouë, *Histoire de Stavelot*. — St. Bormans, *Edits et ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, Introduction. — Guillaume, *Histoire de l'organisation militaire sous les ducs de Bourgogne*. — Edward van Even, *Louvain monumental*. — Articles, mémoires et documents épars dans les *Bulletins de l'Académie royale*, de la *Commission royale d'histoire*, de la *Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances*, le *Messager des sciences*, les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique*, les *Bulletins des cercles archéologiques de Namur*, de *Mons* et de l'*Institut archéologique Liégeois*. — Les *Archives historiques et*

littéraires du département du Nord, — Les *Collections des inventaires sommaires des archives départementales*, (France du nord). — Les publications in-4° de la *Commission royale d'histoire*, et les publications in-4° et in-folio de la *Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances*. — Les *Inventaires des archives du royaume*, publiés sous la direction de M. Gachard, par MM. Gachard, Piot, Galeslout, Pinchart etc.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

1. Le livre qui vient de finir, peut être considéré comme une longue parenthèse dans l'exposé de l'histoire politique des Pays-Bas, mais aussi comme une parenthèse indispensable pour faire bien comprendre cette histoire. Les études générales qu'il renferme ont un double caractère : elles couronnent le passé et préparent l'avenir. Elles précisent les formes nationales qu'ont prises, en se développant et en se transformant pendant le haut moyen-âge, ces institutions carolingiennes autrefois communes à l'Europe occidentale entière. Elles offrent une base assez large pour qu'on puisse y rattacher les modifications ultérieures subies par le plus grand nombre de nos institutions propres pendant le cours des derniers siècles, au moins jusque vers la fin de l'ancien régime.

2. La *période communale*, eu égard aux Pays-Bas considérés dans leur ensemble, commence dans le cours du ^{xiii}e siècle. Elle comprend le ^{xiv}e siècle en entier et une partie du ^{xv}e. En l'abordant nous reprenons la trame de l'histoire et nous le faisons dans des conditions à beaucoup d'égards nouvelles. Par là même que, dès le commencement du ^{xiii}e siècle, la société des Pays-Bas a déjà fixé ses traits distinctifs (1), les transformations et les développements ultérieurs de cette société, tout en s'opérant sous l'influence inéluctable du milieu Européen, dépendent plus directement de causes locales et se produisent dans un sens de plus en plus national et individuel. Désormais, avant d'entamer l'étude même de chaque période, il nous suffira d'esquisser les traits généraux du milieu

(1) Voir t. I, N° 678.

Européen et de préciser brièvement les faits de politique internationale qui ont influé sur la direction prise par le mouvement local.

I. *L'Europe au temps de la période communale.*

3. Abstraction faite des questions dynastiques et territoriales dont nous nous occuperons plus loin, pour autant qu'elles touchent l'histoire nationale, les faits généraux les plus saillants du mouvement Européen de l'époque peuvent se réduire à trois. Ce sont : les luttes de la Royauté française contre le Saint-Siège, luttes suivies de l'*exil d'Avignon* et aboutissant, en 1378, au grand schisme d'Occident ; les progrès politiques des classes ouvrières, formées en corporations, dans la plupart des villes organisées naguère sur une base aristocratique exclusive ; la chute de la féodalité pure et l'élévation insensible sur les ruines de celle-ci d'un régime dans lequel les *Ordres, Cortès, Assemblées, États, Parlements, Landstände*, etc, contiennent le pouvoir monarchique et le plus souvent le dominant, tantôt par le vote libre de l'impôt, tantôt même par une intervention prépondérante dans le gouvernement.

4. Le premier de ces faits ne doit pas ici nous occuper longuement. En tant qu'il influe sur les rapports positifs de l'Eglise et de l'État, nous en avons parlé incidemment à propos des vicissitudes subies par la juridiction ecclésiastique et à propos de sa liaison philosophique avec les luttes du Sacerdoce et de l'Empire (1) : nous aurons encore à y revenir plus loin à propos de l'influence de l'esprit *légitiste*. Pour ce qui concerne le *grand schisme* d'Occident, celui-ci ne produisit ses conséquences durables, dans les Pays-Bas, que pendant la période monarchique. Quant à l'*exil d'Avignon*, il suffit de signaler un seul point. C'est que la dépendance étroite dans laquelle se trouvèrent, pendant sa durée, les Papes vis-à-vis de la couronne de France, contribue à expliquer plusieurs de leurs actes dans les luttes de cette couronne contre la Flandre (2).

(1) Voir t. I, Nos 735, 736, 834, etc.

(2) Voir sur ce point Kervyn de Lettenhove et les autres historiens de la Flandre.

5. Le deuxième des faits cités ne peut qu'être indiqué en général, si l'on ne veut se perdre dans les détails de l'histoire internationale. Peut-être cependant est-il utile d'évoquer à son propos la figure du célèbre *prévôt des marchands* de Paris, Étienne Marcel.

6. Le dernier des faits signalés, en revanche, est de nature à devoir être mis en lumière au moins par quelques preuves à l'appui. C'est dans le cours du *xiv^e* siècle, sous le règne des Edouard, que le Parlement anglais, dont les éléments primitifs sont déjà mentionnés dans la grande charte, prend sa forme définitive. A côté de la *chambre des lords*, dans laquelle tous les grands laïques et ecclésiastiques, — appelés naguère au *grand conseil* de la nation, — ont conservé un siège à côté des représentants plus récents des universités d'Oxford et de Cambridge, vient se placer la *chambre des communes*. Celle-ci se forme de la réunion des chevaliers, élus dans les comtés par les francs feudataires et par les propriétaires, et des députés des villes et des bourgs appelés dès le *xiii^e* siècle au moins à voter l'impôt.

7. En Arragon, l'État forme une sorte de république dans laquelle la puissance des *Cortès* domine celle du Roi, et dans ces *Cortès* siègent les nobles, le clergé et les députés des villes. En Castille, dès 1315 on trouve 90 villes siégeant aux *Cortès* du royaume, et, au *xv^e* siècle, les *procuradores* de ces villes l'emportent sur le clergé et la noblesse. En Portugal, se dessine une situation analogue remontant par ses origines aux lois fondamentales décrétées en 1143 par l'assemblée de Lamégo.

8. En France, les Rois ont appelé dès le *xiii^e* siècle les « bonnes villes » à délibérer sur certaines affaires importantes. En 1302, le roi Philippe le Bel, voulant associer la nation à sa lutte contre le Saint-Siège, convoque la première assemblée générale des *trois États*, le clergé, la noblesse et les villes. Sous Louis X, au commencement du *xiv^e* siècle, il est déjà de règle que le vote de l'impôt appartient aux États ; et peu après, tandis que ceux-ci s'emparent à certains égards du gouvernement, le tiers État l'emporte un instant sur les autres (1).

(1) Sur les États généraux de France, sans parler des historiens français, voir Raepsaet, *Recherches sur les États*, ouv. cité.

9. En Allemagne, depuis Rodolphe de Habsbourg, les villes sont régulièrement représentées aux diètes de l'Empire, *Reichstage*, mais les diètes elles-mêmes ne se divisent jamais en chambre haute et chambre basse. En revanche, chaque principauté territoriale ne tarde pas à voir naître des *Ordres*, *Landstände*, lesquels convoqués d'abord séparément, finissent par former un *Landtag* ou assemblée provinciale ; et, dans celle-ci, les villes forment un ordre au moins depuis le xiv^e siècle. Il n'y a guère que les royaumes de Pologne et de Hongrie dans lesquels les classes aristocratiques apparaissent seules aux diètes nationales, à l'exclusion du tiers État (1).

10. Quant aux faits de politique internationale, de l'ordre dynastique ou territorial, qui ont influé sur le mouvement politique national pendant la période communale, nous allons les préciser séparément ; ce sont : la marche ascensionnelle de la Royauté française ; la chute de la puissance impériale en Allemagne, et les luttes incessantes de la France et de l'Angleterre.

II. *Les agrandissements de la Royauté française* (2).

11. Pour bien se rendre compte de la marche ascendante de la Royauté française, il faut remonter un instant par la pensée à son point de départ.

Jusqu'au xii^e siècle, les Rois capétiens avaient été réduits à une impuissance presque complète. Tout ce qui leur avait été donné de pouvoir faire, c'était de s'assurer l'hérédité et de maintenir intact en théorie, sans oser l'appliquer dans la pratique, le principe de la suprématie royale sur les grands vassaux.

Louis le Gros, le premier, au commencement du xiii^e siècle, mit la couronne hors de pages. Après avoir soumis les barons du duché de France, il réussit à faire admettre dans une partie du royaume son autorité suzeraine effective.

(1) Sur l'ensemble de ce mouvement voir, outre les histoires nationales, Bluntchli, *Le droit public général*, pp. 23 et suivantes.

(2) Voir Mignet, *Essai sur la formation*, etc., cité parmi les sources générales, Edmond Demolins, *Histoire de France*, etc.

Le petit-fils de Louis le Gros, Philippe Auguste, rendit la couronne conquérante à l'intérieur. Il plaça plusieurs grands fiefs sous son autorité directe, par des guerres, des traités, des mariages. Le premier il sut donner à la Royauté française une puissance matérielle, compacte et prépondérante ; et ses successeurs, Louis VIII et saint Louis, par des moyens divers mais avec une remarquable persistance de vues, s'attachèrent à continuer et à perfectionner son œuvre.

Quand Philippe le Bel monta sur le trône la plupart des dynasties de grands vassaux indépendants avaient déjà disparu, soit que les Rois en les renversant eussent réuni leurs fiefs au domaine, soit qu'ils les eussent remplacées par des dynasties de princes apanagés, sortis de leur sang et, en général, dévoués à leur fortune. Il ne resta plus à Philippe qu'à empiéter sur le territoire de l'Empire (1), et à travailler tantôt à l'absorption des fiefs possédés en France par les rois d'Angleterre, tantôt à celle de la Flandre, l'un des plus beaux des grands fiefs, l'un des plus riches et l'un des plus importants par sa situation géographique.

12. Mais, en même temps que les forces de la Royauté française avaient grandi et que sa politique s'était accentuée, la puissance de résistance de la Flandre avait subi des atteintes répétées.

Tant que les comtes avaient exercé une action prépondérante à Cambrai, à Thérouanne, à Tournai et même une influence considérable à Amiens, leurs États s'étaient trouvés pour ainsi dire à l'abri d'une invasion du côté du midi. Mais la politique malheureuse de Philippe d'Alsace avait détruit à la fois l'intégrité et la sécurité de l'héritage des descendants de Baudouin bras de fer. Non-seulement l'Artois avait été détaché, comme on l'a vu, de l'antique *missie* (2), mais le reste de celle-ci, pendant tout le ^{xiii}^e siècle, avait été sous le coup d'une véritable menace de conquête, conquête s'annonçant comme devant se produire sous forme de démembrements successifs.

Ce qui avait alors sauvé le pays c'était l'accord de toutes

(1) Voir t. I, N° 1120.

(2) Voir t. I, N° 375 et suivants.

les forces vives de la nationalité flamande avec ses comtes. Or, à la fin du XIII^e siècle cet accord n'existait plus. Philippe le Bel, plus fort et plus entreprenant que ses devanciers, se trouvait désormais devant un pays où le prince naturel, le faible et malheureux Gui de Dampierre, était en lutte ouverte avec une fraction notable de ses sujets et se trouvait en butte à l'hostilité ardente des d'Avesnes régnant en Hainaut. Le Roi put songer sérieusement à conquérir la Flandre entière, sous la double action de la force militaire envahissante et de mouvements intérieurs hostiles à la dynastie locale. Sans doute, la bataille de Courtrai, la légendaire *bataille des éperons*, brisa son effort et fit échouer ses projets. Mais alors, sans changer de but, Philippe le Bel et ses successeurs immédiats se bornèrent à modifier leurs procédés. Renonçant à renverser matériellement la dynastie comtale et à s'annexer son territoire, ils s'efforcèrent avec patience et avec quelque succès de la transformer, au moyen d'alliances matrimoniales, en dynastie de princes du sang apanagés, dynastie exécutrice docile et dévouée de leur politique générale (1).

13. Abstraction faite des amputations territoriales qu'elle infligea à la Flandre, la marche ascendante de la Royauté française eut ainsi des conséquences directes et graves pour le régime intérieur du pays. Elle produisit d'abord des modifications dans le lien féodal rattachant le comte à la couronne royale, et dans les liens rattachant au comte certains de ses barons et certaines de ses villes, modifications dont il a été question plus haut(2). Elle développa ensuite, en les compliquant d'une question de politique extérieure, les germes de division qui existaient déjà entre les classes sociales du pays et ceux qui se manifestaient également entre les grandes villes et le pouvoir comtal. Elle contribua beaucoup à amener dans l'État flamand le déplacement de l'influence gouvernementale au détriment du pouvoir comtal et au profit des communes, et, dans l'inté-

(1) Pour les faits, voir Warnkönig, Kervyn de Lettenhove, Vander kindere, et les autres historiens de la Flandre.

(2) Voir t. I, Nos 1125 et suivants.

rieur de celles-ci, les triomphes des corporations de métiers sur l'exclusivisme des corps aristocratiques de grands bourgeois.

14. Les luttes entre la Flandre et la Royauté française ne furent pas non plus sans influence sur les contrées impériales des Pays-Bas. D'une part, si 1302 la Flandre avait été conservée par Philippe le Bel et unie définitivement au domaine de la couronne, l'Europe occidentale aurait changé de face. La Royauté française, en effet, aurait bien vite franchi l'Escaut ; et, en présence de l'affaissement de l'Empire et de l'absence de quelque dynastie locale capable de servir de centre à toutes les autres, elle eût pu avec le temps, la patience et la force, acquérir et s'assimiler un à un la plupart des petits États des Pays-Bas. On peut ainsi dire avec vérité que les Flamands ont sauvé la nationalité belge future.

D'autre part, l'ébranlement de la société flamande se communiqua de proche en proche à plusieurs des principautés limitrophes. Celles-ci virent au *xiv^e* siècle se produire sur leur territoire et dans leurs institutions, en partie par des causes propres, en partie sous l'influence de ce qui se passait à côté d'elles, tantôt sous forme d'imitation pacifique, tantôt sous forme de revendication violente, des mouvements analogues à ceux qui se manifestèrent en Flandre.

III. *La chute de la puissance impériale.*

15. La chute de la puissance impériale avait été la conséquence directe des guerres entre les Guelfes et les Gibelins. On sait comment la rivalité des Guelfes et des Gibelins, des Welf de Bavière et de Saxe et des Hohenstauffen de Souabe, rivalité d'abord purement dynastique, s'était bientôt confondue avec les luttes renouvelées du Sacerdoce et de l'Empire. Mêlés à ces luttes, comme naguère lors de la querelle des investitures(1), les princes des Pays-Bas avaient, pendant le cours du *xiii^e* siècle, oscillé entre les partis opposés avec une tendance assez

(1) Voir t. I, N^o 490 et suivants.

générale à soutenir le parti impérial. Pendant une partie du ^{xiii}^e siècle, ils suivirent en grand nombre la même politique. On trouve, par exemple, les ducs de Brabant et de Limbourg, les comtes de Flandre, de Hollande et de Namur, aux côtés d'Othon IV et du roi d'Angleterre, Jean sans terre, dans la grande coalition formée contre Philippe Auguste, le pape Innocent III et Frédéric II de Hohenstauffen, coalition qui fut vaincue à Bouvines (1). En revanche, quelques années plus tard plusieurs princes belges prirent une part active à la chute des derniers Hohenstauffen, de nouveau adversaires du Saint-Siège, en se ralliant à l'un des leurs, le comte Guillaume de Hollande (2).

16. En disparaissant de la scène du monde, les Hohenstauffen avaient entraîné avec eux et l'influence européenne du Saint Empire allemand et la puissance réelle du pouvoir impérial à l'intérieur de l'Allemagne. D'un côté, la France de saint Louis prit dans le mouvement international la première place. D'autre part, Guillaume de Hollande, malgré son caractère chevaleresque, ne sut pas rétablir le prestige de sa couronne vis-à-vis des princes impériaux. Il périt dans une lutte entamée contre les Frisons qu'il voulait soumettre à son autorité comme comte de Hollande. Après sa mort s'ouvrit le *grand interrègne*. L'Allemagne devint une véritable polyarchie ; et si, au bout d'une quinzaine d'années d'incertitudes, elle replaça un chef sur le trône, ce chef n'eut plus qu'un pouvoir précaire, contesté chaque jour, amoindri, bientôt plus nominal que réel hors de ses possessions héréditaires.

17. Les conséquences dernières des luttes des Guelfes et des Gibelins touchent ainsi directement à l'histoire des Pays-Bas par deux côtés. Par là même que l'Allemagne perdait de son influence extérieure et que ses diverses fractions se resserraient sur elles mêmes, nos princes cessèrent peu à peu de s'occuper de ses affaires intérieures et ils en furent tout à fait écartés par l'organisation

(1) Voir entre autres sur le règne d'Innocent III, l'ouvrage célèbre et remarquable de Hurter.

(2) Voir A. Wauters, *Table chronologique*, citée, t. IV, introduction. pp. XLV et suivantes.

définitive du *collège des Électeurs*. En même temps, se trouvant déjà en possession de la supériorité territoriale la plus étendue, ils n'eurent guère de peine à s'émanciper rapidement de toute subordination effective vis-à-vis des nouveaux Empereurs (1). Le grand et pieux Rodolphe de Habsbourg lui-même, lequel intervint à diverses reprises dans les affaires de l'ancienne Lotharingie par des diplômes, en fut réduit à chercher un point d'appui local, toujours mal assuré et précaire, dans les rivalités dynastiques nationales et spécialement dans celles qui résultaient des haines séculaires des d'Avesnes et des Dampierre (2).

IV. *Les luttes de la France et de l'Angleterre.* —
Artevelde (3).

18. Les luttes fréquentes des rois de France et des rois d'Angleterre ont pour origine dernière les tendances, d'ailleurs naturelles, de la Royauté capétienne dont on a parlé plus haut(4). Il n'était pas de grands vassaux dont les rois de France désirassent plus ébranler la puissance et acquérir les fiefs que ces monarques Anglo-Normands, forts de leur puissance insulaire et maîtres en même temps de la Normandie et de la Guyenne. Au xiv^e siècle les guerres Anglo-Françaises changèrent de caractère et de portée. Il n'y fut plus question de subordination féodale. La possession de la couronne de France elle-même en fut l'enjeu, quand à l'extinction de la branche aînée des Capétiens leur plus proche parent mâle, sorti de la souche commune, Philippe de Valois, monta sur le trône, et quand Edouard III d'Angleterre, fils d'Isabelle sœur du dernier Roi capétien, se porta prétendant. Alors commença cette guerre de cent ans, pendant laquelle la Flandre occupa dans l'histoire

(1) Voir t. I, Nos 1121 et suivants.

(2) Sur la rivalité des deux familles voir, outre les historiens de la Flandre et du Hainaut, A. Wauters, dans les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. II, pp. 296 et suivantes.

(3) Voir les historiens de la Flandre, Kervyn de Lettenhove, Warnkönig, Varembergh, Vanderkindere.

(4) Voir plus haut, Nos 11 et 12.

générale une place hors de toute proportion avec l'exiguïté de son territoire.

19. Par la nature même des choses, les conflits entre la France et l'Angleterre avaient des conséquences nécessaires et immédiates pour la Flandre. Les anciens comtes étaient presque toujours jetés dans l'alliance des monarques Anglo-Normands, parce qu'ils voyaient dans leur suzerain commun un adversaire puissant et tenace qui les menaçait les uns et les autres de la même façon.

Au xiv^e siècle il en fut autrement. Les comtes furent effrayés des malheurs qui, sous Gui de Dampierre et Robert de Bethune, avaient assailli leur race dans les luttes soutenues contre la Royauté française. En même temps, ils cherchèrent volontiers chez celle-ci un appui pour contenir les grandes communes de leurs États et pour les dominer. Quand alors la France et l'Angleterre furent en conflit ils s'évertuèrent, sauf dans de rares intermittences, à faire passer avant toute considération le respect du lien féodal qui les liait à la France. Mais, dans la poursuite de cette politique nouvelle, ils se heurtèrent à des difficultés inextricables. Le pays hésita à les suivre ou même il s'y refusa. Ce n'est pas qu'entre Flamands et Anglais il y eut une sympathie personnelle vivace : bien au contraire. Mais c'est qu'abstraction faite de toute idée politique, il y avait un intérêt matériel permanent et primordial qui poussait la Flandre du moyen-âge vers l'alliance anglaise. La prospérité du comté avait pour fondement principal le tissage des laines, et ces laines l'Angleterre presque seule les fournissait en qualité et en quantité suffisante. Quand l'Angleterre fermait ses ports c'était la suspension du travail de ce côté-ci de la Manche. Quand les ports anglais se rouvraient, la prospérité revenait. Ces vérités économiques palpables étaient connues par le dernier des marchands et des ouvriers flamands.

20. L'opposition de vues et d'intérêts du comte et du pays fit surgir sur la scène politique Jacques van Artevelde (1).

(1) Sur Artevelde et sa politique voir, outre les historiens de la Flandre, Lentz, dans les *Nouvelles archives historiques et littéraires*, t. I, pp. 261 et suiv.; Voisin, *Examen critique des historiens de*

Artevelde n'est pas seulement une figure nationale, c'est une figure européenne. Ce patricien de Gand, qu'on transforme parfois encore à l'étranger en parvenu de bas étage, apparaît tout à coup dans l'histoire entre Philippe de Valois et Edouard d'Angleterre. Sans les précédents, Artevelde ne serait rien malgré ses hautes capacités et son énergie, mais les précédents lui donnent un levier formidable. A un moment déterminé il s'élève à la dictature, appuyé sur un parti né des anciennes divisions intestines fomentées par l'intervention de la France dans le régime intérieur de la Flandre (1), le parti des corporations ouvrières, parti auquel il lui suffit de donner plus de cohésion.

21. La politique de van Artevelde est encore couverte d'une sorte de nuage que la postérité ne parviendra peut-être jamais à dissiper. Son but dernier est notoire : assurer l'indépendance réelle de la Flandre et sa prospérité marchande, en lui procurant l'appui permanent de l'Angleterre. Mais à quel prix Artevelde consentit-il à acheter cet appui permanent du roi Edouard ? C'est là une question discutable et discutée.

On peut croire qu'à l'origine le célèbre tribun ne désespérait pas de concilier l'existence d'une alliance du comté et de l'Angleterre avec le respect de la suzeraineté française ; et même qu'il caressait l'idée de faire constituer une grande confédération des principautés des Pays-Bas, la Flandre, le Brabant, le Hainaut, la Hollande et la Zélande, basée sur le principe de la neutralité industrielle et marchande entre les deux puissances qui se disputaient l'Occident. Le traité de 1338, conclu entre la Flandre et Edouard, stipulait la neutralité de la Flandre, tout en laissant au comte la faculté de

Jacques van Artevelde (1841) ; De Winter, dans les *Annales de la Société des beaux-arts de Gand* (1845) ; B^{on} de St-Génois et B^{on} Kervyn, dans le *Messager des sciences historiques* (1840, 1841, 1853.) ; B^{on} de Gerlache, *Œuvres complètes*, t. VI, pp. 143 et suiv. ; N. De Pauw, *La conspiration d'Audenaerde*, etc., ouv. cité parmi les sources générales ; l'édition de *Froissard* donnée avec notes et éclaircissements par le B^{on} Kervyn de Lettenhove ; De Pauw et Vuylsteke, *De rekeningen van Gent, Brugge en Ieperen, ten tijde van Jacob en Philip van Artevelde* ; surtout Vanderkindere, *Le siècle des Artevelde*, etc.

(1) Voir plus haut, Nos 12 et 13.

rendre au roi de France le service féodal avec ses feudataires flamands. Le traité de 1339, conclu entre la Flandre et le Brabant, traité auquel adhéra le Hainaut, créait à son tour non-seulement une alliance, mais encore une union commerciale entre les trois pays(1). Philippe de Valois lui-même commença par accepter la situation prise. Lui et Édouard d'Angleterre comblèrent à l'envi la Flandre de faveurs et de privilèges.

22. Mais les choses ne tardèrent pas à changer de face, moins par la volonté préconçue des Rois rivaux, de Louis de Crécy, de van Artevelde, que par la force naturelle des circonstances. Une neutralité que rien ne garantissait, que les rivaux avaient l'un et l'autre intérêt à transformer en alliance effective, que les partis opposés en Flandre, eux-mêmes, étaient facilement enclins à méconnaître sous l'influence de passions ardentes, ne pouvait se maintenir. Le moment vint donc où Artevelde dut choisir entre la France et l'Angleterre. Il n'hésita pas; le roi Édouard, sur son conseil, prit le titre et les armes de roi de France, comme descendant le plus direct de Philippe le Bel, et la Flandre se rangea sous son vasselage.

23. C'est ici que se pose le problème jusqu'aujourd'hui insoluble. Placé désormais dans le camp anglais, dominant en Flandre par la force et la violence tous ses adversaires intérieurs, jusqu'où van Artevelde essaya-t-il de lier la Flandre à l'Angleterre ? Prévit-il que Louis de Crécy ne séparerait pas sa cause de celle des Valois et qu'il n'admettrait jamais la suzeraineté d'Édouard ? Voulut-il pousser les choses jusqu'au bout, en suivant les lois de la logique, et donner au comté un comte aux sentiments anglais en faisant appeler au trône un des fils d'Édouard ? Cela n'est pas certain, mais c'est fort probable. Quoiqu'il en soit, quand Artevelde perdit la vie, sous les coups d'ennemis politiques et d'ennemis personnels, la Flandre dans son ensemble resta aux côtés d'Édouard, tandis

(1) Ces traités sont imprimés ou résumés dans diverses collections ; on en trouve un résumé substantiel dans Diegerick, *Inventaires des archives d'Ypres*, t. II, pp. 101, 109, etc.

que Louis de Crécy, exilé de ses états héréditaires, alla mourir sous les drapeaux des Valois.

24. Pendant le règne de Louis de Mâle, après 1358, la situation changea. Alors, au moins dans le sens officiel, le comte et ses villes gardèrent la neutralité entre la France et l'Angleterre, non sans manifester parfois des préférences contraires. A l'époque de Philippe van Artevelde, entre autres, les communes traitèrent encore formellement avec les Anglais en 1382. Elles oubliaient, sous la pression des circonstances du moment et de l'animosité qu'elles nourrissaient contre leur triste prince, comment les rois d'Angleterre avaient frappé leur commerce en ôtant à Bruges l'étape des laines anglaises (1), et comment au moyen d'ouvriers flamands réfugiés, bannis ou appelés, ils avaient inauguré une concurrence destinée à devenir désastreuse pour l'industrie flamande.

V. *Les caractères saillants de la période communale aux Pays-Bas.*

25. Sans insister davantage sur ces différents faits qui appartiennent, quant au détail, à l'histoire de l'Europe, il faut, avant d'entamer l'étude de la *période communale* dans les Pays-Bas, signaler les traits généraux de celle-ci.

26. Considérée en elle-même, la *période communale* est aussi une période de transition parcequ'elle a voulu et essayé bien plus qu'elle n'a fondé. Mais elle a tracé un sillon si profond que les réactions subséquentes n'ont pu le combler entièrement.

Au point de vue territorial, la période communale voit se produire quelques remaniements importants à la carte géographico-politique de nos contrées, remaniements dont ils faut pour plusieurs motifs tenir compte.

Au point de vue politique, elle est marquée par la transformation de l'État féodal, transformation qui par des causes locales s'opère dans la direction marquée par les courants généraux traversant l'Europe. D'abord, pendant sa durée les *institutions communales*

(1) Cette étape avait été fixée à Dordrecht.

se développent dans un sens extensif de l'indépendance intérieure et du *self government* des bourgeoisies et, en même temps, dans un sens favorable à la prépondérance locale des corps de métiers sur les grands bourgeois. En second lieu, les *villes*, considérées comme individualités puissantes, jouent un rôle de plus en plus accentué dans la plupart des principautés et parviennent même de temps à autre à dominer le pouvoir monarchique. Enfin, les *constitutions* provinciales se spécialisent et se fixent, en ce sens que leurs éléments écrits se développent, que les institutions centrales de chacun de nos États féodaux prennent ces formes propres qui les caractériseront pour ainsi dire jusqu'à la fin de l'ancien régime, que les anciennes *Assemblées* nationales deviennent de véritables assemblées d'*Ordres* et des corps d'*États, Staten*.

27. Ces traits généraux expliquent le plan que nous allons suivre. Après avoir touché rapidement, dans un premier chapitre, les questions relatives aux remaniements territoriaux et aux vicissitudes dynastiques, nous suivrons dans le second le développement des instruments constitutionnels écrits et de certains actes émanés du pouvoir impérial se rapprochant de ces instruments. Le troisième chapitre sera consacré au mouvement municipal et au régime nouveau qu'il fait naître dans les villes. Le quatrième ne traitera que des institutions centrales de l'État féodal, institutions désormais constituées dans leurs formes définitives. Dans le cinquième il sera question du mouvement provincial proprement dit du xiv^e siècle, mouvement qui engendre des institutions nouvelles, les unes destinées à disparaître avec le changement des circonstances, les autres appelées à se consolider et à traverser l'ancien régime. Nous rassemblerons enfin, dans un sixième chapitre, quelques considérations sur le système militaire et sur le système judiciaire tels qu'ils restèrent debout pendant le moyen âge jusqu'à l'ère monarchique, et sur l'érection du premier grand corps scientifique national, l'Université de Louvain.

CHAPITRE I.

DES REMANIEMENTS TERRITORIAUX OPÉRÉS PENDANT LA PÉRIODE COMMUNALE.

28. Les remaniements territoriaux opérés pendant la période communale sont de nature et d'importance fort diverses. Quelques-uns d'entre eux se réduisent à des rectifications de frontières, à des reprises féodales nouvelles, à des acquisitions de seigneuries par les princes territoriaux, à la disparition de petites enclaves. Il est inutile de s'y arrêter longuement. Qu'il suffise, à leur propos, de rappeler en passant la question dite des XVII villes, soulevée entre le Namurois et la principauté de Liège, et l'existence de ce qu'on appelait les *terres de débat*.

29. La querelle dite des XVII villes portait sur la possession de dix-sept villages, parmi lesquels les principaux étaient Tamines, Marlinnes, Gerpennes, Haneffe, Velaine, etc. Elle dura plus d'un siècle et, à diverses reprises, elle donna lieu à des rencontres sanglantes entre les deux principautés rivales. On ne parvint à la trancher définitivement qu'au milieu du xv^e siècle (1).

30. On appelait *terres de débat* les petits bailliages de Lessines et de Flobecq qui, depuis le xiii^e siècle jusqu'au milieu du xviii^e, furent disputés entre la Flandre et le Hainaut. Dans les années

(1) Sur cette question, voir la *Collection des inventaires sommaires des archives départementales*, (France du nord), t. I, p. 423 ; Galiot, *Histoire du comté de Namur*, t. I, p. 66 ; C^{te} de St-Génois, *Monuments anciens*, etc., N^{os} DCCCCLXXXIII et suivants.

1707 à 1743 Lessines fut définitivement placé dans le ressort du Hainaut (1).

31. D'autres remaniements, au contraire, ont une portée assez considérable, soit parce qu'ils diminuent *sans retour* le nombre des dynasties des Pays-Bas investies de la supériorité territoriale, soit parce qu'ils ont des liens directs avec les événements historiques des siècles ultérieurs. Ceux-ci demandent à être indiqués et parfois même expliqués. Nous allons donc nous occuper des destinées du Limbourg et des pays de Daelhem, Rolduc et Fauquemont, dits les *pays d'outre-Meuse*; montrer comment les comtés de Looz et de Chiny ont cessé d'être des États féodaux distincts; exposer brièvement les destinées de la seigneurie de Malines, qu'il ne faut pas confondre avec le pays dit *pays de Malines*; dire un mot du sort d'Anvers au xiv^e siècle et de l'union du Hainaut avec la Hollande, la Zélande et la West-Frise; faire connaître comment les châtellenies de Lille, Douai et Orchies furent constituées en province à part connue sous le nom de *Flandre gallicante*; préciser la situation politique de l'abbaye de Stavelot-Malmédy et de ces *terres d'Empire*, lesquelles ne sont ni des *terres de débat* (2) ni de simples *terres franches* (3); rappeler, au moins en quelques mots, les vicissitudes dynastiques de la Franche-comté et de l'Artois, vicissitudes qui préparèrent la réunion de ces pays aux provinces des Pays-Bas dans le cours du xv^e siècle.

§ I. DU LIMBOURG ET DES PAYS D'OUTRE-MEUSE (4).

32. Depuis une période reculée, les ducs de Brabant élevaient des prétentions féodales sur une partie du comté de Daelhem et, à

(1) Sur les *terres de débat*, St-Génois, ouv. cité, N^{os} CCCLXXXVIII et suivants; Edm. Pouillet, *Les constitutions nationales*, p. 21 et les sources citées *ibidem*.

(2) Voir plus haut, N^o 30.

(3) Voir t. I, N^{os} 393, 1167.

(4) Voir Ernst, *Histoire du Limbourg*; Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée de Brabant*, passim; Ubaghs, *Geschiedenis van*

diverses reprises, — notamment à l'occasion de l'assassinat de saint Albert de Louvain, — ils avaient été en lutte ouverte avec les comtes de Hochstade qui le possédaient. Dans le cours de XIII^e siècle de nouveaux démêlés s'élevèrent entre les anciens adversaires. Mais, en 1244, Thierry, comte de Hochstade, céda tous ses droits sur Daelhem au duc de Brabant, Henri II. En 1258, le duc de Limbourg, à son tour, vendit à Henri III les alleux et les supériorités féodales qu'il possédait dans le même comté; et dès lors celui-ci, complètement passé aux mains de la maison de Louvain, fut le premier point d'appui pour sa politique à l'orient de la Meuse.

33. Une vingtaine d'années après ces événements, la branche aînée de la maison des ducs de Limbourg étant venue à s'éteindre, la question de la succession du Limbourg s'ouvrit. Le plus proche parent de la branche éteinte, le comte Adolphe de Berg, ne se sentant pas de force à défendre ses droits les transféra par acte entre vifs à Jean I de Brabant, dont les ancêtres d'ailleurs exerçaient depuis près d'un siècle la supériorité féodale sur certaines fractions de Limbourg. Jean I ne tarda pas à se trouver en présence d'une coalition, armée pour lui disputer son nouveau duché, coalition dans laquelle se trouvaient, entre autres, plusieurs seigneurs apparentés à la maison du Limbourg, le comte de Gueldre, le comte de Luxembourg, l'archevêque de Cologne. Une bataille décisive eut lieu à Woeringen, en 1288. Jean I resta vainqueur, et les traités qui suivirent sa victoire le laissèrent en paisible possession du duché et de la grande seigneurie de Rolduc — où se trouvait l'abbaye de ce nom, — seigneurie qui constituait une annexe du Limbourg depuis le XI^e siècle.

34. Enfin — pour ne pas insister sur ce qui concerne des seigneuries secondaires, — le dernier des pays d'outre-Meuse qui eut encore ses seigneurs indépendants, la grande seigneurie de Fauquemont, érigée en comté en 1352, passa à son tour sous la domi-

Valkenburg; Ch^{er} de Corswarem, *Mémoire sur les anciennes limites et circonscriptions de la province du Limbourg*, pp. 41, 43; Eug. Poswick, *Histoire de la noblesse limbourgeoise*; Daris, dans les *Analectes pour servir*, etc. t. XII. pp. 385 et suivantes; *Les Chroniques de Jean van Heelu* et le *codex* qui leur fait suite, etc.

nation de la maison de Brabant. Celle-ci en fit l'acquisition à prix d'argent en suite des compétitions auxquelles le règlement de la succession de Jean, seigneur de Fauquemont, mort en 1352, avait donné lieu. Seulement, quoique l'acte de cession fut daté de 1361, et que dès 1368 il eût été confirmé par l'Empire, Jeanne et Wenceslas de Brabant ne demeurèrent en paisible possession de leur nouveau domaine qu'à partir de 1381.

35. Le Limbourg et les pays d'outre-Meuse furent d'abord rattachés aux anciens États de la maison de Louvain par un simple *lien personnel*, la soumission à une même dynastie. Mais peu à peu, à la différence de ce qu'on avait vu plusieurs fois au moyen âge dans l'histoire de nos principautés, ce lien personnel et dynastique, au lieu de se briser, engendra un lien permanent et en quelque sorte *territorial*. Le Limbourg et les pays d'outre-Meuse contractèrent avec le duché de Brabant une union politique, laquelle remonte par ses origines à l'acte de confédération passé, en 1355, par les villes Brabançonnaises et Limbourgeoises, acte confirmé par une confédération nouvelle conclue en 1415. La Joyeuse-Entrée, c'est-à-dire la grande charte constitutionnelle du Brabant dont on parlera plus loin, déclara cette union indissoluble. Dès le *xiv^e* siècle le prince n'eut plus le droit ni de la faire cesser, — par exemple en partageant ses États entre ses enfants, — ni d'amoindrir ou de méconnaître les nombreuses conséquences juridiques qu'elle entraînait. Avec le temps l'union devint si étroite qu'elle fit des Brabançons et des Limbourgeois, en dépit de l'éloignement géographique et de la complète séparation administrative, pour ainsi dire un seul peuple soumis à une constitution unique et doté d'un même corps de privilèges (1).

§ II. LOOZ ET CHINY (2).

36. Les comtés de Loos et de Chiny, unis à la suite d'un mariage princier en 1223, séparés par un partage de famille vers 1273,

(1) On verra plus loin, quand on parlera de la *Joyeuse-Entrée*, quelle fut l'occasion de cette confédération.

(2) Voir Edm. Poulet, *Les constitutions nationales*, pp. 27, 28 ; Daris, *Histoire... de Loos* ; etc.

réunis de nouveau par succession en 1299, cessèrent d'être des États féodaux indépendants dans le courant du xiv^e siècle. Leur réunion à des principautés voisines fut la conséquence prochaine de la mort, sans enfants légitimes, du comte Louis IV en 1336. Louis IV légua ses deux comtés à un fils de sa sœur, Thierry, seigneur de Heinsberg. Mais, si celui-ci se mit sans difficulté en possession du comté de Chiny, son avènement dans le comté de Looz donna ouverture à des difficultés graves.

37. Le comté de Looz était, depuis une époque impossible à préciser, fief de l'église de Liège (1). Personne ne contestait sa mouvance, mais on n'était pas d'accord sur sa nature féodale. Le chapitre de Saint Lambert prétendait que Louis IV étant mort sans enfants mâles, en dépit de ses dispositions testamentaires Looz devait faire retour à l'église de plein droit. Heinsberg répondait en montrant comment le comté avait, à diverses reprises, passé sans réclamations aux frères et aux neveux des comtes morts sans enfants. Il alléguait l'exemple du Hainaut, cet autre fief Liégeois (2), à propos duquel une réclamation analogue à celle qu'on lui opposait était restée sans effets. Il prétendait que, suivant la coutume, les sœurs et leurs descendants étaient aptes à succéder à défaut de fils. En droit, la question était fort discutable. En fait, le conflit dura dix ans. Il donna lieu à l'intervention du Pape, de l'Empereur, des princes voisins, à des excommunications, à des interdicts, à des arbitrages. En dernière analyse Thierry de Heinsberg resta en possession, en partie grâce à l'appui des populations, en partie grâce à l'inaction que garda l'évêque de Liège, Adolphe de la Marck, lequel était son beau-frère. Enfin, en 1356, une sentence arbitrale, prononcée par un légat pontifical, lui maintint le comté de Looz, et il finit même par se reconcilier avec le chapitre. Mais, après sa mort, les choses changèrent de face. Thierry avait légué son comté à son neveu, Guillaume de Dalenbroeck. Cette fois le chapitre et les villes liégeoises contraignirent l'évêque, Englebert de la Marck, à

(1) Voir t. I, N° 392.

(2) Voir *ibidem*.

déclarer la guerre à l'héritier institué et à prendre possession du pays de Looz en 1361. Un parent de Guillaume, Arnould, seigneur de Rummen, essaya encore de rentrer en lice après avoir acheté ses droits ou ses prétentions ; mais lui aussi fut vaincu par les Liégeois unis à leur prince, Jean d'Arckel, et, en 1366, il renonça définitivement à toute revendication ultérieure.

38. A partir de la réunion du comté de Looz au domaine direct de l'église de Liège, ce fut un principe constitutionnel liégeois que le prince n'avait pas le droit de reconstituer le comté en fief. Le comté resta du reste juridiquement distinct du pays de Liège, quant à son *titre* et quant à ses droits, statuts et usages antiques et laïques. L'évêque fut comte *laïque* de Looz, il dut se faire inaugurer comme tel à Looz et gouverner le pays sous le titre exclusif de comte. Le pays conserva sa hiérarchie indépendante de tribunaux, où l'on jugeait non au nom de l'évêque mais au nom du comte, et ses coutumes propres. Il ne se confondit avec le reste de l'État liégeois qu'au point de vue politique et *constitutionnel* ; et, sauf la nécessité d'une inauguration spéciale qui disparut, il garda sa situation distincte jusqu'à la fin de l'ancien régime.

39. Avant de passer à un autre objet, il n'est pas sans intérêt de rappeler ici en passant, à propos du comté de Looz, deux faits particuliers. Les coutumes lossaines et l'ancien droit lossain ne régissaient que la majeure partie du *plat pays*. Les *anciennes villes* lossaines, ayant été jadis émancipées au *droit liégeois*, étaient régies par le droit liégeois et les coutumes liégeoises, et leurs *justices*, quand elles jugeaient *à la loi de Liège*, prenaient rencharge aux échevins de la Cité (1).

La ville de St-Trond formait une sorte d'enclave dans le comté. *Ville lossaine* et, depuis la réunion du comté au domaine de l'église, devenue *bonne ville liégeoise*, elle était à certains égards *ville impériale*. Elle avait ses coutumes propres, et ses échevins ressortissaient aux échevins d'Aix-la-Chapelle puis en dernier res-

(1) Voir Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 29.

sort aux tribunaux impériaux. La seigneurie de la ville appartenait mi-partie à l'évêque, mi-partie à l'abbé du monastère. Quant à la supériorité territoriale, plus tard transformée en souveraineté, elle appartenait à l'évêque bien que l'abbé la lui disputât parfois (1).

40. Les destinées du comté de Chiny ne doivent pas nous arrêter aussi longuement. Arnould de Rummen, que nous avons appris à connaître, releva de l'Empire le comté de Chiny après la mort de son oncle Thierry de Heinsberg ; mais en 1364, cherchant des ressources pour mener à bonne fin la revendication du comté de Looz, il vendit Chiny à Wenceslas de Bohême, premier duc de Luxembourg, l'époux de Jeanne de Brabant. Depuis ce moment Chiny resta uni au Luxembourg, dont il forma une circonscription spéciale, et les ducs abandonnèrent les titres de marquis d'Arlon et de comte de la Roche pour prendre exclusivement ceux de duc de Luxembourg et comte de Chiny (2).

§ III. LA SEIGNEURIE DE MALINES (3).

41. Il ne faut pas confondre le *pays de Malines* avec la *seigneurie de Malines*. Le pays de Malines, appelé parfois aussi *pays d'Archel*, était une fraction du duché de Brabant dans le quartier d'Anvers. Il tirait probablement son nom de ce que les avoués de Malines, les Berthout, en avaient été les seigneurs pendant des

(1) Voir Edm. Pouillet, *ibidem*, p. 30 ; Louis Crahay, *Les coutumes de la ville de St-Trond*, introduction ; etc.

(2) Voir les historiens du Luxembourg, Prat, *Histoire d'Arlon*, t. I, p. 648 ; Daris, *Histoire de Looz*, etc.

(3) Outre les historiens brabançons, les *Chroniques de Ed. de Dwynter*, les *Brabantsche Yeesten*, David, *Geschiedenis van Mechelen*, le mémoire du Cher Van den Branden de Reeth sur les Berthout, il faut consulter pour Malines, Vandoren, *Inventaire des archives de la ville de Malines*, passim ; Ghyseleers-Thys, *Additions et corrections à la notice sur les archives de Malines* ; Gachard, sur les archives de Dusseldorf dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. IX.

siècles ; et il n'avait de commun avec la seigneurie de Malines qu'un seul point : c'est que, bien que non Brabançons, les Malinois y étaient de temps immémorial admissibles aux emplois locaux et qu'ils le restèrent jusqu'à la fin de l'ancien régime (1).

42. La seigneurie de Malines se composait de trois parties distinctes : la *ville* de Malines, laquelle en formait noyau, le *district* et le *ressort*, annexes de la ville. Le district comprenait cinq villages et quelques hameaux adjacents à l'enceinte municipale, villages et hameaux sans échevinage propre et ressortissant dès le commencement du xiv^e siècle du magistrat municipal. Le ressort n'était formé que des deux seigneuries de Heyst op den Berg et de Gestel, lesquelles relevaient de la cour féodale de Malines, étaient soumises au droit et aux coutumes de la ville, et jouissaient des privilèges de celle-ci.

43. Malines, antique possession immunitaire de l'église de Saint Lambert (2), avait constitué pour les évêques de Liège, dès le xiii^e siècle, une possession précaire et souvent gênante. Par la nature même des choses les intérêts de ses bourgeois l'attiraient dans le mouvement brabançon ; et c'était à la fois sur ces bourgeois et sur le Brabant que s'appuyaient les Berthout, pour arriver à transformer en seigneurie l'avouerie qu'ils exerçaient au nom de l'église de Liège (3).

44. Au commencement du xiv^e siècle, sous Thibaut de Bar, les droits des évêques furent encore reconnus dans les formes officielles et diplomatiques. Mais la condition réelle des choses ne pouvait pas changer. Les prélats liégeois, d'accord avec le chapitre de Saint Lambert, se décidèrent donc à se défaire, dans les conditions les plus avantageuses que possible, d'une seigneurie exposée à leur être arrachée sans compensation. En 1333 ils vendirent Malines, avec les villages qui en dépendaient — mais en s'y réservant toutefois la supériorité féodale qu'ils exerçaient déjà sur la Flandre allodiale (4), — à Louis de Crécy comte de

(1) Edm. Poulet, *Les Constitutions*. pp. 454, 455.

(2) Voir t. I, N^{os} 322, 323.

(3) Voir t. I, N^{os} 493 et suivants.

(4) Voir t. I, N^o 373.

Flandre. Le comte Louis, quoiqu'ayant pris la précaution de racheter au comte de Gueldre, héritier des Berthout par sa femme, les droits et les prétentions des anciens avoués, ne resta pas en paisible possession de la seigneurie. Malines fut ballotée entre le Brabant et la Flandre, au milieu de dramatiques vicissitudes, jusqu'en 1357. Alors le traité d'Ath, imposé au Brabant vaincu par la Flandre victorieuse, et conclu sous la médiation intéressée du comte de Hainaut, assigna Malines aux comtes de Flandre. Ceux-ci prirent désormais le titre de la *seigneurie*, et ils la joignirent à leurs États sans la confondre avec eux.

45. Plus tard, lors de la réunion des diverses contrées des Pays-Bas sous un même sceptre, Malines eut des rapports intimes et fréquents avec le Brabant. Néanmoins les circonstances et la nature spéciale de ses privilèges la préservèrent de devenir une annexe du duché. Elle resta, jusqu'à la fin de l'ancien régime, un petit État séparé portant le titre de *seigneurie*, bien qu'il eut été érigé en *comté* par l'Empire en 1490. Quant au vasselage liégeois, il tomba dans l'oubli dès le *xv^e* siècle.

§ IV. LES DESTINÉES D'ANVERS (1).

46. Anvers — chef-lieu du marquisat du saint Empire (2), dont les ducs de Brabant continuèrent à porter jusqu'à la fin de l'ancien régime le titre distinct, — était devenue une ville Brabançonne de même que le marquisat s'était peu à peu transformé en simple circonscription du duché. En 1357, le traité d'Ath, qui disposa de Malines, détacha aussi des États des ducs de Brabant, pour quarante longues années, la ville d'Anvers avec quelques villages de sa dépendance immédiate, et les assigna au comte de Flandre pour être simplement tenus en fief du duc. Celui-ci, — à qui restait d'ailleurs le titre de marquis du Saint-Empire, — n'eut plus aucune

(1) Voir sur Anvers, Mertens et Torfs, ouv. cité ; Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 141, 142 ; les *Chroniques d'Edmond de Dynter*, etc.

(2) Voir t. I, N° 398.

autorité effective dans la ville ni dans ses annexes tant que les comtes de Flandre en gardèrent la possession.

47. Anvers, qui depuis longtemps était en rapports continus et intimes avec les autres villes Brabançonnnes, ne se résigna pas facilement à passer sous la domination flamande, étrangère pour elle. Elle reçut si mal ses nouveaux maîtres qu'elle fut privée par eux d'une partie de ses privilèges, et notamment de l'étape du poisson, de l'avoine et du sel, étape qui fut transférée à Malines. En même temps, la perte d'Anvers avait été fort sensible aux Brabançons. Aussi, quand Philippe le Hardi, duc de Bourgogne et comte de Flandre, se trouva en compétition avec la maison de Luxembourg à propos de la succession de Jeanne de Brabant, le principal moyen qu'il employa pour attirer les Brabançons à lui ce fut la promesse de réunir de nouveau la ville d'Anvers au duché. A partir du règne d'Antoine de Bourgogne les ducs de Brabant durent tous promettre, à leur avènement, en vertu de la charte constitutionnelle du duché : qu'Anvers et ses dépendances seraient unis au Brabant de la même manière qu'ils l'étaient à l'époque où ils en avaient été détachés, et qu'ils n'en seraient plus jamais séparés.

§ V. LA HOLLANDE ET SES APPARTENANCES UNIES AU HAINAUT (1).

48. On se rappelle que, depuis des temps reculés, les comtes de Hollande possédaient le comté de Zélande, et qu'en 1323 ils réussirent à rompre le lien féodal qui, de son chef, les rattachait à la Flandre (2). Ils avaient cherché aussi à étendre leur domination dans la West-Frise, c'est-à-dire dans cette partie de la vieille Frise située à l'est du Zuyderzee, mais de ce côté leurs progrès avaient été plus lents. Floris V, le grand pro-

(1) Voir Arend, *Algemeene geschiedenis des vaderlands*, passim ; les *Bull. de la Commission royale d'Histoire*, 2^e série, pp. 45 et suivantes ; t. IV, pp. 216, 356 ; Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 15.

(2) Voir t. I, N^o 372.

tecteur des bourgeoisies et des classes rurales parvint, il est vrai, après deux tentatives infructueuses, à venger la mort de son père, le roi Guillaume (1) et à se faire inaugurer comme seigneur de Frise en 1288. Seulement l'autorité comtale resta précaire dans la région et, en 1337, un comte de Hollande périt encore sous les coups des Frisons révoltés. Les autres cantons frisons, Oostergoo, Westergoo, Zevenwouden, Groningue, Ommelanden, Overijssel, Drenthe, n'obéirent jamais aux comtes de Hollande. Ils conservèrent une indépendance complète et leurs institutions propres, ou ils acceptèrent la supériorité de l'évêché d'Utrecht, souvent plus nominale que réelle, et toujours combattue par les comtes puis ducs de Gueldre.

49. A la fin du XIII^e siècle l'antique maison de Hollande, après avoir régné pendant près de 400 ans, s'éteignit. Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, fils d'une sœur de Guillaume II, recueillit son héritage non sans contradictions ni sans difficultés. A partir de 1299, l'union du Hainaut, avec les États des comtés de Hollande se constitua, et, en dépit de sanglantes traverses, elle se perpétua jusque pendant la révolution du XVI^e siècle. Les comtes, à partir de 1389 au moins jusqu'en 1549, jurèrent tous au moment de leur inauguration tant en Hollande qu'en Hainaut, de ne jamais séparer l'un de l'autre les trois pays de Hollande, de Zélande et de Hainaut. Après la révolution du XVI^e siècle, les comtes de Hainaut prêtèrent le même serment, quoique devenu sans objet jusqu'à la fin de l'ancien régime. Cette union, obligatoire en droit public, n'engendra pas des conséquences aussi rigoureuses que celle du Brabant et du Limbourg ou que celle de Liège et de Looz (2). Cependant elle rapprocha deux nationalités distinctes, et cela au point de rendre souvent les régnicoles de l'une capables d'occuper des offices publics dans le territoire de l'autre.

(1) Voir plus haut, Nos 15 et 16.

(2) Voir plus haut, Nos 35, 38.

§ VI. LA FLANDRE GALLICANTE (1).

50. Les trois châtellenies méridionales de la Flandre, celles de Lille, Douai et Orchies où dominait l'élément wallon, furent arrachées au comté à la suite des grandes luttes de Philippe le Bel contre les Dampierre. Lors des premières négociations qui suivirent la bataille indécise de Mons-en-Puelle, elles furent remises entre les mains du Roi, à titre de gage et de garantie, jusqu'au paiement intégral de l'amende que les Flamands avaient consenti à payer au Roi, amende dont le maximum était fixé. Le traité d'*Athis-sur-Orge* de 1305, mieux appelé le *traité d'iniquité*, commença par améliorer injustement le titre précaire en vertu duquel le Roi détenait son gage. Il frappait la Flandre d'une amende bien supérieure au *maximum* convenu dans les négociations préliminaires. Puis, dès l'année 1306, le Roi témoigna l'intention arrêtée de transformer son titre précaire en titre définitif et de joindre les châtellenies à son domaine. Le trop célèbre Enguerrand de Marigny fut chargé de l'exécution du plan royal. Il réussit. Pour amener Robert de Béthune à signer un acte de renonciation à la propriété des trois châtellenies, Marigny lui persuada : que cette renonciation était une formalité prescrite par la dignité royale, *pro honore regis* ; qu'incontinent le Roi lui restituerait les ressorts cédés en les lui remettant sous forme de donation particulière, *de gratia speciali*. Robert de Béthune aveuglé, circonvenu, consentit à la cession et ne comprit qu'après coup comment il avait été joué. Ses colères et ses récriminations furent vaines, et il lui fallut signer, le 5 mai 1320, un traité qui consommait le démembrement.

51. La séparation des châtellenies wallones fut pour la Flandre une plaie morale laquelle saigna pendant près d'un demi siècle. En

(1) Bon Kervyn de Lettenhove, *Histoire de la Flandre* ; *Archives historiques et littéraires du département du nord*, 2^e série, t. VI, p. 508 ; Diegerick, *Inventaire des archives de la ville d'Ypres*, t. II, pp. 117, 118 ; *Statistique archéologique du département du Nord*, t. I, p. LXXXV, Buzelinus, *Gallo-Flandria*, etc.

1340 Édouard d'Angleterre, stipulant comme roi de France (1), déclara encore que ces territoires seraient réunis à jamais à la Flandre, et de plus que Tournai et l'Artois seraient également unis au comté et tenus en fief par le comte. Mais au traité de Brétigny les rois d'Angleterre oublièrent leurs anciens alliés. La Flandre gallicante resta annexée au domaine royal et elle fut régie par des gouverneurs amovibles, jusqu'au jour où de nouvelles vicissitudes, dont nous aurons à parler plus tard, amenèrent les rois de France eux mêmes à la rendre aux comtes de Flandre. Cette restitution, pour le dire dès maintenant, eut un caractère dynastique plutôt que territorial. En effet, les trois châtellenies, avec leurs annexes le pays de l'*Alleu* et celui de la *Gorgue*, ne furent plus jointes au comté, comme naguère, pour en faire partie intégrante. Les princes des Pays-Bas leur laissèrent une organisation particulière : ils en firent une *province à part* divisée en neuf circonscriptions ou quartiers.

§ VII. STAVELOT-MALMÉDY, LES TERRES D'EMPIRE
ET MAESTRICHT (2).

52. On se rappelle que l'*abbaye impériale, libre et exempte* de Stavelot-Malmédy, était la seule des abbayes nationales qui, durant le haut moyen-âge, eut réussi à échapper à la supériorité territoriale de quelque prince puissant, laïque ou ecclésiastique (2). Pendant l'époque communale et pendant la période monarchique elle sut encore conserver son individualité propre, bien qu'elle conservât jusqu'au xvii^e siècle comme *avoués* les comtes de la Roche, puis les comtes-ducs de Luxembourg, et qu'à diverses reprises elle fut gouvernée par les princes-évêques de Liège comme *administra-*

(1) Voir plus haut, N^o 22.

(2) Sur Stavelot-Malmedy voir Defacqz, *Ancien droit Belgique*, t. I, p. 183; Arsène de Noüe, *Études historiques sur l'ancien pays de Stavelot et de Malmédy*; Raikem, *Mercuriale* de 1853, pp. 13 et suivantes; *Recueil des anciennes ordonnances de la Belgique : Pays de Stavelot*.

(3) Voir t. I, N^{os} 399, 400.

teurs. Elle perdit sans doute dans le cours des âges et au contact de ses puissants voisins une partie notable de son territoire primitif; mais elle resta, jusqu'à la fin de l'ancien régime, un petit État indépendant et distinct, lequel se trouvait dans la mouvance de l'Allemagne et dont les chefs finirent par se titrer de princes du Saint Empire (1).

53. L'État de Stavelot-Malmédy se composait de deux districts dits *Postelleries*, ceux de Stavelot et de Malmédy, se rattachant par leurs origines au domaine propre du monastère dont ils portaient le nom; du comté de Logne, que possédait l'abbaye depuis le xiii^e siècle au moins, et qui était considéré à certains égards comme une dépendance de la postellerie de Stavelot; enfin, d'un petit nombre de villages enclavés dans le pays de Liège.

54. On appelait *terres d'Empire* (2), quelques grandes seigneuries formant des *enclaves*, soit dans les États du prince de Liège, soit dans ceux de certains princes de la région orientale des Pays-Bas. Les principales d'entre elles étaient le comté de Fagnolles, la seigneurie de Reckheim, la seigneurie plus tard comté de Gronsfeld, la principauté de Thorn, dont l'évêque de Liège avait l'avouerie, les seigneuries de Witthem et Kessenich, les onze bancs du chapitre de Saint-Servais de Maestricht, au moins jusqu'au traité de Fontainebleau de 1785, enfin l'avouerie de Fléron achetée seulement en 1626 par la principauté de Liège mais non annexée à celle-ci.

55. Les *terres d'Empire* ne dépendaient en droit que du Saint-Empire germanique et en fait elles jouissaient, vis à vis des princes dont le territoire les enserrait, de toute l'indépendance compa-

(1) Voir t. I, N° 761.

(2) Sur les terres d'Empire, Neny, *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas Autrichiens*, t. II, pp. 84 et suivantes; Defacqz, ouv. cité, t. I, p. 152; 152; t. II, p. 166; Ch^{er} de Corswarem, *Mémoire sur les limites et circonscriptions de la province de Limbourg*, pp. 88, 90, etc; L. Crahay, *Coutumes du comté de Looz*, tt. I et II; *Bulletins de la Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances*, t. III, pp. 23 et 201; t. IV, p. 241; t. V, pp. 32 et suivantes; Raikem, *Mercuriale* de 1860, pp. 17, 39, 45.

tible avec leur exiguité et leur faiblesse. Elles avaient leur droit leurs coutumes, leurs tribunaux propres. On n'appelait des sentences de leurs tribunaux qu'aux tribunaux impériaux. Les princes des Pays-Bas n'avaient ni le droit de porter des ordonnances, ni celui de lever des impôts dans leur territoire. Plusieurs de leurs possesseurs, entre autres le seigneur de Reckheim, le comte de Gronsfeld, l'abbesse de Thorn, acquirent même, comme membres de l'Empire, rang et séance dans les diètes Allemandes jusqu'à la révolution française. Quant à la situation particulière de l'*avouerie de Fléron*, elle ne resta caractérisée que dans l'ordre juridique et dans l'ordre judiciaire. Fléron conserva ses coutumes propres, et ses tribunaux continuèrent à ressortir des échevins d'Aix-la-Chapelle, puis des dicastères impériaux.

56. Le régime auquel était soumis la ville de Maestricht mérite aussi, à raison de sa singularité, une mention spéciale (1). On a vu comment Maestricht avait été placée sous la souveraineté *indivise* du duc de Brabant et du prince-évêque de Liège (2). Cette indivision se perpétua. La ville avait ses coutumes à défaut desquelles on suivait les usages et les lois générales de l'Empire. Elle avait deux tribunaux, l'échevinage dit brabançon et l'échevinage liégeois. En matière de gouvernement municipal on y suivait la maxime : *un seigneur, point de seigneur, deux seigneurs, un seigneur*.

§ VIII. LA FRANCHE COMTÉ DE BOURGOGNE ET L'ARTOIS (3).

57. La Franche-comté de Bourgogne, appelée primitivement haute Bourgogne ou Bourgogne supérieure, correspondait à l'ancien pays des Séquanais. Tandis que le *duché* de Bourgogne faisait partie intégrante de la monarchie Française et appartenait comme

(1) Sur Maestricht L. Crahay, *Coutumes de la ville de Maestricht* ; Defacqz, ouv. cité, t. I, p. 18 ; Ch^{er} de Corswarem, ouv. cité, pp. 70, 78, 79, 84 ; Raikem, *Mercuriale* de 1850, p. 39.

(2) Voir t. I, N° 390.

(3) Voir Aug. Castan, *La Franche-comté et le pays de Montbéliard* ; Rougebief, *Histoire de la Franche-comté ancienne et moderne* ; le *Dictionnaire de Moreri* ; l'*Art de vérifier les dates*, etc.

fief à une race capétienne, la Franche-comté était rentrée dans le mouvement germanique. Ses comtes, dont la lignée masculine se brisa à diverses reprises, étaient vassaux du Saint-Empire. Ils joignaient à leur titre celui de *Palatin*.

58. La réunion du comté de Bourgogne et de l'Artois se fit pour la première fois dans la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, par le mariage du comte palatin Othon IV avec Mahaut d'Artois, fille de Robert II (1). Ces époux marièrent leur fille Jeanne à un fils de Philippe le Bel, lequel monta plus tard sur le trône sous le nom de Philippe le Long. Pendant leur règne, et durant le temps que la Franche-comté fut possédée par la comtesse-reine Jeanne, le pays fut divisé, outre la seigneurie de Salins qui lui était annexée, en deux bailliages : le bailliage d'Aval et le bailliage d'Amont. On vit s'y établir un tribunal supérieur, lequel est peut être l'origine du parlement de Dôle, et on essaya aussi, mais sans succès, d'établir une université à Gray.

La comtesse-reine Jeanne eut plusieurs filles, entre autres Jeanne de Valois qu'elle maria à un prince capétien, Eudes IV, duc de Bourgogne, et Marguerite, épouse du comte de Flandre Louis de Crécy. Elle laissa à la première la Franche-comté et l'Artois. Eudes IV de Bourgogne eut pour héritier son petit-fils Philippe dit de Rouvre, lequel fut marié à Marguerite de Flandre, fille de Louis de Mâle. Mais Philippe de Rouvre étant mort en 1361, sans enfants, ses États se démembrèrent. Le *duché* de Bourgogne fit retour à la couronne de France. La Franche-comté, la seigneurie de Salins et l'Artois furent recueillis par la grande tante du défunt, Marguerite, veuve de Louis de Crécy.

(1) Voir t. I, N° 1130.

CHAPITRE II.

DU DÉVELOPPEMENT DES INSTRUMENTS ÉCRITS DU DROIT CONSTITUTIONNEL ET DES ACTES IMPÉRIAUX IMPORTANTS RELATIFS AUX PAYS-BAS.

59. A partir du xiv^e siècle, des faits locaux développèrent dans les Pays-Bas les *éléments écrits* sur lesquels reposaient, en partie, les constitutions provinciales (1). On vit apparaître pour la première fois de véritables *chartes provinciales*, lesquelles fixèrent d'une manière plus précise et plus accentuée certaines garanties traditionnelles, et introduisirent dans le droit public des garanties et des principes nouveaux.

60. Ce mouvement en faveur d'instruments écrits, disposant pour l'État pris dans son ensemble, ne se manifesta pas partout. Il ne se produisit, par exemple, ni à Namur ni en Flandre : à Namur, où le pouvoir princier ne devait guère compter qu'avec sa ville principale; en Flandre, où, pendant des siècles, l'esprit communal fut si vivace qu'il domina les institutions entières reléguant l'esprit provincial à l'arrière plan. On n'en trouve guère de traces en Hollande, sinon dans le privilège octroyé à son inauguration, en 1346, par la comtesse Marguerite, privilège qui subordonne formellement le droit du comte à porter la guerre hors des limites de la Hollande, de la Zélande et de la Frise, au consentement préa-

(1) Voir t. I, Nos 719, 720

lable des nobles et des villes du pays (1). En Gueldre, il donne naissance au privilège de 1418, par lequel le duc Arnould promet de ne gouverner qu'avec le concours de 16 conseillers, nommés par les *quartiers* du pays, et de ne pas contracter mariage sans le consentement des nobles et des villes (2). Mais il se produisit en Brabant, en Limbourg, à Liège, en Hainaut, avec des caractères remarquables qu'on ne saurait comprendre dans un exposé unique et qu'il convient d'expliquer séparément.

61. En même temps que les constitutions provinciales s'élargissaient et se fixaient sous la pression de causes internes, les Empereurs, placés comme on l'a vu dans des conditions nouvelles, incapables de maintenir leur influence autrement que par des bienfaits (3), octroyaient à plusieurs de nos principautés des privilèges marquants d'une portée durable. Commençons par dire un mot de ceux-ci, avant d'étudier les actes constitutionnels généraux qui doivent nous arrêter.

§ I. LES DIPLÔMES IMPÉRIAUX.

62. Les principautés des Pays-Bas, auxquelles des diplômes impériaux marquants furent octroyés pendant la période communale, sont le pays de Liège, le Brabant, la Gueldre et le Luxembourg.

I. Les diplômes relatifs à Liège.

63. On se rappelle que, de tous les grands États féodaux de nos contrées, le pays de Liège est le seul qui resta soumis dans une large mesure au pouvoir législatif du Saint-Empire (4). Ce fut aussi celui dans lequel les Empereurs s'efforcèrent le plus longtemps

(1) Voir plus haut, t. I, N° 1144, et Arend, ouv. cité, *tweede deel*, *tweede stuk*, p. 163.

(2) Gradts, *Bijdrage tot de geschiedenis van den souverainen raad in het overkwartier van Gelderland*, etc. pp. 19, 20.

(3) Voir plus haut, N° 17.

(4) Voir t. I, N° 712.

d'exercer une action directe et personnelle. Quand nous nous occupons de l'époque monarchique, il nous faudra revenir sur le même objet ; dès maintenant, il importe de remarquer que les diplômes impériaux du ^{xiii}^e siècle abondent pour la principauté, et qu'au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e on en trouve encore.

Ces diplômes n'ont pas tous le même caractère ni la même portée. Quelques-uns d'entre eux ne sont que des confirmations générales des libertés politiques octroyées vis à vis de l'Empire à l'évêque de Liège et à son église, ou des confirmations de privilèges soit au profit des clercs liégeois, soit au profit de certaines villes. D'autres témoignent du désir ardent d'intervenir dans le mouvement intérieur du pays en pesant sur les institutions existantes, tantôt pour contribuer à leur maintien, tantôt pour provoquer leur transformation, le plus souvent pour défendre le pouvoir princier contre les influences qui le combattaient.

Sans entrer dans trop de détails, nous ne pouvons négliger de citer parmi ces derniers les diplômes suivants (1) : celui de 1253, confirmé en 1275, qui prononce la nullité des sentences rendues par les tribunaux liégeois en opposition des privilèges impériaux ; celui de 1250, par lequel Rodolphe de Habsbourg accorde encore lui même au chapitre de Saint Lambert le *blutbann* pour exercer la juridiction criminelle dans ses seigneuries (2) ; celui de 1290, confirmé en 1346, statuant que nul ne peut jouir des privilèges des bourgeois de Liège s'il ne réside dans la Cité ; celui d'Albert, roi des Romains, essayant de briser la puissance de l'échevinage de la Cité en prétendant dégager les échevins de certaines villes de l'obligation de lui demander *rencharge* (3) ; enfin, le fameux diplôme de Sigismond, de 1417, rendant aux Liégeois les libertés qui leur avaient été enlevées par l'intervention Bourguignonne.

64. Cependant, à propos de ces actes de nature si diverse, il importe de faire une remarque générale. Tandis que dans les époques

(1) On trouve les différents diplômes indiqués dans la *Liste chronologique des édits et ordonnances de la principauté de Liège*, avec la mention de la collection où ils sont imprimés.

(2) Voir t. I, N^{os} 241, 1014, etc.

(3) Voir t. I, N^{os} 694.

primitives on acceptait les diplômes impériaux sans contradiction, dès la fin du XIII^e siècle on ne les accueillit plus qu'avec certaines réserves. On tint pour non avenus les diplômes qui prétendaient réagir contre les faits accomplis par le mouvement des forces locales, notamment celui de 1299 relatif à la *rencharge*. On reçut avec reconnaissance les privilèges et les diplômes qui rendaient, confirmaient ou amplifiaient les anciennes libertés, par exemple celui de Sigismond. On refusa aux privilèges spéciaux, comme aux lois générales de l'Empire, le pouvoir de briser et d'abroger les anciennes coutumes nationales (1).

II. *Les privilèges de la Gueldre et du Luxembourg* (2).

65. Les privilèges impériaux concernant la Gueldre et le Luxembourg ne doivent être que sommairement indiqués. En Gueldre, il faut citer le privilège de *non evocando*, octroyé en 1310 par l'empereur Henri, et plus tard confirmé par l'article 6 du traité de Venloo ; en Luxembourg, la charte dite la *Bulle d'or* de 1354, émanée de l'empereur Charles IV et confirmée en 1598.

En vertu du privilège de *non evocando*, les Gueldrois, bourgeois des villes ou habitants du plat pays, n'étaient plus justiciables des tribunaux impériaux, quant à leurs personnes ni quant leurs biens, que si, de commun accord avec leur comte, ils y réclamaient justice ou si leurs juges locaux et naturels leur refusaient droit.

La *Bulle d'or* de 1354 garantissait aux habitants du Luxembourg, domiciliés et non soumis à quelque servitude, qu'ils ne seraient jamais emprisonnés du chef des dettes de leurs comtes à moins qu'ils ne se fussent constitué caution de celles-ci.

(1) Voir Edm. Pouillet, *Les Constitutions nationales*, pp. 24, 54 et *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 6, 7, etc.

(2) Voir Berthollet, ouv. cité, t. VII, p. 9 ; t. VIII, p. CLVIII ; Edm. Pouillet, *Les Constitutions nationales*, p. 200.

III. *La Bulle d'or Brabantine* (1).

66. *La Bulle d'or Brabantine*, accordée en 1349 par l'empereur Charles IV au duc Jean III, confirmée par l'empereur Sigismond en 1424, par l'empereur Maximilien en 1512, par l'empereur Charles Quint en 1530, toujours invoquée jusqu'à la fin de l'ancien régime malgré les atteintes qu'elle subit, avait une portée bien plus étendue que les deux actes locaux dont il vient d'être parlé.

En vertu de la *Bulle d'or Brabantine*, il était défendu à tous juges ecclésiastiques ou séculiers de l'Empire « de prendre ou » exercer quelque juridiction ou connaissance des personnes et » biens des habitants des pays de Lothier, de Brabant et de Limbourg, ni de les tirer en cause hors des dits pays, par écrit, » citation, par sentences définitives ou interlocutoires, pour quelque cause ou action personnelle, réelle, criminelle, mixte ou » autre que ce fût, n'était en cas de négation de justice. » En principe, les Brabançons et les Limbourgeois jouissaient donc du privilège d'être dispensés de répondre aux poursuites et aux demandes de toute nature, intentées contre eux devant un tribunal étranger dépendant de l'Empire : ce tribunal n'avait pas le droit de les contraindre à ester en justice devant lui, ni par saisie de leur personne quand ils passaient, ni par saisie de leurs biens quand ils en possédaient dans son ressort. La *Bulle d'or*, aussi avantageuse aux Brabançons que désavantageuse pour les principautés limitrophes, avait reçu chez ces dernières le nom de *Bulla plumbea*. Elle servit, pour le dire en passant, aux ducs de Brabant désireux de soustraire leurs sujets à la juridiction du tribunal de la paix de Liège (2). Avec le temps, surtout après l'unification des Pays-Bas, la jurisprudence amoindrit la portée pratique de ce privilège exorbitant du droit commun. Aussi, sans parler des

(1) Voir Edm. Poulet, *Les Constitutions nationales*, pp. 38, 53, 200 ; les sources citées *ibidem* ; Em. de Borchgrave dans le *Message des sciences* de 1875.

(2) Voir t. I, N° 432.

contrées étrangères, la *Bulle d'or* finit par être reconnue inapplicable en Flandre, à Malines, en Hollande et en Zélande.

§ II. LES CHARTES CONSTITUTIONNELLES BRABANÇONNES (1).

67. S'il existait en Brabant, dès le XIII^e siècle, deux chartes de droits et de privilèges ayant un certain caractère de généralité — les testaments des ducs Henri II et Henri III (2), — ces chartes n'avaient pas le caractère de documents constitutionnels. Elles ne concernaient pas le *duché* de Brabant, mais seulement la *terre du duc*, la *terre de Brabant*, c'est-à-dire les fractions du territoire possédées par le prince à titre domanial. Elles étaient plutôt des concessions *seigneuriales* que des concessions *princières*.

Les premiers diplômes constitutionnels du duché, disposant pour l'État pris dans son ensemble, ayant un caractère contractuel et placés sous la garantie de toutes les grandes influences sociales du pays, n'apparurent qu'au commencement du XIV^e siècle. Ce furent la *charte de Cortenberg*, la *charte Wallone* et la *charte Flamande*.

I. La charte de Cortenberg.

68. En 1312, le duc Jean II se sentait mourir. Il prévoyait pour son fils une minorité difficile. Déjà de graves agitations s'étaient produites dans plusieurs villes brabançonnnes entre les aristocraties bourgeoises et les classes inférieures. Les mouvements qui, à cette époque, troublaient la Flandre et le pays de Liège, étaient de nature à se repercuter en Brabant ; le duc comprit qu'il serait habile de donner satisfaction à tous les griefs que le pays pourrait soulever : il se décida à octroyer spontanément ce que peut-être on aurait fini par arracher avec usure à son successeur, à un jeune prince sans prestige personnel ni expérience.

(1) Voir, pour l'ensemble de ce paragraphe, Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée de Brabant et de ses origines*, et les sources citées *ibidem*.

(2) Voir t. I, N^o 673.

Jean II convoqua donc à l'abbaye de Cortemberg sa noblesse et ses villes, et, dans cette assemblée imposante, il fit promulguer la première charte constitutionnelle brabançonne.

69. La charte de Cortemberg constitue une sorte de contrat politique entre le prince d'une part, ses nobles et ses villes de l'autre. Elle est garantie par un échange de serments. Si le duc ou ses successeurs y contreviennent, le pays peut se constituer en *état de refus de service* (1) jusqu'à ce qu'ils aient réparé le grief. Si un particulier y porte atteinte, il sera considéré comme étant *hors la loi*, déloyal, incapable de témoigner en justice ni de réclamer droit et sentence.

En dehors du conseil de Cortemberg qu'il crée, — conseil dont nous étudierons plus loin l'organisation et la mission, — le diplôme de 1312 consacre dans son *texte positif* des garanties importantes en matière d'impôts, de juridiction et même, à certains égards, de législation. Désormais les ducs ne mettront plus de tailles et n'exigeront plus d'aides dans le duché, sinon quand ils prendront l'Ordre de la chevalerie, quand ils contracteront mariage, ou quand, faits prisonniers de guerre, ils auront à payer rançon (2). Dans ces cas mêmes, l'aide sera si sagement répartie que nul ne sera blessé ni surchargé. Tout le pays sera mis *à loi et à sentence* (3). Les sujets, riches et pauvres, seront indistinctement traités par sentence et par droit d'après les chartes qui existent déjà ou d'après celles qu'il conviendra de publier ; et ces choses s'accompliront de telle sorte que, *s'il y a des points à mitiger ou à améliorer*, on les accomplira du conseil des bonnes gens du pays et de personnages choisis *ad hoc* (4). Enfin, les franchises villes seront maintenues dans leurs libertés et dans leurs droits anciens ; et les causes de leurs bourgeois seront traitées d'après le droit de chacune d'elles, sans qu'en dehors de ce droit on les *travaille* ou qu'on les laisse travailler (5).

(1) Voir t. I, N° 730.

(2) Voir t. I, N° 1165, 1166, etc.

(3) Voir t. I, N° 936 (a).

(4) Voir t. I, N° 1142.

(5) Voir t. I, N°s 1072 et suivants, 1075, (10), N° 1076, (4), N° 1093, (3).

II. La charte Flamande et la charte Wallone.

70. Deux ans après la promulgation de la charte de Cortemberg, les dilapidations du trésor ducal, commises par l'entourage du jeune duc Jean III, amenèrent de nouveaux progrès constitutionnels. Les marchands étrangers, auxquels Jean II avait emprunté des sommes considérables, ne parvenaient pas à rentrer dans leurs créances. Ils arrêtaient leurs confrères brabançons qui faisaient le commerce hors des frontières, et qui n'étaient pas encore protégés par la *Bulle d'or* (1). Le commerce national périclitait. Les villes du duché s'émurent. Elles seules pouvaient sauver la situation grâce à leur crédit et à leurs richesses et, en même temps, elles comprenaient que leur intervention était de nature à augmenter leur influence politique. Après avoir obtenu une cotisation généreuse des abbayes brabançonnnes, elle se déclarèrent prêtes à avancer *quarante mille* livres tournois pour liquider la situation, mais à des conditions déterminées dont les principales étaient : d'avoir la direction de l'amortissement à opérer, et de pouvoir nommer pendant six ans les officiers représentants de l'autorité ducale.

71. Les offres des villes furent acceptées, et répondues en 1314 par la charte dite *Wallone* et la charte dite *Flamande*. La première de celles-ci était d'une portée transitoire : elle devait rester en vigueur jusqu'au jour où les villes et les abbayes seraient désintéressées des avances faites au trésor ducal. La seconde avait une portée définitive. L'une et l'autre consacraient des principes nouveaux, de nature à fonder la puissance des villes dans l'État brabançon.

72. En vertu de la *charte Wallone*, la gestion supérieure du domaine passait momentanément aux villes(2); les receveurs et les justiciers étaient tenus de rendre compte deux fois par an des recettes qu'ils avaient opérées ; la *vénalité des charges* était proscrite(3) ; le

(1) Voir t. I, N° 1075 (9), et plus haut, N° 66.

(2) Voir t. I, N° 1153.

(3) Voir t. I, N° 1154.

conseil et l'intervention des bonnes villes étaient requis pour que le pouvoir ducal pût nommer, changer ou démettre ses officiers et ses receveurs, sceller du grand sceau des actes de nature à imposer des charges au duc ou au pays, aliéner des domaines immobiliers (1).

73. En vertu de la *charte Flamande*, les revenus disponibles du trésor étaient affectés en premier lieu au dégagement et à la décharge des villes, abbayes et particuliers qui avaient été grevés d'une manière quelconque du chef des dettes ducales; les *lettres et stabilités* des villes, des abbayes, du pays étaient confirmées; les officiers de justice ne seraient plus *mis pour de l'argent*; l'argent levé pour l'entretien des chemins publics ne pourrait être employé à un autre usage; le conseil des villes et des pays serait désormais requis pour que le duc battit monnaie, ou évaluât la monnaie, et on ne pourrait battre monnaie que dans des villes franches (2).

III. *La Joyeuse-Entrée de Brabant.*

74. En 1354, enfin, l'extinction prochaine de la ligne masculine de la maison de Louvain provoqua l'élaboration et l'introduction dans le droit public d'un nouveau monument écrit, destiné à absorber tous les monuments antérieurs et à devenir la charte la plus célèbre de notre histoire : la *Joyeuse-Entrée*. Étudions ses origines, sa forme, son caractère.

A. *Des origines de la Joyeuse-Entrée.*

75. Le duc Jean III, qui avait eu une nombreuse et brillante lignée, avait vu son dernier fils mourir en 1332. A la fin de sa carrière il ne lui restait plus que trois filles, mariées dans les maisons de Bohême-Luxembourg, de Flandre et de Gueldre. Voulant prévenir le démembrement de l'État compact et prospère qu'avaient

(1) Voir t. I, Nos 1154, 1171.

(2) Voir t. I, N° 1162, *in fine*.

formé ses ancêtres, il disposa par testament du duché de Brabant, du marquisat d'Anvers, du duché de Limbourg et des pays d'outre-Meuse, en faveur de sa fille aînée Jeanne, épouse de Wenceslas de Bohême, naguère comte, alors *duc* de Luxembourg, et il dota ses filles cadettes en argent. Ce testament fut confirmé avec empressement par l'empereur Charles IV, frère de Wenceslas. Mais l'assentiment du pays seul pouvait prévenir toute contestation ultérieure entre les filles du duc, et les partisans qu'elles pourraient éventuellement se faire après sa mort. Jean III convoqua donc à Louvain, en 1353, les députés des villes et des franchises rurales (1) du Brabant et du Limbourg pour faire agréer ses projets.

76. L'assemblée fut nombreuse. En dehors des députés des *sept bonnes villes* (2), on y comptait ceux de Maestricht et de 36 petites villes — même seigneuriales, comme Diest et Berg-op-Zoom, — ou franchises. Après quelques délibérations, les villes et les franchises entrèrent dans les vues du duc et de l'Empereur, lesquelles se trouvaient être d'accord avec les intérêts des populations, et elles conclurent alors l'acte d'*union des villes du Brabant et du Limbourg*, dont il a été question à propos des liens qui rattachèrent ces deux principautés depuis le milieu du xiv^e siècle (3). Cet acte d'union comprenait en substance : que les villes et franchises ne souffriraient pas que le pays fût divisé ; qu'elles reconnaîtraient pour seul duc celui-là qui aurait le droit de l'être ; que le futur duc, sans démembrer le territoire, devrait s'engager à acquitter les dots constituées à ses belles-sœurs. En même temps, les députés des villes prêtèrent un serment solennel et s'engagèrent, au nom de leurs mandants, à s'entr'aider de corps et de biens pour maintenir d'une part l'union, de l'autre *leurs libertés, leurs privilèges, leurs coutumes et leurs observances anciennes*. Deux mois plus tard, la noblesse brabançonne, convoquée à part, adhéra aux résolutions des communes : et c'est de celles-ci que sortit la *Joyeuse-Entrée*.

(1) Voir t. I, N^o 1099 et suivants sur les franchises.

(2) Voir t. I, N^o 1185.

(3) Voir plus haut, N^o 35.

B. *La forme de la Joyeuse-Entrée.*

77. La *Joyeuse-Entrée* était une charte constitutionnelle détaillée, dont le duc, lors de son *inauguration*, devrait désormais jurer l'observation et le maintien.

Deux causes s'étaient combinées pour amener sa substitution au *serment général* d'inauguration en usage depuis des siècles (1). D'abord Wenceslas, qui allait monter sur le trône avec la princesse Jeanne, avait des droits susceptibles d'être discutés; et, dans cet état des choses, les grandes influences du pays n'avaient pas manqué de saisir l'occasion de mettre des conditions précises à son avènement, de faire trancher d'avance en leur faveur, par un *texte précis*, les débats qui s'étaient naguère produits entre elles et l'autorité ducale, de réclamer même des garanties nouvelles. Ensuite, le nouveau duc n'était pas né dans le pays; par son éducation même il était imbu de tendances tout à fait féodales; il n'avait pas cet esprit qui toujours avait animé, pendant neuf générations consécutives, les princes de la maison de Louvain: il ne connaissait pas et n'appréciait pas comme ces princes les anciennes libertés des populations. La constatation des principales de celles-ci, dans un instrument authentique, était donc indispensable.

78. Sans comprendre dans son texte tous les principes du droit public brabançon ni tous les privilèges des différents ordres de sujets, la *Joyeuse-Entrée* condensait dans un seul diplôme les principaux privilèges du pays, exprimés dans le détail: soit que ces privilèges fussent garantis déjà par la charte de Cortenberg et par les deux chartes de 1314 (2), soit qu'ils reposassent sur des documents écrits de portée locale, ou sur des traditions stables (3). Dans aucune contrée des Pays-Bas il n'existait de *charte analogue*; et souvent de son chef les Brabançons furent un objet d'envie pour les sujets des principautés laïques voisines (4).

(1) Voir t. I, Nos 727, 727, etc.

(2) Voir plus haut, Nos 70 et suivants.

(3) Voir t. I, Nos 719, 720.

(4) *Laïques*: voir plus loin ce que nous dirons du pays de Liège.

79. Jurée une première fois par Jeanne et Wenceslas, en 1355, elle resta debout jusqu'à la fin de l'ancien régime comme le fondement même de la constitution brabançonne. Tous les ducs de Brabant indistinctement, pendant quatre siècles et demi, y prêterent serment lors de leur inauguration, soit en personne, soit par mandataire, après se l'être fait lire article par article, et cela sans préjudice du serment d'inauguration des anciens ducs et du serment spécial prêté aux églises du duché (1). On peut ajouter dès maintenant que, dans le cours de leur règne, Philippe le Bon et Charles Quint furent amenés l'un et l'autre à ajouter à la Joyeuse-Entrée des *additions, toebriefen*, et que, après la mort de ces princes, ces *additions* furent annexées à l'acte principal pour en faire partie intégrante.

C. Les caractères de la Joyeuse-Entrée.

80. Pour faire bien comprendre les caractères de la Joyeuse-Entrée, comme monument de *droit public*, il faut la mettre en regard des *constitutions écrites* modernes.

81. Tandis que les *constitutions écrites modernes* sont généralement déclarées immuables jusqu'au jour où le souverain et les corps représentatifs des sujets décident de les réviser dans des formes déterminées d'avance, la Joyeuse-Entrée n'était censée immuable que pour un règne. Sans doute, elle avait un élément stable et permanent lequel se maintenait dans tous ses textes successifs ; mais cet élément ne résultait pas de la fixité convenue de certains articles : il résultait uniquement de la stabilité et de la permanence même de certains rapports politiques. En principe, la charte devait, à l'avènement de chaque prince, être l'objet d'un travail préalable entre les commissaires de celui-ci et les représentants du pays. Dans ce travail, on précisait et on fixait de commun accord les points qui avaient donné lieu à des conflits pendant le règne précédent. Parfois, on insérait dans le texte nouveau des privilèges plus étendus que dans le texte auquel le prince défunt avait prêté

(1) Voir t. I, N° 727, *in fine*.

serment. Parfois aussi, du texte nouveau disparaissaient des restrictions mises naguère à l'exercice du pouvoir princier. La Joyeuse-Entrée était ainsi un miroir fidèle dans lequel venaient se refléter, au début de chaque règne, les tendances et les forces du pouvoir princier d'une part, celles des corps représentatifs des sujets de l'autre. Ce fut seulement à partir de 1549, c'est-à-dire de l'inauguration de Philippe II comme successeur futur de Charles Quint, que son texte ne subit plus de sérieux remaniements.

82. Ce qui différenciait encore la Joyeuse-Entrée des constitutions modernes, c'est qu'au lieu de procéder comme celles-ci par *attributions* de droits elle procédait par *restrictions*. Elle ne *conférait pas* de pouvoirs au prince; elle soumettait l'exercice de son pouvoir à des *garanties* et le renfermait dans des *limites* sur des points déterminés.

83. Enfin, dans le même ordre d'idées, au lieu d'établir les fondements d'un régime politique, d'organiser les formes du gouvernement, de répartir les attributs de la puissance publique, elle supposait un système politique debout, un gouvernement organisé sur des bases traditionnelles, et elle ne disposait dans ses différents articles que pour régler les rapports entre rouages déjà existants, pour garantir des usages anciens, pour modifier des pratiques reçues qui ne cadraient plus avec les vues des pays. Sans qu'il soit nécessaire d'analyser ici les textes successifs des Joyeuse-Entrées, il suffira, pour en faire connaître l'économie générale, de signaler les principales dispositions de celle que jurèrent Jeanne et Wenceslas.

84. La charte inaugurale de 1356 (1) consacrait, entre autres, les règles suivantes. L'État brabançon est indivisible: le duc est obligé de maintenir l'union du Limbourg et des pays d'outre-Meuse avec le Brabant (2), et d'annexer à celui-ci les conquêtes qu'il serait éventuellement dans le cas de faire. Les chartes du duché ainsi que le grand sceau ducal sont placés sous la garde des bonnes villes. L'as-

(1) Son texte, publié à diverses reprises, est reproduit dans l'*Histoire de la Joyeuse-Entrée* après collation faite sur le *Clein Charter boeck* de Louvain.

(2) Voir plus haut, N° 35.

sentiment préalable des bonnes villes et celui du pays sont requis pour que le pouvoir ducal puisse déclarer une guerre offensive, contracter une alliance, consentir à une cession de territoire, battre monnaie, fixer l'aloi des monnaies (1). La liberté du commerce, moyennant le paiement des tonlieux légitimes, est garantie. Le duc s'oblige à maintenir les *routes franches* ouvertes et sûres; à indemniser ceux de ses sujets qui, à l'étranger, auront été molestés ou arrêtés à raison de ses dettes personnelles (2); à faire observer la *confédération de la paix commune* ou *land-vrede*, conclue naguère entre le duc Jean III, l'archevêque de Cologne, la ville d'Aix-la-Chapelle, quelques princes voisins du Nord-Est, ainsi que les traités faits en 1339 avec la Flandre et en 1347 avec le pays de Liège. Il faut que les membres du conseil ducal soient nés en Brabant, de légitime mariage, et qu'ils soient domiciliés et adhérités dans le pays. La naissance légitime est également requise dans le chef des officiers de justice (3). Ceux-ci, astreints à exercer leur charge en personne, ne sont d'ailleurs établis que pour un an, et chaque année leur gestion doit être l'objet d'une *enquête* à laquelle les chefs-villes prendront une part active (4). Le maintien du bailli du Brabant-Wallon (5) et celui de la cour féodale de Genappe ou de Lothier sont garantis. Sauf en matières ressortissant de la juridiction ecclésiastique nul Brabançon ne peut, sous peine d'encourir un châtiment sévère, ni citer un autre Brabançon devant un justice étrangère, ni l'appeler au combat judiciaire hors des frontières. Dans le même ordre d'idées, les cessions d'actions litigieuses *in potentiorum*, ou de laïque à clerc, sont interdites. Le duc ne peut traiter personne par force ni volonté, c'est-à-dire hors de droit et de sentence, ni transporter un Braban-

(1) Voir t. I, Nos 1143, 1144, et plus haut, Nos 72, 73.

(2) Voir t. I, Nos 1140, 1075, (10) et plus haut, No 70.

(3) Voir t. I, No 1154.

(4) Voir sur ces enquêtes outre l'*Histoire de la Joyeuse-Entrée* et les sources citées *ibidem*, Piot, dans les *Bull. de la Comm. royale d'histoire* 4^e série, t. IX, pp. 49-70.

(5) C'était le chef justicier du bailliage du même nom, dans lequel se trouvait la ville de Nivelles.

çon appréhendé hors des frontières, ni refuser le *bornage* de ses biens à quiconque le demande. Enfin, la charte punit de la peine de mort et de la confiscation des biens le crime de rapt, fort commun à cette époque. Elle déclare *non gracieables* les crimes de rapt, de *murdre*, de sédition communale, etc. Elle veut que l'homicide ne puisse être gracié que si les parents de la victime ont reçu au préalable satisfaction (1). Elle prend des mesures précises pour enrayer par un système de *trêves obligatoires* les vengeances privées (2). Elle précise les privilèges de chasse des Brabançons (3), garantit ceux des hommes de Saint-Pierre (4), ceux des ecclésiastiques du duché, etc.

IV. *La charte renouvelée de Cortenberg* (5).

85. La *charte renouvelée de Cortenberg* fut signée par Wenceslas, rendu à la liberté après sa défaite de Bastweiler et sa captivité, en 1372. Elle était en quelque sorte la condition du subside considérable que la noblesse et les villes du Brabant avaient accordé au duc à l'occasion de sa rançon et de ses besoins financiers.

Cette charte avait pour objet principal de mettre celle de Cortenberg, souvent méconnue, « en observance dans toute sa « puissance et teneur ». Elle réorganisait le conseil de Cortenberg, déterminait législativement ses moyens d'action, assurait la pleine exécution de ses décisions, stipulait entre autres que tous les officiers du duc prêteraient serment d'observer la charte de Cortenberg et la charte Wallone, qu'un serment analogue serait prêté par les magistrats des villes, qu'il y aurait incompatibilité absolue entre la charge du conseiller du duc et le mandat de conseiller du conseil de Cortenberg.

(1) Voir t. I, N° 1159.

(2) Voir t. I, N°s 439, 582 etc., et plus loin ce que nous dirons du droit criminel dans le chapitre VI.

(3) Voir t. I, N° 936 (m).

(4) Voir t. I, N° 978, 979.

(5) Voir l'*Histoire de la Joyeuse-Entrée*, citée pp. 132 et suivantes

§ III. LES CHARTES LIMBOURGEOISES (1).

86. Les événements, qui avaient donné naissance à la Joyeuse-Entrée de Brabant, produisirent des effets analogues dans le duché de Limbourg. Quand Jeanne et Wenceslas y furent inaugurés en 1356, ils ne se bornèrent pas non plus à jurer, en termes généraux, le maintien et l'observation des franchises, coutumes et libertés du pays. Deux actes d'inauguration, de dates différentes mais de texte identique, consacrèrent les engagements précis et détaillés pris par le duc et par la duchesse. Ces princes promirent entre autres choses: de ne vendre ni de n'engager jamais leurs terres d'outre-Meuse, de n'y conférer les charges publiques ni à des étrangers ni à des bâtards; de maintenir le haut tribunal des douze hommes, c'est-à-dire celui des *échevins de la haute cour de Limbourg*, tel qu'il était constitué, et de choisir le successeur de l'échevin qui mourrait sur une liste de *trois candidats* dressée par ce collège même, etc.

87. Cependant, à la différence de ce qui se passa en Brabant, la nouvelle Joyeuse-Entrée limbourgeoise n'eût pas d'histoire. Les ducs, qui succédèrent à Jeanne et à Wenceslas, firent de nouveau à leur inauguration un serment général sans spécification de libertés et de privilèges. En revanche, la Joyeuse-Entrée de Brabant fut, dès le commencement du xv^e siècle, considérée comme la *charte constitutionnelle* des Limbourgeois aussi bien que des Brabançons.

§ IV. LES ACTES CONSTITUTIONNELS LIÉGEOIS (2).

88. Les actes constitutionnels écrits qui naissent, se développent, s'enchaînent les uns aux autres dans la principauté de Liège,

(1) Voir Ernst, ouv. cité, et Daris, dans les *Analectes pour servir*, etc., t. XII, pp. 385 et suivantes.

(2) Sur l'ensemble du paragraphe, voir Edm. Pouillet, *Les Constitutions nationales*, pp. 49 et suiv. et *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 233 et suiv. ; St. Bormans, dans sa préface aux *Édits et ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série ; Polain et Raikem, *Coutumes du pays de Liège*.

pendant le ^{xiv}e et le ^{xv}e siècle, au point de faire d'elle la contrée par excellence, entre le Rhin et la mer, des libertés et des lois fondamentales écrites, offrent des caractères spéciaux. Ce ne sont ni des testaments princiers, ni des actes absolument spontanés, ni des concessions acquises aux prix de services pécuniaires. Ce sont les célèbres *paix* du pays et les serments d'inauguration imposés aux princes-évêques, non par le pays lui-même mais par le chapitre de Saint-Lambert.

I. *Les paix du pays.*

89. Les paix du pays demandent à être étudiées dans leurs origines, dans leur chronologie et dans leurs caractères.

A. *Les origines des paix du pays.*

90. Au commencement du ^{xiv}e siècle la constitution liégeoise, bien que faite dans ses grandes lignes, n'avait pas encore réussi à prendre une assiette stable. Aucun élément social n'avait acquis la prépondérance ni même sa place incontestée dans le mouvement général de l'État. Le prince-évêque, le chapitre de la cathédrale, une noblesse innombrable et batailleuse, des villes populeuses et altières, l'échevinage de la Cité, fier et fort de son inamovibilité et de sa grande situation judiciaire, se trouvaient à chaque instant aux prises les uns avec les autres.

91. Le prince-évêque aimait à s'appuyer sur ses *droits de hauteur*, *altum dominium*, auxquels le peuple faisait souvent appel contre les grands ; mais les grands en contestaient la portée. Le chapitre de Saint-Lambert cherchait à garder une complète indépendance au point de vue politique et judiciaire (1). Les villes manifestaient des tendances républicaines et des prétentions à dominer seules l'État. La noblesse travaillait à se maintenir en dehors de la loi commune par son privilège de guerre privée et par ses privilèges en matière d'instruction criminelle (2). L'échevinage

(1) Voir t. I, N° 1014, et plus haut, N° 63.

(2) Voir t. I, N° 764, (d. f.) et N°s 437, 438, 439.

de Liège, qui allait jusqu'à se considérer comme source de la juridiction qu'il exerçait, s'intitulait franchement les *seigneurs de Liège* et prétendait soumettre à son impulsion exclusive les officiers du prince et ceux des seigneurs locaux.

92. Les *paix* du pays ne sont autre chose que les *traités* du *xiv^e* et du *xv^e* siècle, lesquels suspendent d'époque en époque les luttes civiles entre ces différentes forces rivales. Ces *paix* marquent toutes les étapes laborieuses de la formation définitive de la constitution liégeoise. Elles consacrent, au fur et à mesure qu'elles se produisent, les concessions mutuelles que sont amenés à se faire les différents éléments qui se coudoient dans la principauté. Elles sont l'œuvre commune du pouvoir princier et du pays. Toutes les influences sociales y mettent du leur, les imprègnent de leurs aspirations vers un progrès positif, y cèdent, dans l'intérêt du bien général, quelque chose de leurs prétentions ou même de leurs droits antiques.

B. La chronologie des paix du pays.

93. La série des *paix des pays* est longue. Elle s'ouvre par la célèbre *paix de Fexhe* de 1316, à laquelle se rattache la *déclaration de la paix* donnée par l'évêque Adolphe de la Marck, dès le lendemain de sa signature; elle se poursuit par la *Lettre des vingt* de 1324, le *compromis de Wihogne* de 1328, la *paix de Flône* de 1330, la *paix de Jeneffe ou de Vottem* de l'année 1331, la *paix des XII* de 1335, la *lettre de Saint-Jacques* de 1343, la *paix de Waroux* de 1347, la *loi nouvelle* de 1355, — à laquelle se rattache la *lettre aux articles* de 1361, — les quatre *paix des XXII* de 1373, 1374, 1376, 1376, ou 1377, la *mutation de la loi nouvelle* de 1386, la *paix de Caster* de 1403, la *paix de Tongres* et la *modération de la paix de Tongres* de 1403, la cinquième *paix des XXII* de 1420, etc. Elle se termine par la *paix de Saint-Jacques*, mise en garde de loi des échevins de Liège en 1487, et publiée de nouveau en 1507.

Chacun de ces traités politiques a une histoire externe des plus instructives. Mais, abstraction faite de la *paix de Saint-Jacques*

dont nous devons encore nous occuper plus loin, les plus remarquables d'entre eux sont la *paix de Fexhe*, la *loi nouvelle*, la *lettre aux articles* et la *mutation de la loi nouvelle*, les *paix des XXII*.

C. Les caractères des paix du pays.

94. En faisant la paix de Fexhe, véritable contrat politique entre l'évêque, le chapitre, la noblesse et les villes, les Liégeois donnèrent une base inébranlable, à leur constitution ; et, tandis que chez leurs voisins le pouvoir princier devait tendre bientôt, en matière de législation, à s'émanciper de l'intervention des barons et des villes qui s'imposait lui (1), ils s'assurèrent pour toute la durée de leur histoire la possession d'un régime de large liberté, régime que peu d'États ont connu, et que presque aucun n'a conservé. La paix de Fexhe proclame le maintien des anciennes coutumes des villes et du commun pays. Elle reconnaît à tout Liégeois le droit d'être jugé par *hommes* et par *échevins*. Elle limite les *hauteurs* judiciaires de l'évêque aux *droits de feu et de chasse* (2). Elle édicte une série de mesures pour contraindre les officiers du prince à rester dans les bornes de la légalité. Elle constitue le chapitre de la cathédrale gardien suprême de cette même légalité (3). Enfin, unissant de sages traditions conservatives à de justes aspirations vers un progrès régulier, elle fixe pour cinq siècles les conditions dans lesquelles il sera licite de toucher à la *loi* et à la *coutume du pays*. La paix établit que si la *loi* ou les *coutumes* sont trouvées trop *larges*, trop *raides*, trop *étroites*, on ne pourra les modifier que par l'accord du prince-évêque d'une part, du chapitre, des nobles et des villes de l'autre. Elle règle ainsi l'exercice du pouvoir législatif dans sa plus haute expression ; et, par là même, elle est et elle reste le premier jalon de tous les développements constitutionnels ultérieurs.

95. La *loi nouvelle*, la *lettre aux articles*, la *mutation de la loi nouvelle*, — auxquelles se rattachent les noms d'Englebert de la

(1) Voir t. I, N° 1142.

(2) Voir t. I, N° 1150.

(3) Voir plus loin le chapitre V.

Marck et d'Arnould de Hornes,— ont pour objet direct de *fixer par écrit*, de corriger et de modérer «pour le commun prouffit du pays,» la coutume et la loi générale de la principauté jusque là abandonnée presque entièrement à la tradition des cours de justice (1). Par elles, à une époque où, dans les États voisins, on suivait encore avec une sorte d'indifférence l'ornière traditionnelle antique, les Liégeois fixaient les points principaux de leur législation et périodiquement ils procédaient d'une main ferme à des réformes opérées par les moyens constitutionnels.

Les *paix* des XXII, à leur tour, organisent un tribunal de nature propre, gardien de la constitution du pays, tribunal que nous étudierons plus loin et qui fut, jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'institution la plus caractéristique de la patrie liégeoise.

96. Les *paix* du pays se trouvaient placées sous l'égide de la plus large publicité. En général elles étaient affichées à un des piliers de la cathédrale de Saint-Lambert, et elles se reproduisaient en copie dans les nombreux *Paweilhars* possédés par les familles particulières (2). Dans leur ensemble, avec les actes qui s'y rattachaient et l'interprétation que la pratique leur donnait, elles déterminaient l'organisme des institutions et précisaient leurs rapports respectifs. Elles établissaient en matière de droit public, de droit civil, de droit criminel, de procédure, parfois même de droit administratif, tous les grands principes qui dominaient la vie politique et sociale de la principauté. Tantôt elles provoquaient le progrès ; tantôt elles consacraient, dans des textes précis, les progrès accomplis par la seule évolution des traditions. Leur nombre et la multiplicité même de leurs articles nous empêchent de faire ici de ces *paix* une analyse détaillée. En dehors des principes relatifs aux institutions, que nous rencontrerons indirectement plus loin en parlant des institutions elles-mêmes, nous pouvons nous borner à en détacher pour le moment les règles suivantes.

97. Le prince ne peut plus, depuis que leur réunion a été opérée, détacher le comté de Looz de son domaine direct (3). Son droit de

(1) Voir t. I, N° 684 et suiv. ; 687, 693, 694, 698.

(2) Voir t. I, N° 687.

(3) Voir plus haut, N°s 37, 38.

grâce ne s'exerce qu'après satisfaction donnée aux parties lésées par le délinquant (1). Les crimes de *murdre*, de *robe*, d'*arsin* (2), de *rapt*, ne sont jamais graciabes. La *vénalité des charges* est pros-crite (3). Le droit de guerre privée des particuliers et l'usage qu'a-vaient pris les villes de guerroyer contre leurs ennemis, au lieu de demander la protection du prince, sont abolis (4). Hors le cas de flagrant délit, un décret de prise de corps, rendu sur enquête par les juges, est toujours requis pour qu'un justicier ait le droit d'appréhender préventivement un *surséant*. La confiscation gé-nérale des biens n'est admise, en droit criminel, que dans des cas tout à fait exceptionnels. Les échevins de Liège n'ont pas le droit de se substituer à l'action du prince ni à celle de ses officiers pour l'exécution de leurs sentences. Les conseillers de l'évêque, ainsi que ses officiers, doivent être *nés* et *nationnés* du pays et « adhérités en iceluy. » Ils ont, ainsi que l'official, l'obligation de jurer l'observation des paix. La *paix de Saint-Jacques* exige même que l'official soit né et nationné Liégeois et qu'il connaisse les trois langues, le latin, le français et le flamand (5). Enfin, sans que nulle *paix* le déclare en termes formels, le prince de Liège n'a pas le droit de *tailler* son peuple : il ne peut lui demander que des *aides* gracieuses. En 1332, Adolphe de la Marck déclare dans une charte que c'est de pure grâce que le pays lui a accordé un subside à Flône, et qu'il n'a pas le droit de lever dans l'État *escot ou crenée* (6).

(1) Voir t. I, N° 1159.

(2) *Robe*. vol qualifié, *arsin*, incendie.

(3) Voir t. I, N° 1154.

(4) Voir t. I, N° 439.

(5) Sur l'ensemble, voir Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 217, 229, 256, 294, 304, 315, 316, 333, 334, 406, 407, 456, 457, etc. ; St. Bormans, Introduction au t. I^{er} des *Édits et ordonnances de la principauté de Liège*.

(6) Louvrex, t. II, p. 65 ; Foullon, *Historia Leodiensis*, t. II, p. 416.

II. *Le serment de l'évêque* (1).

98. Au xiv^e siècle on voit apparaître ou s'étendre dans l'État liégeois, à côté des *paix* du pays, un nouvel élément constitutionnel écrit : c'est le *serment* que le prince-évêque prête à son avènement entre les mains du chapitre. Ce *serment*, transcrit dans le livre des chartes de la cathédrale, semble avoir été imposé pour la première fois à Englebert de la Marck, en 1345, dans le but d'éviter le renouvellement des conflits qui, pendant le règne d'Adolphe de la Marck, avaient divisé à plusieurs reprises le prince, le pays et le chapitre. Parmi les engagements précis qu'il imposait à l'évêque, on remarque les suivants : de défendre le clergé, la terre, la patrie et les droits de l'église de Saint-Lambert; de ne pas aliéner les biens de l'évêché ni d'inféoder de nouveau ceux qui auraient fait retour au domaine, de ne vendre ni engager les villes, forteresses, juridictions du pays, sans le consentement préalable du chapitre; de ne *vendre* ni les mairies ni les échevinages de Liège, de Dinant, de Huy; de garder les privilèges, coutumes et statuts de l'église de Saint-Lambert; de respecter la *paix* de Fexhe. Cette dernière disposition obligeait, par elle-même, l'évêque à observer les autres *paix*, celles-ci n'étant que des instruments élaborés en conséquence des dispositions de la *paix* de Fexhe relatives à l'exercice du pouvoir législatif.

99. Le chapitre ne supprima jamais aucune clause de ce serment ; mais, dans le cours des âges, il y ajouta souvent des clauses nouvelles, dont l'occasion ou la raison d'être se trouvait dans les faits produits sous le régime de l'évêque défunt. C'est ainsi, par exemple, qu'il fit jurer à l'évêque élu, en 1418 et en 1419 : de défendre la juridiction du *Tribunal de la paix* (2) et celle des tribunaux ecclésiastiques; de n'accepter, de ne déclarer la guerre ni de faire des alliances sans le consentement des trois États du pays; de contraindre les vassaux de l'église de Liège

(1) Voir surtout Daris, *Notices sur les églises*, etc., t. III, p. 187.

(2) Voir t. I, N^o 430 et suivants.

à relever leurs fiefs, etc. Cependant, ce fut seulement à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e que le serment prit tout à fait le caractère d'une *capitulation*. Nous aurons à nous en occuper plus loin.

On peut remarquer qu'à la différence des *Joyeuses-Entrées* brabançonnnes et des *paix* liégeoises, le *serment* du prince-évêque n'était pas destiné à recevoir une publicité officielle. Il ne constituait, à la rigueur, qu'une sorte de contrat entre le prince et le chapitre.

§ V. LES CHARTES GÉNÉRALES DU HAINAUT (1).

100. Lors de son inauguration, le comte de Hainaut promettait sous serment de garder et de maintenir les franchises, les privilèges, les usages des églises, des nobles, des bonnes villes et généralement de tout le pays du Hainaut; « de garder et maintenir les » pairs et les hommes de la souveraine cour et tous ceux du pays » par la loi et jugement d'icelle cour et par les *points, coutumes et chartres, faisant mention de la loi et de la paix du dit pays... sans les désappointer, ni les mettre à autre loi ni condition...* » Ces points, coutumes et chartres constituaient ce qu'on appelait les *chartes générales du Hainaut*.

101. Les chartes générales du Hainaut, dans leur rédaction primitive de l'an 1200, comprenaient deux textes distincts : une charte *féodale*, établissant l'autorité judiciaire supérieure du bailli du Hainaut, réglant le régime des fiefs, le système héréditaire, quelques points de droit civil; une *charte criminelle* disposant spécialement par rapport à l'homicide, aux violences contre les personnes, aux preuves admises en matière pénale, aux formes dans lesquelles la famille du coupable devait rejeter toute solidarité avec lui (2). Ni l'une ni l'autre n'émanaient du comte seul. La

(1) Sur l'ensemble voir Edm. Poulet, *Les Constitutions nationales*, pp. 40 et suivantes; et Faider, *Coutumes générales du Hainaut*, pour les textes.

(2) Voir t. I, N° 435.

charte criminelle constituait une *forma pacis quam dominus comes.. et viri nobiles et alii milites juramentis suis assecuraverunt et confirmaverunt*. La charte féodale, suivant son préambule, était faite *communi consensu et concilio ac deliberatione virorum nobilium et ministerialium ad comitatum Hainoensem pertinentium*.

102. Ces chartes générales, dans le cours du xiv^e, du xv^e et même xvi^e siècle, subirent des remaniements nombreux, furent fondues en un seul texte, et prirent des développements étendus jusqu'au jour où, sous Albert et Isabelle, elles reçurent en 1619 leur forme définitive comme *coutumes générales* du comté. Les remaniements et les développements en question s'opérèrent de diverses façons : ou par des *records de justice* déclarant l'interprétation que la jurisprudence donnait aux textes des chartes ; ou par des *ordonnances* princières tirant des chartes des conséquences nouvelles, ou redressant sur la remontrance du pays des griefs que celui-ci avait contre l'interprétation qu'y donnaient les princes et leurs agents ; ou, enfin, par des actes législatifs, d'une étendue et d'une portée considérable, lesquels n'étaient autre chose que des rédactions nouvelles et amplifiées des anciennes chartes elles-mêmes. Parmi ces actes législatifs de premier ordre il faut citer ceux de 1391, de 1410, de 1483, de 1534, et même le texte définitif des *coutumes générales* de 1619. Ils furent tous promulgués avec la participation principale ou accessoire, suivant les époques et les circonstances, des représentants ordinaires du comté de Hainaut. La charte de 1391 est octroyé par le prince à la *demande* et après *délibération* des prélats, collèges, nobles et bonnes villes du comté. La charte du 7 juillet 1410 émane de « l'accorte » du comte et du pays « si solempnellement appiellet que à tel cas apartient. » Celle de 1483 est promulguée par le comte à la *demande* des trois États. Celle 1534 doit son origine à un ordre de Charles Quint, prescrivant aux États de faire rédiger en détail les coutumes usitées dans le pays, sauf son approbation souveraine ; et elle est promulguée par Charles-Quint, de l'*avis* du grand bailli, de la cour souveraine, des États, du conseil ordinaire. Les *coutumes générales*, enfin, sont homologuées par les Archiducs, à l'*intervention* des États du pays.

103. Les *chartes générales* n'étaient pas des actes d'inauguration. Elles ne contenaient pas, à proprement parler, l'énumération des privilèges de la province. Elles ne constituaient pas des traités politiques comme les *paix* liégeoises. Elles disposaient dans leur ensemble sur le droit civil, le droit criminel, la procédure, l'organisation et la compétence des principaux tribunaux, les droits et les prérogatives d'un certain nombre d'officiers, etc. Le Hainaut les considérait cependant comme ses *lois fondamentales* et comme les bases inébranlables de son droit politique. Dans le fait, le pouvoir princier y toucha rarement sans l'assentiment des *ordres* du pays. A la fin de l'ancien régime, les États du Hainaut disaient encore : « La stabilité des lois contenues dans nos chartes est » l'objet d'une convention formelle entre le souverain et les repré- » sentants de la nation ; ces lois ne peuvent donc être abrogées, » révoquées, changées ni altérées sans le concours et sans le con- » sentement des deux parties contractantes (1). » A cette époque, cependant, le pouvoir souverain contestait la constitutionnalité des chartes, sinon au point de vue des dispositions de droit privé qu'elles contenaient, au moins en ce qui concerne le droit politique.

(1) *Réclamations Beligiques*, t. XII, p. 54.

CHAPITRE III.

LE MOUVEMENT COMMUNAL.

104. Pour étudier dans le détail le mouvement communal qui, dans nos contrées, remplit les dernières années du XIII^e siècle et se manifeste jusque dans le cours de la période monarchique, on ne saurait faire moins que d'y consacrer un livre spécial. D'une part, si la vie municipale dans sa période brillante se développe partout sur des bases uniformes, elle se développe aussi avec des variétés locales si multiples et si caractérisées qu'elle ne peut guère se peindre que dans une suite de monographies. D'autre part, à côté des transformations et des innovations politiques, il est tout un ordre de faits sociaux, économiques et moraux dont on serait nécessairement amené à s'occuper, par là même que les agglomérations bourgeoises étaient devenues les centres principaux du mouvement social du temps, au moins dans les contrées marchandes du pays.

105. Mais la question communale, si importante qu'elle soit, ne peut occuper qu'une place limitée dans un travail d'ensemble sur l'histoire politique du pays. Nous devons donc nous borner à signaler en passant, sans les approfondir, les faits sociaux auxquels nous venons de faire allusion. Puis, nous replaçant aussitôt sur le terrain politique, nous procéderons encore par voie de synthèse. Dans le livre précédent nous avons fait connaître les bases permanentes des institutions municipales des Pays-Bas (1). Dans le présent paragraphe, nous n'aurons guère qu'à montrer les

(1) Voir t. I, Nos 678-1186.

modifications principales que ces institutions ont subies pendant la période communale, soit que leurs modifications sortent directement du mouvement démocratique du temps, soit que, ayant déjà des racines dans le passé, elles ne font alors que se généraliser et s'accroître.

106. Au surplus, les faits généraux de l'ordre politique, lesquels doivent de toute nécessité fixer l'attention de l'historien au point de vue communal interne, peuvent se réduire à cinq : l'extension du mouvement municipal dans les régions qui jusqu'alors l'ont à peine connu ; — la marche ascendante des classes ouvrières, l'avènement des corporations sur la scène politique communale, leur influence souvent prépondérante sur la marche des affaires locales ; — le développement des ressorts d'organisation des communes, ressorts destinés à pourvoir à des besoins nouveaux ou à satisfaire d'une manière plus complète à des besoins déjà anciens ; — l'agrandissement successif des territoires communaux et l'extension graduelle de l'influence directe des villes sur des populations nombreuses ayant leur principale résidence hors de l'enceinte communale ; — la tendance générale qui se manifeste chez les grandes villes à s'isoler et à se replier sur elles mêmes, avec un certain esprit républicain, esprit qui se concilie d'ailleurs avec des sentiments dynastiques très sincères.

Le premier de ces grands faits ne doit plus nous arrêter : si nous en parlons encore ici, c'est simplement pour bien fixer un point de chronologie (1). Quant aux autres ils feront l'objet de paragraphes distincts.

§ I. DE QUELQUES FAITS SOCIAUX MARQUANTS DE L'ÉPOQUE COMMUNALE (2).

107. Tandis que, pendant le ^{xiv}^e et le ^{xv}^e siècle, le commerce et l'industrie prospèrent encore malgré les guerres civiles

(1) Voir t. I, N° 628.

(2) Pour l'ensemble de ce paragraphe voir les monographies locales, citées parmi les sources générales, Vanderkindere, ouv. cité,

et internationales qui finiront par leur porter un coup fatal, le crédit prend son essor, la lettre de change se vulgarise, les sociétés d'assurance apparaissent, le sol acquiert une certaine faculté de mobilisation et cesse d'être concentré en un nombre relativement petit de mains (1).

108. La plupart de nos villes se transforment peu à peu au point de vue matériel. Le pavage des rues et des places publiques, déjà usité dans beaucoup de communes du pays au XIII^e siècle, s'achève. Dans les agglomérations les plus peuplées se construisent ou se reconstruisent des halles (2), des maisons échevinales, des églises. Halles et maisons échevinales s'élèvent avec les ressources de la caisse commune ou avec celles des *gildes* et des métiers. Les églises se bâtissent le plus souvent, au moins en partie, avec les dons volontaires des fidèles, dons recueillis dans des quêtes faites en vertu de *mendicatoria* délivrés par les évêques (3). L'époque des ducs de Bourgogne, pendant laquelle les hôtels de ville et les églises somptueuses se multiplient sur notre sol, au milieu de l'efflorescence des arts, ne fait qu'étendre et achever l'œuvre commencée au XIV^e siècle.

109. Bientôt, provoquées par la fréquence des incendies et les ravages énormes qui en résultaient, apparaissent les ordonnances municipales enjoignant de substituer la tuile au chaume pour la couverture des maisons. Si les mesures générales d'hygiène font encore presque partout défaut, au moins des ordonnances de police

passim, les chroniques du temps, Edm. Pouillet, *Histoire du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant ; Essai sur l'histoire*, etc. ; sire Louis Pynnock, etc.. *passim*.

(1) Sur les questions économiques du temps, on peut consulter entre autres Brants, ouv. cité, et *Débuts de la science économique dans les écoles françaises du XIII^e et du XIV^e siècle* : REVUE CATHOLIQUE de 1881.

(2) Voir t. I, N^o 1067.

(3) On trouve de ces *mendicatoria* dans les *Analectes pour servir*. t. I, pp. 222, t. VI. p. 474 ; dans les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. II, pp. 120, 128, 132, etc.

minutieuses garantissent aux consommateurs la propreté et la bonne qualité des denrées exposées sur les marchés (1).

110. Le luxe du mobilier, de la table, des vêtements prend un essor de plus en plus rapide et, des hautes sphères, il descend dans la bourgeoisie pour pénétrer jusque dans les populations rurales. Ses abus donnent lieu à de fréquentes ordonnances somptuaires, ordonnances parmi lesquelles il faut particulièrement citer celles qui limitent le nombre des convives à admettre, et même le taux des dépenses approximatives à faire, soit aux repas de noces ou de fiançailles, soit à ces repas funéraires que certaines de nos coutumes désignaient par la circonlocution étrange : *quand on mange la tête du mort* (2).

111. Les progrès du luxe et la préoccupation du bien-être et du plaisir, qui fascinent toutes les classes riches de la société et même celles qui sont seulement dans l'aisance, ont une détestable influence sur les mœurs. Les documents du temps nous montrent les magistratures communales luttant à coup d'ordonnances et de pénalités, fréquemment renouvelées mais toujours impuissantes, contre les femmes de mauvaise vie, contre les ravisseurs par séduction ou par violence (3), contre les gens qui sans motifs suffisants empêchent les mariages de se conclure, contre les rixes de taverne qui occasionnent souvent mort d'homme. En même temps, les généalogies princières, nobles et bourgeoises pullulent de bâtards. Ceux-ci, sans doute, sont placés à un degré d'infériorité, marquée vis à vis des enfants légitimes. Mais cependant ils sont admis au foyer domestique ; ils comptent politiquement et socialement dans la famille, ils portent le nom de leur père et même, le cas échéant, son blason avec une simple

(1) Sur ce point on trouve des détails curieux dans les comptes des officiers de justice, lesquels reposent en grand nombre aux archives de l'Etat à Bruxelles.

(2) De Ghewiet, *Institutions du droit belge*, partie II, titre I^{er}, § 5, art. 9.

(3) Voir plus haut, N^{os} 84, 97, et Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse Entrée*, pp. 80, 107, 108.



marque de bâtardise (1). Les monuments judiciaires, abondants surtout à partir du commencement du xv^e siècle, sont d'accord avec les récits des chroniqueurs pour nous prouver que le vieux sang germanique bout encore dans les veines de nos ancêtres. Les crimes contre les personnes, les actes de violence de toute nature sont partout d'une fréquence extrême (2). Dans les luttes civiles, lesquelles sont pour ainsi dire en permanence, les partis opposés font assaut de cruauté.

112. Et cependant, en dépit de ces violences et de la passion du bien-être matériel, le goût des jouissances de l'esprit se développe. Dès les commencements du xv^e siècle, au moins, on voit naître et se multiplier dans grand nombre de nos villes les *Chambres de rhétorique*, *Rederycke-Kamers*. Ces chambres constituent, à côté des foyers intellectuels ecclésiastiques et du monde des *trouvères* chevaleresques, des centres intellectuels bourgeois dans lesquels se remuent souvent des problèmes moraux et philosophiques importants. Il en est dans le nombre qui jetèrent momentanément un certain éclat (3).

§ II. LES PROGRÈS POLITIQUES DES CLASSES OUVRIÈRES.

113. La situation de complète annulation politique et parfois d'oppression, faite aux classes ouvrières par les aristocraties bourgeoises (4), avait dès le xiii^e siècle occasionné dans certaines villes des émeutes, et engendré presque partout un malaise persistant. A Liège même, sous la conduite de Henri de Dinant, il s'était opéré une véritable révolution intérieure contre les li-

(1) Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, passim ; *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, p. 80 ; les généalogistes ; etc.

(2) Nous renvoyons encore sur ce point aux comptes des officiers de justice déjà cités.

(3) Sur les *Chambres de Rhétorique* voir les monographies locales, et parmi les travaux d'ensemble : Cornelissen, *De l'origine, des progrès et de la décadence des chambres de Rhétorique*, etc.

(4) Voir t. I, N^{os} 1039, 1087, 1097, etc.

gnages (1), révolution qui avait poussé les artisans sur la scène politique et leur avait donné sinon la prépondérance, au moins une part dans la gestion des affaires de la Cité. Sans doute, à Liège les innovations introduites avaient été cassées en 1253 par la paix de Bierset(2); ailleurs, les émeutes locales avaient été comprimées. Mais un fait remarquable prouve combien les grands bourgeois se sentaient déjà menacés dans leur domination : sous leur influence on voit les villes s'engager l'une vis à vis de l'autre à ne pas recevoir dans leur enceinte les gens de métiers bannis ou émigrés pour cause de sédition. Dès 1249, Anvers, Louvain, Bruxelles, Lierre, Tirlemont, Léau, Diest, Maestricht, Huy, Gand, concluent une ligue de cette espèce (3).

114. A partir de la fin du XIII^e siècle la situation s'aggrave : une crise paraît imminente. Il se produit parfois des émeutes sanglantes, telles la *Kokerulle* d'Ypres, en 1281, et la *Moerlemaye* de Bruges, en 1280. Ailleurs se généralisent et s'accroissent les signes manifestes de commotions prochaines, comme à Malines en 1276, à Bruxelles en 1281, à Diest en 1290 (4). C'est bientôt comme un courant irrésistible qui traverse une grande partie de l'Europe communale et qui, surtout depuis la bataille de Courtrai (5), pousse les classes ouvrières, de la mer à la Meuse et de la Meuse au Rhin, à réagir avec tenacité et violence contre leur infériorité traditionnelle.

115. En ce moment ces classes disposent pleinement d'un puissant élément de lutte, jusque là précaire et mal assuré : les corps de métiers, devenus compacts et disciplinés, dans lesquels elles sont embrigadées (6). Elles ont pour elles, dans chaque

(1) Voir t. I, N^{os} 553, 1039, 1062.

(2) Voir les historiens liégeois et spécialement St. Bormans dans sa préface souvent citée, t. I, des *Édits et ordonnances*.

(3) Vanderkindere, ouv. cité, p. 148 ; A. Wauters, *Le duc Jean I^{er}*, pp. 284 et suiv. ; Warnkönig, ouv. cité, t. II, p. 289 ; *Brabantsche Yeesten*, t. I, p. 741, etc.

(4) Warnkönig, ouv. cité, *passim* ; Van Doren, *Inventaire* cité, t. I, p. 8 ; Wauters, *Les libertés*, etc., tome des *preuves*, p. 268 ; *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. III, pp. 193.

(5) Voir plus haut, N^{os} 12 et suivants.

(6) Voir t. I, N^{os} 1040 et suivants.

ville, le nombre. L'ardeur qui les anime est capable de contrebalancer les habitudes militaires des grands bourgeois. Que désormais les artisans trouvent des chefs capables de centraliser l'effort de tous les métiers, ou de la majorité d'entre eux, qu'ils rencontrent des circonstances favorables privant les oligarchies bourgeoises d'un appui extérieur, et ils pourront entamer la lutte avec de grandes chances de succès. Partout, d'ailleurs, le but des corporations est au fond le même : c'est d'obtenir pour leurs membres entrée dans ce corps de magistrat dont ils sont exclus, et voix dans le règlement des affaires locales, ici à côté des grands bourgeois, là bas à l'exclusion de ceux-ci. Les conditions seules dans lesquelles ce but est poursuivi, varient de principauté à principauté : aussi devons nous essayer d'esquisser séparément le mouvement flamand, le mouvement brabançon, le mouvement liégeois, et même dire un mot à part des localités dans lesquelles s'opèrent d'une manière pacifique les innovations conquises ailleurs par la force.

I. *Le mouvement flamand* (1).

116. En Flandre, la lutte entre les artisans et les grands bourgeois se complique d'éléments internationaux. Gui de Dampierre, qui est en conflit avec ses grandes villes pour augmenter son pouvoir princier, se heurte naturellement aux oligarchies sous l'action desquelles ces villes se meuvent. A Gand surtout, le comte, se trouvant en opposition avec les 39 (2), tend la main aux corporations. Mais c'est l'heure où la politique française songe à renverser la dynastie comtale avec l'aide de mouvements intérieurs, et la Royauté se pose en défenseur des grands bourgeois. Ceux-ci ne tardent pas à former la masse du parti des *Leliaerts* (3). Les corporations, bientôt dominées par ces chefs énergiques, Breydel

(1) Sur l'ensemble, les historiens de la Flandre et spécialement baron Kervyn et Vanderkindere ouv. cités, *passim*.

(2) Voir t. I, N° 1092.

(3) Voir t. I, N° 1127 et plus haut, N° 12.

et De Coninck, le premier doyen des bouchers, le second doyen des tisserands à Bruges, sont le noyau du parti national et comtal. C'est le parti des *Clauwaerts*, des enfants de la griffe du *lion de Flandre*, celui dans lequel se rangent la majorité du clergé et de la noblesse rurale du pays. Après une courte période de crise les *matines Brugeoises* et surtout la bataille de Courtrai signalent le triomphe éclatant des *Clauwaerts*.

117. Par la nature même des choses, le triomphe des *Clauwaerts*, — dont les corporations avaient été les principaux instruments, — modifie considérablement la situation de celles-ci. Il est impossible de ne pas accorder une satisfaction partielle à leurs griefs. A Ypres elles sont admises à intervenir dans l'élection des échevins. A Bruges, en 1304, les artisans sont acceptés au moins par un accord tacite au sein des grands corps de la commune, et quelques charges dans le magistrat leur sont réservées. A Gand même, qui s'est tenu en dehors du mouvement, on voit çà et là des gens de métier appelés à l'échevinage. Mais néanmoins le régime oligarchique est si fortement ancré dans les traditions du pays, que ces innovations ne parviennent pas toujours à se maintenir. Elles disparaissent même presque tout-à-fait après la bataille de Cassel où parti démocratique, conduit par Nicolas Zannekin, est défait.

118. Arrive l'époque d'Artevelde. Alors le mouvement démocratique reprend avec une force redoublée. Artevelde réorganise le régime communal de la ville de Gand en accentuant le principe populaire qui s'y est déjà fait jour dans certaine mesure ; et, par contre coup, Bruges et Ypres imitent à certains égards ce qu'il fait. L'idée mère de son système est claire : assurer la prépondérance des corporations dans la gestion des affaires communales ; mais on discute encore aujourd'hui les détails de l'œuvre du célèbre *Ruwaert*. Il s'est dit et écrit pendant longtemps qu'Artevelde avait divisé pour la première fois la bourgeoisie de Gand en trois *membres*, les *poorters*, les *tisserands* et l'ensemble de 52 petits métiers, chaque classe ou chaque membre ayant ses représentants dans l'échevinage et dans le conseil de la commune. A l'heure qu'il est, des études approfondies et récentes, faites dans les comptes de la ville, éta-

blissent qu'Artevelde alla plus loin (1). Sans doute avec lui des noms absolument nouveaux apparaissent dans les plus hautes charges du magistrat, mais les *membres* existaient au moins en germe avant son époque, et c'est leur transformation qui caractérise plutôt son œuvre personnelle. Le Ruwaert a formé le corps politique de la ville, à l'exclusion de la gilde des *poorters*, du métier des *tisserands*, du métier des *foulons*, des 52 petits métiers, chacun de ces membres étant gouverné par un grand et souverain doyen. La *gilde des poorters* a été privée de toute action collective : elle a disparu pour un temps ; et ses membres, pour arriver aux magistratures, ont dû individuellement se faire inscrire dans un corps de métier, ce que beaucoup d'entre eux ont fait et continué à faire dans la suite.

119. Après Artevelde l'organisation qu'il avait donnée à sa ville natale, pas plus que les formes relativement démocratiques introduites à Bruges et à Ypres, ne se consolidèrent absolument. Au milieu des guerres civiles qui déchirèrent le comté, la place que tenaient dans le corps communal les métiers vis à vis les uns des autres, et celle que les métiers dans leur ensemble tenaient dans ce corps vis à vis de la *poorterye*, subirent continuellement des fluctuations. Par suite d'un changement dans le classement des partis, — lequel sera expliqué plus loin, — chaque fois que le pouvoir comtal reprenait le dessus, sa victoire était suivie d'un mouvement intérieur favorable à l'influence des grands bourgeois ; chaque fois que le pouvoir comtal était supplanté par un capitaine populaire, celui-ci s'appelât-il Yoens, Philippe van Artevelde, Ackerman ou Vandenbosch, les corporations reprenaient leur prépondérance officielle sous l'insigne des *blancs-chaperons*, insigne si redouté depuis Jacques van Artevelde.

120. Il serait trop long et trop compliqué de suivre ici ces fluctuations dans le détail. Qu'il suffise de constater les faits généraux qui les dominent et qui, en se perpétuant, peuvent être considérés comme les traits généraux du régime communal nouveau né au

(1) Sur les sources de l'histoire d'Artevelde, voir plus haut, p. 16, note 1^{re}.

milieu de vicissitudes sanglantes au xiv^e siècle et au commencement du xv^e. L'ostracisme absolu qui écartait naguère des magistratures municipales les gens de métier disparaît, et même, dans la plupart des grandes villes, spécialement à Bruges et à Gand, quelques sièges du magistrat sont réservés ou censés être réservés à des gens de métiers. Les corporations forment partout un ou plusieurs *membres* du corps politique de la commune, à côté de la *poorterye*; et la *poorterye*, souvent répartie en *sections*, a ses chefs immédiats, alors élus par elle, nommés *hooftmannen*, *capitaines*, *grand doyen*, à côté des *grands doyens* lesquels dominent un certain nombre de métiers ou gouvernent un seul métier considérable, tel celui des tisserands. Comme *membres* du corps politique de la ville, les corporations prennent désormais part avec les *poorters* à la décision des affaires majeures. Bien plus, pendant tout le cours du xv^e siècle, elles dominent la commune tantôt par la pression morale de leurs volontés concordantes, tantôt par la pression matérielle de la *wapeninghe* ou prise d'armes organisée. Jean sans peur, en 1407, doit encore défendre aux corporations de porter leurs bannières sur la place publique, aux fins de rassembler les artisans en armes, avant que l'étendard de Bourgogne-Flandre n'ait été déployé par l'autorité compétente. La peine de mort est comminée contre l'auteur de toute *wapeninghe irrégulière*, celle de la perte de la *bannière*, c'est à dire celle des privilèges politiques, contre les métiers coupables (1).

121. Dans le régime nouveau, à chaque instant des actes politiques importants se traitent non dans le lieu des séances des corps constitués mais sur la place publique, par la population entière groupée par membres ou par corporations. Les grands drames émouvants, glorieux ou terribles de la vie communale du temps et souvent de la vie nationale, se décident en plein air. L'éloquence populaire, comme dans les républiques antiques, se substitue souvent pendant le cours de la période aux formules brèves du com-

(1) De là l'ancienne expression flamande *laet Bourgogne waeyen* ! c'est-à-dire déployez l'étendard de Bourgogne ! Allez en avant ! Ne vous gênez plus ! Lâchez tout !

mandement hiérarchique; elle constitue, au profit de ceux qui savent s'en servir, une force balançant dans la vie locale toutes les forces des pouvoirs officiels.

II. *Le mouvement brabançon* (1).

122. Le mouvement démocratique brabançon se manifesta dans des conditions moins compliquées que celui des villes flamandes. En Brabant, le contre coup de la bataille de Courtrai se fit sentir immédiatement à Bruxelles. Les corporations de la ville coururent aux armes; elles réorganisèrent à leur gré la commune; et il fallut l'appui armé du duc Jean II pour que la chevalerie des lignages parvint à abattre ses adversaires dans un combat livré dans les plaines de Vilvorde. L'insuccès final du soulèvement bruxellois, et la réaction cruelle qu'il avait provoqué, n'empêchèrent pas absolument de nouvelles explosions violentes. Des agitations menaçantes et parfois des émeutes se reproduisirent et s'accrochèrent en 1305, 1306, 1307, et plus tard en 1340 et 1341, à l'époque de Jacques van Artevelde à Léau, à Tirlemont, à Bruxelles, à Louvain. Si le *statu quo* fut maintenu dans toutes les villes du duché, c'est surtout parce que les deux derniers ducs de la maison de Louvain continuèrent à soutenir sans hésitation la situation des *lignages*, et que ceux-ci avaient dans la noblesse seigneuriale, dont beaucoup de leurs membres faisaient partie, ou avec laquelle ils étaient en rapports de famille, un appui armé efficace. En réalité, la condition des gens de métiers fut même amoindrie pendant la première moitié du xiv^e siècle. On vit apparaître ou reparaitre dans des conditions plus sévères des règlements locaux interdisant les rassemblements d'ouvriers et les collectes faites par les métiers, défendant aux gens de classe inférieure de posséder des armes et d'habiter l'enceinte

(1) Sur l'ensemble, voir Vanderkindere, ouv. cité, pp. 176 et suiv.; Edm. Poulet, *Pierre Couteel*, dans la *Biographie nationale* et *Mémoire sur Pierre Couteel* dans le t. VIII des *Mémoires de la société littéraire de l'Université catholique de Louvain*; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, *passim*, etc.

municipale, confirmant et accentuant les privilèges des *lignages* et de la *gilde*, autorisant les magistrats patriciens à bannir les ouvriers considérés comme dangereux ou inutiles, etc.

123. Le règne de Wenceslas fut pour le Brabant ce qu'avait été pour la Flandre celui de Gui de Dampierre. Wenceslas se sentait mal à l'aise vis à vis de ces grandes communes libres que faisaient mouvoir à leur gré les oligarchies patriciennes. Il ne souhaitait que de voir briser la force de celles-ci, parce que leur chute devait nécessairement servir les intérêts de son pouvoir propre. Il avait d'ailleurs des griefs particuliers contre les lignages de Louvain. Ces derniers, lors de l'invasion de Louis de Mâle en Brabant (1), n'avaient pas hésité à prêter serment au vainqueur. C'étaient principalement les gens de métiers qui avaient assisté l'émule peu connu d'Évrard de t'Serclaes, le libérateur de Bruxelles, le chanoine de Sainte-Gertrude, Guillaume de Zadelaere, lequel avait provoqué à Louvain l'expulsion des Flamands. Le duc manifesta son sentiment dès 1357. Voulant récompenser les Bruxellois des services qu'ils lui avaient rendu dans la guerre contre la Flandre, il modifia l'organisation de la commune de manière à introduire dans le magistrat des gens de métiers et à donner aux corporations une part dans l'administration locale. Peu après, à Louvain, il tendit directement la main aux corporations par l'intermédiaire de son propre officier, le maieur, Pierre Coutereel.

124. En 1360, les corporations Louvanistes que Coutereel dirigeait ouvertement, triomphèrent par un coup de force qui fut consacré bientôt après par une ordonnance ducale. Sans doute leur victoire ne se consolida pas d'emblée. Elle fut suivie d'une longue période de luttes et de violences, pendant laquelle Wenceslas fut amené à désavouer lui-même Coutereel, à le proscrire, et à rétablir momentanément la domination des lignages. Seulement, en 1378, une nouvelle ordonnance ducale rendit aux corporations les droits qui leur avaient été concédés en 1360. Depuis ce moment, s'il y eut en-

(1) Cette invasion eut lieu en 1357 ; c'est à la suite de la défaite de Wenceslas qui se fit le traité d'Ath, dont il a été question plus haut, Nos 44, 46.

core de sanglants conflits locaux (1), — avivés par le contre coup des agitations flamandes à l'époque de Yoens et de Philippe van Artevelde, — conflits dans lesquels le *chaperon blanc* fut encore l'in-signe du parti populaire, le régime nouveau se maintint pour des siècles.

125. Ce régime nouveau présente des caractères remarquables de précision, de pondération et d'équilibre qui méritent d'être esquissés en passant. Il est fondé sur la division officielle de la population louvaniste en trois membres distincts : les lignages, répartis alors en deux confédérations de famille, les *Colveren* et les *Blancaerden*; la *gilde* drapière; les *corporations* ouvrières. Chaque *membre* participe à la direction générale des affaires de la commune, et possède un certain nombre de sièges dans le magistrat. Dans l'échevinage, 4 sièges appartiennent aux lignages, le cinquième à la *gilde* ou bien au métier des brasseurs, le sixième aux tisserands, le septième alternativement aux bouchers et aux forgerons. Le conseil des 22 jurés est formé mi partie de lignagers et de gens de métiers en vertu d'un système qui, dans une large mesure, fait dépendre des métiers la nomination des jurés lignagers, et des lignages ainsi que de la *gilde* celle des jurés des métiers. Quant aux deux *commune-maitres*, celui des lignages est élu par les jurés des corporations, celui des métiers l'est par les jurés des lignages.

126. Tandis que la ville de Louvain réalisait ces progrès remarquables dans son organisme intérieur, les choses se présentaient sous un aspect différent à Bruxelles. Les innovations introduites en 1357 n'avaient eu qu'une durée éphémère. En 1360, au moment où éclatait le soulèvement des métiers à Louvain, ceux de Bruxelles avaient aussi essayé de reconquérir par la force la place qu'ils avaient occupée un moment. Ils avaient été vaincus. Seule-

(1) C'est dans le cours de ces conflits que les métiers, pour venger l'assassinat d'un de leurs membres, jetèrent par les fenêtres de la maison commune un grand nombre de magistrats.

(2) Les chartes louvanistes des temps sont publiées dans le *Codex diplomaticus de Molanus*, t. II, pp. 1270 et suivantes.

ment les patriciens vainqueurs eurent le tact politique de sauvegarder l'avenir. Tout en se réservant le monopole du gouvernement de la commune, ils firent droit à la plupart des griefs matériels de la classe inférieure et, en agissant ainsi, il se procurèrent un demi siècle de paix. Un règlement de 1375 réorganisa, en la fortifiant, l'oligarchie des lignages, oligarchie capable en cas d'émeute de mettre sur pied un millier de combattants aguerris, chevaliers, écuyers, serviteurs et clients.

127. L'avènement des métiers bruxellois au maniement des affaires communales fut la conséquence immédiate des dissensions qui signalèrent le règne du duc Jean IV, le fils aîné d'Antoine de Bourgogne. Dans le cours de ces dissensions le patriciat de Bruxelles se divisa. Ce fut sa perte. Une partie de ses membres se rangea du côté du duc, l'autre du côté des États de Brabant, de Jacqueline de Bavière et du comte de Saint-Pol, frère du duc, établi *ruwaert* du pays. Ces derniers cherchèrent un appui dans les métiers en armes pour empêcher Jean IV de se rendre maître de la ville; ils réussirent, mais naturellement ils furent obligés, après la victoire, de compter avec des alliés qui désormais connaissaient leur force. C'est alors que, par des règlements de 1422 et des années suivantes, les corporations furent admises sans réserve au partage de l'autorité communale. Elle firent partie active du corps politique de la ville. Si les patriciens se réservèrent l'échevinage et la majeure partie des sièges du magistrat, les gens de métiers eurent un *commune-maitre*, placé à côté du *commune-maitre* patricien, un certain nombre de conseillers, etc. On organisa même la population par *dizaines* et *centaines*, avec des dizainiers et des centeniers que commandait un *capitaine* élu par les corporations.

Cette dernière innovation n'eut qu'une existence éphémère. Mais le droit des métiers à partager avec les lignages le gouvernement de la commune ne fut plus contesté: et il le fut, sans doute, d'autant moins, qu'à Bruxelles comme à Louvain les artisans se contentaient d'être *quelque chose* et ne prétendaient pas être *tout*, comme ils le firent souvent en Flandre et à Liège.

III. *Le mouvement liégeois* (1).

128. A Liège, les anciennes luttes entre ce qu'on commençait à appeler les *grands* et les *petits*, c'est à dire les lignages et les métiers, assoupies depuis la chute de Henri de Dinant, se renouvelèrent avec une animosité ardente en 1302. L'occasion immédiate du conflit fut une taxe sur les vivres que les échevins appuyés sur les lignages — lesquels avaient ici arboré eux-mêmes le chaperon-blanc — prétendaient imposer, et que le peuple soutenu par le chapitre de Saint-Lambert refusait de payer. Les métiers infligèrent une rude défaite aux lignages, et ils obtinrent dès 1303 le droit d'intervenir dans la gestion des affaires de la Cité, droit consacré de nouveau après une lutte en 1307, et définitivement fixé par la paix d'Angleur de 1313. Cette paix fut conclue après la terrible journée de la Mâl Saint-Martin, désastreuse pour la noblesse du pays et pour les lignages. Elle mit fin à la fois aux luttes intestines de la Cité et au conflit soulevé à propos de la *mambournie* du pays pendant la vacance du siège, conflit dans lequel le comte de Loos était alors soutenu par les *grands*, le chapitre par les *petits* (2). Elle reconnut aux *petits* le droit d'élire un des *maîtres à temps*, et une partie du corps du jurés. En même temps, sans enlever aux *grands* leur droit propre d'élire une moitié du magistrat, la paix les contraignit de se faire inscrire dans les métiers, et elle laissa implicitement à ceux-ci une place égale à celle des lignages dans le corps politique de la ville.

129. A partir de la paix d'Angleur, les luttes intérieures de la Cité portèrent principalement, pendant 70 ans, sur le mode d'élection des maîtres et des jurés ainsi que sur la participation plus ou moins grande des métiers, comme organes de la population, au gouvernement de la commune. Les métiers avaient pris une influence dominante sur le magistrat électif, dont ils choisissaient directement la moitié. Ils se réunissaient à l'appel du premier

(1) Sur l'ensemble, St. Bormans, *préface* citée, et les sources auxquelles l'auteur renvoie.

(2) Voir t. I, N° 1117.

agitateur qui provoquait une assemblée générale de la population. Dans leurs réunions on soulevait à l'improviste et on décidait tumultueusement, et parfois même au milieu de conflits sanglants, les questions les plus graves. Il régnait dans la Cité une trépidation politique continue. A diverses reprises, en dépit des lignages, les métiers mirent la Cité en lutte ouverte avec le prince.

130. Adolphe de la Marck, ayant comprimé un mouvement de l'espèce, voulut porter remède à la situation. Par son influence et sous son autorité, alors dominante, une organisation nouvelle fut donnée à la Cité par les paix de Geneffe et de Vottem (1331). On établit à Liège, à côté du magistrat, un *grand conseil* de 80 membres, lequel fut déclaré l'organe politique de la population. Les métiers ne pouvaient plus être convoqués que par le magistrat, délibérer que sur des objets mis d'avance à l'ordre du jour, et ces objets même étaient réduits à trois : la levée des milices, l'établissement des impôts, la création des emprunts. L'élection directe du magistrat fut abolie tant pour les lignages que pour les métiers. On la remplaça par un mode d'élection à trois degrés. Les magistrats sortants, — en commençant par ceux qui étaient actuellement en charge, — avaient mission de choisir chaque année quelques électeurs, en nombre égal dans les lignages et les métiers; et c'étaient ces électeurs qui devaient nommer, en dehors de toute influence, les membres du magistrat et ceux du grand conseil, mi-partie entre les grands, mi-partie dans les métiers.

131. Ce nouveau régime, qui annulait politiquement les métiers, ne dura pas quinze ans. Dès 1343, Adolphe de la Marck, lui-même, fut contraint d'accorder la lettre de Saint-Jacques qui le cassait. Les métiers rentrèrent en possession du droit de se réunir à la convocation de leurs *gouverneurs*, et de celui de délibérer sur toutes les affaires politiques, en assemblée générale, au lieu et place du *grand conseil* lequel était supprimé. Si la convocation de l'assemblée générale de la population appartenait au magistrat, celui-ci était désormais obligé de la faire à la demande de deux ou de trois métiers. Les métiers de la Cité étaient alors au nombre de 32. Chacun d'eux reçut le droit d'admettre dans son sein les artisans de la banlieue, lesquels par le seul fait de leur aggréga-

tion devenaient bourgeois de Liège. Le corps des jurés fut porté à 128 membres, dont 64 élus par les grands, les 64 autres élus par les métiers, de manière à ce que chacun de ceux-ci en établît 2. Quant aux deux *maîtres à temps*, leur élection fut abandonnée au corps même des jurés.

132. Le seul contrepoids à la puissance des métiers était désormais le droit propre des grands à nommer une moitié des magistrats, et peut-être celui d'avoir collectivement droit à parler à côté de l'assemblée générale des métiers. Il disparut en 1384. A cette époque, plutôt que de se voir arracher leurs derniers droits par la force, les *grands* préférèrent y renoncer sans lutte ; ils ne prirent plus part à la vie publique sinon comme membres des corps de métiers dans lequel ils se faisaient inscrire. Ce fut alors le triomphe de la démotie pure, d'une démocratie qui, depuis près d'un siècle, s'était montrée plus nerveuse et plus agitée que celle de Gand même. Ce fut aussi un triomphe durable, car les privilèges des *grands* ne se reveillèrent plus. Le gouvernement direct de la Cité par les élus d'une sorte de suffrage universel se maintint sans atteintes jusqu'au commencement du xve siècle, c'est-à-dire jusqu'à la première chute des institutions de la principauté sous les coups de la maison de Bourgogne, chute que les excès de la démagogie municipale avaient largement contribué à amener.

IV. *Le mouvement pacifique.*

133. Tandis que les corporations ouvrières de la Cité de Liège, des grandes villes du Brabant, des grandes villes de la Flandre acquéraient ainsi les armes à la main le droit de participer à la gestion des affaires municipales, ou même celui de les gérer seules, les corporations de certaines autres villes considérables et de grand nombre de petites arrivaient à des résultats analogues sans devoir combattre les grands bourgeois. C'était l'effet du contre-coup des luttes sur lesquelles nous venons de jeter un coup d'œil, contre-coup se combinant avec l'action de l'esprit du temps.

134. A Malines, en 1302, les métiers nommaient déjà les confrères de la *gilde des drapiers* qui faisaient partie du conseil de la com-

mune, et ils élisaient le *commune-maitre* auquel était confiée l'une des clefs sous lesquelles se trouvait renfermé le grand sceau de la ville. En 1303, les métiers furent admis à élire chacun quatre membres chargés d'intervenir aux résolutions que prendraient les échevins en matière financière. En 1305, ces quatre membres de chaque métier se virent appelés à assister à toutes les réunions de l'administration proprement dite. A Léau, en 1371, les échevins, les jurés et les bonnes gens convinrent de ne plus charger les finances municipales sans le consentement des quatre métiers. En 1374, les corporations de Diest furent appelées à contrôler la gestion des affaires municipales. A Hasselt, au *xiv^e* siècle, il en était comme à Liège : les douze métiers élisaient directement le magistrat, et tout bourgeois, pour jouir des droits politiques, devait se faire inscrire dans un métier. A Tournai, en 1423, on vit apparaître le collège des 72 doyens des métiers, ou *bannières*, lequel fut désormais appelé à concourir à la décision des affaires locales majeures (1). Dans la plupart des villes de la région septentrionale, notamment en Hollande et dans l'évêché d'Utrecht, les corporations acquièrent, soit insensiblement soit à la suite de conflits locaux comme à Dordrecht, une position semblable à celle de leurs émules du midi (2). Il serait aisé de multiplier les faits qui se pressent dans l'ordre d'idées qui nous occupe. Qu'il nous suffise d'esquisser en quelques mots le mouvement essentiellement pacifique tel qu'il se développa à Namur.

135. Si le *xiv^e* siècle vit, à diverses reprises, se produire à Namur des troubles, entre autres en 1351, en 1363 et en 1371, et si le soulèvement de 1351 spécialement a le caractère d'une émeute ouvrière, ce ne sont par ces événements qui ont transformé les institutions locales. En 1357 les *quatre des métiers*, c'est-à dire les quatre jurés de chaque corporation, apparaissent à côté de la bour-

(1) Vanderkindere, ouv. cité, pp. 183 et suivantes ; Van Doren, *Inventaire* cité, t. I, pp. 23, 25, 31, etc. ; Piot, *Inventaires divers*, pp. 18, 24, les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. III, p. 239 ; 1^{re} série, t. XI, p. 335 ; Daris, dans les *Analectes*, t. VI, p. 146.

(2) De la Basse cour-Caan, ouv. cité, p. 9 et les sources qu'il cite.

geoisie rentière, des *bourgeois héritaires* ou patriciens locaux, dans le corps représentatif de la communauté entière, capable de décider ses intérêts majeurs. Ils semblent devoir leur prérogative nouvelle à un acte spontané du comte Guillaume I et du magistrat. En 1362, à côté du magistrat viennent se placer des *élus*, ou *gouverneurs et maîtres des ouvrages*, espèces d'édiles chargés de la direction des travaux de la ville et dépositaires des deniers publics. Ces élus sont d'abord au nombre de deux, et il sont nommés par l'échevinage. Un peu plus tard on en trouve six, établis pour un an par les échevins et par les *bourgeois héritaires*. En 1392, il n'y en a plus que trois, l'un désigné par le comte, les autres par la bourgeoisie. En 1403, enfin, on ne conserve que deux élus, mais l'un et l'autre sont des agents directs de la commune : le premier, qui ne tardera pas à prendre le nom de *bourgmestre*, est nommé pour un an par les *bourgeois* ; le second l'est par les *corporations*. Celles-ci étaient ainsi arrivées, par un progrès insensible, à occuper à Namur une place analogue à celle qu'occupaient dans les villes Brabançonnaises leurs émules(1).

§ III. LE DÉVELOPPEMENT INTERNE DES RESSORTS COMMUNAUX.

136. Si nous avons insisté sur les conditions locales dans lesquelles s'est produit le progrès politique des classes ouvrières, c'est que ce mouvement est la source première des innovations introduites dans le régime communal national. Il ne nous restera plus guère, en parlant de ce régime, qu'à préciser des faits dont on connaîtra d'avance la principale raison d'être.

137. Le développement interne des ressorts communaux qui, dans certaines localités, remonte par ses origines à l'époque antérieure, se manifeste dans de grandes proportions pendant le *xiv^e* et le *xv^e* siècles, sinon dans toutes les villes au moins dans les localités importantes. On peut en rattacher l'exposé à quatre ordres

(2) Borgnet, *Histoire du comté de Namur*, pp. 172, 173 ; Borgnet et Bormans, *Cartulaire de Namur*, introduction.

d'idées différents : à la cohésion croissante qui se manifeste dans les corps communaux dont les origines remontent à la période précédente ; — à la formation de corps communaux nouveaux ; — à la multiplication des magistrats et des employés dépendants des communes ; — à l'organisation de la *grande commune*, corps représentatif permanent de l'ensemble de la population. En parlant des corps communaux nouveaux, nous appellerons en passant l'attention sur l'existence de certaines corporations industrielles qui n'étaient pas nécessairement liées à une commune déterminée.

I. *Les corps communaux anciens* (1).

138. Pendant la période communale, les corps de métiers s'organisèrent dans les localités où, jusque là, ils n'avaient pas eu d'existence officielle (2). En même temps, par suite du mouvement ascendant des classes ouvrières, ces corps, si jeunes qu'ils fussent dans certaines villes, prirent partout une cohésion absolue, et la position nouvelle qu'ils avaient dans la cité amena souvent la formation ou la consolidation d'un groupement politique spécial des populations.

A. *Les métiers.*

139. On se rappelle qu'à l'origine les caractères fondamentaux des corporations ouvrières, dans les Pays-Bas, n'étaient qu'au nombre de trois. Ces corporations étaient des *personnes morales*, capables de droits et de devoirs collectifs, des *corps industriels* et, à certains égards, des *confréries* (3). Or, à côté de ces caractères anciens, s'en dessinèrent peu à peu de nouveaux.

(1) Sur l'ensemble, voir les sources citées, t. I, p. 508, note 2^e ; on peut y ajouter, Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, passim ; *idem*, *Quelques mots à propos de la juridiction disciplinaire des corporations communales au xv^e siècle*, dans les *Bull. de l'Académie*, 2^e série, t. XXIX ; Gaillard, *De Ambachten en Neeringen van Brugge* ; Meyer, *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires*, t. IV, pp. 73 et suivantes. etc.

(2) Voir t. I, N^o 1044.

(3) Voir t. I, N^{os} 1046-1050.

140. D'abord, les corporations devinrent des *unités* au point de vue de la juridiction criminelle. En effet, à côté de leur juridiction disciplinaire dans l'ordre des mœurs et de l'industrie (1), leurs doyens et jurés acquirent presque partout une juridiction ordinaire sur leurs suppôts, en matière de coups et de querelles. Désormais ce fut seulement s'il y avait eu effusion de sang ou mutilation, ou quand coupable et victime appartenaient à des corporations différentes, qu'on renvoya les parties devant l'échevinage.

141. En second lieu, les corporations, au lieu de voir comme jadis leurs membres confondus les uns avec les autres dans l'armée communale, formèrent de petites *unités militaires*. Elles ne marchèrent plus que sous leur propre *bannière*, blasonnée aux insignes du métier ou à l'image de son patron. Souvent elles eurent une sorte d'uniforme; toujours elles reconnurent pour chefs militaires immédiats leurs doyens et leurs jurés. Bientôt elles possédèrent sinon un arsenal complet, au moins leurs tentes, leurs chariots, leurs engins de guerre, quelques réserves d'armes.

142. En troisième lieu, formant une unité *religieuse, industrielle, militaire* et, à certains égards, *judiciaire*, chaque corporation devint une unité *politique*, absorbant en quelque sorte la personnalité de ses membres. Ceux-ci se trouvèrent dès lors vis à vis de la commune dans une situation analogue à celle des bourgeois vis à vis du prince (2). Ils n'eurent plus guère de rapports avec la commune que par l'intermédiaire de la corporation. Ce fut à celle-ci que le magistrat demanda désormais un concours ou qu'il intima des ordres, sauf aux chefs de la corporation à entraîner leurs suppôts. Cet état de choses, qui donnait un caractère presque féodal aux rapports des métiers avec le magistrat communal, ne disparut que lentement avec l'amointrissement graduel de la vitalité des communes elles-mêmes.

(1) Voir t. I, N° 1051.

(2) Voir t. I, N° 1066.

B. *Les membres, nations, sections* (1).

143. Il y avait des villes où les corps de métiers étaient fort nombreux et organisés d'après le principe d'une division minutieuse du travail, — comme, par exemple, à Bruges, à Gand, à Louvain, à Bruxelles. Dans plusieurs de ces villes, lorsque les métiers sont admis dans le corps politique de la ville à côté des grands bourgeois, ils apparaissent presque d'emblée sur la scène politique non individuellement, mais par groupes formant des *unités* politiques supérieures, appelées *membres*, ou *nations*.

Ce groupement était l'œuvre de l'autorité publique. Il avait pour but d'équilibrer les forces des corporations, pour qu'un métier peu nombreux n'eût pas la même influence qu'un métier considérable et, qu'en même temps, aucun métier ne fut sacrifié. Chaque *membre* ou *nation* avait alors son *grand doyen*, assisté parfois d'un conseil, centralisant l'action des corporations qui le formaient. Quant au mode de groupement des corporations, il variait de ville en ville. A Bruges, où il existait *neuf membres*, le premier comprenait les quatre *francs négoce*s des marchands de drap, des marchands de toile, des brasseurs et des merciers; le second, les tisserands, les foulons, les tondeurs et les teinturiers; le troisième, les bouchers et les poissonniers (2). A Louvain, les *nations* étaient au nombre de dix. La nation des *merciers* comptait dans ses rangs les merciers, les boutiquiers, les épiciers, les corroyeurs, les perruquiers. Celle des *brasseurs*, les brasseurs et les cabaretiers-brasseurs. Le *grand métier*, les menuisiers, les charrons, les maréchaux-ferrants, les ferblantiers, les couteliers; celle des *chirurgiens*, les chirurgiens, les tondeurs; celle des *jardiniers*, les jardiniers et les marchands de vin (3). A Bruxelles, il y avait aussi dix *nations* (4). A Gand, les métiers réunis for-

(1) Voir plus haut, Nos 116, 132 et les sources citées sous ces numéros.

(2) Warnkönig, ouv. cité, t. IV, p. 82.

(3) Piot, *Histoire de Louvain*, p. 130.

(4) Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 209, 210.

maient deux des trois membres de la commune, celui des *tisseurs* ou des *foulons*, et celui des 52 petits métiers (1).

144. Dans certaines contrées où le principe de l'égalité absolue avait prévalu, comme à Liège, à Hasselt, etc., toute la population finit parfois par être répartie au point de vue politique dans les différents métiers et chacun de ceux-ci constitua un *membre* du corps de la cité (2).

145. Dans les villes, enfin, où les *lignages*, la *gilde*, la *poorterye* n'avaient dû que partager le pouvoir avec les métiers, et avaient par conséquent conservé des droits collectifs propres, ils formèrent un ou plusieurs *membres* distincts dans le corps politique de la commune au lieu de former celui-ci seuls. Mais nulle part on ne voit qu'ils aient été amenés à constituer des corps organisés nouveaux. Ils se bornèrent à resserrer leurs cadres (3), soit en se réorganisant sur des bases plus précises, soit en faisant confirmer certains de leurs privilèges, soit en se donnant par intervalles un chef propre et immédiat, *capitaine* ou *grand doyen*. Tout au plus aperçoit-on dans un petit nombre de villes, — par exemple à Gand, à Bruges, à Liège, etc. — que les grands bourgeois, habitant dans chaque *section géographique* de la ville ou dans chaque *vinave*, finissent par former des groupes organisés au point de vue militaire et au point de vue administratif. Alors même que ces *sections* prennent avec le temps, comme à Bruges, un cachet d'indépendance administrative très accentué, en matière politique elles n'ont pas d'importance : et si à Liège les *vinaves* en ont peut-être une, elle est bien accessoire (4).

II. Les corporations communales nouvelles.

146. Les corporations communales nouvelles les plus caractéristiques qui se forment, pendant la période qui nous occupe, sont les

(1) Vanderkindere, ouv. cité, pp. 174, 175, etc.

(2) Voir plus haut, N^{os} 131, 132, 134 et les sources citées *ibidem*.

(3) Voir t. I, N^{os} 1056, 1059, et plus haut, N^o 120, 122, 126.

(4) Vanderkindere, ouv. cité ; St. Bormans, introduction citée, *passim* ; Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. II, pp. 91, 92, etc., etc.

corporations militaires connues sous le nom de *serments*, *schutters gilde*, *gildes de tireurs*.

A. *Les serments* (1).

147. Les plus anciens des serments bien connus sont ceux d'*arbalétriers*, dont on constate l'existence dans quelques villes dès le XIII^e siècle. Les serments d'*archers* apparaissent et ne tardent pas à se multiplier au XIV^e, sans doute au contact des Anglais qui faisaient un si excellent usage de l'arc à la main. A la fin du XIV^e siècle et au commencement du XV^e, par là même que la plupart des villes ont une *artillerie communale*, se constituent çà et là des serments de *canoniers*, ainsi par exemple à Lille, à Valenciennes, à Mons. Enfin, dans la période suivante, se créent des serments de *hallebardiers*, d'*escrimeurs*, et beaucoup de compagnies d'*archers* et d'*arbalétriers* se transforment en compagnies d'*arquebusiers*.

Au XIV^e siècle, il existait un ou plusieurs serments non-seulement dans les grandes villes Flamandes, à Valenciennes, à Tournai, à Namur, à Louvain, à Bruxelles, à Malines, à Anvers, à Mons, mais jusque dans des localités tout à fait secondaires comme Couvin et Enghien (2). Ces compagnies se convoquaient périodiquement à de grandes fêtes, *landjuweelen*, pour tirer le *papegaey*, fêtes qui étaient de véritables tournois pour la moyenne bourgeoisie. A la

(1) Sur les serments dans les diverses localités, voir Piot, *Histoire de Louvain*, pp. 164 et suivantes; *Mémoires historiques sur l'arrondissement de Valenciennes*, t. V, pp. 23 et suiv.; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 42, 170, etc.; Borgnet et Bormans, *Cartulaire de Namur*, introduction, p. CLXXI; Borgnet, *Histoire des compagnies militaires de Namur*, dans le *Messenger des sciences* de 1847; les *Annales du cercle archéologique de Mons*, t. V, pp. 170, 171; Bormans, *Cartulaire de Couvin*; Ern. Matthieu, *Histoire de la ville d'Enghien*, p. 372; — Guillaume, *Histoire de l'organisation militaire sous les ducs de Bourgogne*, pp. 44 et suivantes; Henrard, *L'artillerie en Belgique depuis son origine jusqu'au règne d'Albert et d'Isabelle*, introduction, etc.

(2) Des serments de tireurs se formèrent même dans grand nombre de villages.

fête de Tournai de 1394, assistèrent notamment les serments de 28 villes du Brabant, de la Flandre, du Hainaut ou de la France.

148. Il ne faut pas confondre les *serments* avec les sociétés d'amateurs sans caractère officiel qui se constituèrent souvent à côté d'eux. Tout serment était une personne morale créée ou reconnue par une charte organique émanée du prince ou du magistrat communal, charte fixant à la fois ses droits et ses devoirs, et réglementant sa vie propre parfois avec une véritable minutie. Le nombre des membres de chaque serment était limité. Généralement ces membres étaient choisis et remplacés par le magistrat, soit librement, soit sur des listes de candidats dressées par les confrères. Partout ils étaient soumis à des règlements sévères, obligés de se pourvoir d'un armement régulier et astreints à se livrer à des exercices périodiques de tir comme à de fréquentes inspections. Ils jouissaient de privilèges importants dans la commune et parfois au dehors, tant de l'ordre pécuniaire que de l'ordre honorifique. En revanche, ils étaient à la disposition absolue du magistrat pour garder la maison commune ou l'hôtel de ville, maintenir l'ordre dans la cité, exécuter les mesures qui, dans ou hors les murailles, nécessitaient un déploiement de forces. Si la commune avait à rendre le service militaire au prince, les *serments* locaux devaient toujours un service plus étendu que la masse des bourgeois. En général, les membres des serments recevaient une solde chaque fois qu'ils prenaient les armes.

149. Les serments étaient gouvernés par des *doyens et des jurés*, élus par les confrères ou désignés par le magistrat, et souvent chacun d'eux avait pour chef militaire suprême un *connétable* pris parmi les principaux grands bourgeois de la localité. Il y avait des villes où leurs membres n'étaient justiciables que des *doyens et jurés* sauf le cas d'effusion de sang, en première instance. Partout, comme les corporations ouvrières, ils étaient sous l'invocation d'un saint, Saint Georges, Saint Sébastien, Saint Antoine; ils avaient leur *chambre*, leurs *insignes*, leurs *biens*, leurs services religieux périodiques.

B. *Les corporations qui ne font pas partie d'un commune.*

150. On ne saurait abandonner les principales manifestations de l'esprit corporatif, lequel se développe si largement dans notre histoire, sans dire ici un mot en passant de quelques corporations industrielles indépendantes du régime communal : les corps de *monnayeurs* et la *corporation des ferrons* du comté de Namur.

151. Les corps spéciaux de *monnayeurs* apparaissent sous des formes organiques dans plusieurs de nos principautés, notamment en Hainaut, en Flandre, à Namur, dès la fin du XIII^e siècle. Les princes les constituent à l'instar du corps des monnayeurs du roi de France. En retour des stricts devoirs qui leur incombent et de la responsabilité qui pèse sur eux, ils sont dotés de privilèges considérables. En général, leurs membres ne doivent ni *ost* ni *chevauchée*, sinon pour la défense du pays. Ils ne payent pas de tailles. Leurs chefs, les prévôts et les maîtres, sont leurs juges exclusifs, sauf en matière de crimes graves, *murdre*, vol, rapt, homicide, etc. (1).

152. La *corporation des ferrons*, du comté de Namur, doit son origine à une charte organique octroyée aux ferrons de Marche-les-Dames, en 1345. Cette charte, devenue avec le temps commune à tous les forgerons et exploitants de mines du comté, favorisa singulièrement le développement de l'industrie minière et de la forgerie. Les ferrons élisaient entre eux des jurés et un maieur, dont ils étaient immédiatement justiciables sauf dans des *cas réservés* analogues à ceux que nous venons de citer à propos des monnayeurs. Ils pouvaient prendre dans les forêts du comte tous les bois nécessaires à leur industrie, extraire le minerai partout où ils le trouvaient, en payant simplement des dommages et intérêts au propriétaire des fonds, etc. Avec le temps le corps des maieur et jurés de

(1) *Messager des sciences*, t. I, pp. 348, et suivantes ; et t. de 1847, p. 191 ; *Revue de Numismatique*, t. I, pp. 26-75 ; *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Hainaut, de Namur*, etc., t. I, pp. 52, 458. — Borgnet et Bormans, *Cartulaire de Namur*, t. I, pp. 147 et suivantes.

la corporation constitua la *cour des ferrons*, jugeant par arrêt, laquelle subsista jusqu'à la fin de l'ancien régime. Seulement, peu à peu on ne considéra comme maîtres ferrons que les possesseurs d'usines et les maîtres de forges, bien que leurs ouvriers aussi restassent justiciables de la cour, tant en matière correctionnelle minime qu'en matière professionnelle (1).

III. *Le pouvoir communal dans le régime nouveau.*

153. Les progrès du mouvement démocratique, en se combinant avec l'extension de la population municipale et la complication toujours croissante des intérêts, qui en était la conséquence, avaient naturellement amené des modifications profondes dans la constitution du magistrat d'un grand nombre de communes. Nous avons déjà rencontré plusieurs de ces modifications dans les pages qui précèdent : il ne s'agira plus guère ici que de les grouper. Les autres demanderont des indications plus spéciales.

154. Les modifications que nous connaissons déjà peuvent se ramener à trois ordres de faits. C'est d'abord l'abolition du privilège des grands bourgeois à occuper seuls les charges dans l'organisme du pouvoir communal ; — c'est ensuite l'apparition d'éléments nouveaux dans cet organisme où, durant la période primitive, ne se rencontraient guère à côté de l'officier du prince que des échevins, des jurés et parfois des maîtres et des doyens de la gilde ; — c'est enfin l'introduction ou l'accentuation dans le régime communal du principe qui fait sortir le pouvoir local, au moins en partie, non plus comme autrefois d'une délégation d'en haut, mais d'une délégation d'en bas, c'est-à-dire d'une élection plus ou moins directe à laquelle les divers groupes de la population prennent part.

(1) Borgnet, *Histoire du comté de Namur*, pp. 133, 134 ; Grandgagnage, *Coutumes de Namur*, t. I, p. 210 ; Galiot, ouv. cité, t. VI ; *Bull. du cercle archéologique de Namur*, t. VIII, pp. 379 et suivantes ; Edm. Pouillet, *Les constitutions nationales*, etc. p. 332 ; Sohet, ouv. cité, Livre I, titre XLV.

S'il n'est plus nécessaire de revenir sur l'admissibilité aux honneurs communaux conquise par les classes populaires (1), les deux autres points méritent de nous arrêter encore un instant.

A. *Les éléments nouveaux du magistrat.*

155. Les éléments nouveaux, introduits dans l'organisme du pouvoir communal, ne sont pas seulement ces *maîtres* établis là où il n'en existait pas naguère, ces *grand doyens*, ces *hooftmannen* chefs d'un groupe de métiers ou du corps de la bourgeoisie rentière (2), ce sont encore des *receveurs*, *massarts*, *trésoriers*, *élus*, chargés désormais du maniement direct des finances municipales au lieu et place des échevins. La situation de ces éléments nouveaux varie suivant les temps, les lieux et les circonstances : tantôt ils se placent à côté du magistrat ancien, tantôt dans le sein de celui-ci, mais généralement ils ont sur lui une influence considérable (3).

B. *Le principe électif.*

156. En ce qui concerne l'intervention plus ou moins directe de la population, par voie d'élection, dans la constitution du pouvoir communal, il importe de bien préciser les termes dans lesquels cette intervention s'exerce. Non seulement les nouveaux *hooftmannen* et *grands doyens*, mais encore tous les *maîtres de commune* anciens et nouveaux sont désormais les élus de la bourgeoisie et des métiers. Bien plus : souvent une partie du corps échevinal lui même, sinon ce corps tout entier, échappe à la nomination discrétionnaire du prince. A Bruges, par exemple, en vertu de la charte de 1304, une partie des échevins est élue par les métiers, l'autre est nommée par le comte, mais seulement sur une liste de candidats imposée par la bourgeoisie (4). A Gand où, en vertu de

(1) Voir plus haut, Nos 113-136.

(2) Voir plus haut, Nos 118, 120, 125, 127, 128, 130, 134, etc.

(3) Sur ce point il suffit de renvoyer aux monographies locales.

(4) Warnkönig, ouv. cité, t. IV, p. 137.

la charte de 1301, les échevins des deux bancs sont établis par des *éliseurs* désignés mi partie par le prince, mi partie par la commune (1), le droit du comte est annihilé insensiblement par l'action des grands doyens des métiers. Ces derniers dominent les *éliseurs* et leur dictent périodiquement leur choix, de manière à introduire toujours dans le corps des 26 échevins, 10 tisserands et 10 hommes des petits métiers (2).

157. Dans les villes brabançonnnes, le principe des listes triples de candidats dressées par les corps constitués des communes, pour le renouvellement des bancs échevinaux, se généralise rapidement au xiv^e siècle. En 1422, dans le *Nouveau-Regiment* imposé à Jean II, on ne laisse même que *cinq heures* au prince pour faire son choix entre les candidats. Ces cinq heures écoulées, les échevins en charge ont le droit de nommer leurs successeurs (3).

Mais venons aux modifications dont on constate l'existence dans le régime nouveau, et dont il n'a pu être question jusqu'à présent. Celles-ci doivent leur origine moins au progrès du mouvement démocratique qu'à la nécessité où l'on se trouve, dans des villes populeuses, de soulager les magistrats supérieurs et de leur permettre de se donner tout entiers à la direction des affaires générales.

C. Les magistrats subalternes. — *De smalle wetten* (4).

158. Pour soulager les magistrats supérieurs, on fut amené à les décharger d'un certain nombre de services importants et à confier ceux-ci, sous leur surintendance, à des magistrats subalternes de création nouvelle. Ces magistrats subalternes ne se rencontrent pas cependant partout, et leur sphère d'action n'est pas la même

(1) Voir t. I, N° 1092.

(2) Gachard, *Documents inédits*, t. II, pp. 96-111; Namèche, ouv. cité, t. VI, pp. 286 et suivantes.

(3) Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, etc., pp. 150, 151.

(4) Voir Defacqz, ouv. cité, t. I, pp. 113 et suivantes; Edm. Pouillet, *Les constitutions*, pp. 255, 316, 317, 331, et suivantes; St. Bormans, Introduction citée, *passim*.

dans toutes les villes où ils existent. A Gand, il y a diverses espèces de *vinders*, lesquels décident les contestations de minime intérêt, et pendant longtemps un *tuteur des lépreux*, juge privilégié de cette catégorie de malades. A Bruges et à Furnes apparaissent des *deelmannen* ou *deellieden*, commis aux partages. Dans presque toutes les villes s'établissent des *paisieders*, *apaisanteurs* ou *pacificateurs*, ayant qualité pour apaiser les querelles de familles, pour veiller au maintien des *trêves* ainsi que à la conclusion de la *paix à partie* (1). Souvent encore le magistrat se décharge du soin des tutelles sur des *chefs tuteurs* ou des *chambres pupillaires*. A Liège, les monuments du xiv^e siècle font souvent mention des jurés des *vinaves*, partageant avec le maieur le soin de la police. A Liège, les échevins de la Cité constituaient des *jurés des eaux*, des *jurés du cordeau*, des *jurés du charbonnage*, et à Looz on trouve des *jurés des eaux*. Les *jurés des eaux* avaient dans leurs attributions les cours d'eau, les rivières, les ruisseaux, les fontaines, les étangs, les fossés, les canaux des moulins et usines, les vannes, les écluses, les digues, etc.; les *jurés du cordeau*, les questions d'abornement, de mitoyenneté, de voisinage, de servitude, de réparation et reconstruction; les *jurés du charbonnage*, ce qui concernait les mines, les fosses, les houillères, les cens et les redevances de terrage qui s'y rattachaient, le contrôle et la surveillance de leur exploitation.

159. Quelques uns de ces magistrats subalternes ou de ces collèges nouveaux, dont il est inutile d'étendre l'énumération, n'avaient que des pouvoirs administratifs. D'autres, tels que les *jurés des eaux* et ceux du *charbonnage* pouvaient donner des *records* (2) sur les matières de leur compétence. Presque tous avaient des pouvoirs de juridiction contentieuse et, à ce titre, ils prenaient rang avec les collèges plus anciens de doyens et jurés de la gilde, des corporations ouvrières, des serments, parmi ce qu'on appelait les *smalle wetten* ou juridictions subalternes de la commune. Sauf exception, leurs sentences étaient susceptibles d'appel devant le magistrat.

(1) On appliquera plus loin ce qu'est la *paix à partie*, quand il sera traité du droit criminel.

(2) Voir t. I, N^o 702.

D. *Les employés communaux, — Les pensionnaires* (1).

160. Avec le temps et par la nature même des choses, les magistrats eurent partout à leurs ordres une phalange nombreuse d'employés, chargés du détail des services divers, police, voirie, écritures, finances, etc. Il est impossible de les énumérer tous : *sergents* de la ville, messagers, gardiens des édifices communaux, gardiens des engins de guerre, comte des ribauds, — sorte de surveillant et de chef donné à la couche infime de la population (3) — écrivains de la trésorerie, inspecteurs de la voirie, des marchés, des fortifications, jurés des boues, veilleurs de nuit, *schaedebeletters* ou agents de police, médecins (4), chirurgiens, sages femmes, gagés par la communes, etc. Les principaux d'entre eux sont toujours les *clerks* ou *secrétaires*, lesquels portaient des noms différents d'après les lieux.

161. Bientôt, parmi ces *clerks*, il y en eut un ou plusieurs qui prirent une situation spéciale et qui, au lieu d'être de simples instruments, assumèrent un rôle actif et une initiative de fait étendue. C'étaient les *parliers*, *syndics* ou *conseillers pensionnaires* comme on les appela dès le xv^e siècle. Placés à côté d'un magistrat, essentiellement mobile par les mutations annuelles, ils représentaient la perpétuité, la tradition, la connaissance approfondie des affaires locales. Leur rôle théorique était de servir de conseil juridique et souvent d'organe aux magistratures locales. Leur rôle effectif consistait fort souvent à les diriger. Quand la science du droit se répandit dans le pays, les *conseillers pensionnaires* furent tous jurisconsultes, souvent jurisconsultes distin-

(1) Pour le détail voir les monographies locales, Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 330, et les sources citées *ibidem*.

(2) Parmi les *ribauds*, on rangeait d'ordinaire les manouvriers qui, sans appartenir à un métier, gagnaient leur vie par des travaux de force : voir Gilliodts-van Severen, *Inventaire*, t. IV, p. 104.

(3) A Mons, en 1428, il y avait une *femme-médecin*, que le magistrat payait, « considéré qu'elle se sçet à aider de medichine, qui est « convigniable cose pour les femmes et privée » : Devillers, *Particularités*, etc., p. 74.

gués, et leur influence ne fit que grandir jusqu'à la fin de l'ancien régime. A certaines époques, par exemple au xvr^e siècle, ils furent de fait les principaux agents de la politique des grandes communes, soit qu'ils entraînaient le magistrat, soit qu'ils prissent parfois sur eux de parler et d'agir en son nom sans mandat (1).

IV. *La grande commune.*

162. Pour ce qui concerne l'organisme du pouvoir municipal dans le régime nouveau, il ne nous reste plus à dessiner qu'un seul rouage, ce qu'on appelle la *grande commune*, la *grande communauté*, le *wyden raed*, le *breeden raed*. Ce rouage, lequel prend des formes accusées dès le xiv^e siècle et se fixe presque partout dans le cours du xv^e, n'est pas une création absolument nouvelle. Il se rattache par ses origines aux *assemblées de grands bourgeois*, réunies par *cri général* ou à *son de cloche* dans la période primitive pour décider elles mêmes des *affaires majeures* de la cité. En même temps il hérite des attributions de ces assemblées, attributions sur lesquelles nous n'avons plus à revenir (2).

163. Le mouvement social du xiv^e siècle, bien loin d'ébranler le principe sur lequel étaient fondés l'existence et les droits des assemblées générales, n'avait fait que le fortifier. L'esprit public sentit mieux que jamais comment il se fait que la liberté réelle et pratique d'une population ne se réduit pas à de brillants trompe l'œil, et comment aussi c'est bien peu de chose pour des citoyens que de pouvoir élire tout ou partie de leurs chefs, si ces chefs, une fois élus, sont maîtres absolus et peuvent se transformer, du jour au lendemain, de solliciteurs en dominateurs sans contrôle continu et immédiat. Il voulut, plus encore qu'autrefois, que les dépositaires du pouvoir public, s'ils méconnaissaient leurs devoirs, se heurtassent non à un homme isolé, toujours faible devant l'arbitraire, mais à des corps, à des collèges, à des *collectivités* capables d'une *résistance*

(1) Sur ce dernier point, voir la *Correspondance du cardinal de Granvelle*, tt. I, II, III, *passim*.

(2) Voir t. I, N^o 1097.

anonyme presque invincible; et la plus puissante de ces collectivités c'était bien l'ensemble de la population. Dans cet état de choses, l'intervention continuelle de la bourgeoisie, par voie de contrôle et par voie de décision souveraine des affaires majeures locales, bien loin de disparaître, s'accrut. Seulement, par là même que les *grands bourgeois* n'étaient plus seuls à constituer le *corps politique* de la commune (1), qu'ils n'étaient plus seuls *citoyens actifs*, que la masse des classes ouvrières était venue se placer à côté d'eux sur la scène politique, les *assemblées générales* durent subir de profondes transformations.

164. En effet, fussent-elles même tenues par *membres* et par *métiers* rassemblés sur la place publique, sous leurs bannières respectives, — ce qui se faisait parfois aux époques d'effervescence ou dans des circonstances exceptionnelles, — ces assemblées auraient été trop nombreuses et trop facilement tumultueuses pour exercer en temps normal une action réfléchie et régulière. On en arriva peu à peu, ici plus tôt, là bas plus tard, à les réorganiser d'après un principe de *délégation*. Chaque groupe de population, ayant conservé des droits propres et distincts nomma librement un certain nombre de mandataires à l'assemblée, mais des mandataires astreints à suivre l'impulsion que leur avait donnée le groupe qui les nommait. En même temps, comme chaque *membre* et chaque *groupe* ne pouvait naturellement représenter que ses droits et ses intérêts particuliers, le magistrat en corps, fut admis dans l'assemblée pour défendre les intérêts *généraux* de la commune. Quand ce mouvement fut achevé, la *grande commune* se trouva organisée, souvent sans charte, sans décret, par la seule force des choses.

165. Sortie des mêmes origines, établie partout sur des bases analogues, la *grande communauté*, — représentation officielle de la totalité de la population communale — avait une organisation différente selon les localités. Il y avait des villes où sa constitution présentait des caractères plus accusés de *collège permanent* et *fermé* que dans d'autres. Partout le nombre des petits collèges qui la formaient, était déterminé par le nombre de *membres* distincts

(1) Voir plus haut, N^{os} 142, 143, 144.

que reconnaissait le droit communal (1). Sans entrer dans trop de détails, il n'est pas inutile de donner ici quelques exemples.

166. A Mons, au commencement du xv^e siècle, la grande communauté existait en réalité sans se présenter sous forme de corps organisé. Les affaires majeures étaient décidées par le magistrat, agissant de concert avec le conseil de la commune, formé de 60 grands bourgeois (2), mais aussi avec le consentement des *connétablies* ou corporations de métiers. Il est clair, quand on pénètre dans le détail des comptes locaux, que, par rapport aux intérêts vitaux de la commune, la volonté de celle-ci n'existe que si les volontés du magistrat, du conseil et des connétablies concordent (3).

A Malines, au xiv^e siècle, où il existe trois *membres* distincts, la *poorterye*, la *gilde de la draperie*, les *corporations de métiers*, la grande communauté se compose de délégués de ces trois membres venant se placer à côté du magistrat. Et bientôt, comme le *membre* de la *poorterye* menace de dépérir, parceque les *poorters* s'inscrivent en masse dans les métiers, on statue que tout *poorter* inscrit dans un *métier* sans le pratiquer restera néanmoins dans le *membre* de la *poorterye*. La *gilde des drapiers*, en revanche cesse graduellement de former un *membre* à part (4).

A Namur, sauf pendant une courte période pendant laquelle il existe un véritable conseil permanent, dans lequel les gens de métier ont la majorité,—l'*assemblée* qui décide les intérêts majeurs se compose du magistrat, des *bonnes gens* ou *bourgeois héréditaires* groupés sous forme d'une sorte de conseil, et de la réunion des *quatre jurés* de chaque métier (5).

Tournai, en vertu d'une charte de 1434 complétant et fixant des traditions anciennes, était entre les mains de quatre collèges :

(1) Voir plus haut, N^{os} 143, 143, 144.

(2) Voir t. I, N^o 1096.

(3) Devillers, *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière,...* et sur le comté de comté de Hainaut, pp. 17, 22, 33, 35, 53, 63, 67, 95, 95, 149.

(4) Vanderkindere, ouv. cité, pp. 184, 185 ; Van Doren, *Inventaire* cité, t. I, p. 113, acte de 1439.

(5) Bormans, *Cartulaire de Namur*, t. I, pp. CXXXII, CXXXIII ; *Messager des sciences* de 1847, p. 185.

celui des prévôts et jurés : celui des maieurs et échevins ; celui des 30 eswardeurs ; enfin, le nouveau collège des 92 doyens et sous-doyens des métiers ou bannières. Pour prendre une résolution engageant la ville, il fallait l'aveu de 11 jurés, 8 échevins, 16 eswardeurs et 24 doyens ; et si après trois séances l'accord n'était pas fait, l'affaire majeure en délibération était portée devant le peuple entier, assemblé sous les *bannières* dans lesquelles tous les bourgeois indistinctement étaient inscrits : le vote uniforme de 24 bannières sur 36 donnait alors une décision (1).

A Gand, l'assemblée s'appelait la *collace* : sa composition varia continuellement ; mais jamais avant l'ère monarchique les grands bourgeois et anciens magistrats, qui en formaient le noyau, ne furent admis à prendre des résolutions graves sans l'aveu du *grand doyen* des tisserands et de celui des 52 petits métiers, lesquels portaient à la *collace* les résolutions de leurs mandants (2).

A Bruges, la grande communauté comprenait aussi les *hooftmannen* de la bourgeoisie et les *grands doyens* des neufs membres ou nations, siégeant à côté du magistrat (3).

A Louvain, le *breeden raed* se composait de quatre membres : le magistrat, le corps des lignagers, la *gilde* drapière représentée par ses doyens, les doyens des *nations* (4).

Enfin, — car nous devons nous borner, — dans les villes des régions hollandaises, la grande communauté se composait partout, dans des formes variables suivant les lieux, d'un corps de notables, *vroetschap*, dans lequel siégeaient les doyens de métiers (5).

(1) *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 1^{re} série, t. XI, p. 335.

(2) Voir sur Gand, Ch. Dierickx, *Mémoires sur la ville de Gand*, t. I, p. 753, Warnkönig, ouv. cité ; Gheldolf, *Coutumes sur la ville de Gand*, t. I, p. 623 ; les divers traités faits par la ville de Gand avec ses souverains, etc.

(3) Voir les historiens de la ville ; Gilliodts *Inventaire des archives*, passim. Voici la formule qui sert de préambule aux résolutions de la commune ; *Burchmeesters, scepenen, raden* (le magistrat), — *hooftmannen van den poortrie*, — *dekenen van de ambachten en neeringhen*, *en alle t' ghemeente van der stede*.

(4) Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, etc. pp. 281 et suivantes.

(5) De la Bassecour-Caan, ouv. cité, p. 9 ; Meyer, ouv. cité, *passim*.

§ IV. DE L'EXTENSION DES POUVOIRS DIRECTS ET IMMÉDIATS
DES MAGISTRATURES COMMUNALES.

167. Cette question nouvelle est de nature à être traitée plus brièvement que les précédentes ; elle se rapporte à deux faits généraux : à l'extension des territoires communaux et au développement des bourgeoisies foraines.

I. *De l'extension des territoires communaux* (1).

168. On a déjà vu qu'un certain nombre de villes avaient, dès l'origine, une *banlieue* extérieure sur laquelle s'étendaient les droits de justice et d'administration de leur magistrat (2). Mais, par contre, pendant la première époque communale, le territoire municipal de grand nombre d'entre elles ne correspondait pas du tout à l'ensemble du territoire sur lequel s'était formée une agglomération d'habitations contigües. A Liège, à Gand, à Bruges, à Ypres, à Namur, à Mons, etc., des quartiers extrêmes de l'agglomération bâtie, ou même des quartiers intérieurs constituant de véritables enclaves, étaient des territoires distincts, lesquels appartenaient soit au prince, soit à quelque seigneur laïque ou ecclésiastique ; et les habitants de ces quartiers formaient des communautés distinctes de la communauté urbaine.

169. A partir du XIII^e siècle, dès qu'elles en eurent la force et les moyens, la plupart des grandes villes poursuivirent avec patience

(1) Sur l'ensemble, Warnkönig, *ouv. cité*, tome III, p. 25, tome IV, pp. 54 et suiv. t. V, p. 83 ; Edm. Poullët, *Essai sur l'histoire, etc., dans l'ancienne principauté de Liège*, pp. 111-116 ; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, tome I, pp. 79, 98 etc. ; Piot, *Histoire de Louvain* ; Van Even, *Louvain monumental* ; Borgnet et Bormans ; *Cartulaire de Namur*, introduction, etc. ; *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. II, p. 314 ; *Annales du cercle archéologique de Mons*, t. VIII, p. 263 ; *Revue d'histoire et d'archéologie*, t. I, p. 19 ; Betz, *Histoire de Tirlemont*, p. 66 et suiv. ; St-Génois, *Monuments*, N^o DCDLXII, etc.

(2) Voir t. I, N^o 1032.

et tenacité l'adjonction à leur territoire municipal des quartiers extérieurs adjacents et surtout celle des *enclaves* comprises dans leur enceinte. C'était le moyen, à la fois, d'augmenter rapidement leur population et leur importance, de faciliter de grands progrès administratifs, de consolider la *paix publique* intérieure, de faire tarir une source incessante de rivalités commerciales onéreuses et de conflits de juridiction et de privilèges aussi nombreux qu'irritants. On vit ainsi la communauté bourgeoise de Liège acquérir la *Sauvenière*, terre du chapitre de Saint-Lambert ; la ville de Gand acheter successivement la petite commune libre et indépendante de *Pons Brabantiae* bâtie sur la rive droite de l'Escaut, la seigneurie de Mude, la villa du seigneur de Gavre, etc. ; la ville d'Ypres s'agrandir de cinq ou de six territoires indépendants qui la resserraient ; la ville de Bruges entrer en possession de la seigneurie de Syssele, de celles du *Maendaghsche* et du *Vormerzeelsche*, etc. ; la ville de Lille obtenir que le comte achetât du chapitre de Saint-Pierre, en 1288, une paroisse intérieure et la joignit à son échevinage. On vit même des villes, comme Tournai, acheter, dès la fin du XIII^e siècle, des villages qui ne touchaient pas à leurs murailles.

170. Quand l'acquisition absolue de ces quartiers extérieurs et de ces enclaves ne fut pas possible, les villes firent au moins des accords avec les seigneurs de ces ressorts, — ainsi à Ypres avec la chevalerie du Temple, — de manière à procurer une entente, une sorte d'union au point de vue administratif et financier, et à faire fixer dans le détail les rapports respectifs des deux justices voisines, lesquelles restaient indépendantes l'une de l'autre. Parfois cette fusion administrative s'opéra d'une manière presque insensible : par exemple, à Namur, la fusion de la communauté bourgeoise avec la bourgeoisie de Neufville qui garda son tribunal propre. Ce mouvement continua de proche en proche, pendant des siècles. De sorte qu'à la fin de l'ancien régime les enclaves municipales, qui subsistaient çà et là, ne furent plus guère que des espèces de lieux d'asile, tel le *Borgendael* à Bruxelles, ou des territoires distincts seulement au point de vue de l'administration de la justice comme, par exemple, à Mons, la *juridiction d'Havré*.

171. Pendant la période communale, quelques villes virent encore grandir leur ressort territorial d'une façon spéciale. Les princes eux-mêmes, pour des motifs divers, étendirent par des actes spontanés les *banlieues* communales, en annexant au territoire urbain des villages adjacents. C'est ainsi, par exemple, que les ducs de Brabant unirent à Bruxelles les villages d'Obbrussel, de Saint-Josse, de Laeken, etc.

172. Dans un grand nombre de localités, enfin, à Bruxelles, à Louvain, à Namur, à Tirlemont, à Léau, etc., les communautés bourgeoises du *xiv^e* siècle construisirent de nouvelles enceintes, englobant les quartiers situés hors de la vieille ville et jusque-là ouverts et sans défense. Cette dernière mesure était, en même temps, une manifestation de leur puissance agrandie et la conséquence directe de l'action exercée désormais sur la marche des affaires par la population ouvrière, population généralement fixée dans les quartiers extérieurs de la vieille ville et ainsi exposée sans défense aux attaques du dehors.

II. Les bourgeoisies foraines (1).

173. La *bourgeoisie foraine*, *haghepoorterye*, existait dès avant le *xiv^e* siècle, même au profit de villes secondaires. Dès 1195, le comte de Hainaut avait été amené à déclarer qu'on ne reconnaît plus comme bourgeois les gens qui, sans habiter une ville, *se burgenses esse dicebant et in villis campestris manentibus libertate gaudebant*. En 1291, il est fait mention des bourgeois forains de Herenthals. En 1324, la ville de Huy est obligée de renoncer à ceux qu'elle domine. Mais c'est dans le cours de la période communale que l'institution prend son plein développement.

174. Le bourgeois forain était un gentilhomme ou un simple homme libre, un seigneur de village, un puissant baron ou un

(1) Defacqz, ouv. cité, t. I, p. 311 ; Raepsaet, *Œuvres*, t. V, p. 381 ; Vanderkindere ouv. cité, p. 91, 92 ; *Cartulaire de Fosses*, p. 20 ; *Brabantische Yeesten*, t. I, p. 676 ; Namèche, ouv. cité, t. IV, p. 265 etc.

paysan, lequel, ayant son domicile principal au plat pays, avait prêté serment à une commune comme bourgeois, lui payait un droit d'entrée et une redevance de bourgeoisie, et avait l'obligation, parfois éludée en fait, de venir résider chaque année dans la commune pendant quelques semaines.

175. Tous les bourgeois forains jouissaient d'une partie notable des privilèges des *poorters* effectifs, et ils se trouvaient, comme ces derniers, sous la protection de la commune à laquelle ils s'étaient agrégés. Quand ils étaient nobles ou seigneurs, ils se prévalaient parfois de leur bourgeoisie pour échapper à la juridiction immédiate du prince. Quand ils étaient sujets d'un seigneur ou soumis à un bailliage rural princier, ils tendaient toujours à se soustraire à l'action de l'autorité territoriale, et ils jouissaient des exemptions d'impôts qui couvraient dans les campagnes les biens des bourgeois (1). Enfin, ils constituaient un élément de force militaire fort précieux pour les communes, en ce sens qu'en cas de guerre ils devaient marcher sous la bannière de celle-ci. C'est même la présence des bourgeois forains qui seule peut expliquer le chiffre élevé des combattants qu'on rencontre dans les armées communales.

176. Au *xiv^e* siècle, par là même que c'était un moyen commode d'étendre leur puissance et leur influence dans les campagnes, les grandes villes des Pays-Bas, surtout en Flandre et à Liège, travaillèrent avec constance à augmenter le plus possible le nombre de leurs bourgeois forains.

Ce mouvement donna naissance à de fréquents conflits entre elles et les communautés rurales capables de se défendre, conflits entre lesquels les plus saillants sont ceux de la ville de Bruges avec la communauté du Franc, lesquels se reproduisirent de période en période durant le *xiv^e* siècle et même le *xv^e* (2). Il ne fut pas sans offusquer le pouvoir princier lui-même en Flandre, car dès Louis de Mâle, après la bataille de Rosebeke, il fut contenu dans des limites étroites.

(1) Voir t. I, N° 1075, (8).

(2) Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. I, pp. 325 et suivantes.

tes ; et quand, en 1438, Philippe le bon imposa la paix aux Brugeois, il n'oublia pas d'exiger l'accomplissement ponctuel de la règle que tout bourgeois forain, pour jouir de sa qualité, était tenu de résider en ville trois fois quarante jours par an (1).

A Liège, en admettant en masse les *afforains* aux privilèges de sa bourgeoisie, la Cité battait en brèche la juridiction qu'exerçait l'évêque tant dans sa cour féodale que dans le tribunal de la paix (2). A partir de 1328 jusqu'à la fin du siècle, plusieurs actes législatifs, et même des *paix* du pays, cherchèrent à mettre un terme à cet abus, mais sans y réussir absolument (3).

177. En revanche, dans d'autres villes, par exemple à Bruxelles, on constate un fait particulier. Il arriva un moment où la ville, sans méconnaître les avantages de l'extention de sa bourgeoisie foraine, crut devoir augmenter les charges de celle-ci : parceque d'une part ses membres ne contribuaient pas à l'accroissement des assises municipales (4), et que, d'autre part, ils occasionnaient souvent des querelles entre la ville et des seigneurs puissants (5).

178. En Hainaut, les comtes se trouvaient dans une situation tout autre que les princes flamands et liégeois. Ils avaient eu plus de difficultés à dominer leur baronage que leurs villes. Trouvant dans l'institution des *bourgeoisies foraines* un moyen commode de miner graduellement la puissance de leur noblesse, ils en favorisèrent longtemps le développement au profit de leurs francs-bourgs, d'Ath, de Bavay, du Quesnoy et de Bouchain.

En 1346, les seigneurs laïques et ecclésiastiques du comté, traitant avec la comtesse Marguerite pour le redressement des griefs qu'ils avaient contre l'administration comtale, obtinrent que leurs réclamations fussent soumises à des arbitres, et ces derniers prononcèrent l'abolition de toutes les *bourgeoisies foraines* en sti-

(1) Vanderkindere, ouv. cité, p. 274. Namèche, ouv. cité, t. VI, p. 244.

(2) Voir le chapitre suivant, Nos 191-192, ou nous parlerons de la cour féodale, et t. I, N° 431.

(3) Edm. Poulet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 350, 351, 352.

(4) Voir t. I, N° 1070.

(5) Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 154, 155.

pulant que désormais quiconque voudrait devenir bourgeois devrait se faire *couchant, levant, manant*, dans une ville. Cette sentence arbitrale ne sortit pas ses effets, au moins en ce qui concerne le point qui nous occupe. Les bourgeois forains, spécialement ceux des francs-bourgs du comte, continuèrent d'exister, et leur état fut encore l'objet de grand nombre de dispositions législatives. Philippe le bon constatait même ouvertement qu'ils servaient à « l'augmentation de sa seigneurie (1). »

§ V. L'ESPRIT RÉPUBLICAIN DES COMMUNES (2).

179. L'esprit républicain, qui se développe dans les grandes communes populeuses de plusieurs de nos principautés, n'est pas un esprit anti-dynastique, tant s'en faut. Son cachet saillant c'est de replier la commune sur elle même, avec une jalousie persistance et ombrageuse à l'égard de toute action effective du pouvoir princier, et une volonté tenace de régir pour ainsi dire sans contrôle supérieur ses propres affaires.

Les pages qui précèdent ont déjà fait entrevoir bien des manifestations de cet esprit républicain, vivace surtout à Liège, à Gand, à Bruges, etc. ; nous pouvons encore une fois nous borner à rapprocher ici, dans un tableau raccourci, quelques uns de ses traits les plus accentués.

180. Ce qui frappe tout d'abord, quand on étudie dans le détail les allures des villes du xiv^e siècle et du xv^e, c'est la vitalité et l'impressionnabilité du sentiment d'existence collective qu'elles anime. Dans l'enceinte de ses murailles la bourgeoisie est chez elle : elle est dans sa propriété ; elle veut y rester maîtresse ; elle prend ombrage de tout ce qui pourrait tendre à diminuer la sécurité de sa possession. Lui proposer de recevoir en garnison

(1) Faider, *Coutumes générales du Hainaut*, t. I, chartes de 1323, 1331, 1346, 1391, 1404, 1410, 1441, 1447, 1534, etc.

(2) Sur l'ensemble de ce paragraphe, il faut encore renvoyer aux monographies locales et aux récits historiques détaillés relatifs aux annales de nos diverses principautés.

des hommes d'armes, sauf dans des cas de nécessité absolue, lui paraît toujours une menace de conquête. Que le prince vienne dans ses murs, que l'assemblée nationale y soit convoquée, soit : prince et membres de l'assemblée seront reçus avec égards, avec affection, mais non sans précautions minutieuses. On va même parfois jusqu'à prier fort respectueusement le prince, de ne pas amener avec lui une suite trop nombreuse, ou même de contraindre son escorte à déposer les armes avant que la porte soit ouverte ; et si la bourgeoisie est en armes pour son entrée, c'est sans doute pour lui rendre l'hommage qui est dû au souverain, mais c'est aussi avec l'arrière pensée de se garantir de toute surprise facheuse. Et ce ne sont pas seulement les grandes villes qui manifestent ces dispositions méfiantes ; ce sont des villes même secondaires. Quand, au commencement du xv^e siècle, le comte de Hainaut va tenir un grand parlement de la noblesse et des villes dans sa ville de Mons, que fait le magistrat de celle-ci pour assurer la sécurité de l'assemblée et surtout celle de la commune ? Il règle tout un service de guet et de garde aux portes et aux remparts, à la maison commune et aux carrefours. Il ordonne aux serments et aux *connetables* de tenir chez eux *appareillés et armés* leurs hommes qui ne sont pas de garde. Les chaînes destinées à barrer les rues seront tendues dès 10 heures du soir du soir. Aucun seigneur, quel qu'il soit, ne pourra entrer en ville « à puissance », c'est à dire avec une suite considérable d'hommes d'armes. Pour parer éventuellement à un incendie, des baquets d'eau seront placés aux carrefours ; les brasseurs auront leurs tonneaux remplis d'eau, les maçons, les charpentiers, les *fosseurs*, occuperont de nuit le marché ; les canoniers seront à la maison de ville. On relevera chaque jour les noms des étrangers logés dans les hôtelleries, etc. (1).

181. En second lieu, dans presque toutes les villes où il existe deux espèces de magistrats, les uns *nommés* par le prince, les autres sortis de l'*élection*, ces derniers dominent complètement les autres. En Flandre, les *grands doyens* et les *hooftmannen*, en

(1) Devillers, *Particularités sur Jacqueline de Bavière* etc., pp. 353 et suivantes et *passim*.

Brabant, les *commune-maitres*, à Liège, les *maitres à temps*, sont les véritables chefs de la commune. Ce sont eux qui entraînent la population ou qui, fréquemment, en ayant l'air de marcher à sa tête, suivent l'impulsion irrésistible du parti qu'ils représentent. Bien plus : si un corps de magistrats placé entre la volonté du prince et celle de la population se déclare contre celle-ci, il est aussitôt brisé à moins qu'une force imposante déployée par le prince ne le soutienne.

182. En troisième lieu, le pouvoir législatif intérieur du magistrat se développe, sinon de droit au moins de fait. Il finit par embrasser tous les rapports de la vie municipale et de la vie civile. Souvent c'est à peine si la commune daigne consulter le bailli princier et accepter son intervention quand elle légifère (1). A Liège, on va jusqu'à dénier à l'évêque son pouvoir législatif dans la Cité ; et quand cette prétention est condamnée, même par les États du pays, la Cité en arrive à obtenir des *statuts locaux, faits* par la commune et simplement *ratifiés* par l'évêque, *statuts* qui subsistent à côté du droit criminel ordinaire, et dont le bourgeois lésé pourra demander l'application par préférence à ce droit (2).

183. En quatrième lieu, si, au point de vue de l'exercice de la juridiction, le prince reste toujours grand justicier, au moins, de toutes parts et de toutes façons, les communes cherchent à se mettre en possession d'une juridiction propre.

A Liège, le magistrat électif qui applique les *statuts* finit par exercer une véritable juridiction criminelle et civile dont, dans la suite, on a de la peine à le priver (3). En Brabant, les *commune-maitres* et les jurés acquièrent une juridiction inférieure ; souvent même, en matière de justice criminelle, ils viennent s'asseoir à côté des échevins quand l'accusé est un *bourgeois*, ou quand il s'agit d'un crime commis contre la commune, et alors, sans leur intervention, nulle sentence contre un bourgeois ne peut être pronon-

(1) Voir, entre autres, Vanderkindere, ouv. cité, pp. 203 et suiv.

(2) Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, pp. 240 et suiv., 475.

(3) *Idem*, pp. 363, 602, etc.

cée (1). A Liège, l'échevinage lui-même ne peut plus faire arrêter préventivement un bourgeois que par *loi et franchise*, c'est-à-dire qu'avec l'intervention du magistrat électif, en dehors des cas de flagrant délit (2). En Brabant, en 1422, on arrache à l'officier ducal son droit exclusif de *semonce* (3). S'il est rappelé par le duc, la *loi ne cessera plus de courir*. La commune pourra forcer un *sergent* de prêter serment et de semoncer les échevins de faire droit (4).

184. En cinquième lieu, presque partout les grandes villes prennent l'habitude de prononcer des bannissements par mesure politique, non par l'organe du magistrat mais par celui de la *grande commune*. Partout les villes défendent la *paix* de leur régime intérieur, leurs intérêts, les intérêts de leurs bourgeois, par des *peines spéciales*. Ces peines sont encourues par les personnes qui délinquent ou *dans* la juridiction municipale, ou *contre* la ville considérée comme corps, ou *contre* un bourgeois. Elles sont *cumulées* avec les peines ordinaires du droit criminel. Elles consistent tantôt dans des pèlerinages expiatoires tarifés, à faire à *pied* où à racheter à prix d'argent, pèlerinages à Hal, à Vendôme, à Rocamadour, à Saint-Jacques de Compostelle, à l'île de Chypre, à Rome, etc.; tantôt dans l'obligation de rebâtir ou de réparer quelques toises de l'enceinte municipale; tantôt dans celle de placer une verrière commémorative dans une église, ou une inscription dans la maison commune; tantôt dans une interdiction de venir dans la commune, ou dans un bannissement temporaire ou définitif. Nulle part ces *peines spéciales* ne sont susceptibles d'être remises par le prince, en vertu de son droit de grâce, sans l'assentiment préalable et exprès de la commune. Seulement, il est généralement admis que le prince, lors de sa Joyeuse-Entrée, peut ramener avec lui quelques bannis. Ces bannis forment alors dans le cortège une longue chaîne dont tous les anneaux se tou-

(1) Edm. Poulet, *Histoire du droit pénal dans le duché de Brabant depuis Charles-Quint*, etc., p. 17.

(2) Edm. Poulet, *Essai sur l'histoire*, pp. 375 et suivantes.

(3) Edm. Poulet, *Histoire de la Joyeuse Entrée*, pp. 151, 152, etc.

(4) La *semonce* : on verra l'explication de ce terme quand nous parlerons du droit criminel.

chent, et celui d'entre eux, qui marche le premier, tient la queue du destrier du souverain (1).

185. Enfin, dans toutes les grandes villes, la situation de l'officier princier devient aussi difficile que pénible. Il est considéré comme une sorte de surveillant dangereux. A chaque instant il est en conflit avec le magistrat : et, s'il est alors soutenu par le prince, le conflit dégénère facilement en lutte ouverte entre le prince lui-même et la ville.

(1) Edm. Pouillet, *Histoire du droit criminel dans l'ancien duché de Brabant*, pp. 259, 260 ; idem, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 417, 513, 518, 537, etc. ; idem, *Sire Louis Pynnock*, passim ; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 176, etc.

CHAPITRE IV.

LES INSTITUTIONS CENTRALES DE L'ÉTAT FÉODO-COMMUNAL.

186. Les institutions centrales de l'État féodo-communal, dont nous avons expliqué ailleurs les origines (1), prennent leur cachet définitif dans le cours de la période communale. Quand nous disons *cachet définitif*, nous n'entendons pas méconnaître les transformations ultérieures qu'elles auront encore à subir, ni faire allusion à des formes rigides établies sur des textes de loi absolus et immuables. Nous voulons parler de ces formes essentielles et caractérisées qui différencient les institutions centrales de principauté à principauté, qui donnent à l'organisation gouvernementale de chacune de celles-ci sa physionomie propre et qui subsistent, malgré des transformations de détail, ou bien jusqu'à la période monarchique, ou bien même jusqu'à la fin de l'ancien régime.

187. Par la nature même des choses, les institutions centrales de l'État féodo-communal doivent être étudiées séparément, principauté par principauté. Il n'y a guère que les *institutions domaniales* qui puissent être comprises dans un exposé synthétique et sommaire. Nous consacrerons donc à celles-ci un seul paragraphe final. Dans les premiers paragraphes du chapitre, nous spécialiserons au contraire nos aperçus.

(1) Voir tome I, N^{os} 1179, 1180, 448, 449, 458, 479, 481, 482, etc.

§ I. LES INSTITUTIONS LIÉGEOISES.

188. Dans la principauté de Liège, les institutions centrales de l'État étaient exceptionnellement nombreuses. On doit ranger parmi elles le *conseil juré* de l'évêque, le *tribunal de la paix*, le *tribunal de l'anneau du palais*, l'*officialité*, et enfin, ce qu'on appelait les trois *chiefs du pays*, c'est à-dire des tribunaux dominant soit en appel, soit par voie de *rencharge* (1), des tribunaux inférieurs de même ordre, et jugeant eux-mêmes sans appel et sans recours sauf aux dicastères impériaux. Ces trois *chiefs* étaient la *cour féodale* de l'évêque, dite souvent la *cour des hommes*, l'*échevinage de la Cité* et la *cour allodiale*. Il va de soi que nous ne reviendrons plus sur ce que nous avons dit ailleurs ni de l'*officialité* ni du *tribunal de la paix* (2). Nous nous bornerons à rappeler que l'*officialité*, dite *tribunal du droit*, concourait comme *justice séculière* avec les tribunaux laïques à l'exercice de la justice civile et criminelle, et que l'action du *tribunal de la paix* s'exerçait hors des frontières de la principauté dans la majeure partie du diocèse.

I. Le conseil de l'évêque (3).

189. Le conseil *juré* de l'évêque (4), sans avoir encore l'importance qu'il prendra plus tard, se fixe et se développe pendant la période communale. Il en est fait mention dans le *compromis de Wihogne* de 1328, dans le *régiment de Heinsberg* de 1417, et dans la *paix de St Jacques*. La première *paix des XXII*, de 1373, contribue à assurer et à agrandir sa situation. Cette paix veut que l'évêque place dans son conseil « bonnes gens et sages delle nation del pays » et qu'avec leur avis il « gouverne deutelement » l'État.

(1) Voir t. I, N^{os} 695 et suivants.

(2) Voir t. I, N^{os} 430, 431, 432, 845, etc.

(3) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, pp. 252 et suivantes et les sources citées. *ibidem*.

(4) Voir t. I, N^o 481.

190. Le conseil juré devient avec le temps un conseil privé. Il se compose d'un nombre indéterminé de membres, tous à la nomination du prince. Peu à peu il est de règle que des *tréfonciers* (1) en forment la majorité et que le grand maieur avec deux échevins de Liège en fassent partie. Il a pour président, dès le xv^e siècle au moins, le *chancelier* ou *scelleur*, lequel, quoique nécessairement tréfoncier, tient sa charge en *office public laïque* (2). Enfin, quand il a acquis son plein développement, ce conseil constitue un véritable ministère. C'est lui qui, — sauf en matière de collation d'offices et de grâces et sauf en ce qui concerne la sanction à donner aux résolutions des États, — est alors l'intermédiaire nécessaire entre le prince de Liège et ses sujets. Ses membres, à propos des actes auxquels ils interviennent, sont *responsables* devant le *tribunal des XXII* (3).

II. La cour féodale (4).

191. La *cour féodale* suprême de l'évêque, *hosteit monseigneur* (5), a pour président nécessaire jusqu'au commencement du xv^e siècle l'évêque en personne, et elle est jusque là ambulante comme lui (6). C'est Jean de Bavière le premier qui en a fixé le siège à Liège, et qui a créé la charge permanente de *lieutenant des fiefs*, — représentant officiel du prince en matière féodale, — réalisant ainsi des promesses déjà faites par la *mutation de la loi nouvelle* de 1386.

192. Dans sa cour féodale suprême, l'évêque et plus tard le lieutenant des fiefs n'ont pour assesseurs que les *anciens fieffés* de l'église de Liège ayant relevé leurs fiefs. C'est, le cas échéant le grand

(1) C'est-à-dire des chanoines de Saint Lambert, voir t. I, N^{os} 755, 756.

(2) Voir t. I, N^o 756.

(3) Voir le chapitre suivant.

(4) Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire, etc.*, pp. 91 et suiv. ; 336 et suivantes.

(5) Voir t. I, N^{os} 482, 483.

(6) Voir t. I, N^{os} 1148 et 1176.

maieur de la Cité (1) qui remplit devant elle la charge d'officier criminel. La plupart des *paix* s'occupent de cette cour pour régler les détails de son organisation, en interdire l'entrée aux possesseurs de *fiefs de baretterie* ou de peu d'importance, préciser les garanties qui devront entourer son action, déterminer sa compétence. En dehors de sa juridiction comme cour féodale suprême de l'État liégeois (2), elle conserve jusqu'à sa transformation complète au xvr^e siècle une juridiction criminelle importante. Les feudataires du pays, cités devant un échevinage, ont toujours le droit de réclamer leur renvoi devant l'évêque et ses *hommes*; et ceux-ci connaissent, en concurrence avec les échevinages, de tous les *crimes graves, laids faits*, fussent-ils commis par des bourgeois de villes franches, à l'exception des bourgeois de la Cité.

III. *Le tribunal de l'anneau du palais* (3).

193. Le *tribunal de l'anneau du palais* se rattache par ses origines à la fois à la cour féodale ordinaire du prince-évêque et au *tribunal de la paix*. On l'a même confondu longtemps avec ce dernier. Ce qui est vrai, c'est que ces deux consistoires de justice ont beaucoup de caractères communs, et que les traits distinctifs de l'*Anneau* ne se dessinent guère avant la fin du xiv^e siècle.

Les tribunaux de la *paix* et de l'*anneau* se ressemblent, en ce que l'évêque *doit* les présider l'un et l'autre en personne, qu'il s'y entoure des mêmes assesseurs, que leur ressort territorial est identique. Ils diffèrent, en ce que la *Paix* siège nécessairement à Notre-Dame aux fonds et l'*Anneau* dans le jardin du palais à Liège, et surtout en ce que, si le tribunal de la *paix* est devenu un tribunal *criminel*, l'*Anneau* est un consistoire de justice essentiel-

(1) C'était le nom que portait à Liège l'officier du prince.

(2) Voir t. I, Nos 888, 889, 890.

(3) Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, pp. 103 et suiv., 283 et suivantes, etc.

lement *politique* que l'évêque seul, et non pas tout plaignant, peut saisir d'une cause (1).

194. Le tribunal de l'Anneau est celui par lequel un prince de Liège maintient sa *suzeraineté* sur les fiefs de son église qu'on essaye de dénaturer, défend ses *hauteurs* qu'on attaque ou qu'on méconnaît, garantit la juridiction de ses autres cours quand, par exemple, on attrait devant des juges étrangers des causes ressortissant de juges liégeois, ou qu'on tente de faire réformer par des juges étrangers des sentences rendues par l'un des *chefs du pays* (2).

195. Ce consistoire, qui joue un rôle considérable au xv^e siècle, est souvent en conflit avec d'autres cours de justice. Rétabli après les désastres de la période bourguignonne, il donne signe de vie jusqu'en 1481 ; on le cite encore dans la paix de Saint-Jacques ; puis il disparaît sans laisser de traces.

IV. La cour allodiale (3).

196. La cour allodiale se nommait aussi, du chef du lieu où elle tenait ses séances, les *alleuins jugeant entre Sainte-Marie et Saint-Lambert*. Elle avait de toute antiquité pour garde-scel l'archiprêtre de Notre Dame aux fonds. Composée jadis de propriétaires allodiaux, assumés le cas échéant comme *jurés*, elle devint une *cour perpétuée* en vertu de la *modération de la paix des XVI* de 1403. La cour se composa dès lors d'un maieur et de douze conseillers permanents, *hommes del chief Dieu*. Son maieur et quatre conseillers furent nommés par le prince ; les huit autres conseillers, moitié par le chapitre de la cathédrale, moitié par la Cité. Tous pouvaient être clercs ou laïcs, pourvu qu'ils fussent *suffisants* et bourgeois résidents de la Cité de Liège.

(1) A conférer pour les caractères du tribunal de la paix avec le t. I, N° 431.

(2) *Chiefs* : voir plus haut, N° 188.

(3) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, pp. 311, 312 ; les *Annales du cercle archéologique de Mons*, t. V, pp. 252, 255, 279 ; Les *Analectes pour servir*, etc., t. I, p. 353, t. XII, p. 50, etc., etc.

197. La cour allodiale avait à l'égard des biens allodiaux inscrits sur des registres, — biens parmi lesquels il y avait quantité de grandes seigneuries, comme on l'a vu (1), — une juridiction de même nature que la juridiction exercée sur les fiefs par la cour féodale. Elle connaissait aussi en appel des sentences rendues par les cours allodiales subalternes, d'ailleurs peu nombreuses dans la principauté.

V. *L'échevinage de la Cité* (2).

198. *L'échevinage de la Cité*, ou tribunal de la loi, constituait dans toute l'acception du mot la *souveraine justice* de l'évêque et, à ce titre, il avait la préséance sur tous les tribunaux de l'État. Ce corps se composait de temps immémorial de *quatorze échevins* inamovibles, présidés par le grand maieur, tous nommés directement par l'évêque et réunissant les conditions générales d'idonéité exigées des juges liégeois. Avec le temps la plupart d'entre eux furent gradués en droit, sans qu'aucune règle obligeât le prince à les prendre parmi les juriconsultes.

199. L'échevinage de la Cité constituait le véritable *juge ordinaire* du pays. Il connaissait en appel de toutes les sentences rendues en matière civile par les *cours basses*, ou échevinages des villes et des villages, à moins que ceux-ci n'eussent rendu leurs sentences à *sa rencharge*. En dehors de sa juridiction immédiate dans la Cité, il était compétent pour connaître en première instance, dans le pays entier, en concurrence avec les justices locales et avec l'officialité, de toutes les affaires personnelles que les parties portaient devant lui, et, en concurrence avec les justices locales, des affaires réelles en certaines circonstances. Au criminel, il était juge immédiat dans tout le ressort du grand maieur et, en réalité, juge exclusif dans tout le pays soumis à la loi de Liège (3). En effet, les échevins des villages et même des villes, sauf privilège duement

(1) Voir t. I, Nos 873, 888, 889, etc.

(2) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, pp. 309 et suivantes; 435 et suivantes; et *Essai sur l'histoire*, pp. 118 et suivantes, ainsi que les sources citées, *ibidem*.

(3) Voir t. I, Nos 698, 699, etc. et plus haut, No 39.

établi, se bornaient à instruire les affaires. Ils devaient demander à l'échevinage de la Cité les sentences définitives à prononcer, les *décrets de capture*, et même les décrets de *mise à la question* quand la *torture* fut admise dans le prétoire.

L'échevinage de la Cité était le gardien du prototype des poids et des mesures de la principauté. En vertu de traditions constantes et immémoriales, c'était à lui qu'il appartenait d'*essayer* les monnaies, battues par le prince-évêque, d'en vérifier le titre et le poids avant qu'elles fussent mises en circulation, de recevoir le serment des directeurs des monnaies. Enfin, il lui incombait, avant tous autres tribunaux, de mettre en *garde de loi* les édits et les ordonnances.

§ II. LES INSTITUTIONS LOSSAINES.

200. A Looz, si le *conseil juré* (2) des anciens comtes disparut naturellement avec la réunion du comté au domaine direct des évêques de Liège (3), les tribunaux supérieurs du ressort restèrent debout jusqu'à la fin de l'ancien régime : c'étaient la *salle de Curange*, l'*échevinage de Vliermael* et la *cour allodiale*.

I. La cour allodiale (4).

201 La cour allodiale de Looz se composait au *xiv^e* siècle d'un *judex* et de sept assesseurs siégeant sous les *tilleuls* devant l'église. Avec le temps les *échevins de la ville de Looz* exercèrent sa juridiction mais sous un titre spécial : celui de *juges et alloux*, ou d'*échevins et hommes allodiaux du prince de Liège comme comte*

(1) On trouve dans Daris, *Notices sur les Églises*, etc., t. IX, des documents intéressants sur les modifications apportées par le cours des temps au ressort de l'échevinage de Liège.

(2) Voir t. I, N° 481.

(3) Voir plus haut, N°s 37, 38.

(4) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 315 ; Daris, *Histoire de Looz*, t. I, p. 21 ; L. Crahay, *Coutumes du comté de Looz*, Introduction.

de Looz. La compétence de cette cour était analogue à celle que la cour allodiale de Liège exerçait dans son propre ressort.

II. L'échevinage de Vliermael (1).

202. L'échevinage de Vliermael réunit longtemps la double qualité de juge immédiat du territoire de Vliermael et de juge supérieur du comté, ayant dans son ressort soixante et douze villages. Il perdit la première quand, après qu'on eut songé à diverses reprises à déplacer son siège, il fut fixé définitivement à Hasselt sous Louis de Bourbon, entre 1469 et 1474.

203. Ce corps se composait d'un écoutète et de sept échevins inamovibles nommés par l'évêque-comte. Au moyen-âge, la plupart de ses membres étaient des nobles ou des patriciens du pays. A la fin de l'ancien régime seulement on exigea de tous qu'ils fussent licenciés en droit d'une *université fameuse*. On leur donnait la qualification de : *les échevins de la justice supérieure du comté de Looz*, et ils étaient considérés comme les oracles de la jurisprudence lossaine, grâce aux records (2) nombreux et précis qu'ils rédigeaient par rapport aux coutumes du comté.

204. L'échevinage de Vliermael resta, jusqu'à la fin de l'ancien régime, le *chef-sens* immédiat de la plupart des échevinages ou cours des villes et des villages jugeant à la *loi de Looz* (3). En matière civile, il pouvait réformer en appel les sentences de ces échevinages ; en matière criminelle, il leur imposait sa rencharge. Les échevinages de droit *lossain* qui, par exception, n'étaient pas dans le ressort de Vliermael, se trouvaient sous la juridiction supérieure de la *justice extérieure* de Bilsen, ou sous celle de la cour de l'abbesse de Munsterbilsen.

(1) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 314 ; Crahay, Daris, etc., ouv. cités ; Daris, notice sur Hasselt, dans les *Analectes pour servir*, t. VI, pp. 127 et suiv., et *Notices sur les Églises*, t. IX, p. 116.

(2) Voir t. I, N° 702.

(3) C'est-à-dire de ceux qui ne jugeaient pas à la *loi de Liège*, comme les échevinages *intérieurs* de la plupart des villes lossaines, voir t. I, N° 39, et ceux de quelques villages, voir Daris, *Notices sur les Églises*, t. IX, p. 116.

III. *La noble salle de Curange* (1).

205. La *noble salle de Curange* était de toute antiquité la *cour des hommes* ou des barons du comté de Looz (2). Longtemps ambulante, elle fut fixée à Curange suivant les uns au xii^e siècle, suivant les autres au xiii^e. En 1469, elle fut réunie par Louis de Bourbon à la cour féodale de Maeseyck, chef des fiefs du *Maselant* (3), et définitivement établie à Hasselt en 1584.

206. D'après les anciennes traditions, le comte seul pouvait présider la *salle* et c'était seulement autour de lui que ses vassaux étaient appelés à faire droit. Au commencement du xv^e siècle, à l'instar de ce qui s'était fait à Liège, les évêques-comtes créèrent un *stathelder* ou lieutenant des fiefs lossains, capable de les représenter pour passer les *œuvres de loi*; et, à la fin du xvr^e siècle, ce *stathelder*, de l'avis de la majorité des feudataires, fut déclaré capable de remplacer l'évêque-comte comme justicier en matière contentieuse (4).

207. En dehors de sa juridiction comme cour féodale suprême du comté, la *noble salle* était le plus haut des tribunaux lossains. Elle eut longtemps une compétence criminelle comme *cour du prince*. Jusqu'à la fin de l'ancien régime elle connut en appel, en matière civile, des sentences rendues par tous les tribunaux lossains même par l'échevinage de Vliermael, sauf recours dans certains cas, en dernier ressort, aux dicastères impériaux. Seulement, dans les derniers temps, les *cavaliers* de la *salle* eurent pour assesseurs nécessaires, avec voix délibérative, ceux des échevins de Vliermael qui n'avaient pas siégé dans la cause comme échevins, ou occupé comme avocats.

(1) Edm. Poulet, *Les constitutions*, pp. 315, 316 et les sources citées, *ibidem*; Daris et L. Crahay, ouv. cités.

(2) Voir t. I, N^{os} 482, 483.

(3) Voir t. I, N^o 1000.

(4) Chev^r Cam. de Borman, *Le livre des fiefs du comté de Looz*, introduction.

§ III. LES INSTITUTIONS NAMUROISES (1).

208. A Namur, les institutions supérieures du comté se réduisaient au *bailli*, dit avec le temps *souverain bailli*, à la *chambre du conseil du comte*, ancien conseil juré, et à la haute cour féodale ou *bailliage de Namur*, dite le *souverain bailliage* vers la fin du x^v^e siècle. S'il y avait dans le pays trois *cours rechièvesantes*, c'est-à-dire dictant par *rencharge* les sentences aux cours basses, — le *souverain bailliage*, l'*échevinage de Namur* et la *cour du Feix* (2) considérée comme cour de justice ordinaire, — ces *cours rechièvesantes* ressortissaient elles mêmes d'une chambre du souverain bailliage que nous indiquerons plus loin (3), et de là aux tribunaux impériaux.

I. *Le bailli du comté.*

209. Le *bailli du comté* (4) avait, dès le xiv^e siècle, une position éminente. Officier criminel suprême du pays, il était investi du droit de le gouverner en l'absence du comte ; il exerçait le droit de grâce, au lieu et place de ce dernier, en matière criminelle ; en matière féodale, il était le représentant *ordinaire* du souverain, tant pour les œuvres de loi que pour l'exercice de la juridiction contentieuse.

II. *La chambre du conseil.*

210. La *chambre du conseil* du comte avait aussi, au xiv^e siècle et au x^v^e, une grande importance. Elle était présidée tantôt par le

(1) Sur l'ensemble : Jules Borgnet, *De l'origine du conseil provincial de Namur*, dans les *Bull. du cercle archéologique de Namur*, t. X, pp. 432 ; St. Bormans, *Les fiefs du comté de Namur*, introduction ; Galiot, ouv. cité, t. III, p. 85 ; le *Bull. du cercle arch. de Namur*, t. VIII, pp. 18 etc. ; Grandgagnage, *Coutumes de Namur et de Philippeville*, passim.

(2) Voir plus loin N° 241.

(3) Voir plus loin N° 213.

(4) Voir t. I, N° 480.

comte en personne, tantôt par le *bailli du comté* à sa place. Si on ne connaît pas exactement les détails de son organisation, on sait au moins qu'avant la transformation profonde qu'elle subit dans le cours de la période monarchique, se rencontraient d'habitude parmi ses membres le receveur général du pays, quelques baillis cantonaux, le prévôt de Saint-Aubin, les membres de la famille du prince et son chapelain (1).

211. La chambre du conseil du comte connaissait de la plupart des *cas réservés* (2), des crimes de lèse majesté — quand la notion de ces crimes s'introduisit dans la jurisprudence, — du crime de fausse monnaie, des attentats commis contre les officiers, des délits professionnels perpétrés par les officiers eux-mêmes, etc. De plus, elle constituait un véritable conseil de gouvernement.

III. *Le bailliage.*

212. Le *bailliage* ou *souverain bailliage* avait pour centre le *bailli* ou *souverain bailli*. Sans autre organisation encore que celle d'une cour de feudataires, convoqués en nombre compétent pour chaque cause qui se présentait et siégeant à titre de *service de conseil* (3), il se composait de différentes chambres. Le souverain bailli y avait tantôt pour assesseurs les douze *pairs* du comté, tantôt les *feudataires ordinaires*, tantôt les feudataires de *fiefs d'Ende* (4), tantôt les *alleutiers*, tantôt les *gens de loi et de lignage* (5) et les *gentilshommes du pays*.

213. La chambre, formée par le souverain bailli entouré des pairs, était la *cour des pairs du château* (6). C'était elle qui connaissait en appel des sentences rendues par les *cours rechiève-*

(1) Borgnet et Bormans, *Cartulaire de Namur*, t. II, pp. 152, 206, 232, 266, 318, etc.

(2) Voir t. I, N° 1149.

(3) Voir t. I, N° 1003.

(4) Voir t. I, N° 1000 et St. Bormans, *Les fiefs du comté de Namur*, introduction.

(5) Voir t. I, N° 972.

(6) Voir t. I, N° 962 (c).

santes, sauf la *chambre du conseil*, et qui constituait à ce titre la cour suprême du pays.

La chambre, formée par le souverain bailli entouré de gentilshommes et de gens de loi et de lignage, était le tribunal privilégié de ces deux catégories de personnes, tant en matière civile que criminelle, en dehors des franchises villes (1).

Les diverses chambres du souverain bailliage, prises dans leur ensemble, formaient au point de vue de la juridiction féodale et allodiale, gracieuse et contentieuse, les tribunaux fonciers supérieurs du pays, pour les *pairies*, les *fiefs*, les *alleux* (2).

§ IV. LES INSTITUTIONS BRABANÇONNES.

214. En Brabant, outre le *warant-maitre*, représentant du duc en sa qualité de protecteur et d'avoué des établissements monastiques (3), se rencontraient le *drossart* du duché, la *cour des barons* ou *cour féodale* de Brabant, et la *chambre du conseil* ou conseil du duc.

I. Le *drossart* (4).

215. Le *drossart de Brabant*, dans les temps les plus anciens, avait pour mission principale de recevoir en l'absence du duc les plaintes des justiciables contre les officiers négligents ou prévaricateurs et de faire droit à ces plaintes, soit en châtiant les coupables, soit en les obligeant à réparer le tort qu'ils avaient causé. Avec le temps, il remplit un rôle spécial déjà très accusé au xv^e siècle. Il fut chargé de poursuivre et de traquer les vagabonds ainsi que les gens sans aveu, et de connaître « des cas énormes et privilegez » dont la cognoissance et judicature n'appartient pas aux *lois du pays* mais doivent être puniz et corrigiez seigneurusement. »

(1) Voir t. I, N^o 888 et suivants

(2) Voir t. I, N^o 1139.

(3) Voir t. I, N^o 480.

Enfin, pendant les derniers siècles, il punissait lui-même les auteurs des *crimes surannés*, quand les officiers territoriaux ordinaires étaient pendant *un an* restés dans l'inaction; mais, de ce chef, il fut souvent en conflit avec le conseil de Brabant. A partir du *xv^e* siècle, la *Joyeuse Entrée* fit mention du drossart à plusieurs reprises (1).

II. La cour féodale (2).

216. En Brabant, comme dans toutes les principautés féodales, les assesseurs du duc dans sa cour féodale suprême étaient ses barons et ses vassaux immédiats réunis en nombre indéterminé. En 1427, Philippe de Saint-Pol dut promettre par sa Joyeuse-Entrée d'organiser les plaids des fiefs dans la ville où il tiendrait sa résidence. Philippe le bon, en exécution de ses propres promesses inaugurales, établit le premier en Brabant un lieutenant des fiefs, chargé de le remplacer en cas d'absence pour l'exercice de la juridiction féodale : mais ce fut seulement sous ses successeurs que la *lieutenance des fiefs* devint un grand office permanent et que le siège de la cour fut fixé à Bruxelles.

217. En dehors de sa juridiction féodale ou foncière, la cour féodale de Brabant fut pendant longtemps le tribunal duquel ressortissaient, en matière criminelle et parfois civile, les nobles et les feudataires du duché non bourgeois d'une grande ville, et la cour dans laquelle le duc exerçait, au moins en partie, sa juridiction propre en matière de cas réservés (3).

(1) Edm. Poulet, *Histoire du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant*, pp. 115 et suiv. et les sources citées; idem, *Histoire de la Joyeuse-Entrée de Brabant*, pp. 85, 152, 164, 175, etc.

(2) Voir t. I, N° 483; Galesloot, *Inventaire des archives de la cour féodale de Brabant*, introduction; Edm. Poulet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée de Brabant*, pp. 91, 182, 218.

(3) Voir t. I, N°s 962, (c) et 1148, 1149.

III. *Le conseil du duc* (1).

218. Au *xiv^e* siècle et au commencement du *xv^e*, le *conseil* des ducs de Brabant se composait d'un nombre indéterminé de membres amovibles, nommés par eux et pris généralement parmi les barons et les prélats ou abbés du duché. On se rappelle que la Joyeuse-Entrée de Wenceslas précisa les conditions d'idonéité que les conseillers devaient réunir, et que la charte renouvelée de Cortenberg prononça l'incompatibilité absolue de leur mandat avec celui de membre du conseil spécial dont elle assurait l'existence (2).

A partir du *Nouveau-Regiment* imposé à Jean IV, — lequel obligeait les conseillers à prêter serment aux grandes villes et à se soumettre à la *correction* des villes et des nobles, — les clercs, sauf les prélats du duché, parce qu'ils relevaient de la juridiction des juges d'église, furent déclarés incapables d'être nommés du conseil. Cette disposition passa dans la Joyeuse-Entrée de Philippe de Saint-Pol; et celle-ci assimila formellement aux brabançons de naissance, les possesseurs de baronies brabançonnes.

219. Jusqu'à la fin du *xiv^e* siècle les ducs de Brabant présidèrent leur conseil en personne là où ils voulaient le réunir. L'office de *chancelier* ne fut en effet créé qu'à l'époque de la duchesse Jeanne, veuve de Wenceslas, et il ne prit tous ses développements qu'à l'époque d'Antoine de Bourgogne, au *xv^e* siècle. Sous Philippe de Saint-Pol, la Joyeuse-Entrée exigea que le chancelier fût pris parmi les conseillers, et qu'il sût les langues latine, flamande et française. Elle obligea aussi le duc à distraire de l'ensemble de son conseil une *chambre du conseil permanente*, autorisée à faire droit en son nom quand il était absent.

220. Il est fort difficile de préciser la compétence exacte du conseil ducal. On sait cependant qu'il intervenait, dans une mesure variable suivant les temps et les circonstances, au jugement des

(1) Edm. Poulet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 77, 88, 81, 115, 132, 192, 67, 160, 167, 175, 178 180, 183, etc., et les sources citées, *ibidem*.

(2) Voir plus haut, N^{os} 84, 85.

cas réservés, et qu'il était d'autre part un corps de gouvernement, une sorte de conseil privé. Avec le règne du duc Jean IV il prit, jusqu'à l'avènement de Philippe le bon, une position nouvelle. Il devint pour le prince un instrument *obligé* de gouvernement, placé sous la surveillance du pays (1), instrument sans l'intervention duquel un certain nombre d'actes du pouvoir ducal étaient frappés de nullité radicale. Parmi ces actes il faut citer : les aliénations de domaines, les déclarations de guerre, les octrois de grâce, les actes d'alliance, la nomination des officiers de la cour, celle des officiers des villes et des bailliages, etc., la nomination du drossart et du chancelier de Brabant, etc.

§ V. LES INSTITUTIONS FLAMANDES (2).

221. En Flandre, avant les innovations de la fin du xiv^e siècle opérées par la maison de Bourgogne, on trouvait, comme corps de gouvernement et de justice, la *chambre du conseil* du comte à laquelle se rattache l'*audience du comté* ; et, comme corps de justice suprême, la *chambre légale*. De plus, pendant le règne de Louis de Mâle, vers 1371, on voit apparaître le *souverain bailli*, dit en termes vulgaires le *souverain, supremus archiprætorius Flandriæ*.

I. La chambre du conseil et l'audience du comte.

222. La *chambre du conseil* du comte comptait parmi ses membres, outre un certain nombre de conseillers en titre, les princes de la famille comtale, les grands officiers palatins (3) et le chancelier de Flandre. Son siège n'était pas fixe. Elle suivait le prince dans ses diverses résidences.

(1) Voir plus haut, N° 219, dernier alinéa.

(2) Sur l'ensemble, Wielant, *Antiquités de Flandre*, pp. 101 et suiv. dans le *Corpus chronicorum Flandriæ*, t. IV ; Ganser, *Le conseil de Flandre* ; Alb. Matthieu, *Histoire du conseil de Flandre* et les sources citées *ibidem*.

(3) Voir t. I, N° 461, 466, etc.

223. Les attributions de la *chambre du conseil* étaient multiples. On peut signaler parmi les principales d'entre elles : le règlement de l'état de la maison du prince, la police générale du pays, l'examen et la collation des octrois de l'ordre gracieux, les questions de paix et de guerre, et aussi, dit Wielant, toutes « causes réservées au comte dont les lois ne pouvoient cognoistre, qui s'appellent *cas de seigneurie*. »

224. Avant le XIII^e siècle, les grands échevinages des villes principales, ainsi que les cours supérieures des *métiers* ou *châtellenies*, *renchargeant* les cours de justices inférieures (1), jugeaient sans appel. Leurs sentences ne pouvaient être déférées à un tribunal supérieur que comme *faux jugements* (2) : et le tribunal qui, dans l'occurrence, punissait les juges coupables de ces faux jugements, était formé du comte entouré des *échevins d'Arras*, plus tard du comte entouré des échevinages réunis de Bruges, Gand, Lille, Ypres et Douai, plus tard encore du comte et de sa cour de *vassaux*.

225. A partir du XIV^e siècle, les comtes, quand les circonstances leur furent favorables, cherchèrent à attribuer à leur *chambre du conseil* une véritable juridiction d'appel sur les grands échevinages des villes et des châtellenies. Ils y réussirent, non sans peine, au moins dans quelques ressorts, et ce fut au moyen surtout d'une institution nouvelle dite *l'audience du comte*.

L'audience du comte n'était autre chose qu'une délégation de la *chambre du conseil*, composée de 5, de 6, de 10, de 12 commissaires, tenant des sessions périodiques dans diverses localités du pays, à Bruges, à Gand, à Damme, à Mâle, jugeant comme la chambre du conseil elle-même, mais se trouvant en contact plus immédiat et plus facile avec les plaideurs.

(1) Voir dans le chapitre suivant un paragraphe spécial consacré aux châtellenies.

(2) Sur le *faux jugement*, voir t. I^{er}, N^o 1124, *in fine*.

II. *La chambre légale.*

226. La *chambre légale* de Flandre avait à peu près l'organisation d'une cour féodale. Elle était présidée ou par le comte, ou par le chancelier de Flandre (1), ayant à leurs côtés, comme *justicier* ou *semonceur*, un officier dit le *bailli de la chambre légale*. Les assesseurs du comte ou du chancelier étaient les barons, vassaux, hommes de fief, auxquels s'adjoignaient souvent quelques membres de la chambre du conseil.

La *chambre légale* était la cour féodale suprême du pays. Mais, en dehors de sa juridiction féodale, elle connaissait des matières d'honneur, de l'état des grands vassaux de Flandre, des duels judiciaires, des infractions commises par certains officiers du comte, des infractions à la paix publique, etc.

III. *Le souverain bailli.*

227. Le *souverain bailli* était déjà, comme le drossart en Brabant, une sorte d'officier prévotal. Sa juridiction s'étendit bientôt dans l'État des comtes tout entier, c'est-à-dire même dans la seigneurie de Malines et dans la Flandre gallicante (2). Il était expressément chargé de punir tous *cas surannés* et de purger le pays des *mauvaises gens* ; c'est-à-dire qu'il suppléait à la négligence des officiers de justice ordinaires, et qu'il avait dans sa *traque* les vagabonds, les gens sans aveu, les bannis (3).

(1) Voir t. I, N^{os} 466, 471.

(2) A la fin du xiv^e siècle, bien entendu.

(3) Sur le souverain bailli, voir spécialement Proost, *Recherches historiques sur le souverain bailliage de Flandre* dans le *Messager des sciences*, de 1876.

§ VI. LES INSTITUTIONS DU HAINAUT (1).

228. En Hainaut, les grandes institutions centrales du comté étaient, outre le *grand bailli*, la *souveraine cour* et le *conseil ordinaire*.

I. *Le grand bailli.*

229. Depuis que les comtes du Hainaut étaient entrés en possession définitive de la Hollande, c'est-à-dire depuis le premier quart du xiv^e siècle (2), le *grand bailli* était le véritable représentant du comte de Hainaut, investi d'une délégation à peu près complète des droits de supériorité de ce dernier. Il avait la qualité de *lieutenant des fiefs* et celle de principal officier criminel du pays avec action dans le territoire entier, soit pour procéder directement contre les délinquants, soit pour suppléer à la négligence des autres officiers comtaux ou des officiers seigneuriaux. Il était chef militaire du comté. Il nommait, au nom du comte, aux offices et aux magistratures. Il délivrait diverses espèces d'octrois de l'ordre gracieux, etc. Quand le comte était présent, le grand bailli restait au moins le personnage le plus important après lui.

II. *La cour souveraine.*

230. La *cour souveraine*, ou *cour du comte*, réunie et convoquée par le comte ou par le grand bailli et présidée par l'un d'eux, était une cour féodale. Elle se composait des *pairs*, des prélats du comté, des feudataires de tout rang tenant un fief mouvant du comté de Hainaut, lesquels étaient parfois assistés, dès le xii^e siècle, de *clercs de droit*. Son siège ne fut fixé à Mons qu'au xiv^e siècle (3);

(1) Sur l'ensemble : Edm. Poulet, *Les constitutions*, pp. 277 et suiv. et les sources citées *ibidem* ; Pinchart, *Histoire du conseil souverain de Hainaut* ; Faider, *Coutumes générales du Hainaut*, passim.

(2) Voir plus haut, N^o 49.

(3) Voir t. I, N^o 1176.

et, depuis cette époque, la cour prit le nom de *cour souveraine de Mons*, ou de *noble et souveraine cour de Mons*.

231. La cour souveraine était le plus haut consistoire féodal du pays. Elle exerçait la juridiction féodale directe sur les pairies et les fiefs du Hainaut, et la juridiction médiate, par voie d'appel, sur les arrière-fiefs ressortissant à des cours féodales subalternes. En outre, elle était juge ordinaire et privilégié en matière civile et criminelle des nobles et dans certains cas des prélats du pays; elle connaissait des infractions commises par les officiers et les juges dans l'exercice de leurs fonctions; elle avait la haute juridiction allodiale; elle jugeait des différends élevés entre les seigneurs particuliers et leurs sujets; elle connaissait en appel des sentences du *chef-lieu* de Mons, auquel allaient à *chef-sens* (1) grand nombre de cours subalternes, etc.

III. *Le conseil ordinaire.*

232. Le *conseil ordinaire*, autrefois connu sous le nom de grand conseil, était la continuation de l'ancien *conseil juré* des comtes (2). Ses prérogatives, en se combinant avec celles du grand bailli, son président ordinaire, avaient donné naissance à trois sièges différents : l'*audience*, le *terrage* et le *grand bailliage*. Au commencement du xv^e siècle il se composait de quatre conseillers au moins, dont le premier était le *clerc du grand bailliage*, plus un certain nombre d'assesseurs et d'avocats. Tous siégeaient indifféremment autour du grand bailli dans les trois consistoires du conseil; mais, au fond, ils ne faisaient que conseiller et assister le grand bailli dont l'action était prépondérante.

233. A l'*Audience*, on expédiait entre autres affaires les octrois de l'ordre gracieux, les lettres de grâce en matière criminelle, les *cas de souveraineté*. Au *Terrage*, se traitaient quelques questions relatives au domaine du comté, aux impôts, aux appels du *chef-*

(1) Voir t. I, Nos 695, 696, etc.

(2) Voir t. I, No 481.

lieu de Valenciennes, chef-sens de nombreuses cours basses. Au *grand bailliage*, le bailli exerçait la haute justice criminelle et civile qui lui appartenait.

§ VII. LES INSTITUTIONS CENTRALES DES AUTRES PROVINCES.

234. On pourrait encore allonger cette étude en parlant avec quelque détail des institutions centrales des autres principautés des Pays-Bas. Mais celles dont nous aurions à esquisser la physiologie reproduiraient pour ainsi dire trait pour trait l'un ou l'autre des types que nous venons de rencontrer.

235. En Luxembourg, le *siège des nobles* présidé par le *justicier* des nobles est une cour féodale (1). En Gueldre et en Hollande, les cours féodales des princes ont les caractères ordinaires de l'institution. Celle de Hollande cesse d'être présidée par le comte à partir de 1469, quand Charles le Téméraire crée un *lieutenant des fiefs* permanents (2). Dans le même comté le *conseil juré*, *gemeynen raad*, *concilium commune*, *raad van onze mannen* ressemble dès le xiv^e siècle à la chambre du conseil des ducs de Brabant et à celle des comtes de Flandres. En dehors de sa mission gouvernementale, il connaît des causes des barons et principaux vassaux, des débats entre villes, des affaires politiques graves. D'assez bonne heure il forme même corps et il peut, à ce titre, juger en l'absence du comte (3). En Gueldre, apparaît au xv^e siècle ce conseil, placé aux côtés du duc, dont il a été question plus haut (4). Il n'y a guère qu'en Flandre gallicante et dans les pays d'outre-Meuse que l'autorité centrale soit exercée dans des formes à certains égards plus spéciales. Dans la Flandre gallicante le *gouverneur* royal joue, dans des proportions moindres, un rôle analogue à

(1) Voir t. I, N° 483.

(2) Voir S. van Leeuwen, *Rooms Hollands regt*, I, B. II. D, N° 30, P. Bort, *Tractact van het Hollands Leen-recht*.

(3) Th. Boey, *De oudheid van den Hove van Holland*, etc., (année 1761).

(4) Voir plus haut, N° 60.

celui du grand bailli de Hainaut ; mais le *siège de la gouvernance* de Lille, dans lequel il exerce sa haute juridiction, est composé d'*assesseurs nommés* jugeant sous sa présidence, et il en est de même de la succursale de la gouvernance fixée à Douai (1). Dans les pays d'outre-Meuse on voit dès le xiv^e siècle apparaître, de temps à autre, un représentant supérieur du duc de Brabant, portant aussi le titre de *gouverneur*, de *sénéchal* ou de *burgrave*. Seulement l'unité de la *province* n'est pas faite, et le plus souvent chacun des quatre pays a pour représentant spécial du prince le drossart local, lequel cumule avec sa charge celle de lieutenant des fiefs et celle de châtelain. La plus haute cour de justice du duché est la cour des échevins de Limbourg, laquelle est un grand échevinage inamovible. Quand il y a un gouverneur, celui-ci est, dès le xv^e siècle, entouré d'un conseil analogue à la chambre du conseil de Namur (2).

Nous pouvons donc, sans insister davantage, aborder l'examen des institutions domaniales.

§ VIII. LES INSTITUTIONS DOMANIALES (3).

236. Les *institutions domaniales* constituent, dans leur ensemble, les *seuls ressorts d'administration générale*, ou d'*administration de l'État*, qui existent d'une manière permanente dans l'ancien régime national.

237. Ces institutions comprennent trois éléments distincts : de simples *receveurs* de revenus domaniaux (4), répandus dans le territoire ; des *receveurs supérieurs*, placés à la tête de la

(1) Buzelinus, *Gallo Flandria*, p. 480 ; St-Génois, *Monuments* t. II, p. 27 ; *Statistique archéologique du département du Nord*, t. I, p. LXXXV.

(2) Edm. Pouillet, *Les gouverneurs de province dans les anciens Pays-Bas catholiques*, avec les preuves et les sources citées *ibidem*, et Habets, *Les gouverneurs des duchés de Limbourg et de Gueldre*.

(3) Voir t. I, N^o 1179, 458, etc ; sur l'ensemble, Edm. Pouillet, *Les constitutions nationales*, pp. 294, 295, et les sources citées, *ibidem*.

(4) Voir t. I, N^o 1135, 1136, etc.

hiérarchie; de *grands officiers* porteurs de qualifications distinguées et caractéristiques.

Les receveurs supérieurs ainsi que les officiers spéciaux avaient, en général, des attributions judiciaires accessoires étroitement connexes à leurs attributions financières et administratives principales. Ils rendaient la justice civile, dans l'ordre gracieux et contentieux, par rapport aux terres grevées de rentes et de charges domaniales et par rapport à ces rentes et charges elles mêmes. Ils réprimaient, comme juges criminels, certaines infractions lésant les droits domaniaux du prince.

Pour exercer leur mission, les officiers spéciaux et les receveurs principaux s'entouraient d'assesseurs pris, le plus souvent, parmi leurs *administrés directs*, censitaires, marchands, possesseurs de fiefs grevés d'un service de conseil déterminé et spécial (1). D'autres fois ces officiers n'étaient qu'agents de poursuite devant les tribunaux ordinaires.

Parcourons rapidement le cercle des principales institutions domaniales, qui restèrent debout sans grandes modifications jusqu'à la fin de l'ancien régime, et sur lesquelles il n'y aura plus guère à revenir qu'en passant.

I. Des institutions domaniales propres à certaines principautés.

238. En Flandre, l'institution domaniale la plus caractéristique était le corps des *hauts-renneurs*, *ratiocinatores*. Ces *Renneurs*, au nombre d'une vingtaine, tenaient leur office en fief héréditaire. Ils avaient dans leur ressort, ou *hooftmannie*, la recette des *cens*, *briefs*, *vacheries*, *lardiers*, etc., dus au domaine comtal.

Les *hauts-renneurs*, assemblés sous la présidence du chancelier de Flandre et assistés d'un bailli, formaient la *chambre des Renneghes*. Cette chambre dirigeait toute l'administration domaniale. Elle connaissait des affaires réelles qui concernaient les terres du domaine comtal, des procès intentés aux receveurs par

(1) Par exemple en Brabant les possesseurs des *fiefs de la trompe* voir t. I, N° 1000.

les débiteurs de cens et de rentes pour excès et abus commis dans l'exercice de leurs fonctions, des remises réclamées par ces mêmes débiteurs pour cas fortuit et force majeure.

239. Dans le même comté on trouva bientôt, à côté de la *chambre des renueghes*, un *watergrave* et *moormeester*, dont l'administration embrassa les terres vagues, l'extraction des tourbes, les octrois pour création de moulins, les plantations sur les routes, etc. (1).

240. En Brabant, les principales institutions domaniales étaient les *chambres de tonlieux*. Elles se composèrent longtemps, dans chaque ressort, du receveur général du domaine entouré de *mar-chands* ou de *tenanciers jurés*. Leur mission consistait à veiller à la perception des tonlieux; à conserver et à faire rentrer les rentes et les cens dûs au domaine du prince; à exercer la justice gracieuse et contentieuse par rapport aux terres qui étaient grevées de ces prestations (2). Elles avaient dans leurs attributions l'entretien des voies publiques, des rivières, des ruisseaux et des ponts. Elles prenaient soin de les préserver de tout empiétement. Elles intervenaient quand il s'agissait de faire des ouvrages se rattachant aux voies publiques ou aux cours d'eaux, ou d'ériger des moulins, etc. (3).

241. En Hainaut, se trouvaient la cour des *morte-mains* et la *recette des domaines*.

La cour des *morte-mains*, présidée par le receveur général des *morte-mains*, avait dans ses attributions la levée des prestations, l'administration et la juridiction qui se rattachaient aux droits de

(1) Ginser, *Le conseil de Flandre*; Wielant, ouv. cité; Edmond Poulet, *Les constitutions*, p. 295; Defacqz, *Ancien droit Belgique*, pp. 105, 106; Warnkönig, ouv. cité, tome II, pp. 87, 127, 128; Gachard, *Inventaire des archives de la chambre des comptes*, t. II, p. 182. t. I, p. 333.

(2) Voir t. I, N° 894.

(3) Edm. Poulet, *Les constitutions*, p. 295; idem, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, passim; Defacqz, ouv. cité, pp. 104, 105; Martinez, *Het recht domaniael van Brabant*, etc. Au xvii^e siècle le prince établit une chambre de tonlieux dans le Limbourg.

morte-main, de *meilleur catel*, d'*aubaine* et de *bâtardise* dus au domaine comtal (1).

Le *receveur général des domaines* connaissait de tout ce qui touchait aux autres recettes domaniales. De plus, avec l'aide et par l'entremise d'un officier spécial, dit le *maître fosseur*, il pourvoyait à l'entretien et aux réparations des chemins publics et des rivières navigables (2).

242. A Namur, la *cour du Feix*, — qui avait une certaine juridiction civile comme cour *rechîevesante* de plusieurs cours basses, (3)— fut pendant des siècles la haute cour *fiscale* ou domaniale des comtes. Elle *sauvait et wardait*, à l'intervention du receveur général du comté, les chemins royaux du pays, le cours de la Meuse et de la Sambre, les bateaux de pêche que le prince avait sur ces rivières, les ruisseaux du pays en les maintenant dans leur largeur, les droits de *morte-main*, de fourmouture, de banalité, de corvée, de charges militaires dûs au comte, les limites du comté, etc., etc. (4).

243. En Hollande, à côté des receveurs supérieurs de la hiérarchie domaniale, celui de *Bewester* et celui de *Beoester-Schelde*, se rencontraient un certain nombre de *dyckgraaven*, lesquels entourés de *heemraaden* avaient dans leur ressort l'administration et la juridiction des digues, des voies et des routes (5).

II. Les institutions domaniales les plus communes.

244. En Brabant, en Limbourg, en Luxembourg, en Hainaut, à Namur, en Hollande, il y avait des forestiers préposés aux forêts domaniales et portant respectivement le titre de *wout-maitre*, de *vorstmeester*, de *gruyer*, de *bailli des bois*, de *houtvester*.

(1) Voir t. I, Nos 918, 675, etc.

(2) Pinchart, *Histoire du conseil souverain du Hainaut*, pp. 32, 33. — Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 295.

(3) Voir plus haut, No 208.

(4) Voir surtout Grandgagnage, *Coutumes de Namur et de Philippeville*, tome II, pp. 435 et suiv., et le *Bulletin archéol. de Namur*, t. XI, p. 315.

(5) P. Bort, *Tractaet van de Hollandsche domeinen*.

245. En Brabant, en Flandre, à Namur, en Hainaut, en Hollande, il existait des conservateurs en titre de la chasse et de la pêche, portant le titre de *grands veneurs*. En Limbourg, un *gruyer* remplissait le même office. En Flandre, il y avait souvent à côté du *grand veneur* un *grand fauconnier*. En Brabant, le *warant-maitre*, dont on a déjà parlé, concourait avec le *grand veneur* dans l'exercice des attributions propres de celui-ci.

Ces divers officiers avaient, en général, un certain nombre de sergents et d'auxiliaires répandus dans le territoire. En Brabant, le *woutrecht*, ou tribunal de la foresterie, et les *consistoires de la trompe*, ou tribunaux du grand veneur composés de *fieffés de la trompe*, et en Hainaut et à Namur le *bailliage des bois*, constituaient des corps de justice tout-à-fait distincts. En Brabant, la *Joyeuse-Entrée* s'occupa à diverses reprises de leur organisation et de leur compétence (1).

246. De toutes les principautés nationales, celle où les institutions domaniales avaient moins de développement était la principauté de Liège. On n'y rencontrait ni *chambres de tonlieux* ni de *rennenghes*, ni *consistoires de la chasse* ou *des bois*. Le *grand veneur* lui-même, qui n'y apparaît que fort tard, resta toujours un simple administrateur armé de quelques droits de poursuite (2).

(1) Defacqz, ouv. cité, t. I, pp. 98 et suiv.; C^{te} de Neny, ouv. cité, t. II, pp. 146 et suiv.; Edm. Pouillet, *Les constitutions*, pp. 293, 294 et les sources citées *ibidem*; P. Bort, Pinchart, ouv. cités; *Bulletin de l'institut archéologique de Namur*, t. IX, pp. 321, 335, Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, passim, etc.

(2) Edm. Pouillet, *Les constitutions*, etc., p. 255.

CHAPITRE V.

LE MOUVEMENT POLITIQUE PROVINCIAL.

247. Le mouvement politique provincial du xiv^e siècle, — ce mouvement qui ne se borne pas à développer et à fixer des institutions dont les origines sont anciennes, mais qui fait naître des institutions nouvelles — se produit dans des conditions analogues au mouvement municipal. C'est lui qui, avec ce dernier (1), donne son cachet propre à la période communale. Pour l'exposer dans ses détails, il faudrait le suivre de province en province et consacrer à l'histoire de chaque comté ou duché de longs chapitres. En regardant les choses de haut, on peut cependant arriver à détacher de l'ensemble du mouvement un certain nombre de faits généraux communs à toutes nos principautés. Ces faits, dont il sera successivement question dans ce chapitre, sont au nombre de quatre : la formation de châtellenies Flamandes ; — l'organisation d'institutions ayant pour but de maintenir les officiers du prince dans les voies constitutionnelles, — l'action considérable exercée alors par les villes dans le mouvement de l'État, — la naissance des *États provinciaux* et les bases de leur organisme.

§ I. LA CONSTITUTION DES CHATELLENIES FLAMANDES (2).

248. Les châtellenies Flamandes étaient à l'origine, comme on se le rappelle, de simples bailliages analogues à ceux des autres pro-

(1) Voir plus haut, pp. 62 et suivantes.

(2) Sur l'ensemble Edm. Pouillet, *Les constitutions*, p. 337 ; Rapsaet,

vinces (1). Les deux fractions qui les composaient, — le territoire soumis directement au comte et le territoire divisé entre les seigneurs haut-justiciers, — n'avaient pas de rapports plus étroits qu'en Brabant, à Liège, en Hainaut. Au commencement du xiv^e siècle, elles prirent des caractères particuliers et, comme ceux-ci se développèrent et s'accrochèrent dans le cours des âges au lieu de s'oblitérer, les châtellenies devinrent un des éléments remarquables de la constitution du comté.

I. *De la cause première de la transformation des châtellenies.*
— *Du transport de Flandre.*

249. La transformation des châtellenies remonte aux luttes de Gui de Dampierre et de Robert de Bethune avec la France et aux négociations qui les accompagnèrent.

Quand, en 1312, Robert de Bethune fut amené par les moyens que l'on sait à céder au Roi la propriété définitive de la Flandre galliçante (2), le Roi *transporta* au comte dix mille livres de rente qui lui étaient encore dues par la Flandre en vertu du traité d'Athis-sur-Orge, ou d'*iniquité*, modifié par des conventions ultérieures. Cette cession de la créance royale au domaine comtal s'appela le *transport de Flandre*. Or, comme la dette grevait la Flandre entière, c'est-à-dire tous les propriétaires fonciers du pays, séculiers et ecclésiastiques, vassaux et alleutiers, et le comte lui-même comme propriétaire allodial, il fallut chercher un mode équitable pour l'asseoir sur tous les contribuables du territoire.

250. Au xiv^e siècle, il n'était pas possible de songer à trouver ce mode dans l'établissement de quelques bases d'impôt uniformes pour tout le territoire, bases au moyen desquelles on eût atteint

Analyse des droits, etc. ; Nos 239 et suiv. ; Warnkönig, ouv. cité, t. II, p. 139, t. III, p. 171, t. IV, p. 196, tt. V et VI *passim*, et sources citées, *ibidem* ; C^{te} Thierry de Limburg-Styrum, *Les coutumes des deux villes et pays d'Alost*, introduction ; Zaman, *Les trois États et pays de Flandre*, etc.

(1) Voir t. I, Nos 1010 et suivants.

(2) Voir plus haut N^o 50.

directement chaque contribuable proportionnellement à ses ressources. Il fallait procéder d'une manière conforme aux rapports politiques et sociaux existants. Le pouvoir central se trouvait en contact immédiat avec deux catégories principales de groupes organisés de la population : les *villes* et les bailliages ruraux ou *châtellenies* (1); et l'opération première à faire était de déterminer ce que chacun de ses groupes serait appelé à payer. On dressa donc un *cadastre*, non de toutes les propriétés individuelles ni même de tous les villages, mais des différentes villes et des différentes châtellenies, en fixant, eu égard à leur ressources présumées, leur quote proportionnelle dans une somme de cent livres. Ce cadastre, à raison même de son origine, prit et garda le nom de *transport de Flandre* (2). Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer, en passant, le jour qu'il projette sur l'état de la répartition de la fortune publique du pays. Si l'on additionne, par exemple, les quotes des trois grandes villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, on constate qu'à elles trois ces villes devaient supporter près de 40 % de la dette qui frappait l'État Flamand.

251. L'établissement du *transport de Flandre* fut absolument sans action sur l'organisation des villes : chacune d'elles paya sa quote comme elle le voulut. Mais, en revanche, ce fut cet établissement qui produisit dans le système d'organisation du plat pays des résultats considérables.

252. En effet, pour atteindre les contribuables ruraux, il ne suffisait pas de fixer l'import de la taxe globale due par chaque châtellenie prise dans son ensemble. Il fallait encore trouver le moyen de procéder à une répartition équitable de cette taxe globale entre le *métier*, soumis au comte, et les villages appartenant à des seigneurs particuliers. C'était seulement quand chaque communauté locale connaîtrait l'import de sa dette, qu'il deviendrait possible de faire la dernière *sous répartition*, *smaldeeling*, de celle-ci entre les individus.

(1) Voir t. I. N° 1009.

(2) Sur le *transport*, voir aussi Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. IV, pp. 19, 279, etc.

253. Or, pour faire cette répartition, il y avait une institution naturellement désignée : c'était le tribunal supérieur de la châtellenie, — cour féodale ou grand échevinage (1), — lequel exerçait la juridiction dans le *métier* soumis au comte et dictait comme *chef-sens* les sentences à la plupart des justices seigneuriales du ressort. Mais, d'une part, ce tribunal supérieur seul n'était pas à même de faire une répartition équitable; d'autre part, l'eût-il été, son autorité exclusive n'était pas de nature à s'imposer dans l'occurrence. On réunit donc autour de lui, pour une opération toute spéciale, les principaux intéressés, c'est-à-dire tout au moins les seigneurs des villages enclavés dans le ressort, ou désignés pour contribuer avec lui, ainsi que certains grands propriétaires fonciers ou leurs délégués; et le tribunal supérieur grossi de ces éléments — étrangers à sa constitution comme cour féodale ou comme échevinage, — forma dans chaque châtellenie une sorte de *commission financière de répartition*.

II. De la constitution définitive des châtellenies. — *Des chefs-collèges.*

254. Les rapports financiers nouveaux, entre les diverses fractions d'une même châtellenie, ne tardèrent pas, par la nature même des choses, à devenir permanents. En effet, chaque fois que des charges publiques générales furent imposées au comté entier, on suivit naturellement, pour en faire la première répartition, le *transport de Flandre*. Celui-ci, créé à grande peine et à grand labeur en 1317, resta la base du système financier du pays. Il ne fut plus remanié que dans ses détails, en 1408, en 1517 et en 1631, en considération des fluctuations opérées dans les ressources respectives des diverses grandes circonscriptions du comté.

255. En même temps, la combinaison des rapports financiers avec les rapports juridiques et militaires, de date plus ancienne, firent de chaque châtellenie une *personne morale* compacte, dont

(1) Voir t. I, N° 1019 dernier *alinéa*, 677 etc.

l'existence s'accuse dès le cours du *xiv^e* siècle et apparaît dans tout l'épanouissement de sa vie au *xv^e*. La châteltenie, comme corps et dans son ensemble, est alors une communauté politique, laquelle, dans les grandes circonstances, vient prendre rang à côté des villes dans la représentation nationale du comté.

256. Enfin, les *commissions financières* de répartition, d'abord réunies dans des circonstances exceptionnelles pour le règlement des questions relatives à la dette du *transport*, acquièrent peu à peu une vitalité continue. Chaque fois qu'il s'agit de répartir une charge publique entre le *métier*, les *villages propres*, les *appendants* et les *contribuants* de la châteltenie, c'est elles qu'on convoque. S'il s'agit d'une question politique collective, elles sont encore là pour offrir un centre commun à tous les intérêts locaux. Elles se fixent et se développent, et elles finissent par constituer de véritables institutions stables sous le nom de *chefs-collèges*.

257. Nés ainsi d'une succession de faits — laquelle s'est produite dans un milieu semblable mais en groupant des éléments différents, — les chefs-collèges n'ont pas une organisation tout à fait uniforme. Les bases seules de leur constitution sont partout les mêmes. Chaque *chef-collège* se compose de *trois membres* : 1^o les principaux seigneurs des terres à clocher de la châteltenie ; 2^o les députés des villages, pris parmi les principaux *adherités* de chacun d'eux ; 3^o une sorte de députation permanente, dont le noyau est formé par le tribunal supérieur du ressort. Ces trois membres, disposant chacun d'une voix, forment la *grande commune* de la châteltenie (1), et la députation permanente joue le rôle que remplit dans les villes le corps du *magistrat* (2).

258. Quant au nombre des seigneurs, des grands *adherités*, des membres de la députation, quant aux titres que ces derniers portaient, quant aux attributions précises que la communauté reconnaissait à son chef-collège, tout cela variait quant au détail de ressort en ressort. C'est aux monographies locales à s'en oc-

(1) Voir t. I, N^o 1097, et plus haut N^{os} 162 et suivants.

(2) Voir t. I, N^{os} 1093 et suivants : ici, bien entendu, *mutatis mutandis*.

cuper. Tout au plus y a-t-il intérêt ici à rappeler, en passant, que c'étaient les députés permanents du chef-collège qu'on désignait dans la châtellenie du *Vieux Bourg*, ou de Gand, sous le nom de *vier roeden* et de *leen mannen*, ou de *quatre verges* et de *feudataires*; dans celle du Franc de Bruges, sous le nom de *bourgmestres* et *échevins*; dans la châtellenie de Courtrai, sous celui de *haut-pointers* et *francs-échevins*, etc. (1).

259. La compétence des chefs-collèges subit, d'ailleurs, de grandes modifications dans le cours des temps. Il suffit ici de dire qu'à part quelques brusques retours de peu de durée, elle ne fit que grandir; et, qu'en dehors des matières financières elle finit par embrasser des matières administratives importantes et même une véritable juridiction. On verra plus loin quelle était la situation des chefs-collèges à la fin de l'ancien régime.

§ II. LES INSTITUTIONS GARDIENNES DU MAINTIEN DE LA LÉGALITÉ.

260. La question de savoir comment il fallait maintenir dans le respect de la légalité les officiers du prince, — toujours armés de pouvoirs étendus et d'une nature telle qu'ils permettaient de nombreux abus (2), — fut une des plus graves du moyen-âge. Sans doute, le prince avait la faculté de destituer ses agents prévaricateurs, mais ce droit de destitution n'était pas, tant s'en faut, une garantie suffisante pour les justiciables. D'une part, les officiers qui commettaient des actes arbitraires étaient souvent soutenus par leur mandant; d'autre part, le prince ne savait pas ou ne voulait pas toujours savoir leur négligence, leurs abus, leurs fautes.

(1) C'est dans les grands *Almanachs* officiels du siècle dernier qu'on trouve la nomenclature la plus exacte et la plus complète de ces qualifications locales.

(2) Voir t. I, N^{os} 1018 et suiv., 1078 et suiv., et ce que nous dirons plus loin de l'administration de la justice.

261. Le premier remède apporté à une situation dangereuse et mauvaise fut d'essence purement féodale : c'était le *justicium*, ou *ces van wet*, et le *refus de service*, dont nous avons montré plus haut la nature et la portée, et que nous avons dit être à la disposition des *échevinages* locaux, en vertu des privilèges municipaux, et du pays entier en vertu du serment d'inauguration du prince (1).

Dans la plupart de nos principautés, le *refus de service*, le *justicium* et la faculté pour les personnes lésées d'attirer en justice ordinaire les officiers coupables d'abus de pouvoirs (2) restèrent les seules barrières légales contre l'arbitraire de ceux-ci. En Flandre, sans doute, l'action des *échevinages* locaux appuyée sur la puissance des villes en firent des garanties suffisantes. A Namur et en Hainaut, le prince resta assez fort pour ne pas laisser entamer sa supériorité exclusive sur ses propres agents. Mais, en Brabant et à Liège, on vit apparaître au xiv^e siècle des institutions spéciales dont l'objet propre était de substituer au *refus de service*, incertain et précaire dans son exercice, des garanties de légalité puissantes et actives. Ces institutions sont, en Brabant, le *conseil de Cortenberg*, à Liège, le *tribunal des XXII*. On peut aussi rattacher au même ordre d'idées un privilège brabançon du xv^e siècle appelé le *privilege du Ruwaert*.

I. Le conseil de Cortenberg (3).

A. L'organisation du conseil.

262. Le *conseil de Cortenberg*, créé comme on se le rappelle en 1312 (4), se composait de quatorze membres, choisis à vie par le duc

(1) Voir t. I, N° 730.

(2) Voir t. I, N° 936 (d).

(3) Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 32, 87, 132 ; Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, t. III, pp. 204, 205, *Biographie nationale*, verbo *Coutereel*, etc.

(4) Voir plus haut, N°s 68, 69, 85.

de concert avec les nobles et les villes du pays et placés, quant à l'exercice de leur mission, sous la *sauvegarde* de ceux-ci. Quatre d'entre eux devaient être des chevaliers, pris parmi les nobles du plat pays ; les dix autres étaient des députés des villes, trois de Louvain, trois de Bruxelles, un d'Anvers, un de Bois-le-Duc, un de Tirlemont et un de Léau.

263. Le conseil se réunissait toutes les trois semaines dans la grande salle de l'abbaye de Cortenberg, entre Louvain et Bruxelles. Ses pouvoirs étaient considérables. Il avait le droit de rechercher les abus commis soit par les agents de l'autorité ducale, soit par les particuliers, en matière de justice, d'administration et de finances. Il recevait les plaintes des citoyens lésés. Il devait veiller à la fois aux intérêts du pouvoir ducal et au bien du pays. Quand le conseil constatait un abus il le signalait au duc, et le duc était obligé de le redresser sous peine de voir, le cas échéant, le pays se mettre en état de *refus de service*.

Dans la réalité des choses, le conseil de Cortenberg était une sorte de députation permanente des deux ordres laïques de la nation brabançonne, la noblesse et les villes. Sans participer au gouvernement, il était placé du moins aux côtés de l'autorité ducale pour l'éclairer et pour la contraindre à tenir ses agents dans les bornes de la légalité ; et il était en mesure d'atteindre des résultats décisifs parce qu'il exerçait une surveillance générale et incessante quant au temps et quant au territoire, et qu'il avait la possibilité d'unifier au besoin la résistance passive de la nation.

B. *Les vicissitudes de l'institution.*

264. Si sage et si progressive qu'elle fût, l'institution nouvelle ne réalisa pas toutes les espérances qu'elle avait fait naître. Elle ne garda pas seule la surveillance des officiers ducaux. En 1332, en vertu d'une charte de Jean III, en 1356, en vertu de la Joyeuse-Entrée de Wenceslas, en 1372 par une charte de ce même prince, cette surveillance fut confiée à des commissions spéciales de *bezoek* ou d'*enquête*, commissions organisées dans des formes variées, et

sur lesquelles le conseil de Cortenberg ou bien n'avait qu'une action secondaire, ou bien était sans action.

Bien plus : si pendant le règne de Jean III, en 1332, le maintien du conseil fut garanti par le duc avec certaines modifications, l'institution fut considérée, tant par les officiers ducaux que par l'autorité ducale elle-même, comme un frein gênant dont il fallait tout au moins enrayer la puissance, tandis que les nobles et les villes, au lieu de respecter son caractère essentiel, cherchèrent à s'en servir pour augmenter leurs privilèges.

C. *La chute du conseil.*

265. Pendant le règne orageux de Wenceslas, le *conseil de Cortenberg* disparut momentanément. Et si le duc, en 1372, sous la pression unanime du pays fut contraint de rétablir l'institution par la *charte renouvelée de Cortenberg* (1); si après son rétablissement elle reprit encore un rôle très considérable, au moins elle ne jeta pas de racines assez profondes pour que la dynastie Bourguignonne dût faire un effort pour la déraciner. Elle tomba sans bruit vers la fin du xiv^e siècle, probablement par la combinaison de deux ordres de causes. D'abord, parce que les villes du duché, à l'apogée de leur puissance, purent exercer directement une surveillance étroite, énergique et souvent ombrageuse sur les agents du prince (2). Ensuite, parce qu'une grande représentation des ordres du pays, — qui ne devait pas tarder à prendre le nom d'*États*, — acheva précisément dans la même période de se former et fut capable de contenir le pouvoir ducal (3).

II. *Le privilège du Ruwaert.*

266. Le privilège dit du *Ruwaert* fut arraché au duc Jean IV en même temps que le *nouveau Régiment*. Ce fut quand, en 1421, le duc

(1) Voir plus haut, N° 85.

(2) Voir le § suivant de ce chapitre.

(3) Voir le § IV de ce chapitre.

se reconcilia avec ses sujets, après avoir été momentanément privé du pouvoir par les États de Brabant et par son frère, Philippe de Saint Pol, que les États avaient fait *Ruwaert* ou administrateur du duché.

267. Tandis que le *nouveau Régiment* était une véritable Joyeuse-Entrée, le privilège du *Ruwaert* ne comportait que deux clauses essentielles. La première stipulait que si le duc portait atteinte aux privilèges des trois États de Brabant, ou de l'un d'eux, le pays lui opposerait le refus de service et que les sujets seraient déliés de leurs serments. La seconde, que dans le même cas les trois États pourraient, à la majorité des suffrages, choisir un *Ruwaert* armé de tous les attributs de l'autorité ducale, lequel gouvernerait la principauté jusqu'à l'heure où le duc aurait redressé les griefs.

268. Dans son ensemble, le *privilège du Ruwaert* était de source et d'esprit révolutionnaire. Il mettait en question la stabilité même du duché, en substituant au droit de résistance passive une sorte de *droit d'insurrection* et en constituant de fait une véritable provocation à l'insurrection sous le moindre prétexte. Ce privilège n'eut pas une longue existence. Philippe de St-Pol n'osa pas y toucher ; mais Philippe le bon, saisissant l'occasion d'une émeute à Bruxelles, se le fit remettre et le cassa (1).

III. Le tribunal liégeois des XXII (2).

A. Les premières tentatives pour organiser le justicium.

269. A Liège, dès la fin du XIII^e siècle, on avait essayé d'organiser sur des bases sérieuses le principe ancien du refus de service et d'en unifier l'application, le cas échéant, dans le territoire entier. La paix de Huy de 1271 avait investi le chapitre de Saint Lambert de la qualité éminente de *gardien de la loi* du

(1) Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 148 et les sources citées, *ibidem*.

(2) Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, pp. 80, 81, 391 et suivantes; idem, *Les constitutions*, pp. 259 et suivantes.

pays et, comme tel, elle l'avait chargé de contenir l'évêque, ou les officiers de l'évêque, quand ils prétendraient sortir de la légalité.

270. La paix de Fexhe (1) développa le germe contenu dans la paix de Huy. Elle arma de nouveau le chapitre d'un droit de coaction précis et, pour la première fois, elle en régla l'exercice. Si l'évêque saisi par une plainte de la victime ne punissait pas l'officier coupable d'abus de pouvoir et ne réparait pas, endéans les quinze jours, le dommage causé, la victime devait se plaindre au chapitre. Celui-ci sommait alors à son tour l'évêque d'agir endéans un nouveau délai ; et, ce délai étant expiré sans que le grief fut réparé, il prononçait le *justicium* et envoyait à tous les tribunaux du pays, *par lettres ouvertes*, l'ordre de cesser de rendre la justice

271. Le chapitre se servit à diverses reprises et avec une louable énergie du pouvoir tutélaire qui lui avait été confié. Cependant, dès 1324, les mesures prises par la paix de Fexhe ne satisfaisaient plus l'opinion.

On sentait d'instinct que le chapitre de Saint Lambert ne saurait ou ne voudrait pas toujours soutenir jusqu'au bout un rôle de chef d'opposition légale contre l'évêque. Au fur et à mesure que les communes grandissaient en puissance (2), une étroite communauté d'intérêts politiques entre l'évêque et son chapitre devait renaître, communauté qui permettrait difficilement à ce dernier de prendre l'initiative d'une rupture avec son chef, quand même cette rupture serait momentanée et même justifiable en droit. Les idées nouvelles se firent jour dans la *lettre des vingt* de 1324.. Celle-ci laissait au chapitre une partie notable de la mission que la paix de Fexhe lui avait confiée. Elle lui réservait encore le droit exclusif de prononcer la *justicium*. Seulement, dans les occurrences les plus délicates, elle le réduisait au rôle d'instrument passif outre les mains des grandes villes de Liège, de Dinant et de Huy. En effet, le citoyen auquel un officier refusait justice ou

(1) Voir plus haut, N° 94.

(2) Voir dans le § suivant ce que nous dirons de la puissance d'action des villes liégeoises.

qu'un officier « mineit hors loi » devait désormais se plaindre aux magistrats d'une de ces villes ; ces magistrats vérifiaient le fondement de la plainte, et c'étaient eux qui requéraient le chapitre de sommer l'évêque d'agir, puis le cas échéant de prononcer le *justicium*.

272. La *lettre des vingt* ne reçut pas son exécution et, par conséquent, les choses restèrent dans le *statu quo*. Néanmoins, les tendances qui venaient de se manifester se développèrent dans les esprits en attendant l'occasion de se manifester avec plus de succès.

B. La création du tribunal des XXII.

273. L'occasion cherchée se présenta en 1343. Le parti communal avait alors le dessus. A l'exemple du *conseil de Cortenberg*, qui fonctionnait en Brabant, les Liégeois imposèrent à Adolphe de la Marck l'érection d'un corps de XXII juges chargés de maintenir les officiers du prince dans le devoir. Les vingt-deux juges devaient être les délégués non de l'évêque mais des trois ordres de la nation : le chapitre de Saint-Lambert, la noblesse du pays et les bonnes villes. Ces dernières en nommaient le plus grand nombre. L'idée de soumettre les justiciers du pays à une action répressive, autre que celle de leur mandant, prenait ainsi corps. Elle ne se maintint pas encore, il est vrai : en 1344, le premier tribunal des XXII disparut avec la charte qui lui avait donné naissance, charte qu'Adolphe de la Marck réussit à déchirer. Mais désormais sa réalisation définitive fut l'un des vœux les plus ardents du pays, et ce vœu, après des fortunes diverses, finit par prévaloir.

274. Pendant le règne de Jean d'Arckel, les *paix* de 1373, 1374, 1376 rétablirent un tribunal des XXII avec tous les caractères saillants de celui qu'avait dû ériger Adolphe de la Marck (1). S'il ne put consolider aussitôt son influence, et s'il disparut encore à deux reprises pendant le cours du xve siècle sous les coups de la maison de Bourgogne, en 1409 et 1467, il eut au moins un sort différent

(1) Voir plus haut, Nos 93, 95.

de celui du conseil de Cortenberg. Il fut en plein exercice de 1420 à 1467. Dès l'exécution de la *paix de Saint-Jacques* il renaquit de ses cendres; et, à partir de ce moment, il devint la véritable couronne des institutions liégeoises, le *palladium* de la liberté, unique dans son espèce en Europe.

C. L'organisation des XXII et les États réviseurs.

275. Anticipant sur l'époque de sa consolidation définitive, esquissons rapidement ce que fut le *tribunal des XXII* pour n'avoir plus à y revenir.

L'organisation du corps, le mode de nomination de ses membres, ses attributions et sa procédure, étaient basés sur des *règles constitutionnelles* émanées du *sens du pays*, — c'est-à-dire de l'accord de l'évêque et des trois ordres de la nation liégeoise, — et modifiées d'époque en époque dans le détail jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

276. Les XXII juges du tribunal étaient élus pour un an et inviolables à l'occasion de l'exercice de leur charge. Quatre d'entre eux étaient élus par le chapitre de Saint-Lambert, quatre par la noblesse, et les quatorze autres par les bonnes villes dans la proportion suivante : quatre par la Cité, deux par chacune des villes de Huy et de Dinant, un par chacune des villes de Tongres, de Saint-Trond, de Fosses, de Thuin, de Looz et de Hasselt.

277. Le tribunal avait pour mission exclusive de réprimer les *voies de fait* commises dans certains cas par les particuliers, mais avant tout les *voies de fait* et les dénis de justice commis par les officiers du prince ou par les juges. Il jugeait d'ailleurs les *juges* et non leurs *sentences* (1), et en aucun cas ni le prince, ni ses revenus, ni ses rentes n'étaient soumis à sa juridiction.

Ses justiciables étaient tous les laïcs de la principauté et tous les dépositaires de l'autorité séculière, quand même ils appartenaient de leur personne au clergé (2). Le prince n'avait pas le droit d'assu-

(1) C'est-à-dire que ce n'était pas un *tribunal d'appel*.

(2) Voir t. I, N^o 756.

mer la *responsabilité* des actes de ses officiers ni de couvrir ceux-ci de son *irresponsabilité* personnelle. En d'autres termes, sans qu'il pût être question de la *responsabilité ministérielle contemporaine*, aucun agent du pouvoir ne pouvait se couvrir de ce qu'en France, depuis la révolution, on appella la *garantie constitutionnelle des fonctionnaires*, garantie prétendue qui fonda le *despotisme administratif*. Nul Liégeois, grâce au principe national, ne se trouvait jamais en contact immédiat avec la *majesté souveraine* : il n'était en contact qu'avec un agent du pouvoir soumis, comme lui, à la loi du pays, et en situation d'être condamné par un juge indépendant s'il violait cette loi.

278. A une époque difficile à préciser, que les uns fixent à la fin du *xiv^e* siècle, les autres au *xvi^e*, les sentences des *XXII* devinrent susceptibles d'appel devant le *corps entier des États du pays*. Ceux-ci, dans le cours des temps, se déchargèrent de leur juridiction sur leurs *députés permanents*; et ces derniers, siégeant comme juges d'appel des *XXII*, prirent le nom d'*États réviseurs* (1).

§ III. L'ACTION DES VILLES DANS L'ÉTAT.

279. L'accroissement rapide de l'influence exercée par les villes sur la politique générale de nos États féodaux-communaux, et la transformation périodique de leur influence en prépondérance véritable, comptent parmi les faits les plus marquants de la période communale.

280. Quand elles eurent acquis le droit de se faire représenter aux *Assemblées* par leurs propres magistrats (2), les villes ne se contentèrent pas de s'y faire reconnaître comme *membres nécessaires*. Parlant avec énergie, faisant valoir leur force et leur richesse, marchandant avec tenacité leur concours, usant souvent de menaces peu déguisées, elles réussirent bientôt à jouer dans

(1) Sur les *États réviseurs*, voir Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 385, 386, et les sources citées *ibidem*.

(2) Voir t. I, N^o 1183.

les *Assemblées* le premier rôle. Soit qu'elles siégeassent avec les barons, soit qu'elles tinssent entre elles des *parlements*, aux résolutions desquels les barons étaient invités à donner après coup une adhésion formelle ou tacite, les grandes communes imposèrent le concours *du pays* au pouvoir princier dans bien des cas où naguère la prérogative princière agissait discrétionnairement. Elles changèrent du tout au tout la place qu'occupait l'*Assemblée* dans la constitution provinciale : d'un rouage dont l'activité ne s'exerçait naguère que dans des circonstances exceptionnelles (1), elles firent un rouage d'une activité périodique et presque continue, s'exerçant non-seulement en matière d'impôts, de paix et de guerre, mais encore en matière de commerce, de travaux publics, de monnaies, de réformes politiques. Souvent les grandes communes se substituèrent même seules à l'*Assemblée*, et elles parvinrent à se faire accorder l'exercice de certaines prérogatives princières (2).

281. Les progrès de l'influence des communes dans l'État se rattachent presque partout, plus ou moins directement, aux luttes sanglantes entre le principe *aristocratique* et le principe *démocratique*, luttes dont l'enceinte même des grandes villes était le théâtre. En Brabant et à Liège, la noblesse provinciale tout entière se met en branle et se passionne pour les querelles intestines qui ensanglantent Louvain, Bruxelles, Liège, (3) etc. En Flandre, après Robert de Bethune, le comte, s'appuyant sur la dynastie royale par crainte de ses villes, devient le véritable chef du parti *leliaert* (4); et celui-ci se transforme en parti aristocratique, parce que la noblesse, à la fois par esprit de fidélité féodale et par suite des persécutions dont elle est victime de la part des communes, s'y précipite en masse (5). En Hollande, c'est encore la rivalité des villes et de la haute noblesse qui

(1) Voir t. I, N° 1184.

(2) On en verra la preuve dans les N°s suivants.

(3) Voir plus haut, N°s 122 et suivants, 128 et suivants.

(4) Sur ce qu'était le noyau de ce parti autrefois, voir plus haut, N° 116.

(5) Voir les historiens de la Flandre; dans tous leurs récits ce nouveau classement des partis éclate au grand jour.

contribue à envenimer et à perpétuer les luttes dynastiques des *Hoecks* et des *Cabillauds* et qui, en général, préside au classement des deux factions. En Gueldre, les *Heeckeren* et les *Bronckhorst*, en Frise, les *Vetcoopers* et les *Schieringers*, sont aux prises sur des questions analogues, *Bronckhorst* et *Vetcoopers* défendant les visées seigneuriales, *Heeckeren* et *Schieringers* affiliés à certains égards aux partis populaires (1).

282. Pour bien se rendre compte du mouvement politique de l'époque, il est d'ailleurs superflu de l'étudier dans ses détails, principauté par principauté. Nous nous bornerons à le suivre là où il offre le plus d'intérêt, à Liège, en Flandre, en Brabant, et à constater, par un petit nombre de faits, les conséquences auxquelles il aboutit dans les autres principautés.

I. L'État liégeois.

283. L'esquisse du mouvement liégeois sera la plus brève. C'est que pour la faire il suffit presque de condenser et de rappeler des faits déjà connus. Au commencement du xiv^e siècle, les *bonnes villes* du pays, lors de la paix de Fexhe, interviennent déjà dans la politique générale sur un pied d'égalité avec le chapitre de Saint-Lambert et avec la noblesse (2). En 1324, elles essayent de partager le pouvoir du chapitre comme *gardien de la loi du pays*, ou même de s'en réserver l'exercice effectif (3). En 1335, c'est grâce à leur attitude menaçante et à l'appui armé promis par elles à l'évêque que les *lignages* du pays mettent fin à la longue guerre des *Awans* et des *Waroux*. En effet, plutôt que de plier devant la force des villes, les gentilshommes concluent la *paix des XII*, paix qui abolit *conventionnellement* le droit de guerre privée et qui institue le

(1) Voir Arend, ouv. cité, *passim*, et sur les *Hoecks* et les *Cabillauds*, entre autres monographies, Frans de Potter, *Geschiedenis van Jacoba van Beieren* et les sources citées *ibidem*.

(2) Voir plus haut, N^o 94.

(3) Voir plus haut, N^o 271.

tribunal des XII lignagers chargé d'apaiser les querelles entre nobles (1).

284. En 1344, les grandes communes sont admises à concourir avec les nobles à la présentation du *mambour* que nommera le chapitre, et bientôt elles partagent avec les nobles et le chapitre lui-même le droit de nommer ce mambour (2). Dominées par cette démocratie intérieure, dont il a été parlé plus haut (3), les villes sont les facteurs principaux des guerres civiles qui ensanglantent le pays pendant le *xiv^e* siècle et qui forcent, à diverses reprises, le prince à devoir recourir à des alliés étrangers pour rétablir son pouvoir (4). En prenant part à l'élaboration des *paix*, qui suspendent ou terminent ces guerres civiles, elles aident à fixer et à réformer les institutions nationales (5). C'est enfin dans leur sein que se développe cette faction ardente des *Haydroits* dont la turbulence démagogique, se heurtant à la légèreté de l'élu Jean de Bavière, amène le premier cataclysme dans lequel périssent les libertés du pays (6).

I. *L'État flamand.*

285. L'étude du mouvement politique dans l'État flamand nous arrêtera plus longtemps que celle du mouvement liégeois. Nous y rencontrerons bien des faits dont il n'a pas été parlé jusqu'à présent. Ce mouvement fixe *dans* ou à *côté* de l'Assemblée une institution qui ne disparaîtra plus : les *membres de Flandre*. Il se complique enfin, dans sa dernière période, de l'action d'un élément dynastique nouveau : l'élément bourguignon.

(1) Voir t. I, N° 439 et Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 246 et suivantes.

(2) Voir t. I, N°s 1117, 1118.

(3) Voir plus haut, N°s 128 et suivants.

(4) Voir St. Bormans, *Introduction citée*, Dewez, *Histoire du pays de Liège*, baron de Gerlache, *Histoire de Liège*, etc.

(5) Voir plus haut, N°s 90 et suivants.

(6) Voir les historiens liégeois et Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 264 et suivantes, avec les sources citées *ibidem*.

A. *Les villes flamandes au XIV^e siècle.*

286. Bien mieux que des considérations générales, le simple groupement des faits fera comprendre le rôle joué par les communes dans la politique de l'État flamand du xiv^e siècle. Dès 1299, lorsque le malheureux Gui de Dampierre se rend en France, pour implorer la pitié de Philippe le bel, c'est dans une assemblée générale de ses *hommes* et de ses *échevinages*, tenue à Audenaerde, et du conseil de celle-ci, qu'il donne l'administration provisoire du comté à son fils Robert de Béthune (1). Après la victoire du parti des *Clauwaerts*, qui sauve la nationalité flamande, l'influence des villes grandit. A partir de 1304, elles tiennent entre elles de fréquents *parlements* dans lesquels apparaissent non-seulement leurs échevins, mais encore les délégués des autres corps constitués locaux, des *poorters* et des métiers. Il est statué que si le comte de Flandre a quelque différend avec l'une des cinq bonnes villes — Gand, Bruges, Ypres, Lille, Douai, — les quatre autres seront appelées à trancher le conflit, et que toute contestation entre les bonnes villes sera également soumise à l'arbitrage de celles qui y sont étrangères. Les cinq bonnes villes rendent une ordonnance monétaire simplement ratifiée par le comte de Thiette, — fils et représentant de Gui de Dampierre, prisonnier, — et défendent de battre monnaie autre part que dans leur sein. En 1305, les fils du comte Gui reconnaissent solennellement que toutes les questions d'intérêt général avaient toujours été résolues de commun accord par le comte et les bonnes villes. La même année, les *communes* interviennent pour la première fois dans un traité international, celui d'Athys-sur-Orge, non comme simples garantes, mais comme représentants légaux du pays; et dans les traités subséquents elles apparaissent avec le même caractère (2).

287. Sous Robert de Béthune, l'opposition entre les villes et le pouvoir comtal se dessine avec un certain éclat en 1321. Gand et

(1) Voir St-Génois, *Monuments*, N° DCCCLXXXVII.

(2) Voir Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. IV, p. 269, 288, etc.

Bruges font alliance, non-seulement pour se garantir mutuellement leurs libertés et leurs privilèges, mais aussi pour assurer les progrès et la sécurité du commerce flamand. En 1322, à la mort de Robert, les villes, qui sont alors unanimes dans leurs vues, se sentent si fortes qu'elles osent méconnaître ouvertement la prérogative suzeraine du roi de France. Louis de Crécy revendique, à titre de *représentant* de son père prédécédé, la succession comtale. Robert de Cassel, son oncle, la lui dispute. Les communes, sans attendre un jugement de la Royauté, tranchent en fait le débat et elles inaugurent Louis de Crécy (1).

288. A partir du règne de Louis de Crécy, les villes, quand la plupart d'entre elles sont d'accord, sont en réalité maîtresses de l'État pendant un demi siècle. Si le pouvoir comtal se met en travers de leur volonté, il est brisé et annulé. Le fait se produit à quatre reprises différentes. Une première rupture éclate entre le prince et la majorité des villes sous la direction de Nicolas Zannekin (1325); et Louis de Crécy n'est remis en possession de son autorité qu'après la victoire de Cassel de 1328, victoire due à l'intervention armée de Philippe de Valois désireux d'affermir sa dynastie nouvelle par un coup d'éclat. La seconde rupture est celle qui s'opère à l'époque de la dictature de Jacques van Artevelde (1339-1340), et le comte n'en voit pas la fin. A la mort de Louis de Crécy, Louis de Mâle est inauguré au milieu de l'allégresse populaire, mais son sort ne tarde pas à ressembler au sort de son père. Les communes l'annulent et l'expulsent quand, au lieu d'épouser une princesse anglaise, il épouse Marguerite de Brabant (1347). Enfin, une dernière rupture absolue se produit à l'époque de Jean Yoens et de Philippe van Artevelde, sous l'action combinée de vieilles rancunes politiques et des déplorables dilapidations du comte. Celle-ci dure jusqu'à la bataille de Rosebeke, bataille dans laquelle comme à Cassel les communes sont écrasées sous les armes royales. Or, chaque fois qu'il y a scission entre le pouvoir comtal et la confédération des communes, le *plein parlement* de celles-ci s'empare de la direction des affaires, et dispose « au nom des

(1) Voir *ibidem*, t. I, pp. 333, 335 et les historiens de la Flandre.

„ bonnes gens des villes, des châtelainies et de tout le commun
„ pays de Flandre (1). „

B. *Les membres de Flandre* (2).

289. Au ^{xiv}^e siècle, d'ailleurs, un fait ancien facilite et assure la domination qu'exercent périodiquement les villes sur le mouvement politique. C'est la *hiérarchie permanente* qui s'est formée entre elles, et qui, au moment décisif, s'accroît d'une manière plus étroite. Les grandes villes de Bruges, de Gand, d'Ypres, dominent déjà en temps normal toutes les autres communes et les châtelainies. Elles leur servent de *chef-sens* en matière de juridiction; les contingents des petites villes marchent derrière leurs contingents propres en cas de prise d'armes; elles leur transmettent les ordres du pouvoir central; quelquefois même, comme à Bruges en 1302, elles acquièrent le droit de nommer, au nom du comte, les échevins des villes subalternes de leur quartier.

290. Dans cet état de choses, Artevelde, pour annuler le pouvoir comtal, n'a guère qu'un ressort à serrer: il fait conclure l'alliance étroite de Bruges, de Gand et d'Ypres. Ces villes alors, par leurs magistrats réunis, s'emparent de la direction des affaires, dominent le *parlement* des communes et se chargent, de gré ou de force, de l'exécution des décisions qu'il prend et que souvent elles lui imposent. Elles envoient des délégués appuyés de forces militaires dans les villes subalternes; et, forçant celles-ci à l'obéissance, elles mettent à l'écart les officiers du prince et gouvernent le pays au point de vue judiciaire, militaire, administratif, financier et politique. On les voit contraindre les villes subalternes de leurs

(1) Voir les sources citées plus haut, p. 16, note 1^{re}, et Gilliodts-van Severen, ouv. cité, t. IV, p. 288.

(2) Sur l'ensemble voir Vanderkindere, ouv. cité, pp. 292 et suiv., et les sources citées *ibidem*; Gilliodts-van Severen, ouv. cité, t. IV, pp. 281, 282, 283, 303, 305, 306, t. II, p. 342, etc.; Zaman, *Exposition*, etc., passim.

quartiers à leur faire des prêts d'argent et à supporter une large part des charges financières que fait naître leur politique. Elles se livrent même à des exécutions militaires, à des incendies et à des pillages, vis-à-vis des petites villes, pour les contraindre à renoncer à des industries dont elles entendent se réserver le monopole.

291. Il va de soi que cette domination tyrannique des grandes villes était souvent supportée en frémissant par les villes subalternes, et que celles-ci cherchaient périodiquement à se tourner vers le comte pour s'y soustraire. Cependant elle se reproduisit, dans toute sa rigueur, à toutes les époques de crise, sous Yoens et Philippe van Artevelde comme sous Jacques van Artevelde. Elle laissa même des traces ineffaçables dans la constitution flamande : en ce sens que les trois grandes villes formèrent, depuis le *xiv^e* siècle, les *trois membres de Flandre, de dry leden*, exécuteurs naturels des résolutions prises par les villes et les châtelainies du pays. De temps à autre, la châtelainie du *Franc de Bruges* apparaît, il est vrai, à côté des grandes villes au dessus des autres châtelainies. Mais c'est seulement au *xv^e* siècle, après des vicissitudes compliquées, que le *Franc* est soustrait définitivement à la domination brugeoise et devient un *quatrième membre* du pays. C'est dans un compte de 1399-1400 qu'apparaît pour la première fois la mention des *quatre membres, vier leden* (1).

C. Les premiers princes bourguignons (2).

292. En 1369, la maison de Bourgogne-Valois avait pris pied dans les Pays-Bas grâce à l'appui que le roi de France, Charles V,

(1) Voir Gilliodts-van Severen, *Inventaire* cité, t. IV, pp. 295-323; *Messenger des sciences*, de 1836, pp. 188, 189; t. VIII, p. 41; Van de Casteele, *Histoire d'Oudenbourg*; Vanderkindere, *ouv. cité*, pp. 204 et suivantes; les sources citées plus haut p. 16, note 1^{re}.

(2) Sur l'ensemble Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. II, pp. 155 et suiv., t. III, pp. 235, 323, 455, 453, 505; les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 3^e série, t. XI, pp. 355, 356, 359; les historiens de la Flandre.

avait trouvé chez les villes flamandes pour contraindre Louis de Mâle à donner sa fille Marguerite à Philippe le hardi. Malgré la défaite de Rosebeke, à l'avènement de Philippe, les villes flamandes n'avaient pas perdu de leur fierté. Gand ne se soumit qu'en 1385 ; et encore son attitude menaçante suffit quelques années plus tard pour empêcher le nouveau comte de continuer ses persécutions religieuses, et d'essayer par la force, au milieu du grand schisme (1), d'amener les Flamands à sortir de l'obédience du Pape légitime pour se soumettre au Pape d'Avignon soutenu par l'influence française.

293. Lorsque Jean sans peur monta sur le trône, en 1405, les villes avaient déjà préparé un cahier de remontrances « relatif aux innovations nombreuses qui avaient été introduites dans le pays, » et elles s'empressèrent de le lui remettre. Dans ce cahier elles demandaient : que le duc résidât en Flandre ou au moins, qu'en cas d'absence, il y laissât la duchesse avec plein pouvoir ; que la Flandre fût gouvernée comme avant le règne de Philippe le hardi ; que les villes ne fussent régies que par leurs magistrats ; qu'à l'*Audience* et dans le *conseil* du duc on traitât les affaires en langue flamande ; que le *conseil* fut fixé en deçà de la Lys en pays de langue flamande ; que le duc s'empressât de traiter avec l'Angleterre pour rétablir le commerce sur lequel la prospérité du pays était fondée, etc. Jean sans peur donna une réponse satisfaisante à toutes ces demandes. D'ailleurs, entouré de difficultés internationales, il fut toujours contraint de ménager ses villes. Il n'osa pas punir les Flamands qui, en 1411, l'abandonnèrent au milieu d'une expédition militaire en France. Il laissa rendre aux Brugeois les privilèges qu'il avait modifié en 1407 (2). Pendant tout son règne les *communes* tinrent de nombreux *parlements*, auxquels les *membres* les convoquaient sans autorisation princière, dans ces *parlements* elles furent mêlées à tout le mouvement politique, intérieur et extérieur ; et, sans que le pouvoir comtal osât s'y opposer, elles traitèrent directement pour le main-

(1) Voir plus haut, N° 4.

(2) Voir plus haut, N° 120.

tien de leur neutralité et des trêves marchandes avec l'Angleterre, bien que Jean sans peur fut de nouveau en état d'hostilité vis-à-vis de celle-ci (1).

III. *L'État brabançon.*

294. En Brabant, si les villes n'en arrivent pas comme en Flandre à se substituer de période en période au pouvoir princier dans la direction des affaires générales, leur participation au mouvement général de l'État s'étend et se régularise pendant toute la période communale. Leur mouvement ascendant se manifeste, en général, sans les orages violents qui accompagnent les progrès de l'influence des villes flamandes; et, d'ordinaire, il se produit avec le même caractère de pondération et de modération qui se reflète dans les transformations intérieures du régime communal du duché.

A. *Les villes au xiv^e siècle.*

295. Pour dessiner la place que tenaient dans le mouvement politique les villes jusqu'au règne de Wenceslas, alors qu'elles avaient encore leur forme aristocratique, il suffit presque de renvoyer aux grands actes de droit public dont on trouve plus haut l'analyse, la *charte de Cortenberg*, la *charte Wallone*, la *charte Flamande*, la *Joyeuse-Entrée*. En vertu de ces diplômes, comme on se le rappelle, les *communes* avaient la majorité dans le conseil de Cortenberg; elles étaient gardiennes de l'intégrité du *domaine*; leur consentement préalable était exigé pour que le duc pût faire une guerre offensive, contracter une alliance, démembrer le territoire, battre monnaie ou fixer l'aloi de la monnaie, etc (2).

(1) Sur ce dernier fait voir Emile Varenbergh, *Histoire des relations diplomatiques entre le comté de Flandre et l'Angleterre*, etc., pp. 501, 502.

(2) Voir plus haut, Nos 69, 72, 73, 84.

Dès le règne de Jean III, elles étaient intervenues, moins comme garantes que comme parties contractantes, aux traités conclus avec la Flandre et avec le pays de Liège. L'exécution du premier de ces traités avait donné lieu à la formation d'un conseil mixte chargé de juger les difficultés qui s'élèveraient entre les sujets des deux pays, et dans ce conseil les députés des villes étaient en majorité (1). Enfin, à l'extinction de la maison de Louvain, c'étaient les villes et les franchises du Brabant et du Limbourg qui avant tout avaient pris sur elles le maintien de l'intégrité des états de la famille princière (2).

296. A partir du règne de Wenceslas l'accord habituel entre le pouvoir princier et les villes fut pour la première fois sérieusement ébranlé. Dès 1362, à propos d'une *aide* demandée par leur nouveau duc, les villes crurent prudent de renouveler leur alliance de 1261. Wenceslas réussit sans doute d'abord à annuler, en dépit des villes, le *conseil de Cortenberg*, mais en 1372 la situation changea.

Aussitôt qu'on eut appris la défaite de Bastweiler et la captivité du duc, les députés de 42 villes et franchises se réunirent spontanément à Bruxelles. Par leur intermédiaire, les communes du pays échangèrent des promesses d'appui réciproque, et elles firent des réclamations énergiques en faveur de l'observation de la charte flamande, de la charte wallonne, de la charte de Cortenberg. Wenceslas, pour obtenir les ressources pécuniaires qui lui étaient nécessaires, et d'ailleurs atteint dans son prestige par sa défaite même, dut donner satisfaction à tous les griefs et signer la charte renouvelée de Cortenberg. Bien plus : quand il s'agit de lever les subsides votés, il fut contraint sous peine de voir éclater la guerre civile, d'en laisser la perception à des commissaires nommés par les barons et les villes, à l'exclusion des officiers domaniaux.

297. En 1383, le duc fut amené à faire des concessions nouvelles. Par une charte relative à l'administration de la justice dans le

(1) Voir Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, p. 75, 76 ; et les sources citées *ibidem* ; Vanderkindere, *ouv.* cité, pp. 206, 292.

(2) Voir plus haut, N° 76.

duché (1), il investit les grandes villes, ou comme on disait en Brabant les *chefs-villes*, d'une véritable action de coercition et de surveillance sur les officiers de justice ducaux et seigneuriaux de leur ressort, se dépouillant en quelque sorte à leur profit d'une de ses prérogatives essentielles. La même charte statue que si le conseil ducal néglige de vider en temps voulu une cause dont il est saisi, il appartiendra désormais aux chefs-villes d'évoquer la cause et de la juger. Les dispositions de la charte de 1383 furent reprises par la duchesse Jeanne, devenue veuve, dans un diplôme de 1385, lequel contenait en outre l'engagement remarquable de tenir chaque année quatre sessions des barons et des villes pour traiter des affaires de l'État (2).

B. *Les premiers princes de la maison de Bourgogne* (3).

298. Les premiers princes de la maison de Bourgogne eurent en Brabant une situation analogue à celle de leurs aînés en Flandre. Ils furent contraints d'accepter un état de choses qu'ils avaient le désir mais non la force de changer. Ils finirent même par être absolument dominés par les barons et les villes, ce qui ne s'était pas encore vu en Brabant.

299. Antoine de Bourgogne, fils de Philippe le hardi, monta sur le trône du Brabant en 1406, en vertu du testament de sa tante la duchesse Jeanne qui, depuis 1404, lui avait abandonné la régence du pays. Pendant son règne fort court, il fut à diverses reprises en conflit avec ses communes ; et celles-ci lui refusèrent même ouver-

(1) Cette charte est imprimée dans le *Luyster van Brabant*, t. I, p. 186.

(2) Sur l'ensemble du règne de Wenceslas, Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 128, 134, 136, 140, 154, etc. ; Edmond Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, *passim* ; *Histoire du droit pénal dans l'ancien duché du Brabant*, pp. 285 et suivantes.

(3) Sur l'ensemble, outre de Dynter et les anciens historiens du Brabant, voir Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 135 et suivantes ; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 181 et suivantes.

tement le service militaire pour une guerre de Gueldre dont le duc s'obstinait à ne pas préciser officiellement l'objet.

300. A la mort d'Antoine de Bourgogne, tombé à Azincourt, rien n'avait été prévu pour le règlement de sa succession. Les villes, les nobles et les prélats du pays prirent le pouvoir; ils nommèrent un conseil de régence chargé du gouvernement jusqu'à la majorité de Jean IV, et, sans l'opposition formelle des prélats et des barons, les chefs-villes auraient inséré dans la Joyeuse-Entrée des clauses nouvelles et restrictives de l'autorité ducale. Le conseil de régence, soutenu par ses mandants, gouverna avec sagesse. Il réussit à sauver l'héritage de Brabant des prétentions de l'empereur Sigismond et de celles de Jean sans peur. D'autre part, le jeune duc, par ses prodigalités excessives, ne tarda pas à provoquer un coup d'éclat. En 1417, les chefs villes, agissant du consentement des nobles et des prélats, s'emparèrent de l'administration du domaine. Elles défendirent au duc de faire aucune nomination sans l'assentiment de ses conseillers tuteurs, et elles bannirent plusieurs de ses officiers.

301. Lorsqu'en 1418 Jean IV prit lui-même les rênes du gouvernement, il aurait eu besoin, pour ressaisir une autorité réelle, d'une prudence, d'une sagesse et d'un prestige qui lui manquaient. Après sa rupture avec la duchesse Jacqueline, sa femme, il vit son frère Philippe de Saint-Pol créé Ruwaert par les États de Brabant, et pour rentrer en possession du pouvoir ducal il dut signer le *privilege du Ruwaert*, que nous connaissons déjà, et le *Nouveau Régiment* de 1422 (1).

302. Le *Nouveau Régiment* ne se borne pas à accentuer les principes de droit public auxquels il a été porté atteinte, mais il rend de fait les grandes villes maîtresses de l'État, par l'intermédiaire du *conseil ducal* lequel est élevé à une position nouvelle que nous avons fait connaître (2). Il met sous la garde des villes le principe de l'indivisibilité de l'État. Il leur subordonne dans une certaine

(1) Voir plus haut, Nos 266 et suivants.

(2) Voir plus haut, N° 267, et Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 149 et suivantes.

mesure le drossart de Brabant. Il annule pour ainsi dire le droit que possède le duc de nommer aux échevinages des grandes villes (1).

303. Enfin, le règne de Philippe de Saint-Pol marque le point culminant de la puissance des États de Brabant et spécialement des villes. La Joyeuse-Entrée du nouveau prince reçut de longs développements. Elle reprit presque toutes les stipulations du *Nouveau Régiment*, notamment celles qui étaient relatives au conseil ducal. Tous les officiers et les magistrats du pays furent astreints à prêter serment d'observer la charte inaugurale. Le duc prit l'engagement, renouvelé par ses successeurs, de convoquer en temps normal l'assemblée des États au moins quinze jours d'avance, et ce dans un lieu commode en Brabant, de telle sorte que tous ses membres pussent s'y rendre et en revenir avec sécurité. En même temps, il reconnut aux membres des États, en corps et en particulier, le droit constitutionnel le plus large d'exposer leurs griefs au pouvoir ducal et de les faire ressortir (2). Quant aux cheffilles, elles reçurent encore, à titre de prérogative spéciale, la mission de forcer les particuliers, petits et grands de leur quartier, à exécuter leurs obligations en matière de voirie.

IV. *L'action des villes dans les autres principautés des Pays-Bas.*

304. Dans les principautés des Pays-Bas, autres que le Brabant, la Flandre, le pays de Liège, le mouvement politique des temps eut des conséquences analogues, mais non semblables à celles qu'il produisit dans ces trois pays. Il poussa graduellement les villes sur la scène de la grande politique en consolidant leur rang et leur place dans les assemblées ; il ne leur donna jamais, même par intermittence, une véritable prépondérance.

305. Si à Namur on ne constate pas que les trois villes du

(1) Voir plus haut, N° 157.

(2) Voir Edm. Poulet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 50 et suivantes.

comté (1), Namur, Bouvignes et Walcourt, aient exercé une action bien dessinée sur la politique suivie par les dynasties régnantes, en Hainaut, et même en Luxembourg, la participation des villes au règlement de tous les intérêts vitaux de la principauté s'accroît graduellement dans le cours du xiv^e siècle, et elle est assurée avant les premières années du xv^e. En Hainaut et en Luxembourg, des chartes nombreuses nous permettent de constater que les villes interviennent à côté de la noblesse, et au même titre que celle-ci, dans toutes les délibérations où il est question des intérêts dynastiques, des relations avec les pays étrangers, des charges à lever sur les populations, souvent même de la réforme des institutions (2). En Luxembourg, le premier acte solennel, dans lequel apparaissent les villes, est la ratification du contrat de mariage de Jean l'aveugle avec Beatrix de Bourbon, en 1336.

306. Dans les comtés de Hollande et de Zélande, l'essor pris par les villes remonte surtout à la mort de Floris V, c'est-à-dire aux dernières années du xiii^e siècle (3). Floris, le *dieu des bourgeois et des paysans*, était mort assassiné, victime d'une coalition ourdie parmi les nobles qu'il avait travaillé à contenir et à soumettre à son pouvoir comtal. Les villes, qu'il avait tant favorisées, conclurent avec son fils et le tuteur de celui-ci un véritable pacte pour punir ses assassins et leur lignage. A partir de ce moment, elles virent de période en période grandir leur influence. Pendant les luttes des Hoecks et des Cabillauds, elles obtinrent même en 1417 de Jean

(1) Au xv^e siècle, quand un subside devait être reparté sur le comté, Namur, Bouvignes et Walcourt prenaient à leur charge, comme villes, une part globale ; les deux autres parts étaient supportées par les gens d'église et par le plat pays. — Borgnet, *Cartulaire de Bouvignes*.

(2) Pour le Hainaut, voir spécialement St-Génois, N^o CCXVII, CCCXLIII, CCCXLV ; L. Devillers, *Cartulaire du comté de Hainaut de 1337 à 1436* ; Faider *Coutumes générales du Hainaut*, t. I, passim. Pour le Luxembourg, Berthollet, ouv. cité, t. VII, p. LXXXIII, pp. 40, 146, et passim ; Prat, *Histoire d'Arlon*, t. II, pp. 523, t. I, p. 301, 333, 335, 336, 338, 535, etc. ; Namèche, ouv. cité, t. III, p. 390, 393, etc. ; Dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, t. II, p. 677.

(3) Voir t. I, N^o 626 et plus haut, N^o 48.

de Bavière un privilège insigne : celui de pouvoir se réunir sans convocation de l'autorité comtale, pour délibérer ensemble (1).

§ IV. LA NAISSANCE DES ÉTATS PROVINCIAUX.

307. Après l'étude que nous venons de faire, la question de la naissance des États provinciaux sera facile à résoudre. Ces États, — comme toutes les institutions qui ont leurs racines dans le moyen-âge, — sont sortis moins de la volonté préconçue des hommes que du développement naturel de la société. Leur composition n'offre rien de conventionnel ni de factice. Ils procèdent exclusivement du rapprochement, d'abord intermittent, puis permanent dans un corps organisé, qui s'opère entre les représentants naturels des éléments sociaux et politiques constituant les forces actives de la société du temps.

308. Dans la société sortie des transformations du monde carolingien, trois éléments actifs s'étaient dessinés et consolidés. Ces éléments étaient de droit comme de fait indépendants les uns des autres. Tous avaient des rapports directs de nature propre avec le pouvoir princier. Chacun d'eux dominait ou groupait une fraction de la population, ou tout au moins occupait un rang à part parmi elle. Ces trois éléments, ou puissances locales organisées, étaient : le *baronage* rural, l'ensemble des seigneurs de village et des grands propriétaires allodiaux et féodaux (2) ; les *villes* et les grandes communautés rurales organisées à l'instar des villes, c'est à dire les *franchises* et les *châtellenies* (3) ; le *clergé* et, spécialement au point de vue politique, le clergé régulier c'est à dire, dans l'espèce, les chapitres et les abbayes (4).

(1) Sur les villes de Hollande et de Zélande, voir de Jonge, *Invloed des derden staats in de staats vergaderingen* ; de la Bassacour-Caan, ouv. cité, pp. 11 et 12 et les sources citées *ibidem* ; Arend, ouv. cité, *passim* ; Van Loon, *Aloude regeeringswyse van Holland* ; D. 5, t. IV, pp. 141, 405, etc.

(2) Voir t. I, Nos 970 et suivants.

(3) Voir t. I, Nos 1201 et suiv., 1099, et plus haut, Nos 248 et suiv.

(4) Voir t. I, Nos 739, 741, 750, etc.

Le *clergé* était couvert par l'ensemble des privilèges, dérivant juridiquement des rapports de l'Église et de l'État, qui le classaient à un rang à part et lui assuraient une large immunité d'impôts. Le *clergé régulier*, par ses grands domaines et par ses seigneuries, pouvait à certains égards compter dans le baronage (1). Le *baronage* avait dans ses villages la législation, la justice, l'autorité militaire. Il possédait comme les *villes*, et plus anciennement qu'elles, le privilège de ne voir taxer ses paysans que de son consentement préalable et souvent celui de ne les conduire à la guerre que dans les mêmes conditions (2).

309. Le groupement de deux de ces éléments — le *baronage* et les *villes*, — s'était opéré graduellement autour du prince, par les *Assemblées nationales*, dans les conditions que nous avons esquissées (3). Or les États provinciaux ne sont autre chose que les *Assemblées nationales* transformées, devenues un rouage habituel du gouvernement, augmentées dans plusieurs principautés d'un élément nouveau, le *clergé*, ayant pris des formes stables nécessitées par les circonstances, qualifiées enfin d'un nom nouveau.

310. Nous avons déjà vu comment et quand l'*Assemblée* était devenue un rouage habituel du gouvernement. Pour traiter la question de la naissance des États, il s'agit moins désormais de produire des faits nouveaux que de raisonner sur des faits déjà connus. Il suffira de rechercher comment, malgré la prépondérance des villes, le pouvoir princier ne put se dispenser de convoquer le baronage à l'*Assemblée*, et comment le haut clergé y fut appelé régulièrement à côté des barons et des villes ; dans quelles conditions le clergé, les barons et les villes se groupèrent en *ordres collectifs* ; quand, enfin, la cohésion des *ordres* devint absolue, et quand apparût le nom même d'*États* (4).

(1) Voir t. I, Nos 738 et suiv., 748 et suiv., 780 et suiv., etc.

(2) Voir t. I, Nos 970 et suiv., 1063 et suiv., 1072 et suivants.

(3) Voir t. I, Nos 1181 et suiv., et plus haut Nos 279 et suivants.

(4) Sur la formation des États, on peut consulter, entre autres études d'ensemble, les sources citées t. I, p. 578, note 1^{re} ; Zaman, *Exposition des trois États et pays de Flandre* ; de Jonghe, *Invloed des derden staats in de staats vergaderingen* ; Edm. Poulet, *Histoire de la*

I. *Comment les barons restent dans l'Assemblée
et comment les prélats y entrent dans des conditions nouvelles.*

311. Quelle que fût, au ^{xiv}^e siècle, la puissance des villes, la liberté et la raideur de leurs allures, l'étendue de leurs exigences, elles ne pouvaient à aucun titre s'attribuer qualité pour absorber légalement les influences sociales indépendantes de leur organisme politique. Dans les *Assemblées* elles n'apparaissaient que comme représentant leurs populations propres, leurs intérêts propres, leurs volontés propres. Si maintefois elles contraignirent le prince et l'*Assemblée* à suivre leur impulsion, ce fut un fait et non un droit. Prince et barons subissaient alors une loi de prépondérance : ils ne reconnaissaient pas et ne pouvaient reconnaître que les villes parlaient au nom de la nation provinciale entière.

312. A l'époque de la puissance des villes, les barons continuèrent donc à siéger dans les *Assemblées* avec une influence amoindrie mais en vertu des mêmes droits traditionnels. En réalité, ils représentaient toujours seuls, ou les villes inféodées ou le plat pays seigneurial. Le pouvoir princier, d'ailleurs, se serait bien gardé de les tenir à l'écart. Eventuellement, les barons lui offraient un point d'appui pour contenir les exigences des villes. Dans tous les cas il était utile ou même indispensable au prince de traiter avec eux, comme avec les villes, soit pour régler des questions dynastiques délicates, soit pour prendre des mesures d'intérêt général, soit pour obtenir des contingents militaires ou des subsides répartis sur le territoire entier ; et s'il arrivait que les villes eussent tenu à part leur *parlement*, le prince ne manquait pas de consulter à part ses barons (1).

Joyeuse-Entrée de Brabant, pp. 42 et suiv. ; Gilliodts-van Severen, *Inventaire* cité, t. IV, pp. 435 et suivantes, et *passim* dans le même tome.

(1) Exemple, voir plus haut, N° 76, à propos de la succession de Brabant.

313. Mais, en même temps, un fait nouveau, au moins quant à ses caractères, se dessine pendant la période communale. Dans les temps plus anciens, — sauf à Liège, — les chefs ecclésiastiques n'apparaissent guère aux *Assemblées nationales* qu'en petit nombre et à raison des circonstances spéciales dans lesquelles ils se trouvent (1). Peu à peu le nombre des prélats, qui viennent siéger à côté des nobles et des villes, grossit. Leur présence dans les grands *parlements* commence, sans doute, par être intermittente : elle se produit surtout quand il s'agit de régler des questions dynastiques, ou quand il faut absolument que le prince s'entoure de toutes les forces politiques et morales de l'État (2). Mais cette présence finit par être habituelle ; et, dès la fin du xiv^e siècle, quand on qualifie officiellement la représentation nationale de la plupart de nos principautés, parlant et stipulant au nom du *commun pays*, on nomme, *avant* les barons et les villes, les *prélats* et les *chapitres* ou *collèges*.

314. On a beaucoup discuté sur les causes de l'introduction des *prélats*, comme tels, dans les corps représentatifs des nationalités provinciales, sans qu'il soit possible encore de prendre dans la controverse une position tranchée et inébranlable. Cette introduction ne peut être attribuée à des motifs d'ordre exclusivement religieux, car, sauf en Hainaut, elle ne profite pas au clergé des paroisses mais seulement à une partie du *clergé régulier*. Il est cependant probable que le prestige religieux qui entourait les chapitres et les abbayes, se combinant avec leur grande situation comme propriétaires fonciers (3), y a contribué. Il est probable encore que le clergé régulier, d'abord peu mêlé au mouvement politique de l'ensemble de l'État, y a été entraîné par la gravitation naturelle de tous les éléments sociaux vers une action commune, gravitation qui caractérise l'époque ; et que les princes, en présence du bouillonnement même de l'esprit municipal, n'ont pas négligé d'appeler, à côté de leur

(1) Voir t. I, N° 1182.

(2) Voir les sources citées plus haut, p. 159, note 2^e. Les *abbés* et *collèges* apparaissent à côté des villes.

(3) Voir t. I, N°s 318 et suiv. ; 496, 510, 741, 782. etc.

baronage, un nouvel élément conservateur complétant, à raison même de ses possessions seigneuriales et foncières, la représentation du plat pays. Il est certain, que la question financière acheva le mouvement, et qu'elle accentua et consolida les conséquences de celui-ci. Couvert par ses immunités d'impôts, le clergé ne pouvait être taxé, pas plus que les villes ni les barons, sans son consentement préalable. On l'appela à délibérer quand il fallut faire face à des nécessités pécuniaires trop considérables pour que les classes laïques de l'État les supportassent seules. Il resta dans l'*Assemblée*, là où il consentit à prendre communément sa part des charges publiques. Il n'y fit qu'une apparition éphémère — comme dans le comté de Hollande, — là où il continua à accorder seulement des *dons gratuits*, des *décimes*, etc (1).

II. De la naissance des ordres.

315. Par la nature même des choses, à l'époque où les trois classes d'influences, dont nous venons de parler, viennent siéger côte à côte dans les *Assemblées* provinciales, un autre changement radical s'opère peu à peu dans celles-ci pour s'achever et se consolider dans la période monarchique.

Jadis chaque individualité municipale ou baroniale ne parlait que pour elle-même, sans se croire et sans se sentir liée par les résolutions que prenaient ses émules (2). Désormais, toutes les individualités d'une même nature politique cherchent à s'appuyer les unes sur les autres, à former de véritables *corps*, des *ordres* : l'*ordre du clergé*, l'*ordre équestre* ou de la noblesse, l'*ordre des villes*, dit plus tard le *tiers*.

316. Ce classement n'est pas l'œuvre de l'autorité publique mais exclusivement celle des temps et de l'intérêt. D'abord, au fur et à

(1) Sur ce dernier point, Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 136, 137; Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, t. I, pp. 44, 45; le mémoire de Heylen, sur les États de Brabant; de la Bassecour-Caan, ouv. cité, p. 21, et les sources citées *ibidem*.

(2) Voir t. I, N° 1184.

mesure que les *Assemblées* deviennent un ressort régulier du mouvement politique, il apparait clairement à tous les yeux que, sans quelque soumission des individualités au vœu général, il n'y a pas d'action politique commune possible. Ensuite, chaque individualité, quelle qu'elle soit, est isolément *faible* vis-à-vis du prince et peu capable, en traitant seule avec lui, de résister à sa pression (1). En troisième lieu, les villes sont unies en général par des vues communes, de fréquentes alliances, des résolutions prises dans des *parlements* spéciaux. Pour échapper à leur domination, il est nécessaire que les nobles, représentants des intérêts ruraux, s'appuient les uns sur les autres. Quant aux représentants du clergé, soit pour résister à la coalition des deux groupes d'influences laïques, soit pour apporter un appoint sérieux à celui des deux groupes qui se voit menacé d'être écrasé par l'autre, ils ont également besoin de cohésion. Enfin, sur les questions d'argent, entre les nobles, qui représentent le pays rural, — entre les villes qui ont des moyens spéciaux et analogues d'acquitter leur part dans les subsides, — entre les membres du clergé qui doivent répartir entre eux, sur les biens d'église, une part du subside que le prince demande, — une entente est toujours indispensable, ne fût-ce que pour déterminer les quotes globales qu'ils sont disposés à accepter en commun.

317. Quand les *ordres* sont formés, les différents membres, qui y ont leur entrée, votent encore librement ; mais ils sont naturellement amenés à se plier à la volonté de la *majorité* et, dans le cours de la période monarchique, mais alors seulement, ils deviennent *obligés* de le faire.

(1) La pensée que l'union seule met les membres des États à même de résister à la pression princière, est clairement exprimée, en 1485, par la *ville* de Namur répondant à une demande de subside faite à elle seule par Maximilien : « que le pays et conté de Namur jama ne se » décépera l'un de l'autre, et que il estoit besoing de assembler les » Estatz de ce dict pays » — *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 2^e série, t. VI, p. 282.

III. De la constitution définitive des États.

318. Après l'adjonction définitive du clergé aux nobles et aux villes, pour que les *États* fussent définitivement constitués il ne fallait plus qu'une chose : c'est qu'ils siégeassent toujours *en corps* comme représentants de la nation provinciale. Or, si dans les dernières années du xiv^e siècle on voit encore les princes réunir tantôt les *trois ordres*, tantôt traiter avec *deux ordres*, ou avec un *ordre* isolément, dès le commencement du xv^e la réunion commune tend à devenir la règle : le commun *pays* n'est représenté que par cette réunion et, en général, il n'aime pas à voir le prince peser isolément sur chacun de ses éléments. Dans le courant de la période monarchique, la réunion commune deviendra la règle absolue.

319. Au commencement du xv^e siècle, on voit aussi les assemblées provinciales prendre leur qualification définitive. Au lieu de s'appeler, comme naguère, *Assemblée, Parlement du pays, Hoogen Raad van het land*, elles prennent dans toutes les provinces le nom d'*États, Staten*, qu'elles porteront jusqu'à la fin de l'ancien régime. En Brabant, le premier grand acte dans lequel l'assemblée des abbés, des nobles et des villes prend la qualification de *trois États, dry Staten van Brabant*, est la charte de 1420 qui constate l'élévation de Philippe de Saint-Pol à la charge de *Ruwaert* (1). Dans le Hainaut, la *modération* des chartes de 1410 est faite par Jacqueline, en 1417, à la requête des « *trois estats* » du Hainaut, c'est-à-dire des « *prélats, colléges, nobles et bonnes villes.* » En 1414, dans la paix conclue entre le roi de France et le duc Jean de Bourgogne, il est question des députés de *trois États* de Flandre, etc (2). Au seuil de l'époque monarchique l'institution des États était ainsi constituée dans ses bases essentielles ; il ne lui restait plus qu'à se fixer dans les détails de son organisation.

(1) Voir plus haut, N° 301.

(2) On trouve ces actes dans Namèche, ouv. cité, t. IV, p. 849 ; Faider, *Coutumes du Hainaut*, t. I, p. 109 ; Zaman, *Exposition*, etc., p. 62.

CHAPITRE VI.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, LE SYSTÈME MILITAIRE, LE DROIT ET LE HAUT ENSEIGNEMENT.

320. Dans les études qui précèdent, il n'a pu être question ni du mécanisme ni du mode d'action des institutions judiciaires dont nous avons esquissé les origines, les formes extérieures, les attributions. Nous n'avons pas fait un exposé d'ensemble du système militaire en vigueur jusqu'à l'ère des armées régulières. L'occasion même ne s'est pas présentée de nous occuper, à propos du moyen-âge, ni des principes généraux du droit en tant qu'ils touchent directement à l'histoire politique, ni de la création de la première université nationale. Ce sont ces lacunes que nous nous proposons de combler ici.

§ I. DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

321. Pour compléter les notions éparses relatives aux tribunaux si divers et si nombreux de nos régions, il suffit de signaler trois faits généraux. Les deux premiers de ceux-ci donnent à tout le système judiciaire du temps sa physionomie propre, en le rattachant, par les liens les plus étroits, au vieux régime du *jury germanique* (1) et

(1) Entre autres ouvrages sur le jury germanique, voir Coremans dans les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 1^{re} série, t. VIII, pp. 76 et suivantes.

aux justices franques qui dérivent de celui-ci. Ils se maintiennent sans modifications sensibles jusque dans le cours du xv^e siècle. Le dernier offre au moins un intérêt social, et il persiste avec quelques atténuations jusqu'au bouleversement des institutions à la fin du xviii^e siècle.

I. *Du mode d'existence et d'action des tribunaux.*

322. Au moyen-âge, les *échevinages* des villes et des villages étaient, pour ainsi dire, les seuls consistoires de justice qui fussent *permanents* et qui eussent un *personnel fixe* (1). Ils constituaient des collèges *fermés* ayant un siège stable. Leurs séances régulières se suivaient à de courts intervalles, et se tenaient même plusieurs fois la semaine dans les centres populeux. Ils avaient un *rôle continu*, c'est-à-dire que la liste des affaires, inscrites en ordre utile pour être plaidées devant eux se déroulait sans interruption.

Les *cours féodales* de tout rang, les *cours de barons*, les *tribunaux domaniaux* eux-mêmes, n'étaient pas des collèges fermés (2). Leur personnel variait suivant les circonstances et souvent de cause en cause. Leur siège n'était pas stable, au moins avant des innovations relativement récentes. Ces consistoires n'avaient ni jours de séances s'échelonnant à courte périodicité, ni activité suivie, ni rôle continu. Ou bien ils se constituaient pour tenir des *sessions* après lesquelles ils se dissolvaient. Ou bien ils se rassemblaient pour connaître d'une cause de leur compétence laquelle s'était ouverte et dont la solution ne souffrait pas de retard.

II. *Des éléments constitutifs des tribunaux et de leur action respective.*

323. Sauf dans quelque mesure les *conseils jurés*, tous les tribunaux échevinaux, domaniaux, féodaux, se composaient de deux

(1) Voir t. I, Nos 447, 677, 1083 et suiv., 1103, etc.

(2) Voir t. I, Nos 441, 443, 482, et plus haut, Nos 192, 193, 196, 205, 212, 216, 226, 230, 235, 240, 245, etc.

éléments tout à fait distincts : un *chef justice*, ou *justicier*, et des *assesseurs*.

Le *justicier* était, comme on le sait, le maieur, le bailli, le prévôt, le lieutenant des fiefs, etc (1). Il était l'homme du prince ou du seigneur, le représentant du principe d'autorité. On peut voir en lui, à certains égards, un fonctionnaire du gouvernement.

Les *assesseurs* du justicier avaient un tout autre caractère. A Liège, les échevins, grâce à leur inamovibilité, étaient à peu près des *juges* modernes (2). Dans l'ensemble de nos contrées, les *assesseurs* du justicier dans les échevinages, aussi bien que dans les cours féodales et dans les tribunaux organisés à l'instar de celles-ci, n'étaient que des *administrés*, des *justiciables*, investis momentanément d'une mission judiciaire. Ils constituaient de véritables *jurés* dans les cours féodales et, dans les échevinages, des *jurés établis pour un an*. En tout état de cause, ils se trouvaient, par la nature même de leur situation, portés à représenter les intérêts et les vues des justiciables plutôt que les intérêts du pouvoir. Ils étaient les gardiens de *la loi*, de la liberté et des privilèges des populations, plutôt que ceux des droits et des prétentions princières.

324. Le *justicier* et les *assesseurs* avaient, d'ailleurs, chacun leur rôle propre, image fidèle de ce qu'il était déjà dans le monde franc (3).

Sans *justicier* un rassemblement quelconque de jurés ne formait pas un tribunal, à moins d'exceptions assez rares pour qu'on puisse négliger ici d'en tenir compte. La situation judiciaire du *justicier* était en revanche si haute et si caractérisée, que cet officier communiquait ses droits au tribunal auprès duquel il siégeait. Un bailli *haut justicier*, par exemple, faisant juger sous son *autorité* un échevinage rural, était capable de faire rendre par celui-ci des sentences de grand criminel, sentences que le

(1) Voir t. I, N^{os} 906, 1018, 1076 (5^o), 1078, 1081, 1093, 1104, 1146, 1147.

(2) Voir t. I, N^{os} 1088, 1089 et plus haut, N^{os} 198 et suivants.

(3) Voir t. I, N^{os} 227, 228.

maieur habituel de l'échevinage en question ne pouvait pas lui demander (1).

Le *justicier* convoquait le tribunal, le déclarait constitué, le présidait, en dirigeait les débats, y conduisait la procédure. C'était lui seul qui pouvait *saisir* le tribunal d'une cause, et mettre le tribunal dans le cas de rendre une sentence. A cet effet il prononçait les paroles sacramentelles de la *semonce* ou *conjure* (2), par lesquelles il invitait officiellement et individuellement chacun de ses *assesseurs* à faire droit et à dire son avis (3). C'est enfin le *justicier* qui recueillait les voix et les avis concourant à former la sentence, qui prononçait la sentence et qui, le cas échéant, l'exécutait ou veillait à son exécution ; *mais il ne votait pas lui-même ; il n'était pas juge.*

Les *assesseurs*, dont le droit restait inerte et stérile tant qu'ils n'étaient pas mis en demeure de se prononcer par la *semonce*, constituaient les seuls *juges* du *droit* et du *fait*. Ils imposaient leur décision au justicier.

325. Le *justicier* n'apparaissait comme véritable juge que lorsqu'il avait pour justiciables des vagabonds, des gens sans aveu, non protégés par les principes généraux du droit public (4). En revanche, quand l'institution du *ministère public* naquit, se consolida et se développa, ce fut le justicier qui devint auprès de chaque tribunal l'agent de la police judiciaire et l'organe du ministère public. Nous examinerons ce point quand il sera question du droit criminel (5).

(1) Sur ce point important, voir Edm. Poulet, *Histoire du droit criminel dans l'ancien duché de Brabant*, pp. 123 et suivantes.

(2) Voir plus haut, 1081, 1093, etc.

(3) On trouve un exemple remarquable de clarté relatif au mode de délibérer des tribunaux, à la *semonce* du justicier, dans les *Analectes pour servir*, t. VIII, p. 373.

(4) Voir t. I, Nos 255, 941 et 942.

(5) Pour les détails de toute la matière, voir Defacqz, ouv. cité, tome I, pp. 47, 48 ; Edm. Poulet, *Histoire du droit criminel dans l'ancien duché de Brabant*, pp. 122, 157 ; idem, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 77 et suiv., 94 et suivantes.

III. Des émoluments des tribunaux.

326. Au moyen-âge, et même sauf de rares exceptions dans tout le cours de l'ancien régime, ni les justiciers, ni leurs assesseurs, ne recevaient de véritables traitements. Les justiciers prélevaient un tantième, — le tiers ou le quart, — sur le produit des *exploits de leur office*, dont ils devaient compte soit à une institution domaniale princière, soit au seigneur qui les avait nommés.

Les *échevins*, les *hommes*, etc., étaient payés par les justiciables, pour chaque cause, sous forme d'*épices* ; épices qui parfois furent réglées par des ordonnances générales pour corriger ou réprimer de criants abus (1).

§ II. LE SYSTÈME MILITAIRE (2).

327. Au moyen-âge, le système militaire de nos principautés des Pays-Bas reposait sur les deux bases qui se retrouvent, sous des formes diverses, à toutes les époques de l'histoire : *des forteresses permanentes* et une *armée organisée*. Pendant les périodes primitives les forêts jouaient aussi un rôle marqué dans l'ordre de la défense nationale. Plusieurs chartes relatives au Hainaut font, par exemple, mention de la *sylva quae vulgo haia dicitur, quae pro defensione patriae et reipublicae solet fieri* (3).

I. Des forteresses.

328. Les forteresses, qui se rencontraient dans chaque territoire, étaient de trois espèces différentes. C'étaient d'abord

(1) Voir Edm. Poulet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 322, 323 ; idem, *Histoire du droit criminel*, citée, pp. 111, 112, 164, 157, etc. ; idem, *Essai sur l'histoire*, pp. 333, 568, etc., etc.

(2) Sur l'ensemble, Guillaume et Henrard, ouv. cités plus haut à la page 85, note 1^{re} ; Willems, Introduction à la *Chronique de Van Heelu* ; Raepsaet, *Œuvres*, passim ; Vanderkindere, ouv. cité, passim, etc.

(3) Exemple, de 1178, dans Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, p. 264.

des *châteaux* princiers, entourés de vastes dépendances ; c'étaient ensuite des *villes* munies d'une enceinte ; c'étaient, enfin, de nombreux *châteaux forts* répandus dans les campagnes. lesquels constituaient la propriété féodale ou allodiale de la noblesse rurale et des patriciats municipaux.

A. Les *châteaux princiers*.

329. Les *châteaux princiers* étaient en général assez nombreux. On peut citer parmi les principaux : en Luxembourg, ceux d'Arлон et de Luxembourg ; en Hainaut, ceux de Mons, de Braine, du Quesnoy, de Binche, de Valenciennes ; en Brabant, les forteresses de Vilvorde et de Genappe, le *burght* d'Anvers, le Borgendael à Bruxelles, le *château-César* à Louvain ; au pays de Looz, le donjon de Looz, les châteaux de Montenaeken, de Colmont, de Brusthem, de Duras ; dans le pays de Limbourg, la forteresse de Limbourg ; dans la principauté de Liège, les châteaux de Huy, de Bouillon, de Franchimont ; dans le Namurois, ceux de Namur, de Golzennes, de Poilvache, de Montaigle, de Samson ; en Flandre, ceux de Gand, de Mâle, de Rupelmonde, de Lille, de Courtrai, d'Audenarde. Tous ces châteaux, bien que susceptibles de quelque défense, n'avaient pas la même importance militaire. Quelques uns d'entre eux n'étaient guère que des résidences princières. Le plus grand nombre constituaient de véritables places d'armes, placées à des points stratégiques importants pour la défense nationale, ou tout au moins des citadelles destinées à protéger ou à contenir éventuellement une ville.

330. Chaque château princier était confié à un châtelain. La plupart de ces châtelains tenaient leur charge en fief, et par conséquent étaient héréditaires. Les autres étaient amovibles. Dans les temps ordinaires ils n'avaient à leurs ordres qu'un petit nombre de *stipendiaries*, dits *sergents d'armes*, parfois choisis à dessein « de dehors la ville ou la terre (1). » Mais, en temps de

(1) *Collection des inventaires somm. des archives départementales (France du Nord)*, t. I, p. 349.

guerre, la garnison de la place confiée à leur garde se grossissait d'auxiliaires qu'il ne leur coûtait que la peine de convoquer et qui connaissaient leur devoir d'avance. En effet, de toutes les forteresses princières dépendaient des *fiefs* dits de *garde* ou de *stage* (1), dont les possesseurs avaient pour devoir spécial d'aider à la garder; et les habitants des villages environnants étaient toujours grevés de l'obligation *domaniale* d'y faire les travaux d'entretien et de contribuer à sa défense. Comme compensation de ces charges, les villageois, vivant dans le rayon d'un château princier, pouvaient en cas de danger se réfugier dans les dépendances de celui-ci avec leurs familles, leur mobilier, leur bétail. C'était ce qu'on appelait le *droit de sauvement* (2).

Dans certains pays, l'obligation d'entretenir un vieux château princier pesait sur de vastes contrées. C'est ainsi, par exemple, que les habitants de Lierre, de Malines, de Turnhout, et ceux de tous les villages situés entre ces villes, étaient de temps immémorial obligés à procurer les ressources nécessaires au *burght* d'Anvers (3).

• B. Les villes murées.

331. Les villes murées constituaient parfois, comme les châteaux princiers, des positions stratégiques de premier ordre au point de vue de la défense du territoire. Au *xiv^e* siècle, la plupart d'entre elles étaient propriétaires de leurs remparts (4) et, par le fait même, elles devaient entretenir ceux-ci sans le concours du *domaine*. D'après d'antiques usages, qui se régularisèrent dans le cours du temps, les populations rurales vivant dans le rayon d'une ville

(1) Voir Prat, ouv. cité, t. I, p. 499; les *Bull. du cercle archéol. de Namur*, t. VI, p. 133, t. III, p. 77; *Cartulaire de Ciney*, p. LXXXII; Daris, *Histoire de Looz*, t. I, p. 427; Berthollet, ouv. cité, t. VII, p. 123; etc.. etc.

(2) Sur ce droit, surtout dans le Luxembourg, voir un travail dans les *Bull. de la comm. royale d'histoire* 4^e série, t. X, pp. 125 et suiv.

(3) Van Doren, *Inventaire des archives de Malines*, t. II, p. 8, etc.

(4) Voir t. I, N^{os} 1067, 1069, etc.

forte pouvaient, le cas échéant, être contraintes, sous forme de corvées, à travailler en cas de danger aux fortifications et même à s'y concentrer en amenant des vivres. Mais le prince, avant le xvi^e siècle, n'intervenait jamais dans les frais d'augmentation ou de conservation des rempart communaux, à moins que, par une fort rare exception, ils fussent restés sa propriété.

332. La bourgeoisie locale avait, dans tous les cas, la charge de défendre sa muraille. A partir du xiv^e siècle, il arriva que, dans des circonstances graves, les villes placèrent à côté de leurs bourgeois des corps de *soudoyers*. Mais, en principe, elles ne pouvaient sans nécessité absolue être contraintes ni à accueillir une garnison, ni à envoyer leurs bourgeois tenir garnison dans une ville voisine (1).

C. Les châteaux-forts des particuliers.

333. En thèse générale, nul sujet ni vassal n'avait le droit d'élever une forteresse sans autorisation préalable du prince territorial. Les *châteaux forts* des particuliers, quand ils étaient *fiefs* du prince, étaient en principe absolu *ouverts* pour lui en temps de guerre, et obligés de recevoir garnison. Dans le comté de Hainaut, une règle inflexible obligeait même le seigneur, qui construisait une forteresse dans son *alleu*, à la reprendre aussitôt en fief du comte (2).

Quand le prince usait du château d'un vassal ou d'un sujet, il était tenu de réparer les dommages causés soit par le fait de ses hommes d'armes, soit pas le fait de l'ennemi.

(1) Voir t. I, N° 1073, (7° et 9°), et les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. III, p. 217 : acte de non-préjudice aux Diestoïs qui ont gardé Haelen.

(2) Schoonbroodt, *Inventaire des archives de St-Lambert*, N°s 109, 196, 414 ; Berthollet, ouv. cité, t. V, p. 115 ; St-Génois, *Monuments*, N° CCCCXXII ; Reiffenberg, *Monuments pour servir*, t. I, p. 19 ; Ernst, *Histoire du Limbourg*, t. II, p. 35 ; *Bull. du cercle archéologique de Namur*, t. XI, p. 289 ; *Chronique de Gislebert* ; L. Devillers, *Monuments pour servir*, t. III, p. 155, etc.

II. De l'armée.

334. L'armée se composait de quatre éléments distincts, d'importance et de solidité très diverses : les *milices féodales*, les *milices communales*, les *milices rurales* et les *stipendiaires*. Chacun de ces éléments avait une organisation fixe.

A. Les milices féodales.

335. Les *feudataires*, *fiefés*, *vassaux*, formaient une cavalerie aguerrie, brillante et blasonnée, montée sur de pesants destriers, et imbue d'un sentiment d'honneur militaire d'autant plus vif que la personnalité de la plupart de ses combattants était reconnaissable aux armoiries de sa cotte d'armes, de son bouclier, du pennon de sa lance (1). Jusqu'au commencement du *xiv^e* siècle cette cavalerie joua le premier rôle dans les combats, et, après la bataille de Courtrai, elle conserva une importance considérable jusqu'au jour où elle dut céder le pas à des troupes régulières.

336. Les feudataires servaient à titre de *devoir féodal* dans les termes des coutumes locales. Lorsqu'ils avaient été convoqués conformément à ces coutumes, ils devaient rester sous la bannière princière, en vertu du principe de l'hommage lige, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu un congé régulier (2). Ceux qui n'obéissaient pas à la convocation pouvaient encourir la perte de leur fief. Mais, en général, les feudataires n'étaient pas obligés de sortir à *leur frais* du territoire de la principauté, et, dans tous les cas, s'ils perdaient leurs chevaux ou leurs armes à la guerre, ils avaient droit à une indemnité.

337. Lorsque les *milices féodales* étaient en armes, chaque baron commandait son contingent sous sa propre bannière. Les feudataires immédiats du prince, qui n'avaient pas de cavaliers à leur suite, marchaient sous les ordres du bailli cantonal au moins

(1) Voir t. I, N° 425.

(2) Voir t. I, N°s 1001, 1002, 1145.

Jusqu'au point de rassemblement de l'*ost*, et là ils recevaient un chef militaire de la main du prince ou de son maréchal, soit ce bailli, soit quelqu'autre chevalier expérimenté. Quand on formait les corps de bataille, les parents et les alliés se groupaient d'habitude les uns à côté des autres, et, dans le combat, le cri de guerre de la souche commune leur servait de signe de ralliement (1).

C'étaient les *feudataires* seuls qui étaient astreints à suivre le comte, le duc ou l'évêque à l'*armée du Suzerain* : tout au plus étaient-ils, le cas échéant, assistés de quelques *contingents communaux*.

B. Les milices communales (2).

338. Les *milices communales* étaient composées des bourgeois des villes marchant sous le commandement supérieur de l'officier local du prince, assisté des échevins, ou parfois, depuis le xiv^e siècle, sous le commandement d'un chevalier, élu par le magistrat ou la *grande commune*, qu'on appelait le *capitaine* de la ville.

339. Tantôt la bourgeoisie était levée en masse, tantôt elle n'était appelée qu'à fournir un contingent. Dans le premier cas chaque *métier* formait sous ses propres chefs une subdivision distincte de l'armée communale (3). Dans le second cas, le contingent était formé soit au moyen d'un tour de rôle entre les métiers, soit au moyen d'un tirage au sort — *scot en lot*, — opéré dans chaque métier ou membre de la ville, soit au moyen d'un appel à des volontaires indemnisés, soit au moyen de combattants désignés dans les *serments*.

Lorsque la bourgeoisie était levée en masse, les défaillants encouraient des peines rigoureuses, à moins d'avoir obtenu dispense régulière, tantôt du magistrat, tantôt de l'officier du prince,

(1) Sur ce point voir l'introduction citée à la *Chronique de van Heelu*; Hemricourt, les *Guerres des Awans et des Waroux*, etc.

(2) Sur l'ensemble de ces N^{os} nous renvoyons aux monographies locales.

(3) Voir plus haut, N^o 141 ; Gilliodts-van-Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. I, p. 191 ; etc.

L'ost commun était d'ailleurs proclamé dans les communes aussi longtemps que possible avant la prise d'armes. A cet effet, on déployait la bannière du prince sur la place publique et le son du tocsin se faisait entendre pendant plusieurs jours (1).

340. La nature et l'étendue du service militaire, dû par les villes, étaient déterminés par des privilèges écrits ou traditionnels (2). Le gros de leurs milices, fourni par les métiers, formait l'infanterie. Les *grands bourgeois, patriciens, membres des lignages*(3), constituaient des corps de cavalerie qui combattaient dans le même appareil et dans le même esprit (5) que les feudataires. Les *serments*, éventuellement grossis de volontaires ou de soudoyers, constituaient des armes spéciales (4). Dès la fin du xiv^e siècle, quelques unes de nos villes, quand elles entraient en campagne, amenaient avec elles des pièces d'artillerie, servies par des bourgeois ou par des gens gagés. Les grands bourgeois s'équipaient et s'armaient eux-mêmes comme les feudataires. Les gens de condition inférieure recevaient parfois des armes fournies par l'arsenal communal ou par leur corporation. Souvent le contingent communal était soldé par la commune.

C. Les milices rurales.

341. Les *milices rurales* marchaient sous les ordres des officiers des seigneurs particuliers ou sous ceux des baillis cantonaux. Elles étaient, comme les milices communales, convoquées à son de cloche ou par voie de proclamation faite au porche de l'église. Suivant l'étendue de la convocation, ces milices formaient tantôt une fraction des contingents fêodaux, dûs par les vassaux, tantôt la levée en masse des hommes de 15 à 60 ans. Les magistrats locaux délivraient les exemptions à moins qu'elles ne fussent, comme en Brabant, réservées au bailli princier; et des

(1) Edm. Poulet, *Sire Louis Pynnock*, passim.

(2) Voir t. I, N^{os} 1073, 1145.

(3) Voir t. I, N^{os} 1037, 1038, 1039, etc., 1055.

(4) Voir plus haut, N^o 335.

(5) Voir plus haut, N^{os} 147 et suivants.

peines sévères, telles que la *mise à la merci du seigneur*, menaçaient les récalcitrants (1).

342. Les paysans du pays avaient parfois leurs armes propres ; parfois les seigneurs ou les baillis leur en prêtaient pour chaque expédition, à charge de les rapporter au retour dans un château princier ou seigneurial. En Hainaut, une charte de 1336 déclarait même *insaisissables* les armes des particuliers. On constate qu'il y avait de temps à autre des revues ou inspections des milices rurales (2). Néanmoins ces milices rendaient peu de services surtout dans les guerres offensives ; elles ne présentaient un élément sérieux de résistance que lorsqu'il s'agissait de défendre le territoire.

343. L'étendue et la nature du service militaire, exigible des communautés rurales par le prince du territoire, dépendaient aussi des privilèges des seigneurs de village et des coutumes traditionnelles locales (3). Il importe seulement de remarquer, dans l'occurrence, que les milices rurales étaient absolument soustraites à l'obligation de suivre le prince du pays quand il rendait le service militaire à l'Empereur ou au roi de France.

D. *Les stipendiaires.*

344. Les *stipendiaires*, enfin, étaient de deux espèces. Il y avait d'abord de véritables *mercenaires*, soit étrangers soit nationaux, formant de petits corps de *piquiers* ou d'*archers* solides mais peu nombreux. Plusieurs princes Belges ont eu de ces mercenaires à leur solde, dès la fin du *xiii^e* siècle, tantôt seulement en temps de guerre, d'autres fois même en temps de paix, pour la garde de quelque château ou pour leur escorte personnelle.

(1) Sur les congés et exemptions, voir les chartes publiées dans A. Wauters, *Les libertés*, t. des preuves, pp. 143, 239, 164, 165, 142 ; St-Génois, *Monuments*, Nos CCCCXXX, CCCCXXXV, CCCCLXXIX ; les *landkeuren brabançonne*s de 1292, etc.

(2) Voir A. Wauters, ouv. cité, pp. 182, 239, etc. ; *Messenger des sciences* de 1837, p. 504.

(3) Voir t. I, N^o 1145.

345. Il y avait ensuite les *fiefs de bourse*, c'est-à-dire des chevaliers et des barons de naissance distinguée et de renom militaire, qui acceptaient soit de servir un prince envers lequel ils n'avaient aucun devoir féodal, soit de le servir dans des proportions plus considérables que ce devoir ne le comportait. Pour prix de leur service ils étaient dotés de rentes constituées en fiefs. Ces fiefs devaient un service militaire dont toutes les conditions étaient soigneusement débattues et prévues par des contrats individuels (1).

§ III. LE DROIT.

346. Nous avons déjà parlé du régime de la propriété foncière assez longuement pour qu'il ne faille plus s'en occuper ici (2). Mais, dans l'ensemble du système juridique, il est encore deux matières que nous ne pouvons tout à fait négliger en parlant d'histoire politique : le régime du droit de famille, et les grands principes qui dominaient le droit criminel.

I. *Le droit de famille* (3).

347. Avant l'ébranlement causé dans l'occident de l'Europe par les idées que propagea la révolution française, un fait primordial s'était perpétué presque sans atteintes à travers toutes les vicissitudes politiques. L'unité sociale primitive n'était pas l'*individu* : c'était la *famille*, non seulement au point de vue des principes les plus élevés de la doctrine, ni au point de vue de l'opinion, mais dans l'ordre des relations positives et juridiques.

348. Socialement parlant, la *famille* dans les classes inférieures équivalait au *ménage*. Elle groupait autour du père, de la mère,

(1) Reiffenberg, *Monuments pour servir à l'histoire*, etc., t. I, pp. 47, 50, etc., Guillaume, ouv. cité, pp. 49, 50, etc.

(2) Voir t. I, N^{os} 860 et suivants.

(3) Sur l'ensemble, voir Defacqz, Britz, Brants, ouv. cités, et les sources citées, *ibidem* ; les *Coutumes*, publiées par la Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances, etc.

leurs descendants et même leurs serviteurs vivant à *leur pain* et à leur *foyer*. Elle groupait autour du célibataire *sui juris*, clerc ou laïque, au moins les serviteurs demeurant avec lui. C'était le *ménage*, le *feu*, le *foyer*, que connaissait la statistique. C'était lui qu'allait d'habitude frapper l'*impôt* et la *corvée*. C'était lui qui, notamment dans les communautés villageoises, constituait l'élément actif pour la gestion des intérêts collectifs.

Dans les classes supérieures, la famille franchissait même le cercle du foyer domestique, et elle conserva pendant des siècles le cachet de la famille franque (1).

349. Sans nous apesantir sur l'organisation de la famille dans les classes inférieures, car nous nous écarterions absolument de notre sujet principal, il importe d'avoir une idée nette de la constitution de la famille dans les classes dirigeantes. La hiérarchie des familles des classes dirigeantes, depuis le sommet de l'ordre social jusque dans les plus obscures communautés rurales, cette hiérarchie, avec ses rapports permanents et la discipline intérieure qui gouverne directement chacun des éléments, constitue, en effet, la véritable charpente de la société ; et c'est grâce à la solidité de cette charpente que la société apparaît à l'historien et au publiciste avec une stabilité sociale étonnante, que les plus violentes tempêtes politiques ne parvinrent pas à ébranler.

A. *La famille dans les classes dirigeantes et son esprit.*

350. Toute famille importante, soit de la noblesse rurale soit de la bourgeoisie noble, patricienne ou seulement ancienne et riche, constituait une sorte de clan, lequel avait pour chef naturel, accepté, influent, l'ainé des descendants de la souche principale. Tant que les guerres privées restèrent fréquentes, les ramifications de chaque clan s'étendirent à l'infini. Ses chefs, en effet, avaient un soin constant de rallier autour d'eux tous les parents, même pauvres, obscurs, éloignés, pourvu qu'ils fussent braves.

(1) Voir t. I, N^{os} 52, 163, 256 etc.

Plus tard, quand les guerres privées diminuèrent puis disparurent, les familles se replièrent à certains égards sur leur centre. On ne rechercha plus les parentés douteuses, lesquelles sans fournir d'appoint de force au lignage risquaient éventuellement de lui causer des embarras ou de constituer une charge (1); mais, à tous les degrés de l'échelle sociale, les parentés notoires continuèrent à être cultivées avec soin. On *cousinait* aussi loin que les généalogies collatérales étaient connues ou même acceptées par de vagues traditions : et quand les documents du temps, au moins jusqu'à la fin du *xvii^e* siècle, nous montrent un lignage réglant de graves intérêts de famille, il n'est pas rare de voir la tête du lignage occuper un rang élevé dans l'ordre baronial, et ses branches plonger dans les corporations de métiers elles-mêmes. Avant le *xviii^e* siècle, la différence de rang social n'est jamais ni nulle part un obstacle infranchissable au maintien des rapports de race (2).

351. La solidarité qui liait les uns aux autres les membres d'une même famille, se manifestait dans la vie sociale, dans la vie politique, dans l'ordre même des rapports juridiques. Tous se rencontraient à des occasions périodiques, ne fût-ce qu'aux noces et aux anniversaires funéraires. L'ensemble de l'organisation sociale faisait qu'un homme isolé était faible. C'était une force nécessaire pour une race, désireuse de se conserver et de grandir, que d'être nombreuse et unie. Tous les grands actes de la vie privée, baptêmes, mariages, établissement d'enfants, partages successoraux, émancipations, contrats concernant le droit criminel, se faisaient au milieu du concours le plus large de parents et d'alliés, *maghen en vrienden*, et plusieurs d'entre eux ne se concluaient guère sans l'*assentiment* débattu de la parenté entière. En ce qui concerne les biens et leur disposition, la famille avait une influence

(1) Hemricourt, dans son *Miroir des nobles de la Hesbaye*, signale déjà le fait comme entravant ses recherches généalogiques.

(2) Nous renvoyons à ce propos aux actes innombrables conservés dans les Régistres des anciens échevinages. Voir aussi, Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, passim.

que nous préciserons plus loin. En matière criminelle, la *vengeance du sang*, tant qu'elle subsista, fut le fait non des individus mais du lignage. Jusqu'à la fin de l'ancien régime la famille entière put intervenir tant dans l'exercice du droit de poursuivre la satisfaction matérielle et morale d'un crime dont un de ses membres avait été victime, que dans les charges onéreuses dérivant de la satisfaction due à un tiers du chef d'un crime qu'un de ses membres avait commis. Dans cette dernière hypothèse, la quote part à supporter dans les charges, par chacun des parents, était d'ordinaire réglée entre eux, à l'amiable, d'après leurs ressources respectives (1).

B. *La famille, les biens et l'autorité paternelle.*

352. Les principes généraux qui dominaient les traditions et les coutumes relatives à la transmission des biens, fortifiaient les habitudes de solidarité dont nous venons de parler. La grande idée sociale, qui dominait la constitution des fortunes territoriales, était visible : la jouissance de la terre appartient à l'individu, au propriétaire actuel, mais, quant à sa disposition, la terre appartient autant à la race qu'à l'individu : il ne peut dépendre d'un homme maladroit, malheureux ou vicieux, de faire sortir arbitrairement un domaine du patrimoine de la famille. Entre autres usages ou principes juridiques qui tendaient à sauvegarder la perpétuité des rapports de la terre avec la race, il suffit d'en citer deux : le *retrait lignager*, en vertu duquel les parents à un degré déterminé pouvaient, durant un certain laps de temps, contraindre l'étranger, acquéreur d'une terre de la famille, à la leur revendre ; la coutume de faire intervenir à l'aliénation d'un domaine, non-seulement le propriétaire immédiat, mais encore l'héritier apparent. On peut encore rapporter à certains égards, au même ordre d'idées, le principe en usage, au moins en général, dans le règle-

(1) Sur ce dernier fait, voir un exemple remarquable rapporté dans les *Annales de la société d'émulation de Bruges*, 4^e série, t. V, pp. 16 et suivantes.

ment des successions collatérales : *paterna paternis, materna maternis*, principe en vertu duquel chaque ligne reprenait dans une hérédité les biens qu'elle y avait quelque jour apportés.

353. Dans le cercle plus restreint de la vie domestique, l'autorité paternelle était fortement constituée sous l'égide des croyances religieuses, des mœurs et des coutumes. Souvent la mère de famille était associée à son exercice et, devenue veuve, elle héritait de la plupart des pouvoirs du père prédécédé. Le père avait un droit de correction manuelle indiscuté sur son enfant, sans pouvoir jamais aller, toutefois, jusqu'à lui infliger des blessures. Il avait la faculté de le faire détenir et emprisonner sous forme de correction paternelle, avec l'avis des parents et amis et sauf, dans certains cas, le concours du magistrat (1). Il pouvait, dans des limites fort larges, punir les écarts d'un enfant vicieux dans le règlement de ses droits héréditaires. En effet, la faculté de tester du père de famille et, par conséquent, celle de faire par acte de dernière volonté le partage de sa fortune entre ses descendants, était fort étendue. Sa limite normale ne se trouvait que dans le principe de la *légitime*, principe variable dans ses applications suivant les localités. Dans certaines contrées le testament était, en quelque sorte, considéré comme un devoir de famille. Chaque père de famille avait à cœur de fixer, avant de mourir, l'attribution de ses biens entre ses enfants, de manière à concilier les intérêts bien entendus de chacun de ceux-ci avec le maintien de la famille dans le rang social qu'elle avait acquis (2).

354. Faute de testament, le règlement des successions se faisait suivant les prescriptions des traditions et des coutumes, en combinant la coutume du lieu où s'ouvrait la succession, avec les coutumes diverses qui régissaient les lieux où les biens étaient situés ou les différentes espèces de biens elles-mêmes. Dans quelques communes on vit apparaître fort tôt des tendances accentuées vers

(1) Edm. Pouillet, *Histoire du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant*, p. 145.

(2) Emile de Ryckman, *Un testament Liégeois du XVI^e siècle*, dans la REVUE CATHOLIQUE, 1876, et les sources citées *ibidem*.

le principe du partage égal : mais ces tendances, appliquées à l'égard des meubles et des immeubles soumis à la juridiction commune, ne purent prévaloir contre les règles immuables du droit censal ou du droit féodal. En thèse générale, les coutumes successorales n'admettent l'égalité du partage qu'en matière d'*alleux*; en matière de fiefs et de censives, elles consacrent les privilèges de la masculinité et de la primogéniture (1). Il est rare que les filles héritent sur le pied des fils. Quand il y a plusieurs fiefs, l'aîné a droit au fief principal; quand il n'y en a qu'un, c'est l'aîné qui, d'habitude, prend le manoir, le titre et les droits seigneuriaux de justice, avec le *vol du chapon* (2).

II. *Le droit criminel.*

355. Si maintenant des principes fort généraux du droit de famille nous passons à ce qui touche le droit criminel, nous devons résumer et condenser avant tout quelques notions qui sont éparses dans les chapitres précédents (3).

A. *Le droit criminel pendant le haut moyen-âge et de sa transformation.*

356. Après ce que nous avons dit du droit criminel ecclésiastique, dans le livre précédent (4), nous n'avons plus ici qu'à rappeler son existence, et à nous occuper du droit séculier. Ce droit, après la dissolution de l'empire de Charlemagne, eut pendant des siècles pour base presque exclusive le droit criminel carolingien (5), devenu territorial et coutumier et modifié, de ressort en ressort, par des

(1) Voir t. I, Nos 881 et suivantes.

(2) Les terres qui entourent immédiatement le manoir.

(3) Sur l'ensemble, voir Edm. Pouillet, *Histoire du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant; Histoire du droit pénal dans l'ancien duché de Brabant depuis Charles Quint, etc.; Essai sur l'histoire, etc.*; Nypels dans la *Patria Belgica*, t. II, pp. 619 et suivantes.

(4) Voir t. I, Nos 887, 859.

(5) Voir t. I, Nos 253-262.

particularités locales ou par des emprunts faits aux livres de l'Ancien Testament, aux textes du droit Romain, aux principes canoniques.

357. Son cachet le plus saillant est la diversité au point de vue des classes sociales. Sous son empire, les classes inférieures seules restèrent encore, pendant une longue période, soumises à un système sévère de châtimens corporels arbitraires. Les classes supérieures, sauf dans des cas exceptionnels, ne furent comme jadis passibles que de peines pécuniaires. Pendant l'époque des guerres privées elles échappèrent même presque entièrement à l'action des tribunaux ; et on ne les voit plier, devant des peines légales et régulières, qu'en matière féodale ou parfois politique, devant ces *harmiscarées*, peines humiliantes qui les atteignaient moins dans le corps que dans l'amour-propre. L'*harmiscarée* comportait une amende honorable solennelle, que faisait le condamné en *habits de lin*, ou vulgairement en chemise, et portant sur ses épaules ou un chien mort, ou la selle de son cheval.

358. La trêve-Dieu de Liège reflète encore les anciens principes, puisqu'elle se borne à comminer la section du poing contre les délinquans de naissance servile, et qu'elle commine contre les gens libres ou nobles le bannissement, joint à la privation du fief ou de la terre (1). Ce sont les *constitutions impériales* du XII^e siècle et les *paix publiques* qui introduisirent pour la première fois, dans le droit criminel du moyen-âge, de grandes innovations en édictant des peines corporelles variées, en matière d'ordre privé, quelle que fût la condition sociale des délinquans (2). Une révolution radicale ne se produisit qu'à l'époque où les gens de condition inférieure purent régimber avec quelque chance de succès contre l'effrayant système de pénalités arbitraires pesant sur leur vie, tandis que la masse des familles militaires se trouvait assez amoindrie, vis-à-vis des pouvoirs publics, pour qu'il fût possible de les contraindre à subir des châtimens uniformes et réguliers.

359. La révolution en question coïncida avec l'époque de l'épa-

(1) Voir t. I, N^o 429.

(2) Voir t. I, N^o 434, 435.

nouissement du système municipal. Elle commença dans les villes, au fur et à mesure que celles-ci obtinrent des libertés stables. Elles descendit des villes dans les campagnes. Elle fut la conséquence des *keures* et des *chartes* municipales et rurales. Elle s'opéra dans un double sens : en faveur de la *fixité* des peines corporelles et pécuniaires ; en faveur d'une *sévérité* draconienne du système pénal ; fixité et sévérité qui étaient des garanties primordiales de liberté et de sécurité sociales, parce que seules elles protégeaient les petits et les faibles contre les grands et les audacieux (1).

B. *Le droit criminel de l'époque communale.*

360. Par suite même de la manière dont il s'était développé, le droit criminel de la période communale eut des caractères avant tout *locaux*. Mais, par la force même des choses, il garda quelques tendances uniformes. En effet, les *keures* municipales, rurales ou cantonales, énonçaient rarement des principes généraux de droit pénal. Elles ne réglaient que certains points de la procédure. Elles ne prévoyaient pas tous les crimes. Les magistratures chargées de la juridiction criminelle ne pouvaient donc manquer d'avoir recours aux anciennes traditions coutumières pour compléter les lacunes des chartes. Elles trouvaient dans ces traditions les principes généraux du système pénal. Elles suivaient, sauf dans les innovations légales, les anciens errements de la procédure. Elles réprimaient les crimes non prévus par les *keures*, soit en jugeant par analogie des dispositions écrites, soit en consultant les précédents coutumiers, et de ce côté elles conservaient un pouvoir discrétionnaire fort étendu lequel resta debout, malgré toutes les innovations, jusqu'à la fin de l'ancien régime.

361. Il va de soi que dans les principautés où — comme à Liège — un juge supérieur dominait la jurisprudence de la masse des juges

(1) Voir t. I, N° 583.

inférieurs (1), le droit criminel provincial avait un cachet d'unité non pas absolu mais cependant exceptionnel.

S'il est hors de propos de faire ici une étude détaillée du droit criminel de la période communale, dont les bases générales se maintinrent pendant des siècles, encore est-il indispensable d'en indiquer les traits les plus saillants.

a. Du système pénal.

362. A l'époque où le droit criminel national se dessine nettement aux yeux de la science, c'est-à-dire au XII^e siècle et au XIII^e, les *whergheld* et les *freda* de l'époque franque ont changé absolument de caractère (2). Le *whergheld* est devenu un *accessoire*, que nous rencontrerons plus loin quand nous parlerons de la *paix à partie*. Le *fredum* est devenu le principal ; et l'économie des *freda*, déterminés par les lois barbares, s'est transformée en systèmes variés d'*amendes* comminées au profit du prince ou du seigneur. Ces amendes sont partout *tarifées* avec soin, non d'après la criminalité de l'agent du délit, mais d'après les résultats de l'infraction commise par lui.

363. Le délinquant, qui n'est pas en état de payer l'amende, encourt toujours une pénalité corporelle. Parfois il est *banni* pour un temps, ou soumis à une sorte de détention. Le plus souvent on lui applique la règle : *qui ne paie pas de sa bourse paie de sa peau*, *luet cum corio*, et on lui inflige ou le *percement de la main* ou la *mutilation d'une phalange*.

364. Les peines corporelles sont multiples et barbares. Elles visent à terroriser. Elles comportent la *peine de mort* par la scie, par le feu, par la fosse, par le glaive, par le gibet, par l'eau froide, par l'eau bouillante ; — les *mutilations*, c'est-à-dire la section du doigt, de la main, de l'oreille, du pied ou du nez, l'aveuglement ; — la *marque* ; — les *châtiments douloureux*, tels que le fouet et les verges ; — la *mise à la merci du seigneur*, laquelle permet

(1) Voir t. I, N^{os} 695-699.

(2) Voir t. I, N^{os} 53, 254.

au seigneur de disposer à son gré du délinquant et de lui faire appliquer la peine de mort.

En matière de peines corporelles applicables à des cas prévus par les keures, les juges ont ainsi un second pouvoir discrétionnaire (1), lequel leur échappe d'ordinaire en matière d'amendes. Ils peuvent ajouter au supplice *quelque chose, iets*, c'est-à-dire une pénalité accessoire, si le crime présente des caractères d'une gravité exceptionnelle.

365. A côté des peines pécuniaires et corporelles, viennent se placer enfin des peines diverses, les unes infamantes telles que le *pilori*, le port des *pierres pénales*, l'*amende honorable*; d'autres, de caractères spéciaux, tels que le *bannissement* temporaire ou définitif, les *pèlerinages lointains*, la *confiscation des biens* etc.

Au moyen-âge, l'emprisonnement n'est pas une peine. Il n'est employé comme tel que dans les juridictions ecclésiastiques.

366. Sans qu'il soit possible de parcourir ici toute l'échelle pénale, différente d'ailleurs suivant les régions et les localités, il n'est pas sans intérêt d'en préciser les caractères généraux.

En thèse générale, les injures et les coups simples sont passibles d'amendes; les mutilations de peines corporelles graduées d'après la loi du *talion*; le vol et l'homicide simple de mort; l'assassinat prémédité, le vol de grand chemin, le crime de fausse monnaie, de la *mort qualifiée* appliquée par le feu, l'eau bouillante, la fosse, etc.

b. Des actions qui naissent des infractions.

367. La question des actions auxquelles la perpétration d'une infraction donnait ouverture doit, au point de vue politique, nous occuper d'un seul côté : celui des crimes contre les personnes.

Pendant la période communale, comme pendant les siècles antérieurs, tout crime contre les personnes continua à être considéré comme lésant plus la victime et sa famille que la société publique (1).

(1) Voir plus haut, N° 360.

(1) Voir t. I, N° 53, 255-257.

Il donna naissance, après l'introduction d'un système pénal régulier, à deux actions distinctes : celle qui avait pour objet de procurer à la victime ou à ses proches une *satisfaction personnelle*; celle dont l'application d'une *peine* au coupable était le but exclusif. Ces deux actions restèrent d'ailleurs en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime, et ce fut seulement dans le cours des derniers siècles que l'action publique prima décidément l'autre.

α) *De l'action en faveur de la victime.*

368. Malgré l'abolition des guerres privées et l'introduction d'un système pénal, la famille, lésée par un crime contre les personnes, conserva pendant des siècles le choix de poursuivre une satisfaction soit par des voies violentes, soit par des voies régulières et pacifiques.

369. Le droit de *vengeance du sang* (1), restreint dans son objet qui ne peut plus être que le coupable, reste debout et consacré par la plupart des keures communales. Ces keures nous montrent l'homme en état d'*inimitié* mortelle comme autorisé à marcher armé, à se munir même d'armes prohibées, et comme pouvant s'excuser du chef du danger qu'il court s'il n'assiste pas à un plaid. Beaucoup d'entre elles *justifient* ou *excusent* un meurtrier s'il a frappé sa victime comme son *ennemi*, c'est-à-dire qu'elles le déclarent ou non punissable, ou tout au moins punissable d'une peine inférieure à celle de l'homicide. Ce droit de vengeance ne fut même jamais aboli par des dispositions législatives générales. Seulement dans les villes d'abord, dans les campagnes ensuite, on le paralysa par des mesures spéciales, et ce furent celles-ci seules qui, en se combinant avec le progrès des mœurs et l'affermissement de la répression publique, le firent graduellement disparaître.

370. Les mesures en question sont simples, uniformes dans leurs caractères généraux, variables seulement dans le détail de leurs manifestations locales. D'abord les villes défendent, sous quelque prétexte que ce soit, tout acte de violence, même à propos de

(1) Voir t. I, Nos 256, 436, etc.

vengeance, commis dans leur enceinte. Ensuite, dans les villes et dans les campagnes, se développe insensiblement tout un système de *trêves obligatoires*, introduit soit par les chartes nouvelles, soit par les ordonnances locales, soit même par les grands actes de droit public. Ces *trêves* sont de diverses espèces : *trêves de plein droit* qui protègent le délinquant contre toute vengeance pendant un certain nombre de jours ; *trêves* imposées par les magistrats ou par les particuliers, également pour un laps de temps donné, etc. Toutes ces trêves s'enchaînent, se complètent, se renouvellent de manière à ne laisser aucune ouverture possible à l'exercice légitime de la vengeance. Malheur à qui viole une d'entre elles sous l'empire de la passion ! Il encourt la *peine de mort* sans aucune chance de se voir gracier.

371. Lorsqu'une famille lésée se décidait, soit de plein gré, soit faute de pouvoir faire autrement, à ne pas exercer la *vengeance*, il lui restait à poursuivre la conclusion de la *paix du sang* ou *paix à partie*.

L'action tendante à la conclusion de la *paix du sang* était distincte de celle qui avait pour objet l'obtention de dommages et intérêts : elle avait un caractère plus moral que matériel ; cependant elle pouvait être poursuivie avec celle-ci dans une même procédure.

La paix du sang constituait un *contrat* privé, stipulant les conditions auxquelles le coupable obtiendrait son pardon du lignage offensé ; — fondation de services religieux, élévation d'une croix expiatoire, paiement d'une rançon en argent, amende honorable solennelle. Le contrat se couronnait par l'accomplissement de l'amende honorable et par l'échange du *baiser de paix*, *mondzoen*, entre les deux familles (1).

372. L'action qui tendait à la *paix du sang* n'était pas nécessairement portée devant les tribunaux. D'ordinaire, on se bornait à faire authentifier par ceux-ci le contrat librement conclu par les chefs des lignages ennemis. Cependant, dès le *xiii^e* siècle, il était déjà

(1) Sur ce point spécial voir un travail complet de Defacqz dans *l'Ancien Droit Belgique*, t. II, pp. 278 et suivantes.

admis que l'autorité judiciaire avait le droit de s'interposer pour contenir les exigences d'une animosité aveugle ou d'une odieuse cupidité. En tout état de cause, l'action, dont nous parlons, prima si bien pendant des siècles l'action publique, qu'elle suspendait l'exercice du droit de grâce, et qu'un aveu fait dans un contrat de paix suffisait souvent pour motiver une condamnation criminelle.

β) *De l'action publique. — De la poursuite d'office.*

373. Le droit de poursuite d'office, droit en vertu duquel il appartient à un agent du pouvoir de mettre en mouvement l'action publique sans attendre l'impulsion des parties lésées, ne se développa que fort tard dans les Pays-Bas. Sans doute les rares manifestations du droit de poursuite d'office, qui se rencontrent dans le monde franc, ne disparurent pas. Les crimes publics, les crimes commis par les vagabonds, les crimes commis par les gens de condition inférieure continuèrent à être réprimés d'autorité, ceux-ci par les maîtres, les seigneurs, leurs officiers, ceux-là par les baillis princiers ou les seigneurs locaux (1). Mais pour les crimes d'ordre privé, commis par des gens de condition supérieure, nobles ruraux ou bourgeois des villes, les anciennes traditions restèrent aussi debout pendant des siècles. En principe, la répression de ces infractions, graves ou légères, dépendait de l'initiative des parties lésées. Celles-ci seules avaient l'exercice de l'action publique. Elles devaient constituer un *accusateur* qui appelât l'auteur présumé du crime en justice, demandât l'application de la peine, et, à ses risques et périls, assumât la charge d'établir le fondement de son accusation. Le rôle des justiciers — baillis, ammans, écontètes, maieurs, — se réduisait dans l'occurrence à prêter main-forte à l'accusateur privé, et non à se substituer à lui ou à suppléer à son inaction.

374. Par la nature même des choses, au fur et à mesure que la population obéit à un mouvement de concentration et que surtout les affranchissements de toute nature augmentèrent dans des proportions énormes le nombre de gens soustraits à l'autorité correc-

(1) Voir t. I, N° 255.

tionnaire seigneuriale, ces règles absolues eurent à subir des tempéraments. Le champ, dans lequel les accusations privées régnaient seules, grandissait toujours et, en même temps, on constata que l'impunité des crimes résultait trop souvent des caprices et des défaillances de ces accusations. Il était difficile et dangereux pour les petits de se porter accusateurs contre les puissants. Les communes surtout avaient soif de paix et de sécurité. On eut, d'ailleurs sous les yeux, dès le *xiii^e* siècle, l'exemple des tribunaux ecclésiastiques, lesquels, sans attendre une accusation formelle, entamaient d'office des poursuites contre le coupable présumé simplement dénoncé (1).

375. Dans cet état de choses, il s'établit peu à peu, ici plus tôt, là plus tard, tantôt par la simple initiative des justiciers secondés par l'opinion, tantôt par le texte formel des chartes, que ces justiciers auraient le droit de poursuite d'office, sans devoir attendre l'impulsion d'un accusateur privé, en matière de certains crimes honteux ou plus odieux : le vol, l'incendie, parfois même le *meurtre* ou assassinat prémédité et commis sans publicité.

376. Cependant, trois obstacles se combinèrent pour enrayer pendant des siècles la généralisation de ces innovations locales et partielles, et surtout pour ne pas en permettre l'application en matière d'attentats contre les personnes. Ces obstacles étaient : les susceptibilités de l'esprit public, l'organisation des juridictions, le mode des preuves en usage.

377. L'esprit public, tout en aspirant après l'ordre et après la sécurité, avait conservé des caractères germaniques accentués, spécialement dans les classes supérieures. Il considérait l'intervention directe et discrétionnaire des justiciers, dans les poursuites criminelles, comme un danger pour la liberté civile et comme une entrave mise à l'exercice des droits du citoyen. Il admettait bien que cette intervention se produisît dans quelques sphères ; mais il voulait aussi la contenir dans de strictes limites, et n'entendait pas qu'un tiers — l'agent du pouvoir — se substituât à la famille

(1) Voir t. I, N° 851.

ou agit en dépit d'elle dans des matières qui touchaient directement à son honneur, à ses affections, à ses intérêts. C'est surtout dans cet esprit qu'agissaient les villes quand elles mettaient tous leurs soins à se dégager des *coies vérités*, *stille* ou *deurgaende waerheden*. Ces *coies vérités* étaient des enquêtes périodiques et générales qu'un justicier faisait à certaines époques et dans certaines occasions, spécialement pour rechercher les *bannis*, et après lesquelles il poursuivait les infractions dont il avait reçu la révélation (1).

378. En vertu de l'organisation judiciaire qui existait dans plusieurs principautés, souvent les victimes d'une infraction avaient le libre choix, entre deux ou trois juridictions différentes (2), pour porter leur *plainte* et pour formuler leur accusation. Or, la généralisation de la poursuite d'office les aurait privées de ce choix en l'attribuant au justicier.

379. Enfin, et surtout, tant que le *duel judiciaire* (3) joua un rôle considérable dans la procédure, la généralisation de la poursuite d'office fut d'une impossibilité matérielle. Cette poursuite ne put s'exercer que dans les cas où l'accusé n'avait pas la faculté de réclamer le duel. On n'aurait pas, en effet, trouvé de justicier disposé à entrer en champ-clos avec tout individu taré, ou avec tout criminel, contre lequel il aurait à formuler une accusation.

380. En dernière analyse, si la poursuite d'office apparaît entourée de beaucoup de restrictions et dans des cas spéciaux au XIII^e siècle dans quelques contrées, au XIV^e dans d'autres, elle ne prend de l'importance qu'à la fin du XIV^e et au XV^e. Son histoire détaillée est dans les Pays-Bas une histoire locale. C'est dans les villes liégeoises qu'elle s'étend et se consolide le plus difficilement.

(1) Voir sur ces *coies vérités*, outre les sources citées plus haut, p. 184, note 3^{me}. Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. I, pp. 49 et suivantes.

(2) Par exemple à Liège, entre l'officialité, le tribunal des échevins et le tribunal du statut ou des magistrats électifs : voir plus haut, t. I, N^o 845, et plus haut, N^{os} 182, 183, 198.

(3) Voir t. I, N^{os} 431, 530, etc.

On ne peut la considérer comme assise sur ses bases définitives qu'au xvi^e siècle ; mais alors aussi le système des accusations privées a, pour ainsi dire, disparu, en ce qui concerne l'action publique ; et, pour toutes les infractions de quelque gravité, cette action appartient aux seuls justiciers. Ceux-ci sont alors de véritables agents de la police judiciaire et, à certains égards, des organes du ministère public.

c. La procédure et le système des preuves.

381. Le système des accusations privées, qui persista si longtemps, est en corrélation intime avec la physionomie générale de la procédure criminelle.

Pendant toute la période communale la procédure criminelle continua, en thèse générale, à être une procédure *orale* et *publique*, comportant comme jadis une sorte de combat à armes égales entre l'accusateur et l'accusé. Les justiciers eux-mêmes, dans les cas où ils apparaissaient au lieu et place d'une partie privée, n'avaient guère une situation spéciale dans le débat. Sans doute, à partir de la fin du xiv^e siècle, et avec plus de continuité au xv^e, on vit se produire, en face de la procédure accusatoire, *publique et orale*, les premières manifestations de la *procédure inquisitoriale* ou d'*enquête*, écrite et secrète. Mais celle-ci ne prit ses caractères définitifs et ne se consolida que pendant la période monarchique : aussi, c'est dans le livre suivant que nous nous réserverons d'en indiquer les traits saillants.

382. Quant au système des preuves, il subit des transformations considérables pendant la période communale. Grâce à une longue suite de *chartes locales*, et grâce au progrès graduel des mœurs judiciaires, les antiques *ordalies* (1) disparurent d'assez bonne heure du prétoire des tribunaux. Le duel judiciaire, quoique répudié par quelques chartes (2), eut la vie plus intense, parce qu'il répondait aux passions belliqueuses des classes supérieures. Il ne

(1) Voir t. I, N^{os} 259.

(2) Voir t. I, N^{os} 525, (3).

fut pas supprimé par voie législative. Toujours subordonné en fait à une sorte de *jugement interlocutoire* qui l'ordonnait ou l'autorisait, il tomba quand les tribunaux refusèrent de l'*autoriser* parce qu'ils n'y attachaient plus de caractère probant. On en a des exemples isolés jusque dans le cours du xv^e siècle. Au fond, durant la période communale, ce fut la preuve *testimoniale* qui prima toutes les autres. La plupart des chartes communales et rurales, disposant par rapport aux matières criminelles, contenaient des dispositions qui la concernent. En règle générale un témoignage isolé ne suffisait pas pour établir un fait : il fallait le concours de deux témoins concordants, *testes contestes*, et souvent celui de deux témoins d'une situation sociale *égale* à celle de l'accusé. Enfin, le *flagrant délit* équivalait à une preuve complète, et souvent il permettait au juge de prononcer une condamnation sans enquête en forme.

§ IV. LE HAUT ENSEIGNEMENT.

383. Le dernier point, dont il nous reste à traiter dans le présent chapitre, demande peu de développements. Il suffira de dire quelques mots de la création de l'université de Louvain, de son organisation, de ses privilèges.

I. *La création de l'université de Louvain* (1).

384. On a vu que, depuis le xiv^e siècle, ceux de nos ancêtres qui avaient le goût des hautes études devaient s'expatrier et aller

(1) Sur l'histoire de l'université de Louvain, qui est encore à faire, voir : Nicolai Vernulaei, *Academice Lovaniensis Libri III* ; J. Molanus, *Les XIV livres sur l'histoire de Louvain* ; *Codex veterum statutorum Academice Lovaniensis*, edidit P. de Ram ; Bⁿ de Reiffenberg, *Mémoires sur les premiers siècles de l'histoire de l'université de Louvain* ; Félix Nève, *Mémoire couronné sur le collège des trois langues* ; divers mémoires de Mgr. de Ram ; les monographies du chanoine Reusens dans les *Analectes pour servir*, etc. ; les *Annuaire de l'université catholique* ; Piot, *Histoire de Louvain* ; van Even, *Louvain monumental* ; Edmond Pouillet, *Le monde universitaire au XVI^e siècle*, dans la *REVUE CATHOLIQUE* de 1867 ; etc., etc.

demander l'hospitalité à des universités étrangères, françaises, italiennes ou allemandes (1). Au commencement du xv^e siècle, l'idée de créer dans les contrées des Pays-Bas un grand établissement scientifique surgit à la cour de Brabant pour la première fois. Son promoteur fut, d'après la tradition commune, le comte Englebert de Nassau, seigneur de Breda, appuyé par le seigneur de Rotselaer et le seigneur de Berghes-op-Zoom, de la maison de Glymes.

Le duc Jean IV — à d'autres égards pauvre politique — comprit les nécessités intellectuelles de son temps et les aspirations qui se manifestaient. Il songea d'abord à faire de Bruxelles un centre scientifique. Mais Bruxelles, effrayé du renom de turbulence et de dissolution qu'avaient les *écoliers* du xv^e siècle, déclina l'offre princière. Le duc s'adressa alors à la ville de Louvain, où il fut mieux accueilli. Louvain, depuis les troubles du règne de Wenceslas (4), était bien déchue de son ancienne splendeur : une grande partie de ses drapiers avaient émigré en Hollande, en Angleterre, à Vilvorde, à Néau en Limbourg, et ils y avaient importé leur industrie (2). La commune, désireuse de se relever en s'assurant un élément de prospérité unique dans la région, s'entendit avec le duc. Celui-ci, d'accord avec elle et avec le chapitre de Saint-Pierre, commença dès 1425 les négociations nécessaires pour arriver à la création d'une université brabançonne.

385. Au xv^e siècle, les règles traditionnelles du droit public européen, relatives à la création des Universités, étaient fixées depuis longtemps (3). On venait de les appliquer à Vienne (1365), à Cologne (1388), à Leipzig (1409). Personne n'aurait songé à les éluder. « Quand on fondait une université, on ne l'ouvrait pas seulement aux habitants d'une seule ville, d'une seule province, d'un seul pays, mais à tous les peuples ; or, dans un temps où les rapports de nation à nation étaient encore imparfaits, qui pou-

(1) Voir t. I, N^o 802.

(2) Voir plus haut, N^{os} 123 et suivants.

(3) Voir Piot, *Histoire de Louvain*, p. 210.

(4) Voir spécialement sur ce point : C. M. de Robiano, *De jure ecclesiæ in universitates studiorum* ; 1864.

« vait détruire la méfiance, garantir la sécurité, si ce n'était un
« pouvoir suprême qui servait de lien à toute la société chrétienne
« et qui en était la loi visible, la justice incarnée(1) ? » Le souverain
pontificat seul était, en général, capable de faire plier les rési-
stances, d'obliger les influences contraires ou hostiles soit à se
prêter à une action commune, soit à ne pas entraver une œuvre
d'intérêt général; en même temps, il sauvegardait dans l'ordre des
doctrines le respect de l'orthodoxie, base de l'antique Chrétienté.
Le 9 décembre 1425, le pape Martin V, acquiesçant aux vœux que
lui avaient manifestés le duc de Brabant, la ville de Louvain, le
chapitre de Saint-Pierre de cette ville, accorda les bulles érigeant
à Louvain un *Studium* comprenant quatre facultés et lui octroyant
de nombreux privilèges. Ces bulles imposaient, à peine de nullité,
au duc, à la commune et au chapitre, l'obligation de se dessaisir,
en faveur du recteur futur, de toute juridiction sur les membres et
les suppôts du nouveau corps. Elles furent mises à exécution à l'in-
tervention du duc. Dès le 7 septembre 1426, jour de l'ouverture
de la kermesse annuelle, le *Studium* fut installé et les cours ou-
verts. Il manquait cependant à l'institution son couronnement. En
1432, le pape Eugène IV, à la demande de Philippe le bon, compléta
l'œuvre de son prédécesseur en adjoignant une faculté de *théolo-*
gie aux facultés déjà existantes. C'est alors que les Halles des
drapiers, presque abandonnées, furent mises à la disposition du
recteur et devinrent le centre de la vie universitaire.

II. *L'organisation de l'université.*

386. L'université de Louvain, comme toutes les institutions
similaires du moyen-âge, formait une république au sein de la
commune qui lui donnait asile. Le peuple académique était abso-
lument distinct de la bourgeoisie. Son gouvernement avait avec
celui de la commune des rapports de puissance à puissance.
Entre la ville et l'université s'échangeaient des services, pécu-

(1) Mgr Namèche.

niaires, politiques, au besoin même militaires ; et, s'il s'élevait entre elles des conflits périodiques, jamais on ne poussait les choses à l'extrême : on se sentait nécessaire l'un à l'autre ; de part et d'autre on s'empressait de chercher un terrain de conciliation.

387. Le peuple académique comprenait tous les *suppôts* de l'université. Il se composait de sept classes de personnes très distinctes, qui toutes, après avoir été immatriculées, prêtaient au recteur un serment d'allégeance en rapport avec leur condition et la nature de leurs fonctions. La première classe renfermait les professeurs effectifs et grand nombre de personnes qui avaient reçu un grade académique. Les professeurs, — dont le nombre varia d'après les époques et qui étaient à 58 à la fin de l'ancien régime, — tenaient leurs chaires de différents collateurs : le duc, la commune, les facultés, plus tard même les États de Brabant. Quant aux docteurs, licenciés, bacheliers, maîtres, ils restaient couverts par les privilèges du corps universitaire tant qu'ils demeuraient à Louvain ou qu'ils se fixaient ailleurs avec l'autorisation de l'université ; tant qu'ils ne s'adonnaient ni aux arts mécaniques ni au négoce ; tant qu'ils n'acceptaient ni fonctions publiques ni offices seigneuriaux. Dans la deuxième classe, se rangeaient les *écoliers* de tout âge et de tout rang, nationaux ou étrangers, classés en nobles (1), commensaux de 1^e, de 2^e, 3^e table, boursiers, pauvres. La troisième classe était celle des moines et des religieux des couvents *incorporés* au *studium*, couvents qui, pour obtenir cette incorporation, devaient s'engager à envoyer deux de leurs membres, au moins, aux cours publics et aux cérémonies universitaires. La quatrième classe comprenait les fonctionnaires et les employés du corps, promoteurs, appariteurs, nonces ; la cinquième, les veuves des licenciés et des docteurs, non commerçantes et qui n'avaient pas changé leur manière de vivre à la mort de leur mari : la sixième, les domestiques et les servantes des membres des premières catégories. La sep-

(1) *Nobles* : ici ce mot était pris dans le sens de fils de seigneur et non de fils de simple gentilhomme.

tième classe ne se forma que vers la fin du x^v^e siècle : elle comprit tous les imprimeurs, libraires, relieurs, etc., admis par l'autorité académique.

388. Au point de vue scientifique et administratif, l'Université était divisée en cinq facultés : celles de *théologie*, de *droit canon*, de *droit civil* ou des *lois*, de *médecine*, des *arts* ; cette dernière correspondait à peu près à nos facultés modernes de philosophie et des sciences. Chaque faculté s'administrait elle-même avec une certaine liberté, par des *doyens* électifs, sous le contrôle des autorités centrales du corps académique.

389. Le véritable chef de l'université était le recteur trimestriel, puis semestriel, élu par les délégués des facultés, et astreint à une sévère et pompeuse étiquette. Il ne pouvait être choisi que parmi les *clercs* non mariés et libres de tout vœu monastique ou religieux. A côté du recteur se trouvaient, outre le corps des doyens de facultés, dont on vient de parler : un *chancelier* permanent, dont la charge appartenait de coutume au prévôt du chapitre de Saint-Pierre ; — un *conservateur des privilèges*, aussi permanent, habituellement l'abbé de Sainte-Gertrude de Louvain ou le doyen de Sainte-Gudule de Bruxelles ; — un large *sénat académique*, dit *concilium universitatis*, composé de tous les professeurs et docteurs des quatre premières facultés, de présidents de collèges de la faculté des arts, même de gradués de cette faculté admis, à certaines conditions, du consentement de la majorité des anciens membres ; enfin, depuis la fin du x^v^e siècle, d'un vice-recteur. Ces dignitaires et ces corps contenaient, dans toutes les sphères, le pouvoir du recteur, ou disposaient eux-mêmes de certaines prérogatives attachées à la direction de l'université.

390. Le recteur exerçait avec les *doyens* des facultés l'administration courante et journalière. Il avait la haute et la basse justice, civile, criminelle et ecclésiastique sur les suppôts de l'université sauf appel de ses sentences aux *juges d'appel* délégués par les facultés, et sauf à remettre au bras séculier les suppôts passibles de la peine de mort, après les avoir retranchés du corps universitaire. Il prétendait aussi au pouvoir de lancer l'*excommunication* contre ses administrés, mais ce pouvoir lui fut

contesté et d'ailleurs retiré au xvi^e siècle, à l'époque du cardinal de Granvelle, archevêque de Malines (1). En matière *législative*, le recteur ne possédait guère que l'*initiative* et le droit de promulgation. Chaque fois qu'il s'agissait de porter un règlement nouveau ou de modifier un règlement ancien, le recteur faisait sa proposition au *sénat* qu'il présidait, cette proposition donnait lieu à trois délibérations successives ; puis on passait au vote. Le vote se faisait non par tête mais par *facultés* ; et ce que trois facultés décidaient à la majorité des voix, était tenu pour loi et proclamé comme tel par le recteur.

Le *chancelier* avait qualité exclusive pour conférer, après les examens réglementaires, les *grades académiques*. Au *conservateur* des privilèges était dévolue, avec la mission de défendre les immunités universitaires contre les juridictions séculières ou ecclésiastiques du pays, une mission absolument exorbitante du droit commun : celle de juger les procès dans lesquels un suppôt de l'université se portait comme *demandeur* contre une personne quelconque étrangère au corps. Au vice-recteur et aux présidents de collège incombait le soin de la police des *écoliers* ; le *promoteur* remplissait la charge d'officier criminel au tribunal rectoral ; les *appariteurs* étaient les agents d'exécution de la police et de la juridiction universitaires. Au besoin la police universitaire *demandait* main-forte à la police locale ; mais celle-ci, tant qu'elle n'était pas requise, était en principe sans action sur les membres et les suppôts du corps académique.

III. *Les privilèges de l'université.*

391. L'université de Louvain constituait une *personne morale brabançonne*, ayant le caractère de corps ecclésiastique et jouissant de tous les droits constitutionnels des corporations du duché(2). Dès le xv^e siècle, des fondations généreuses firent naître dans son

(1) Edm. Pouillet, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, tt. III et IV.

(2) Voir t. I, N^o 994.

sein les quatre *pédagogies* du Porc, du Faucon, du Château, du Lys, et cinq collèges moins importants. Au *xvi^e* siècle, de nouveaux bienfaiteurs créèrent 19 autres collèges ; au *xvii^e* siècle 13, au *xviii^e* un. Tous ces établissements étaient richement dotés : dans plusieurs d'entre eux les écoliers étaient hébergés et nourris gratuitement.

392. Les privilèges spéciaux, accordés à l'université de Louvain par les Papes et par les Ducs, étaient considérables. Citons-en quelques uns des plus saillants. Les *suppôts* de l'*Alma Mater* n'étaient guère soumis à Louvain qu'aux autorités et aux règlements académiques : les ordonnances communales ne les obligeaient pas, à moins qu'elles n'eussent été rendues de commun accord avec l'université. Ils ne payaient aucun tonlieu, aucun impôt. Ils n'étaient astreints à aucune charge locale, même indirecte. Ils ne reconnaissaient d'autre justice que la justice rectorale. Le culte de la *science* conférait en réalité une immunité plus complète que la noblesse et la cléricature ; et bien souvent le souverain, dans des circonstances solennelles, donnait le pas au recteur sur l'évêque du diocèse ou sur les États de Brabant. L'université était un lieu d'asyle couvrant de ses privilèges les jeunes gens qui, même venus de pays ennemis, se soumettaient à ses lois. Son code pénal était moins dur et plus rationnel que le code pénal de l'époque. On y rencontrait bien la fustigation doctement administrée en présence des condisciples et des professeurs du coupable. Mais une des peines les plus usitées et les plus redoutées était le déclassement dans la *liste des promotions*, c'est-à-dire le rejet d'un écolier, quels que fussent les talents dont il avait fait preuve, à la queue de la liste des élèves promus solennellement à un grade académique. Quant au *primus* de la promotion annuelle dans la faculté des arts, il voyait son triomphe célébré avec éclat tant dans la ville de Louvain que dans sa ville natale. Le recteur, d'accord avec les doyens des facultés, avait le privilège de nommer, dans des circonstances déterminées, les gradués du corps académique à toutes les prélatures, prébendes, canonicats, bénéfices de collation ecclésiastique qui devenaient vacants dans les Pays-Bas. La faculté des arts avait un privilège analogue. L'université, ainsi que

ses collèges et pédagogies, conservèrent à toutes époques capacité de recevoir des biens fonds par donation entre vifs et par testament. Leurs biens fonds n'étaient pas compris dans la répartition des subsides, même quand les propriétés ecclésiastiques étaient taxées, etc.

393. Sans insister davantage, bornons nous à rappeler que jusqu'au xvi^e siècle l'Université fut le seul grand centre scientifique des Pays-Bas catholiques, et qu'elle le redevint depuis le xvii^e jusqu'à la fin de l'ancien régime. Elle eut comme telle ses phases d'éclat et d'obscurcissement. Si elle fut à son apogée à l'époque de Charles-Quint, à toutes les époques son influence fut considérable : « La jeunesse de nos diverses provinces se réunit en foule » à Louvain ; en puisant aux sources d'un même et unique enseignement supérieur, elle dut nécessairement subir une influence » digne d'être remarquée. L'unité et les tendances sociales de cet » enseignement comblaient, en quelque sorte, l'infranchissable » abîme de la diversité et de l'incohérence de l'esprit provincial ; » peu à peu par un lien nouveau, le germe du sentiment de l'unité » nationale se formait et se développait dans les intelligences... » C'est par l'action lente, mais continue d'un enseignement homogène de près de quatre siècles que s'est formé parmi nous un » esprit public et que s'est conservée l'unité et la force du sentiment national qu'aucune domination étrangère n'est parvenue à » étouffer (1). »

(1) Mgr de Ram, *Considération sur l'histoire de l'université de Louvain* dans les *Bull. de l'Académie Royale*.

LIVRE V.

LA PÉRIODE

DE FORMATION MONARCHIQUE.

SOURCES GÉNÉRALES : Namèche. David, Smet, Raepsaet, P. Claessens, Defacqz, Em. de Borchgrave, Piot, Galiot, Berthollet, Arend, B^{on} Kervyn de Lettenhove, Wagenaar, Meyer, Britz, de la Bassecour-Caan, Quoidbach, Pinchart, A. Wauters, Henne et Wauters, Tarlier et Wauters, Prat, St. Bormans, F. de Potter et Jean Broeckaert, Vanderkindere, Em. Matthieu, Alb. Matthieu, Diegerick, Sohet, Poswick, Rembry-Barth, van Even, Galesloot, Van Doren, Zaman, Ernst, L. Devillers, V. Brants, Giliodts-van Severen, ouvrages cités. — Edmond Pouillet, *Mémoires couronnés sur l'ancien droit criminel dans le duché de Brabant* de 1867, et 1870 ; item, *Essai sur le droit criminel dans l'ancienne principauté de Liège* ; idem, *Les constitutions nationales Belges de l'ancien régime à l'époque de l'invasion Française de 1794* ; idem, *Les gouverneurs de province dans les anciens Pays-Bas catholiques*. — Daris, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XVII^e siècle* ; idem, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège, 1724-1852*. — Borgnet et Bormans, *Cartulaires* cités des villes de la province de Namur. — Paul Fredericq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne dans les Pays-Bas*. — B^{on} Kervyn de Lettenhove, *Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique pendant la domination des ducs de Bourgogne*. — Beijnen, *Kort overzicht van de staatsregeling van ons vaderland van het jaer 1428 tot op onzen tijd*. — P. Henrard, *Etudes sur le gouvernement de Charles le téméraire*, mémoire couronné ; idem, *Marie de Médicis dans les Pays-Bas* ; idem, *Henri IV et la princesse de Condé*. — A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*. — Faider, *Etudes sur les constitutions nationales*. — Gachard, *La bibliothèque nationale à Paris* ; idem, *Les bibliothèques de Madrid et d'Escorial* ; *Analectes Belges* ; idem, *Collection de documents inédits* ; idem, introductions aux trois premiers volumes de l'*Inventaire des archives des chambres des comptes* ;

idem, *Documents inédits concernant les troubles de la Belgique pendant le règne de Charles VI* ; idem, *Correspondance de Guillaume le Taciturne, et Correspondance de Philippe II* ; idem, *Actes des États-Généraux des Pays-Bas (1567-1585)* ; idem, *Actes des États-Généraux de 1600 et Actes des États Généraux de 1632* ; idem, *Histoire de la Belgique au commencement du XVIII^e siècle* ; idem, divers mémoires dans les mémoires de l'Académie royale, et grand nombre de publications dans les *Bulletins de l'Académie* et de la *Commission royale d'histoire* ; idem, les introductions des volumes renfermant la 3^e série des *Édits et ordonnances des anciens Pays-Bas Autrichiens*, etc. — Borgnet, *Philippe II et la Belgique*. — De Coussemaker, *Troubles religieux du XVI^e siècle dans la Flandre maritime* — Groen van Prinsterer, *Archives ou correspondances de la maison d'Orange-Nassau*. — Dr Nuyens, *Geschiedenis der Nederlandsche beroerten*. — Weiss, *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*. — Edm. Pouillet, *La Pacification de Gand dans la Revue catholique* de 1876 et 1877 ; idem, la *Correspondance du cardinal de Granvelle*, tomes I, II et III. — Van Vloten, *Nederlands opstand tegen Spanje*. — Juste, *Histoire de la Révolution des Pays-Bas sous Philippe II*. — Levae, *Histoire des négociations de la trêve de vingt ans*. — La collection de mémoires publiés par la *Société de l'histoire de Belgique*. — Van Praet, *Essais sur l'histoire politique des derniers siècles*. — Steur, *Précis historique de l'administration générale des Pays-Bas pendant le règne de Marie-Thérèse* ; idem, *Précis historique de l'état politique, administratif, judiciaire, civil, religieux et militaire des Pays-Bas Autrichiens, sous le règne de Charles VI*. — Bon Guillaume, *Mémoires sur l'organisation militaire sous les ducs de Bourgogne, sur les Bandes d'ordonnance des Pays-Bas, sur l'infanterie Wallonne* ; idem, *Histoire des gardes Wallones, et Histoire des régiments nationaux pendant la guerre de sept ans*, etc. — Ch. Piot, *Le règne de Marie-Thérèse dans les Pays Bas Autrichiens*. — Discailles, *Les Pays Bas sous le règne de Marie-Thérèse*. — C^{te} de Neny, *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas Autrichiens*. — Borgnet, *Histoire des Belges à la fin du XVIII^e siècle*. — *Recueil des représentations, protestations et réclamations faites à S. M. de par les représentants et états des provinces des Pays-Bas*, etc. — B^{on} de Gerlache, *Histoire des Pays-Bas et Essais sur les grandes époques*. — Articles et documents épars dans les collections de l'Académie, de la *Commission royale d'histoire*, de la *Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances*, des sociétés provinciales citées, les *Inventaires des Archives*, etc (1).

(1) Ces sources concernent non seulement la période de formation monarchique, mais encore les deux périodes suivantes. On en comprendra le pourquoi après avoir lu les considérations générales.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

394. La période qui succède à la période communale et s'étend jusque vers la fin du XVIII^e siècle, présente un cachet d'unité très tranché. Depuis ses origines jusqu'à sa fin c'est une période *monarchique*; car, pendant toute sa durée, c'est le pouvoir monarchique qui domine la société et qui, par degrés, réussit à transformer sa physionomie.

395. Nous pourrions donc comprendre dans une étude d'ensemble la longue suite de siècles qui sépare l'avènement de Philippe le bon des dernières années du règne de Marie-Thérèse. Cependant nous le ferons pas. Si le pouvoir princier poursuit une politique immuable et, sauf de rares retours, toujours couronnée de succès, les conditions dans lesquelles il agit varient avec les temps. La rigueur du procédé historique nous invite donc à subdiviser la période monarchique en trois périodes distinctes.

396. Au sortir de l'époque communale s'ouvre une époque qu'on peut appeler celle de *formation monarchique*. Le pouvoir princier lutte contre le passé pour constituer un régime, à beaucoup d'égards nouveau, dans lequel il aura la prépondérance; en même temps, il réalise l'unification de XVII provinces de la contrée et constitue sous sa bannière le grand État des *Pays de par deçà* ou des *Pays-Bas*.

A la période de formation, en succède une autre de caractère tout différent. C'est celle des *démembrements*. Sans doute, le pouvoir princier continue à consolider sa prépondérance sur les autres éléments sociaux, mais son champ d'action se resserre par les vicissitudes de la guerre. Le grand État des *Pays de par deçà* se

disloque, et il finit par se réduire à ce qu'on appelle les *Pays-Bas catholiques*.

Enfin, vers le milieu du XVIII^e siècle, commence l'*ancien régime* proprement dit. C'est une époque de repos dans le *statu quo*. La stabilité est acquise dans un cercle territorial amoindri, et, à l'intérieur, le pouvoir princier n'a plus qu'à achever dans les détails l'œuvre de la prépondérance monarchique à laquelle il avait travaillé pendant près de quatre cents ans.

397. Dans l'étude successive de chacune de ces trois époques, la nature même des choses nous forcera à modifier sur un point spécial notre méthode d'exposition. Jusqu'à présent il nous a été possible de mêler l'histoire de Liège à celle des autres principautés féodo-communales de nos contrées. Désormais il faudra la détacher de celle-ci d'une manière presque absolue. En effet Liège, tout en subissant généralement le contre-coup de ce qui se passe dans les principautés voisines, échappe à l'absorption et continue à poursuivre ses destinées dans une voie propre.

1. *Des rapports de l'histoire nationale avec l'histoire générale de l'Europe.*

398. Pendant toute la durée des trois périodes qui se partagent l'époque monarchique, et même pendant la période révolutionnaire qui succède à l'ancien régime, les rapports de l'histoire nationale avec l'histoire générale de l'Europe présentent des caractères semblables. Il importe de préciser dès maintenant ces rapports pour n'avoir plus à y revenir.

A. *La vie internationale.*

399. Tandisque pendant la première partie de l'époque de *formation* l'action de l'Europe sur le mouvement national s'exerce à peu près dans les mêmes termes que durant l'époque communale, à partir du XVI^e siècle la situation change. Au XVI^e siècle, les Etats Européens achèvent de se former, sur les ruines du morcellement féodal

du moyen-âge. Ils se heurtent et se pénètrent les uns les autres dans une vie internationale de plus en plus mouvementée. La nature même les groupe en *systèmes politiques*. Or, tous les Etats qui, par leurs intérêts ou par leur position géographique, appartiennent à un même système, sont en rapports continus les uns avec les autres. Il y a action et réaction inévitable de voisin à voisin. Chaque masse politique influe sur les masses avec lesquelles elle s'allie ou sur celles qu'elle combat; et les influences réciproques sont d'autant plus sensibles que les peuples en contact ont des affinités ethnographiques. Les Pays-Bas plus qu'aucune autre région subissent les conséquences de cette situation générale. Ils constituent comme une alluvion territoriale des grands fleuves internationaux le Rhin, la Meuse et l'Escaut, qui les traversent. Ils ne sont séparés de l'Angleterre que par une mer ouverte, et de la France et de l'Allemagne que par une frontière idéale et indécise. Le groupe tudesque de leur population se rapproche par ses origines et par sa langue de la masse germanique; le groupe wallon de la masse latine.

400. En même temps, les vicissitudes dynastiques ne tardent pas à placer sous un même sceptre des peuples que la nature avait fait étrangers les uns aux autres. Dès lors chaque dynastie importe chez ses nouveaux sujets les mœurs, les idées, les tendances politiques de son pays d'origine. Avec la maison de Bourgogne se dessine, dans les Pays-Bas, l'idée gouvernementale des Valois, laquelle n'avait pas été tout à fait étrangère aux Dampierre. Avec Maximilien, et surtout avec Charles-Quint, l'influence des Allemands se développe pour une longue période sur notre sol. Dès le court règne de Philippe le beau, Belges et Espagnols sont en rapports intimes. Durant le règne de Philippe II, il arrive un moment où la tendance à faire prévaloir dans les Pays-Bas les idées gouvernementales qui règnent à Madrid, s'accroît.

B. *L'homogénéité de l'état social de l'Europe.*

401. Enfin, depuis le xvi^e siècle surtout, les classes lettrées de l'Europe occidentale presque entière sont rapprochées par une cul-

ture intellectuelle de plus en plus homogène. Les *humanistes* de la Renaissance, clercs et laïcs, nobles et bourgeois, ont partout les mêmes préoccupations intellectuelles, les mêmes goûts, le même objectif. Partout ils poursuivent le culte de l'antiquité païenne. Ils correspondent entre eux des quatre coins de l'horizon dans une langue universelle, le *latin*. Ceux d'entre eux qui brillent, ne brillent pas seulement sur leur terroir. Ils peuvent aspirer, — comme Erasme de Rotterdam, — à devenir des oracles dans la république universelle des lettres. A côté des humanistes se pressent les *légalistes*, qui eux aussi sont alors légion, et légion cosmopolite. Sous quelque ciel qu'ils vivent, les sectateurs du droit romain présentent de leur côté une physionomie uniforme. Ils étudient avec ferveur le même code, sont épris du même idéal, le poursuivent par des moyens analogues, propagent les mêmes doctrines politiques et juridiques. La science n'a pas de patrie. Les écoliers courent là où retentit la voix d'un maître célèbre. Si sur les bancs de Louvain se pressent des auditeurs venus de presque toutes les régions de l'Europe, nos Flamands, nos Hollandais, nos Frisons, nos Liégeois, nos Hennuyers, vont en foule à Bologne, à Rome, à Padoue, à Paris, à Orléans, etc., comme autrefois, souvent même après avoir séjourné à Louvain. D'ailleurs, le lettré, l'humaniste, le jurisconsulte, qui a soif de répandre sa doctrine et de faire des prosélytes, dispose désormais d'un instrument d'une bien autre puissance que l'enseignement oral. L'imprimerie est là. Le livre a succédé au manuscrit; et par lui tout penseur est à même de parler de son cabinet au monde lettré entier.

C. *Les idées générales et leur action.*

402. Dans cette Europe nouvelle, où le principe d'autorité est déjà atteint, et dans laquelle d'époque en époque il sera discuté davantage et quant à ses bases, et quant à ses dépositaires, et quant à l'usage que ces dépositaires auront à en faire, les luttes doctrinales se produisent dans des conditions tout autres qu'au moyen-âge. Naguère l'Eglise seule était en mesure de parler à l'ensemble du monde civilisé par sa hiérarchie. Désormais, aucun

puissant mouvement intellectuel, quelles que soient sa nature, ses tendances, son objet, qu'il pousse dans le sens de l'Eglise ou qu'il soit en révolte contre elle, ne se confine plus dans un seul territoire. Toute doctrine a le moyen d'aller chercher partout ses adeptes inconscients et de recruter de nouveaux prosélytes. L'ère des grands courants d'opinion est ouverte, de ces courants internationaux qui donnent naissance aux *idées générales du temps*. Les idées générales du temps sont ondoyantes et mobiles. Souvent elles brûlent aujourd'hui ce que hier elles ont adoré. Leur loi la plus commune de transformation est celle d'*action* et de *réaction*. Mais, qu'elles servent de véhicule à la vérité ou à l'erreur, au bien ou au mal, elles exercent d'habitude une fascination véritable. Elles forment une sorte d'atmosphère dans laquelle vivent tous les peuples du système européen, atmosphère qui dicte l'attitude des pouvoirs publics, ou qui amène les pouvoirs publics à entrer en lutte avec des fractions plus ou moins notables des populations.

D. *Les conséquences locales de la situation nouvelle de l'Europe.*

403. Sans insister sur ces considérations générales, hâtons-nous d'en tirer deux conclusions relatives à notre sujet.

D'abord, les vicissitudes territoriales des Pays-Bas, et même jusqu'à un certain point leurs vicissitudes dynastiques, se rattacheront à l'avenir par des liens intimes aux grandes luttes internationales de l'époque. Elles ne seront plus, comme autrefois, le produit direct du seul enchaînement de faits locaux.

En second lieu, le mouvement politique interne des Pays-Bas, de son côté, se fera sous la pression de mobiles à beaucoup d'égards nouveaux. Il ne sera plus exclusivement le résultat du développement de la tradition locale. Il dérivera, en grande partie, de causes morales internationales, de tendances étrangères importées, et s'exercera de manière à ramener les efflorescences de la tradition locale à la norme fixée par les *idées générales du temps* ayant cours de période en période en Europe.

404. Est-ce donc à dire qu'il faille, dans les livres suivants, faire l'histoire de l'Europe sous prétexte d'éclairer l'histoire nationale ? Évidemment non. Mais nous ne pouvons nous dispenser de fixer les faits les plus généraux de cette histoire, en tant qu'ils ont influé sur le mouvement politique national.

II. *Les faits généraux de l'histoire pendant l'époque de formation.*

405. Les faits de l'histoire générale qu'il est nécessaire de rappeler, en passant, à propos de l'époque de formation, sont de l'ordre économique, de l'ordre social et juridique, de l'ordre religieux et de l'ordre politique proprement dit. L'explication de ces derniers trouvera naturellement sa place à propos des faits locaux auxquels ils se rattachent. Les autres, par suite même de leur portée et de l'action durable qu'ils exercent, demandent à être exposés dès maintenant.

A. *Les transformations économiques (1).*

406. Si l'étude des transformations économiques appartient en propre à l'histoire de l'économie politique et du commerce, il faut néanmoins que l'histoire politique tienne compte de ses résultats les plus généraux. Nous nous en occupons ici pour éviter, dans la suite de nos études, de gênantes parenthèses.

(1) Sur l'ensemble, voir Em. van Bruyssel, *Histoire du commerce et de la marine en Belgique* ; Altmeyer, *Histoire des relations commerciales et diplomatiques des Pays-Bas avec le nord de l'Europe* ; A. Henne, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique* ; B^{on} Kervyn, *Relations politiques des Pays-Bas avec l'Angleterre* ; V. Brants, ouv. cité ; Diegerick, *Inventaire des archives d'Ypres, passim* ; Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. II, pp. 188, 225, 344, 345, t. III, p. 461, t. V, pp. 10, 189, 344, etc. ; Gheldolf, *Études sur le commerce*, etc., dans les *Annales de la société d'Emulation de Bruges*, 2^e série, t. VIII, p. 117 ; Gilliodts-van Severen, dans les *Bulletins de la Comm. royale d'histoire*, 4^e série, t. I, pp. 175 et suivantes.

407. Dans cet ordre d'idées tout spécial trois faits nous arrêteront : la révolution opérée dans la direction du grand courant commercial du globe, de celui qui met l'Occident et l'Orient en contact et qui leur permet d'échanger leurs produits ; les progrès maritimes réalisés par les Hollandais : l'essor pris par l'Angleterre comme puissance industrielle.

a. *Les découvertes maritimes.*

408. La révolution opérée dans la direction du grand courant commercial du monde est la conséquence de la découverte de la route maritime des Indes, par les Portugais, et de l'occupation de vastes contrées dans les Amériques par les Espagnols. Pendant le moyen-âge, Venise et Gênes avaient gardé le monopole des échanges directs avec l'Orient. Au xv^e siècle et au commencement du xvi^e, les Portugais et les Espagnols brisèrent leur sceptre. Ils jetèrent à plus bas prix dans la consommation les mêmes produits que les républiques Italiennes vendaient cher. Ils importèrent seuls les produits du Nouveau-Monde, parmi lesquels les métaux précieux. Ils entraînèrent naturellement dans leurs propres ports un courant commercial dont ils étaient devenus les maîtres, et ils le fixèrent sur les rivages de l'Océan.

409. Ces grands évènements eurent leur contre-coup dans les Pays-Bas. Non-seulement, avec le temps, l'importation énorme des métaux précieux en Europe finit par produire dans la situation économique de nos contrées des troubles analogues à ceux dont souffrirent les contrées du midi ; mais encore le déplacement du courant commercial entre l'Orient et l'Occident déplaça rapidement le centre même du commerce national.

410. A l'époque des grandes découvertes maritimes, la prospérité de la ville de Bruges, l'ancienne et brillante métropole commerciale de la région, était déjà absolument compromise. Elle avait

(1) Voir plus haut, Nos 116 et suivants, 285-293.

souffert des commotions politiques du xiv^e siècle, dont nous avons parlé, et des commotions politiques du xv^e dont nous parlerons plus loin. Elle avait souffert encore du déplacement de l'*étape* des laines anglaises, fixée à Dordrecht (1), et de l'établissement d'une nouvelle *étape* à Calais, ville devenue la tête de pont de l'Angleterre sur le continent. Elle avait reçu, enfin, une atteinte bien plus grave, œuvre de la nature et non des hommes, par l'ensablement et le retrécissement graduels du Zwyn. A diverses reprises, Bruges avait essayé des travaux d'art pour améliorer le régime du fleuve. Elle avait même songé à se créer une voie de communication directe avec la mer, du côté de Blanckenberghe. Mais ses efforts n'avaient pas été secondés par les autres villes flamandes ; rien n'avait encore réussi, quand se produisit la chute graduelle de Venise et Gènes. La décadence de ces places, dont elle avait été si longtemps le principal facteur, fut pour Bruges le coup de grâce. Les nouveaux maîtres des mers, Portugais et Espagnols, n'avaient pas avec la ville flamande ces attaches séculaires, si difficiles à rompre, des républiques Italiennes. Tout en trafiquant avec elle, ils avaient appris à connaître, au milieu des troubles du xv^e siècle, le chemin d'Anvers. Pour leurs gros vaisseaux il n'y avait pas à hésiter entre le Zwyn, dont la navigation devenait de plus en plus pénible, et le port magnifique d'Anvers, où une commune pleine de sève faisait d'intelligents efforts pour les attirer. Ils ne tardèrent pas à être absolument fixés. Les autres *nations étrangères* (1) de Bruges finirent, elles aussi, par suivre un mouvement devenu irrésistible. Elles vinrent s'établir les unes après les autres dans la ville brabançonne ; et Anvers, s'élevant en face de Bruges aux prises avec une lente agonie, devint pendant le règne de Charles-Quint une des places commerciales les plus riches et les plus importantes du monde, jusqu'au jour où les troubles du xvi^e siècle vinrent à leur tour commencer sa décadence (2).

(1) Voir plus haut, N° 24.

(2) Voir t. I, N° 948.

(3) Sur les premiers grands développements commerciaux d'Anvers, on peut avec fruit consulter Guichardini, *ouv. cité*.

b. *Les progrès maritimes des Hollandais.*

411. En même temps qu'Anvers se substituait à Bruges, les Hollandais prenaient à leur tour un rapide essor en matière maritime et commerciale. La découverte d'un procédé pour encaquer et saler les harengs (1) leur apportait une nouvelle source de prospérité. Amsterdam marchait, quoique de loin encore, sur les traces d'Anvers, et se piquait de se modeler sur elle (2). Les marins de Hollande et de Zélande devenaient insensiblement les *rouliers de l'Océan*, et dans les mers du Nord, spécialement dans la Baltique, ils n'allaient pas tarder à jouer un rôle sous la bannière de Charles-Quint.

c. *L'Angleterre naissant à l'industrie et à l'exportation.*

412. La transformation de l'Angleterre en nation industrielle exportant, outre des matières premières, des produits fabriqués, était en grande partie la conséquence de ses rapports avec les Pays-Bas. C'étaient des ouvriers flamands et brabançons, les uns attirés par ses Rois, les autres réfugiés sur son sol à la suite de nos guerres civiles, qui avaient le plus largement contribué à naturaliser dans les îles d'outre-Manche certaines de nos industries et, entre toutes, celle qui occupait le plus de bras : l'industrie *drapière*. Pendant les troubles politiques du xv^e siècle, comme pendant les troubles religieux et politiques du xvr^e, de nouveaux essaims de travailleurs suivirent leurs devanciers du xiv^e, lesquels eux-mêmes emboîtaient le pas des colons du xiii^e (3).

413. Dès les premiers temps de l'ère bourguignonne, la concurrence industrielle anglaise était devenue redoutable pour quelques-unes de nos grandes industries. Ce fait nouveau eut des conséquences durables. D'une part, les princes des Pays-Bas se crurent

(1) Par Guillaume Beukels.

(2) Edm. Poulet, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, t. I, II, III, *passim*.

(3) Voir t. I, N^{os} 648 et suiv. ; et plus haut, N^o 24.

forcés, à la demande de plusieurs villes, de porter les premières atteintes au principe général de la *liberté commerciale* qui avait prévalu au moyen-âge, et d'interdire, même en temps de paix, l'importation de produits de fabrication anglaise, notamment des draps. D'autre part, le règlement de l'*entre-cours* devint entre l'Angleterre et les Pays-Bas un des objets les plus délicats des négociations diplomatiques pendant plusieurs siècles (1). Enfin, le gouvernement, sans établir encore un véritable système de douanes, comme il le fit plus tard, en arriva peu à peu, en partie en face de la concurrence étrangère, en partie sous la pression d'idées nouvelles d'immixtion dans toutes les sphères d'intérêts, à emprisonner le commerce et l'industrie dans des règlements qui ne brillent pas toujours par la cohérence, et à ouvrir l'ère des industries privilégiées et des monopoles.

B. *Les légistes et les idées politiques nouvelles* (2).

414. Pendant le moyen-âge, sans que la connaissance du droit romain fut absolument perdue (3), son système général était oublié et partant sans action sur les esprits. L'esprit germanico-chrétien était la véritable sève de la société du temps. Il présidait presque seul au développement des institutions. Il contenait et dirigeait les pouvoirs publics dans l'exercice de leurs droits.

(1) Sur ces négociations, voir entre autres Bon Kervyn, *Relations politiques des Pays-Bas, avec l'Angleterre*, et plusieurs lettres de Granvelle et d'Assonleville dans Edm. Pouillet, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, tt. I et II.

(2) Sur l'ensemble : Raepsaet, *Œuvres*, t. II, pp. 256 et suivantes ; Blunthli, *Théorie générale de l'État*, passim ; Coquille, *Les légistes* ; Aug. Thierry, *Essai sur l'histoire du tiers État*, 4^e série, pp. 38 et suiv. ; Edm. Demolins, *Histoire de France*, t. II, passim ; Michelet, *Histoire de France*, Livre V, chapitre II ; Ern. Renan, *Un publiciste de Philippe le bel*, dans la REVUE DES DEUX MONDES de 1875 ; Les *Annales de la société d'émulation de Bruges*, 4^e série, t. V, pp. 206 et suivantes, etc. ; Ch. Périn, *Les lois de la société chrétienne*, Livre IV, Chapitre III.

(3) Voir t. I, N^o 704.

a. *L'idée politique germanico-chrétienne.*

415. L'idée antique de l'*État*, comme personne collective distincte de ses membres, non plus que celle de la *souveraineté*, pouvoir absolu et sans contrôle, n'apparaissaient clairement nulle part au moyen-âge. La *principauté* se résolvait en groupes sociaux différemment organisés, dont la vie individuelle primait la vie de l'ensemble. Tous ces groupes défendaient avec une ombrageuse jalousie, contre l'immixtion du pouvoir central, leur liberté d'allures dans le cercle le plus large possible. Le prince avait des prérogatives étendues, mais, au moins en théorie, nul pouvoir discrétionnaire. La plénitude de la puissance publique ne lui appartenait pas : elle n'appartenait pas même au prince d'accord avec les *ordres* de la nation (1), en ce sens que les *droits individuels* des personnes physiques et morales étaient souvent considérés comme inviolables même par le prince d'accord avec les *ordres*. Le principal rôle que l'opinion et la tradition assignaient au pouvoir public, c'était de *protéger les droits* des individus et des groupes organisés. Ni l'une ni l'autre ne voyaient dans le prince la personnification vivante du corps social, de l'*État*, chargée de subvenir par son initiative propre aux défaillances ou à l'insouciance des forces individuelles ou de celles des divers groupes sociaux. Comme on l'a déjà vu, le prince n'*administrait* directement rien, en dehors de son domaine (2). Quant au *bien public*, c'était le bien des individus, des communes, des groupes, ce n'était pas la *puissance* et la *grandeur* de la personne collective de la société. Quant aux actes du gouvernement princier, on les jugeait d'après la morale religieuse ou d'après la morale chevaleresque ; on les mesurait à la même norme que les actes de la vie privée ; l'opinion ne concevait pas une morale spéciale applicable dans le seul ordre du gouvernement de l'*État*.

b. *L'apparition des légistes.*

416. Mais à l'époque où la société, encore imprégnée de germanisme, continuait à se développer dans le sens de ces idées, se

(1) Les *ordres* : voir t. I, N° 932, 952 et plus haut, N° 315 et suiv.

(2) Voir t. I, N° 1152.

préparait un mouvement de doctrine destiné à introduire graduellement dans le corps social un esprit nouveau. Ce mouvement avait l'Italie pour foyer et pour premier mobile la renaissance du droit romain (1). Au XII^e siècle, l'enseignement de ce droit avait recommencé avec éclat à Bologne, après avoir peut-être végété à Ravenne pendant les époques antérieures. Il ne tarda pas à faire sentir son action au delà des Alpes. De nombreux écoliers importèrent, entre autres en France, les nouvelles doctrines des glossateurs des *Pandectes* et du *Code* de Justinien (2). Dès le XIII^e siècle, le droit romain fut enseigné concurremment avec le droit canonique dans quelques villes du midi, par exemple à Montpellier, plus tard à Angers et à Paris, plus tard encore à Orléans.

417. Sans doute, le corps du droit romain apparut tout d'abord comme une source de règles précises et logiques de droit civil, et comme une source de droit pénal. Mais, dans les *Pandectes* et dans le *Code*, se rencontraient aussi des formules générales et des maximes fondamentales sur l'État, la législation, la souveraineté. Ces formules et ces maximes furent à leur tour saisies, scrutées, commentées par les professeurs et leurs disciples. Les uns et les autres s'en imprègnèrent. Remontant, comme on l'a dit (3), au moins par les textes sinon par les traditions, jusqu'aux temps des Romains, les nouveaux légistes, les sectateurs des *leges* par excellence, s'établirent dans ces temps par la pensée. De la hauteur où ils s'étaient placés ils envisagèrent tout l'ordre politique et social existant. Ils jugèrent cet ordre à un point du vue absolument nouveau, et sachant très bien ce qu'ils voulaient mettre à sa place quand ils auraient la puissance de le faire.

c. L'idée légiste.

418. L'idéal des *légistes* était le contrepied de l'idéal germanico-chrétien. Leur idéal c'était un gouvernement *un, indivisible, fort,*

(1) Voir t. I, N^o 849.

(2) Voir t. I, p. 413, note 2^e.

(3) Augustin Thierry.

actif, absolu, qualités qu'ils réunissaient non pas encore sous le nom d'*État*, mais sous celui de *puissance souveraine*. La puissance souveraine, comprise ainsi dans le sens de plénitude de la puissance publique, devait appartenir au Roi et, par extension, à tout prince indépendant quelque fût son titre. Les antiques barrières traditionnelles qui limitaient l'action de la puissance publique, n'étaient que des tâches, des usurpations, des abus, des obstacles, condamnés à disparaître pour le bien de la chose publique. L'uniformité dans l'obéissance passive vis-à-vis du prince omnipotent tel était le but assigné au progrès. L'antique maxime : *lex fit constitutione Regis consensu autem populi* (1) correspondait à une erreur surannée. Les légistes lui opposaient avec conviction la *lex regia* : *quod principi placuit legis habet vigorem, si vult le Roi si vult la loi*. Les plus modérés ajoutaient bien : *pourvu qu'il ne soit pas fet contre Dieu, ne contre les bonnes mœurs...* ; mais les autres n'hésitaient pas à compléter la *lex regia* par cette autre règle : *quod princeps omnibus legitimus est solutus*. Ils contestaient volontiers les droits individuels qui n'étaient pas le produit d'un contrat formel ; ils refusaient presque aux coutumes la puissance de créer des droits sociaux ou publics sans que ces droits fussent figés dans une formule écrite munie de la sanction souveraine. La *res publica*, l'ancienne *res romana*, apparaissait au loin dans leurs rêves, et cette *res* devait être développée par le prince, parce qu'il en était la personnification...

419. Sans doute, l'histoire jugeant avec calme et mesure peut difficilement condamner d'une manière absolue l'action des légistes, surtout dans l'ordre du droit privé. Elle ne peut non plus les rendre responsables seuls des conséquences outrées tirées de leurs prémisses, par l'esprit de parti, par la politique, par les convoitises individuelles. Mais elle doit condamner en eux les premiers théoriciens et les premiers fauteurs de l'*absolutisme monarchique*, de cet absolutisme qui n'arriva à son plein développement en Europe qu'au XVIII^e siècle, qui exerça une influence si délétère sur nos sociétés continentales, et auxquels se rat-

(1) Voir t. I, N^o 206.

tache par des liens étroits cette autre doctrine despotique des démocraties contemporaines, celle de l'État impersonnel mais omnipotent.

d. *Les progrès des légistes.*

420. A leur apparition dans le monde, les *légistes* furent à la fois redoutés et respectés des classes dirigeantes et des masses : respectés à raison de leur science, redoutés parce que leurs tendances, dès qu'elles se manifestaient, avaient un caractère nécessairement perturbateur des droits acquis et de l'ordre existant. Bientôt, en se multipliant, ils virent grandir le cercle de leur influence. Ils avaient pour eux l'habitude du travail intellectuel, à l'heure où le monde séculier vivait pour le commerce, le travail manuel, la guerre ; la spécialité de l'étude approfondie du droit, c'est-à-dire de ce qui enveloppe la vie de tout le monde ; la force que donne la conviction dans un système scientifique rigoureusement déduit et appliqué avec logique. Ils en imposaient aux guerriers comme aux marchands par le *scriptum est*, en s'appuyant toujours sur les textes héritage de ces Romains dont le nom seul commandait un vague respect.

421. Grâce à leurs *grades* scientifiques, les légistes n'ont guère de peine à éclipser, dans le prétoire des tribunaux, comme avocats des parties, les simples praticiens. Les princes les consultent quand ils ont des différends avec d'autres princes. Peu à peu ils sont introduits dans les tribunaux à côté des juges, comme auxiliaires, comme *consulteurs*, comme guides. Arrivés là, ils n'ont plus qu'un pas à faire : ils se glissent à la place de ceux qu'ils *doctrinaient* ; et ils font ce pas, en France, dans les juridictions royales et spécialement au sommet de l'ordre judiciaire, le *Parlement* transformé, sous Philippe le bel. Sans doute, il y a des réactions contre les légistes, et même des réactions violentes dans le cours du xiv^e siècle. Mais le pouvoir royal les maintient. Dès le xv^e siècle, les légistes forment en France une véritable classe dirigeante nouvelle. Cette classe n'a encore ni l'éclat ni les apparences extérieures du pouvoir, mais elle en a la réalité. Mai-

tresse des Parlements, elle domine la hiérarchie des officiers et de juges royaux dont la hiérarchie couvre le territoire. Occupant la Chancellerie royale, elle a la plus grande influence dans l'ordre gouvernemental. Elle règne par personne *interposée*, la personne du Roi, au nom et sous le couvert de laquelle elle parle et agit, et qui leur prête l'appui de sa force matérielle. Le travail politique des légistes a été justement comparé à celui des mineurs. Sans bruit, sans fracas, avec une tenacité inébranlable, ils poursuivent sans relâche la réalisation des théories qu'ils caressent, dénonçant, attaquant, tournant suivant les circonstances, les entraves de toute nature qui contenaient l'action du pouvoir central, en attendant l'heure où celui-ci restera seul debout au milieu des ruines accumulées autour de lui.

422. Si nous avons insisté sur les progrès du mouvement légiste en France, plutôt que dans les autres contrées du continent, c'est d'abord parce que ces progrès furent plus rapides qu'en Espagne, en Italie et en Allemagne, et c'est ensuite parce que le mouvement français eut des conséquences plus directes pour les Pays-Bas. Mais les théories des légistes ne furent pas seules à donner l'impulsion rapide au progrès du pouvoir central et à modifier l'esprit dans lequel ses dépositaires exerçaient le pouvoir. L'impulsion provoquée par elles fut activée par les circonstances extérieures de la politique, et l'esprit du gouvernement se transforma sous la pression de doctrines avec lesquelles les théories légistes n'avaient que des affinités éloignées.

e. *Les circonstances extérieures de la politique* (1).

423. Le *xv^e* siècle est, dans toute l'Europe, une ère de convulsions politiques et de luttes, convulsions et luttes qui partout, par des causes diverses, ont pour conséquence directe de grandir le pouvoir royal. En France, pendant les derniers éclats de la guerre de cent ans, la bannière des Valois est le seul drapeau de l'unité

(1) On peut consulter sur ce point spécial Balmès, *Le protestantisme comparé avec le catholicisme*, t. II, Chap. XLII.

nationale ; durant les compétitions affreuses des Bourgogne et des Armagnacs, l'autorité royale finit par apparaître aux yeux des peuples comme le phare du salut, et comme la seule sauvegarde contre les violences et les désordres des partis et des grands vassaux. En Angleterre, au sortir de la guerre des *deux Roses*, l'opinion acclame les Tudor et se réfugie sous la protection d'un pouvoir royal fort et entreprenant, à l'ombre duquel elle aura la paix, la sécurité dans la vie, le repos après des luttes civiles aussi sanglantes que stériles. Dans les Espagnes, le triomphe des Rois catholiques sur les Maures, l'unification de la péninsule sous un même sceptre, les guerres de Naples et de Navarre, les expéditions dans le nouveau Monde, placent la Royauté à une hauteur qu'elle n'avait jamais atteinte vis-à-vis des éléments politiques qui la contenaient ; ces faits achèvent de lui donner un cachet militaire accentué, et, par contre-coup, grandissent ses pouvoirs et son indépendance d'allures. Enfin, dès la fin du *xv^e* siècle, les *légestes* Espagnols sont là pour coordonner et asseoir les progrès de la puissance monarchique.

f. *La Renaissance, Machiavel, et le Protestantisme.*

424. Au point de vue de l'esprit gouvernemental, la *Renaissance* produit dans l'âme des classes lettrées, et dans l'âme des membres des classes supérieures et des princes, généralement élevés par des *humanistes* (1), une secousse caractéristique. Sans contester la part que la *Renaissance* a prise, à beaucoup d'égards, au progrès de l'esprit humain, on ne saurait nier qu'elle ait eu des résultats dangereux et mauvais. Par elle un souffle païen passa sur le monde, et se fit sentir jusque sur les degrés du trône pontifical. Elle détacha absolument, pour un temps, de la religion non seulement les *lettres* et les *arts*, mais encore la *politique*. L'idée de l'*imperium* romain, de la souveraine puissance exercée par le monarque et devant laquelle tout devait s'incliner, cette idée déjà caressée par les *légestes*, au nom de textes morts, se développa avec une énergie redoublée et comme

(1) Voir plus haut, N° 401.

un *sentiment*. On vit surgir la théorie d'une *politique* froidement calculatrice des voies à suivre et du but à atteindre, en ce qui touche le règlement du gouvernement et la domination des hommes. Machiavel apparut, et il donna à cette politique, déjà pratiquée en Italie, son expression la plus complète. L'État à ses yeux est la plus magnifique création de l'esprit de l'homme, la plus élevée des existences contingentes. La religion et la vertu elles-mêmes doivent lui être sacrifiées. L'État n'est ni un être moral, ni un être juridique : c'est un être *politique*. La seule règle de ses actions c'est la *conformité avec le but*. L'homme d'État n'a pas à se demander si ce qu'il se propose de faire viole la loi morale ou un droit quelconque. S'il prévoit pouvoir réussir il agit, s'il croit le moyen conçu nuisible à la fin qu'il poursuit il s'abstient. Les œuvres du publiciste Florentin ne tardent pas à être lues, étudiées, commentées dans toutes les cours, et bien plus que l'Évangile elles servent à diriger le mode d'action des gouvernements du xvi^e siècle.

425. Enfin, le développement du *Protestantisme* eut aussi une action décisive sur l'agrandissement du pouvoir monarchique. Cela s'explique, d'une part, parcequ'il contribua largement à transformer au profit de ce pouvoir les rapports de l'Église et de l'État, comme nous le verrons plus loin ; d'autre part, parceque semant partout des germes de rebellion et d'anarchie, il provoqua le pouvoir déjà fort à resserrer tous les liens et à ontamer la liberté pour arrêter la licence.

C. *L'Église et l'État en Europe au xv^e siècle et au xvi^e (1).*

426. Pendant le xv^e siècle et le xvi^e, les rapports politico-religieux présentent déjà un aspect tout différent qu'au moyen-âge. La transformation de ces rapports a des liens philosophiques avec les vieilles luttes du Sacerdoce et de l'Empire en Allemagne et en Italie (2). Mais elle dérive directement d'un mouvement qui s'est


(1) Sur l'ensemble, Balmès, ouv. cité, et surtout G. Phillips, *Du droit ecclésiastique dans ses principes généraux*, traduit par Crouzet, t. III ; Ch. Périn, *Les lois de la société chrétienne*, Livre IV, Chap. II et III.

(2) Voir t. I, Nos 490 et suivants.

Désormais on voit poindre en France d'abord, dans d'autres contrées de l'Europe ensuite, par contre coup, l'idée de l'État *séparatiste*, de l'État prenant position *hors* de l'Eglise et tendant à repousser celle-ci de l'ordre politique. Le *Césarisme* moderne apparaît, refusant de se considérer comme lié par la loi dont l'Eglise est la dépositaire, contestant au Saint-Siège sa suprématie spirituelle elle-même, tout disposé à dominer l'Eglise et sa hiérarchie dans ses divers rapports avec l'ordre temporel. Dès le xiv^e siècle, ces idées avaient gagné assez de terrain en Europe pourqu'on les retrouve au fond des controverses soulevées en Allemagne lors de la lutte entre le Pape et Louis de Bavière à propos de la dignité impériale. Les partisans de Louis, dans la polémique qu'ils soutinrent, allèrent jusqu'à chercher le moyen de fonder la paix de la société chrétienne sur la subordination absolue de la Puissance spirituelle à la Puissance temporelle.

b. *Le grand schisme et le principe du nationalisme.*

431. En 1378, quand se produisit le *grand schisme*, le courant qui emportait déjà la Puissance temporelle se précipita. Entre le Pape et l'anti-Pape, qui se disputaient la thiare, la Chrétienté se divisa. Les aspirations individuelles des fidèles et mêmes celles des évêques furent pour bien peu de chose dans le classement des partis opposés. Les limites territoriales de l'*obédience* du Pape de Rome et de l'*obédience* du Pape d'Avignon furent principalement tracées par les Rois. Ceux-ci, soit par force, soit par adresse, s'efforcèrent tous de rompre les relations de leurs sujets, clercs et laïques, soit avec le Pape soit avec l'anti-Pape qu'ils ne reconnaissaient pas ; et, par là même, ils saisirent dans l'ordre des rapports ecclésiastiques, et spécialement en ce qui touche la publication des Bulles et des documents religieux, une action que le Pontife soutenu par eux n'avait garde de déclarer abusive. C'est là l'origine dernière et réelle du *Placet* gouvernemental, lequel ne tarda pas à s'étendre et en vertu duquel la Puissance temporelle, dans le cours des derniers siècles, prétendit subordonner à son examen et à son consentement préalables la publication locale de grand nombre de docu-



ments émanés du Saint-Siège. En même temps, les peuples s'habituèrent à voir la Puissance temporelle se trouver en conflit avec la Puissance spirituelle ; et les anathèmes réciproques dont se frappaient le Pape et l'anti-Pape, les polémiques ardentes entre les partisans des deux compétiteurs, ébranlèrent lentement mais sûrement dans les masses, bien plus que le soufflet d'Anagni, le prestige même de la Papauté.

432. Sans doute, en 1417, l'élection de Martin V au Souverain Pontificat et son retour à Rome ramenèrent l'unité dans l'Église, mais ce n'était déjà plus l'unité d'autrefois. Un principe — destructif de l'idée même de l'Église universelle, s'il était poussé dans ses dernières conséquences, — avait fait les efforts les plus violents pour se dégager et pour se faire admettre en droit positif dans l'ordre spirituel : le principe du *nationalisme*. Ses premières manifestations datent de l'*exil d'Avignon*, alors que l'Église étant dominée par l'influence française, les nations européennes avaient été instinctivement amenées à se replier sur elles-mêmes. Il s'était développé pendant le *grand schisme* par suite de la division même de la Chrétienté en deux obédiences, obédiences qui se partageaient non des fidèles mais des États organisés. Martin V lui-même n'avait pu s'empêcher de lui donner une sorte de consécration, quand, au concile de *Constance*, il avait admis que les prélats votassent par *nations* : les nations française, italienne, anglaise, allemande, à laquelle s'ajouta plus tard la nation espagnole. Une fois admis, même dans des limites restreintes, dans l'ordre ecclésiastique, le *nationalisme* eut des effets directs. Sous son action, la question des prérogatives pontificales, et par contre coup celle des rapports de la hiérarchie ecclésiastique avec la Puissance temporelle, ne furent plus tranchées dans un sens uniforme pour l'Église universelle ; elles reçurent des solutions locales. L'ère des *concordats* s'ouvrit ; et ces concordats, tous analogues mais rarement semblables, consacrèrent en droit positif, dans une mesure variable suivant les différents États, des restrictions aux droits traditionnels de l'Église et un droit d'intervention plus ou moins large de la Puissance temporelle dans la constitution de la hiérar-

Désormais on voit poindre en France d'abord, dans d'autres contrées de l'Europe ensuite, par contre coup, l'idée de l'État *séparatiste*, de l'État prenant position *hors* de l'Eglise et tendant à repousser celle-ci de l'ordre politique. Le *Césarisme* moderne apparaît, refusant de se considérer comme lié par la loi dont l'Eglise est la dépositaire, contestant au Saint-Siège sa suprématie spirituelle elle-même, tout disposé à dominer l'Eglise et sa hiérarchie dans ses divers rapports avec l'ordre temporel. Dès le *xiv^e* siècle, ces idées avaient gagné assez de terrain en Europe pourqu'on les retrouve au fond des controverses soulevées en Allemagne lors de la lutte entre le Pape et Louis de Bavière à propos de la dignité impériale. Les partisans de Louis, dans la polémique qu'ils soutinrent, allèrent jusqu'à chercher le moyen de fonder la paix de la société chrétienne sur la subordination absolue de la Puissance spirituelle à la Puissance temporelle.

b. *Le grand schisme et le principe du nationalisme.*

431. En 1378, quand se produisit le *grand schisme*, le courant qui emportait déjà la Puissance temporelle se précipita. Entre le Pape et l'anti-Pape, qui se disputaient la thiane, la Chrétienté se divisa. Les aspirations individuelles des fidèles et mêmes celles des évêques furent pour bien peu de chose dans le classement des partis opposés. Les limites territoriales de l'*obédience* du Pape de Rome et de l'*obédience* du Pape d'Avignon furent principalement tracées par les Rois. Ceux-ci, soit par force, soit par adresse, s'efforcèrent tous de rompre les relations de leurs sujets, clercs et laïques, soit avec le Pape soit avec l'anti-Pape qu'ils ne reconnaissaient pas ; et, par là même, ils saisirent dans l'ordre des rapports ecclésiastiques, et spécialement en ce qui touche la publication des Bulles et des documents religieux, une action que le Pontife soutenu par eux n'avait garde de déclarer abusive. C'est là l'origine dernière et réelle du *Placet* gouvernemental, lequel ne tarda pas à s'étendre et en vertu duquel la Puissance temporelle, dans le cours des derniers siècles, prétendit subordonner à son examen et à son consentement préalables la publication locale de grand nombre de docu-

ments émanés du Saint-Siège. En même temps, les peuples s'habituèrent à voir la Puissance temporelle se trouver en conflit avec la Puissance spirituelle ; et les anathèmes réciproques dont se frappaient le Pape et l'anti-Pape, les polémiques ardentes entre les partisans des deux compétiteurs, ébranlèrent lentement mais sûrement dans les masses, bien plus que le soufflet d'Anagni, le prestige même de la Papauté.

432. Sans doute, en 1417, l'élection de Martin V au Souverain Pontificat et son retour à Rome ramenèrent l'unité dans l'Église, mais ce n'était déjà plus l'unité d'autrefois. Un principe — destructif de l'idée même de l'Église universelle, s'il était poussé dans ses dernières conséquences, — avait fait les efforts les plus violents pour se dégager et pour se faire admettre en droit positif dans l'ordre spirituel : le principe du *nationalisme*. Ses premières manifestations datent de l'*exil d'Avignon*, alors que l'Église étant dominée par l'influence française, les nations européennes avaient été instinctivement amenées à se replier sur elles-mêmes. Il s'était développé pendant le *grand schisme* par suite de la division même de la Chrétienté en deux obédiences, obédiences qui se partageaient non des fidèles mais des États organisés. Martin V lui-même n'avait pu s'empêcher de lui donner une sorte de consécration, quand, au concile de *Constance*, il avait admis que les prélats votassent par *nations* : les nations française, italienne, anglaise, allemande, à laquelle s'ajouta plus tard la nation espagnole. Une fois admis, même dans des limites restreintes, dans l'ordre ecclésiastique, le *nationalisme* eut des effets directs. Sous son action, la question des prérogatives pontificales, et par contre coup celle des rapports de la hiérarchie ecclésiastique avec la Puissance temporelle, ne furent plus tranchées dans un sens uniforme pour l'Église universelle ; elles reçurent des solutions locales. L'ère des *concordats* s'ouvrit ; et ces concordats, tous analogues mais rarement semblables, consacrèrent en droit positif, dans une mesure variable suivant les différents États, des restrictions aux droits traditionnels de l'Église et un droit d'intervention plus ou moins large de la Puissance temporelle dans la constitution de la hiérar-

chie ecclésiastique comme dans la collation des prélatures et des dignités.

433. Une conséquence grave, quoiqu'indirecte, de l'introduction du *nationalisme* dans le droit positif, et des conditions générales dans lesquelles le principe s'était développé, se rattache plus spécialement au concile de Bâle.

Ce concile, en scission avec le pape Martin V et, par conséquent, schismatique, persista à délibérer, surtout à l'instigation de la même France qui, à l'époque de Louis XII, allait convoquer un autre concile schismatique, celui de Pise, contre Jules II. Les prélats réunis à Bâle reprirent la doctrine déjà énoncée dans une des sessions du concile de Constance, celle de la supériorité du concile, même acéphale, sur le Pape ; et ils n'hésitèrent pas à porter un certain nombre de décrets sur la réformation de l'Église. Ces décrets émanaient d'un pouvoir incompetent. Néanmoins ils furent, pour la plupart, reçus en France et en Allemagne par l'autorité séculière. En France, leur acceptation officielle date de la *Pragmatic sanction* promulguée en 1438 dans les États généraux de Bourges. Cette *Pragmatic* était dirigée principalement contre les *bénéfices* conférés en France par la cour de Rome, contre les nombreux *procès* que les ecclésiastiques déféraient à cette cour, contre les *taxes* levées par elle sur les fidèles. Elle doit être considérée comme la source principale de ce qu'on nomma l'*appellatio tanquam ab abusu*, l'*appel comme d'abus*, c'est-à-dire du recours pris à la justice séculière contre certains actes, faits par la hiérarchie ecclésiastique, et contre les sentences rendues dans ces divers ordres de rapports par les juges d'Église. Les Parlements saisirent aussitôt cette arme, sœur du *Placet* (1), qui les mettait souvent à même de subordonner l'action de l'Église à celle de la magistrature royale. Ils dépassèrent même, à la fois, et les termes de la Pragmatic et les vues de la Royauté. Mais, malgré les efforts intermittents de celle-ci pour les contenir, malgré l'abolition de la Pragmatic, malgré la conclusion de concordats ultérieurs avec le Saint-Siège, les Parlements persistèrent dans leurs errements

(1) Voir plus haut, N° 431.

et les accentuèrent encore dans les derniers siècles de l'ancien régime. On ne pourrait, sans doute, sans exagération, attribuer à l'exemple de la France seul l'extension graduelle de la pratique de *l'appel comme d'abus* dans l'Europe monarchique entière ; néanmoins il est certain que l'exemple d'une nation centrale, influente, imitée, eut une influence considérable pour y pousser.

c. *Le Protestantisme.*

434. Enfin, au commencement du xvi^e siècle, éclata la crise du Protestantisme, résultat direct des luttes et des misères des deux siècles précédents. Sans doute, à toutes les époques, ce que les théologiens appellent *l'orgueil* et la *concupiscence* peuvent engendrer des hérésies. Mais les hérésiarques du temps étaient favorisés par les circonstances : ils devaient infailliblement d'allumer un vaste incendie. Ils surgissaient à une heure où toute parole éclatante allait nécessairement retentir dans l'Europe entière. Partout se rencontraient des esprits tout préparés à accueillir avec transport les attaques contre le principe d'autorité. Dans maintes grandes contrées l'hostilité était latente entre le pouvoir séculier et le pouvoir ecclésiastique. Les forces défensives du catholicisme, elles-mêmes, étaient ébranlées, d'une part par les atteintes réitérées dont avait souffert le prestige du Saint-Siège (1), d'autre part par les abus nombreux qui s'étaient enracinés dans la hiérarchie ecclésiastique, abus qui frappaient les yeux et que l'Église n'avait pu encore extirper. Le développement du Protestantisme, dont nous n'avons pas ici à dire les vicissitudes, eut à son tour des conséquences graves dans l'ordre des rapports de l'Église et de l'État. Ce fut lui qui donna la dernière impulsion au principe du *nationalisme* religieux, dans des conditions, il est vrai, variables selon les contrées.

435. Au cours du xvi^e siècle, les États européens se divisèrent en deux grandes catégories : les États sortis du giron de l'Église, pour avoir adopté l'une ou l'autre des formes du protestantisme ; les États restés catholiques.

(1) Voir plus haut, N^{os} 401, 402, 430, 431, 432.

Dans les États qui avaient rompu avec l'Église, la rupture complète avait été généralement l'œuvre de la force gouvernementale s'exercant contre la hiérarchie catholique et contre ses fidèles (1). Mais, en même temps, au milieu du bouillonnement des doctrines contradictoires qui se disputaient les âmes dans le monde hérétique, le pouvoir séculier s'était affirmé très tôt comme le seul principe d'unité qui restât debout. Peu à peu il absorba la Puissance spirituelle, et dans le fait, si le monde protestant ne reconnut plus le Pape de Rome, il s'émietta pour ainsi dire entre autant de papes laïques qu'il y avait de princes indépendants.

L'autorité de ces papes laïques ne s'étendait pas plus loin que les limites de leur territoire princier : mais, dans ces limites, elle dominait absolument la hiérarchie, le culte, et jusqu'aux croyances officielles des sujets.

436. Les États demeurés catholiques subirent, à leur tour, le contre-coup de ce qui se passait à leurs frontières. A raison même de leur fidélité dans l'orthodoxie, quand une partie de la hiérarchie ecclésiastique était faible ou chancelante, les princes catholiques reçurent fréquemment du Saint-Siège des privilèges formels dans l'ordre des relations spirituelles. D'autres fois, par égard pour les services qu'ils rendaient, ou en considération de l'esprit qui dictait leur manière d'agir, l'Église toléra chez ces princes des empiètements notoires (2), empiètements qui par degrés créèrent en faveur de la Puissance temporelle une sorte de possession difficile à ébranler. Enfin, dans bien des cas, les princes catholiques, tout en défendant l'Église, ne le firent plus dans les sentiments d'autrefois, par devoir désintéressé, parce qu'elle est la dépositaire de la *vérité* ; ils la défendirent parce qu'il leur *plaisait* de le faire, par tradition, par politique, et dès lors en marchant leur appui et en le faisant payer par des sacrifices.

(1) Par exemple en Angleterre, en Suisse, en Danemarck dans les petits États allemands.

(2) Voir déjà t. I, N° 113, à propos de l'époque carolingienne.

D. *Les caractères généraux de l'époque de formation.*

437. Laissant désormais de côté les faits européens, et concentrant notre attention sur l'histoire nationale, arrêtons nous un instant, avant de pénétrer dans les détails, à envisager l'aspect politique de l'époque de formation.

438. La création d'un grand État des Pays-Bas, absorbant dans une unité supérieure de nombreuses principautés naguère autonomes, comprend deux termes déjà indiqués : une importante concentration territoriale autour d'une dynastie unique : une transformation du pouvoir princier. Cette création avait été vaguement entrevue comme désirable à l'époque d'Artevelde, sous la forme, il est vrai, d'une confédération dominée par les communes. Alors elle était irréalisable, parce qu'elle n'eut pu s'accomplir qu'en déracinant d'anciens pouvoirs encore vivaces (1). Elle fut l'œuvre de deux dynasties qui, en se succédant, se continuèrent : la maison des Bourgogne-Valois déjà assise en Flandre dès le xiv^e siècle et maîtresse de l'État brabançon dès le commencement du xv^e ; la maison des Habsbourg d'Autriche, héritière de la première, laquelle, malgré ses grandeurs en Allemagne et jusque sur le trône de toutes les Espagnes, aima longtemps à se dire la représentante de la *casa de Borgoña* (2).

439. L'œuvre d'unification territoriale et monarchique, entreprise par les Bourgogne-Valois et achevée, au bout de cent cinquante ans, par les Habsbourg, ne s'opéra ni sans contradictions ni sans retours ; et les résultats internationaux, auxquels elle aboutit, ne furent pas ceux qu'il avait été permis d'entrevoir quand elle avait commencé à se dessiner.

440. Les quatre ducs de Bourgogne, Philippe le hardi, Jean sans peur, Philippe le bon, Charles le téméraire, qui se succédèrent, marchèrent de succès en succès pendant les trois premiers quarts du xv^e siècle.

(1) Voir plus haut, N^o 21.

(2) Cette expression se retrouve souvent dans les correspondances de Granvelle et de Philippe II.

Mais sous Marie de Bourgogne et sous Maximilien d'Autriche, son époux, qui lui survécut, un violent mouvement de recul se produisit. La réaction contre la politique bourguignonne triompha pendant près de vingt ans, et cette politique ne put être reprise que par le fils et par le petit fils de Maximilien et de Marie, Philippe le beau et Charles Quint. Charles Quint mit la dernière main à la création du grand État monarchique des Pays-Bas.

441. Lorsque les ducs de Bourgogne (1), maîtres à l'Est du duché de Bourgogne et de la Franche-comté, avaient réuni au Nord sous leur sceptre plusieurs des principautés riveraines de la Meuse et de l'Escaut, ils avaient créé au centre de l'Europe un nouvel élément politique entre la France en proie aux factions, l'Angleterre déchirée par des compétitions dynastiques, l'Empire impuissant par la rivalité de l'Empereur et des princes territoriaux. Leur État, il est vrai, manquait de contiguïté territoriale ; mais il était aussi fort qu'aucun de ses voisins, riche au milieu de royaumes appauvris, et nul prétendant sérieux ne s'y dressait contre eux pour leur disputer la couronne. On pouvait entrevoir alors que l'État bourguignon nouveau, régi par des mains prudentes et énergiques, chercherait à prendre et à garder une place distincte et absolument autonome dans une Europe dont l'assiette internationale était précaire. Il n'en fut rien. L'État nouveau ne manquait ni de vitalité ni de ressources, mais ses chefs montrèrent un caractère ou médiocre, ou violent, ou indécis. Les deux premiers ducs de Bourgogne ne furent en réalité, avec leurs cadets établis en Brabant, que de grands seigneurs français. L'œil fixé sur leur ancienne patrie, ils ne s'élevèrent pas à des conceptions politiques internationales. Ils voulurent être puissants et riches, acquérir des territoires, assurer leur pouvoir, non pour jouer un rôle en Europe mais pour être maîtres en France. Philippe le bon, lui même, ne se dépouilla jamais tout à fait de son caractère de prince français. Il oscilla entre l'alliance française et l'alliance anglaise, n'ayant su ni se fortifier en choisissant l'une d'elles, ni se grandir en prenant entre les deux adversaires un rôle d'indépendance et d'autorité.

(1) Voir sur tous ces points les remarquables études de M. van Praet.

Charles le téméraire, enfin, pécha par l'exagération, la fougue, la violence ; il compromit l'œuvre de ses prédécesseurs ; il gata même la situation de ses successeurs, car ceux-ci, ayant perdu le duché de Bourgogne, furent privés d'un élément presque nécessaire pour constituer entre la France et l'Allemagne un État intermédiaire capable de jouer un rôle. En dernière analyse, comme on l'a dit (1) : des deux choses presque toujours nécessaires ici bas à l'accomplissement d'une grande tâche, la chance et le génie, la maison de Bourgogne n'eut que la première ; la seconde ne lui fut pas accordée.

442. A partir de l'avènement de la maison de Habsbourg dans les Pays-Bas, sous Philippe le beau, les circonstances internationales se modifièrent du tout au tout. Les Habsbourg-Bourgogne furent appelés au trône de toutes les Espagnes ; et, au milieu des complications de la politique européenne, les Pays-Bas, bien que constituant un État distinct, suivirent le mouvement international de la monarchie Espagnole dont ils faisaient partie intégrante (2).

443. L'ensemble des considérations qui précèdent nous imposent le plan à suivre pour l'exposé de la période de formation. Dans un premier chapitre nous étudierons l'*ère bourguignonne*, dans un second la *réaction* qui remplit le règne de Marie de Bourgogne et la minorité de Philippe le beau, dans un troisième l'*achèvement* de l'œuvre monarchique par Philippe le beau et Charles-Quint. Le quatrième chapitre sera consacré à l'examen de la *société monarchique* nouvelle ; le cinquième à la législation, aux finances, au droit et à la guerre ; le sixième aux relations de l'Église et de l'État. Dans le chapitre septième, enfin, nous dirons un mot du mouvement politique liégeois pendant le xv^e siècle et le xvi^e.

(1) Van Praet.

(2) Sur l'unification territoriale, voir aussi Emile de Borchgrave dans les *Annales de l'Académie d'archéologie d'Anvers*, Bulletins, 2^e série, f. II, 1874.

CHAPITRE I.

L'ÈRE BOURGUIGNONNE (1).

444. En étudiant l'ère bourguignonne, nous commencerons par nous occuper de la concentration territoriale des principautés des Pays-Bas et des questions qui s'y rattachent; nous rechercherons ensuite comment les Bourgogne-Valois s'y sont pris pour accroître leur pouvoir princier; nous esquisserons, en troisième lieu, les transformations qu'ils ont fait subir aux institutions existantes; nous dirons enfin quelques mots des institutions centrales au moyen desquelles ils gouvernèrent l'ensemble de leur État.

§ I. LA CONCENTRATION TERRITORIALE.

I. *Les préliminaires.*

445. Lorsque le roi Charles avait uni son frère, Philippe le hardi, qu'il venait de faire duc de Bourgogne, à Marguerite de Mâle, il l'avait marié à la plus riche héritière de l'Occident. A l'occasion même des négociations relatives à ce mariage, et pour se concilier l'esprit des communes flamandes, le roi avait rendu à Louis de Mâle la Flandre gallicante (2). Philippe le hardi, du chef de sa femme, finit par commander non-seulement à l'État des comtes de

(1) Voir outre les sources générales citées, entre autres P. Fredericq, les chroniques de *Duclercq*, d'*Olivier de la Marche*, de *Chastelain*, les *Mémoires de Philippe de Commines*, etc.

(2) Voir plus haut, Nos 50, 51, 292.

Flandre, tel qu'il existait sous Gui de Dampierre, et à la seigneurie de Malines, mais à la Franche-comté de Bourgogne, à la seigneurie de Salins, au comté d'Artois, etc., héritages de Marguerite de Valois veuve de Louis de Crécy (1).

446. Dès que la nouvelle maison de Bourgogne s'était trouvée assise en Flandre, elle avait jeté les bases de la politique territoriale à laquelle elle resta fidèle jusqu'à sa disparition. Elle avait compris d'emblée que si en France des acquisitions nouvelles étaient difficiles et précaires, parce qu'il faudrait les disputer soit à la Royauté, soit aux Anglais, peu profitables parce qu'elles porteraient sur des pays ruinés et exposés à toutes les horreurs de la guerre, les contrées lotharingiennes se présentaient comme une proie naturelle offerte à leur ambition. Dans les régions comprises entre le Rhin et la mer, aucune dynastie n'était de taille à leur faire concurrence. Plusieurs de ces dynasties, prêtes à s'éteindre, étaient déjà apparentées avec elle, et glissaient pour ainsi dire au devant de l'absorption. Le pays riche, jouissant d'une paix relative au milieu des désordres qui désolaient les pays voisins, allait mériter le nom de « terre promise de l'Occident. » L'Empire qui, comme suzerain, aurait pu soulever des revendications, n'était capable que de récriminations et de manifestations stériles (2).

447. Philippe le hardi avait donc eu soin de se tenir en rapports affectueux avec la tante de sa femme, la duchesse Jeanne de Brabant, dernière de sa race; dès 1390 il avait su qu'il pouvait compter sur l'héritage de Jeanne; et, dès le commencement du x^v^e siècle, un rameau de sa maison, dont Antoine de Bourgogne, son second fils, était le chef, s'était trouvé en possession du Brabant, d'Anvers, du Limbourg et des États d'outre-Meuse (3).

Le même Philippe le hardi avait marié sa fille au futur comte de Hainaut, et son fils, Jean sans peur, à la sœur de ce dernier. On peut croire qu'il entrevoyait dans ce double mariage le germe

(1) Voir plus haut, N° 58.

(2) Voir, par exemple, Galesloot, dans les *Bull. de la commission royale d'histoire*, 4^e série, t. V, pp. 437 et suivantes, sur les revendications de l'empereur Sigismond.

(3) Voir plus haut, N° 298.

d'un agrandissement ultérieur pour sa race : en tout cas les événements couronnèrent ses prévisions. Guillaume de Bavière, comte de Hainaut, voulut que son unique héritière, Jacqueline, épousât le fils d'Antoine de Bourgogne, Jean IV de Brabant, son cousin germain. Si ce mariage fut malheureux, il correspondait néanmoins à une nouvelle idée de concentration territoriale au profit de la maison de Bourgogne. Jean IV et Jacqueline avaient uni, en effet, pour un temps sous un même sceptre, et l'héritage de Brabant et l'héritage de Bavière dans lequel se trouvaient, outre le Hainaut, la Hollande, la Zélande et une partie de la Frise.

II. *Philippe le bon.*

448. En 1416, quand Philippe le Bon succéda à Jean sans peur, il existait donc dans les Pays-Bas deux États bourguignons, l'État flamand et l'État brabançon, et les principautés les plus florissantes, encore autonomes, étaient du moins entre les mains de maisons alliées aux Bourgogne-Valois. Les circonstances furent propices au troisième duc de Bourgogne. Le jeu des droits héréditaires, l'argent, la persuasion, la ruse et la violence même qu'il n'hésita jamais à employer pour atteindre ses fins, firent de lui le véritable fondateur du grand État des Pays-Bas.

449. En 1421, profitant de la situation obérée de son parent, Jean III, comte de Namur, Philippe le bon lui acheta son comté à charge d'en respecter les droits, privilèges et coutumes, et de ne jamais établir dans le Namurois des officiers notables qui ne fussent ou Namurois ou Flamands de naissance, et qui n'eussent dans l'un des deux pays « grant partie de leurs terres et heritaiges. (1) » Cet achat ne sortit ses effets qu'en 1429.

450. A l'époque même à laquelle il devenait comte de Namur, le jeune duc était déjà intervenu dans les querelles des Hoecks et des Cabillauds, dans le comté de Hollande (2), luttés qui mettaient aux

(1) Voir Gilliodts-van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. IV, p. 371 ; Grandgagnage, *Coutumes de Namur*, t. I, p. 287.

(2) Voir t. I, N° 1109, plus haut N° 281 et Frans de Potter, *Geschiedenis van Jacoba van Beieren*.

prises Jacqueline de Bavière, sa nièce, et l'oncle de celle-ci l'ancien élu de Liège, le trop célèbre Jean de Bavière. Dès 1420 il était parvenu à se faire accepter par Jacqueline comme héritier présomptif, *verbeider*, et comme Ruwaert de ses États; et en 1433, lors du mariage de la comtesse avec Francon de Borsele, il la contraignit à lui céder immédiatement le Hainaut, la Hollande, la Zélande et la West-Frise.

451. L'année 1430 vit la branche puinée de la maison de Bourgogne s'éteindre dans la personne de Philippe de Saint-Pol. Une foule de prétendants, — parmi lesquels se rencontraient outre Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, les fils du comte de Nevers, de la maison de Bourgogne, les princes de Hesse, descendants de Henri III de Brabant, — se mirent sur les rangs pour recueillir son opulent héritage. Les États de Brabant, qui examinèrent leurs titres respectifs, se décidèrent après une délibération de plusieurs semaines, sans prétendre à aucun droit d'élection, à reconnaître Philippe le bon comme le *droit héritier* du duché de Brabant, du marquisat d'Anvers, du duché de Limbourg et des pays d'outre-Meuse.

452. Un peu plus tard, Philippe intervint dans les complications dont le Luxembourg était le théâtre, et qui mettaient en présence des ducs *propriétaires* et des *engagistes*, la maison de Saxe et Elisabeth de Gorlitz, veuve du duc de Brabant, Antoine de Bourgogne. Il fit payer son intervention par des concessions de droits. Puis par des actes successifs, dont les principaux sont de 1441, 1451, 1462, il devint possesseur du duché de Luxembourg, du comté de Chiny et de leurs annexes (1).

453. Si les principautés ecclésiastiques de Cambrai, d'Utrecht et de Liège échappèrent à l'absorption, ce fut grâce à leur caractère même. Encore Philippe réussit-il à les rattacher à sa politique en plaçant sur les sièges épiscopaux, tantôt au moyen d'intrigues, tantôt à l'aide de démonstrations militaires, ou des princes de sa famille, ou des seigneurs naturellement dévoués à ses

(1) Voir spécialement les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 2^e série, t. XI, pp. 167 et suivantes.

intérêts : à Cambrai, son frère bâtard Jean (1440), à Utrecht, son propre bâtard, David (1457), à Liège, Louis de Bourbon, son neveu (1456).

454. Maître incontesté dans ses diverses principautés, surtout après la bataille de Gavre, Philippe le bon ne fut guère gêné par les liens féodaux qui liaient ses États à la France et à l'Empire. Sans nier la mouvance impériale de ses fiefs situés sur la rive droite de l'Escaut, le duc réussit toujours à éluder la prestation de l'hommage de leur chef. Le traité d'Arras de 1435, par lequel il se réconcilia avec Charles VII, suspendit *quant à sa personne* les devoirs de vasselage lesquels, à divers titres, l'obligeaient vis à vis de la couronne de France. Le même traité lui donna encore une solide frontière militaire, au sud de ses États des Pays-Bas, en lui transportant pour un temps la Picardie et les villes de la Somme. En réalité, Philippe fut le prince de sa race qui eut la vue la plus juste et la moins incomplète « de la mission politique » que les circonstances semblaient offrir aux Bourgogne-Valois. Connu dans le monde comme le grand duc d'Occident, marchant de fait au rang des monarques européens, redoutable aux Turcs sur la Méditerranée par ses galères, projetant de se mettre à la tête d'une grande croisade d'abord pour arrêter les Turcs, puis, pour leur reprendre Constantinople, il ne manquait à sa grandeur que la consécration d'un titre royal attaché à l'ensemble de ses possessions unifiées. Philippe poursuivit donc à diverses reprises auprès de l'Empereur la reconstitution à son profit de l'ancien royaume de Lotharingie (1). Le pape Pie II lui était favorable. Ses hésitations et sa hauteur seules empêchèrent ses projets de réussir. L'empereur Frédéric exigeait pour prix de sa concession une large indemnité pécuniaire et le maintien du vasselage pour les anciens fiefs du Saint-Empire. Philippe dédaigna d'acheter un titre royal qui, croyait-il, n'aurait rien changé à sa puissance réelle, et qui n'aurait pas répondu à l'indépendance de droit comme à l'indépendance de fait. Il refusa toute concession. Quoi qu'il en soit, c'est en toute vérité qu'il put

(1) Voir spécialement, Emile de Borchgrave, *Histoire des rapports de droit public*, etc., etc.

dire à un envoyé de Louis XI : « Je veux qu'on sache que j'aurais
« pû être roi si je l'avais voulu ! »

III. *Charles le téméraire.*

455. Charles le téméraire avait en fait gouverné l'État bourguignon dès 1465. A cette époque, il avait réussi à imposer au Roi de France le traité de Conflans, à la suite de la guerre du *bien public* ; et, par ce traité, il s'était assuré la continuation de possession de la Picardie (1), et la domination sur le comté de Boulogne, sur le comté de Guines, etc. Le nouveau duc succéda à Philippe le bon en 1467. Tout son règne fut dominé par sa rivalité avec Louis XI, rivalité qui apparaît dans l'histoire comme un duel d'homme à homme. Accentuant et exagérant les traditions de sa race, le nouveau duc poursuivit des projets de grandeur et de puissance, conçus dans des proportions démesurées et souvent extravagantes, et il les compromit tous pour ne savoir ni se fixer, ni se modérer, ni se contenir. Comme le dit Commines : « il taschoit à tant de choses, » qu'il n'avait point le temps à vivre pour les mettre à fin ; et » estoient choses presque impossibles. »

456. A son avènement au trône, les Liégeois, poussés par Louis XI, reprirent la guerre contre la maison de Bourgogne qui leur avait été déjà si fatale. Charles les vainquit à Brusthem. Il leur dicta la paix le 14 novembre 1467, et par cette paix il leur imposa des conditions si dures que, pendant dix ans, la principauté de Liège fut placée sous sa dépendance.

457. L'État des ducs de Bourgogne manquait, comme on le sait, de cohésion territoriale. Il se composait de deux tronçons séparés par des principautés indépendantes : le tronçon du midi, dont les deux Bourgogne, le duché et le comté, le premier, fief français, le second, fief impérial, formaient le noyau ; le tronçon du nord, composé des États des Pays-Bas. Cette situation pouvait éventuellement occasionner aux ducs de graves embarras et compromettre leur force. Dès 1469 Charles le téméraire travailla à souder l'une

(1) Voir plus haut, N° 454.

à l'autre les deux fractions de ses États. A cet effet il prit en engagement, dans des conditions telles que l'engagère promettait de se transformer en achat absolu, l'Alsace, le comté de Ferette, le Brisgau, le Sundgau et plusieurs villes de la Forêt Noire ; et en 1474 il s'empara même de vive force de la Lorraine à la faveur d'une trêve qu'il avait conclue avec la France.

458. Au nord, le duc intervint dans les dissensions scandaleuses qui séparaient le duc de Gueldre, Arnould d'Egmont, et son fils aîné. En 1472 il obtint d'Arnould, au détriment d'un enfant dénaturé, un testament qui lui transportait le duché de Gueldre et le comté de Zutphen. C'était un nouvel aggrandissement territorial assurant sa prédominance dans la région septentrionale des Pays-Bas.

459. En même temps, à l'exemple de son père, Charles reprit avec l'empereur Frédéric des négociations actives dans lesquelles éclatent à la fois la grandeur et le vague de ses projets, et dans lesquelles il se sert, comme d'un appât, de la promesse de marier son unique héritière au fils de l'Empereur (1). Ces négociations eurent trait, tantôt successivement, tantôt simultanément, à la reconstitution du royaume de Bourgogne, auquel serait annexées les principautés ecclésiastiques d'Utrecht, de Liège et de Cambrai, à l'élévation du duc de Bourgogne à la dignité de roi des Romains, successeur futur à l'Empire et associé à l'Empire du vivant même de Frédéric. Une fois sur le trône, Charles se serait arrangé de manière à assurer l'hérédité dans sa famille et son gendre était naturellement appelé à lui succéder. Le duc put croire en 1473 que ces négociations allaient aboutir. Tout était prêt à Trèves pour son couronnement, quand l'Empereur sortit en secret de la ville sans avoir rien conclu ni promis. Cette déconvenue ne découragea pas Charles. Il se raidit contre les difficultés. Il se persuada que seul et par lui-même il serait assez fort pour rétablir, sous une forme nouvelle, le royaume de Bourgogne, pour unir dans un tout orga-

(1) Voir, outre Emile de Borchgrave, ouv. cité, dom Planche, *Histoire de Bourgogne*, dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, Chmel, *Monumenta habsburgica*.

nisé les contrées gardiennes des bouches de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, avec ses engagères de Lorraine, les deux Bourgogne et même la Provence. Bien plus, il songea à faire disparaître les Valois, traitant avec son beau-frère Édouard d'Angleterre de la conquête de la France, se réservant, après la victoire, plusieurs provinces limitrophes à ses principautés et stipulant la rupture de tout lien de vasselage.

460. On sait comment ces vastes projets s'évanouirent. Le dur, brillant, orgueilleux et hélas ! extravagant successeur de Philippe le bon, se trouva entraîné dans une guerre contre les Suisses, guerre qu'il avait, quoiqu'on en ait dit longtemps, cherché à éviter, et qui lui avait été suscitée par son patient et tenace ennemi, Louis XI (1).

Incapable de supporter aucune résistance ni aucun contrôle, le dernier des Bourgogne-Valois n'avait pas même su se résoudre à se donner un gendre et à sauvegarder l'avenir en prenant le temps d'asseoir la dynastie qu'il aurait entée sur la sienne. Quant il mourut en 1477, devant Nancy, enseveli dans un véritable désastre, sa fille Marie, jeune princesse sans appui, fut aux prises avec les difficultés intérieures et extérieures les plus graves ; et le grand État territorial, laborieusement formé par les quatre ducs, fut ébranlé jusque dans ses fondements.

§ II. LES PROGRÈS DU POUVOIR PRINCIER.

461. Les Bourgogne-Valois, en arrivant aux Pays-Bas, furent dès le premier jour froissés par les habitudes de large liberté qui prévalaient dans leurs nouveaux domaines, et surtout de la nécessité dans laquelle s'y trouvait le pouvoir princier de devoir compter avec l'influence et les exigences des grandes villes (2). Ils avaient les instincts de race et les traditions des Valois, leurs aînés. Les *légistes* jouissaient de leur faveur (3) ; ils les écoutaient

(1) Voir P. Henrard, ouv. cité, et les sources citées par lui.

(2) Voir plus haut, Nos 292 et suivants, 298 et suivants.

(3) Voir plus haut, N° 421.

volontiers et aimaient à les prendre pour instruments. Ils étaient d'ailleurs jaloux de leur pouvoir personnel et s'offusquaient aisément de toutes les entraves mises à son exercice discrétionnaire. Dans cette situation d'esprit, les Bourgogne-Valois importèrent naturellement dans la société des Pays-Bas des tendances gouvernementales essentiellement monarchiques ; et, s'ils ne purent les faire prévaloir d'emblée, au moins parvinrent-ils à les implanter solidement, parcequ'ils se trouvaient dans une situation différente de celle dans laquelle s'étaient trouvés les princes du moyen-âge qui avaient manifesté des tendances analogues. Dans l'ensemble des Pays-Bas les *légistes*, leurs soutiens naturels, avaient déjà quelque prestige et quelque influence ; et, après l'érection de l'Université de Louvain, leur esprit se propagea par un foyer local (1). Enfin la nouvelle dynastie, à partir de Philippe le bon, se trouva poussée à accentuer l'usage de son pouvoir par une sorte de *nécessité politique*, en même temps qu'elle disposait d'une *force matérielle* qui toujours avait manqué à ses devanciers.

I. *Des faits généraux qui secondèrent les aspirations monarchiques des ducs de Bourgogne.*

462. Des trois faits, que nous venons de signaler comme ayant secondé les vues et les aspirations des ducs de Bourgogne, — l'existence et bientôt le développement d'un *courant intellectuel légiste*, une *nécessité politique* apparente, la possession d'une *force matérielle* nouvelle, — les deux derniers seuls doivent encore nous arrêter. Pour ce qui touche les conséquences naturelles du premier, il suffit de renvoyer à ce que nous en avons dit plus haut, en général (2).

463. La nécessité politique qui, abstraction faite de toute instinct personnel et de toute pression de l'esprit légiste, poussait le pouvoir princier à saisir vigoureusement la direction des affaires, devint visible surtout depuis la fin du x^v^e siècle. Les temps de la bataille de Courtrai étaient déjà loin (3). La France s'unifiait rapi-

(1) Voir plus haut, N^{os} 384 et suivants.

(2) Voir plus haut, N^{os} 418 et suivants.

(3) Voir plus haut, N^{os} 12, 13, 13.

dement entre les mains de ses Rois. Ceux-ci, depuis les États généraux d'Orléans de 1439, se mettaient graduellement en possession d'une *armée permanente*, de la *taille perpétuelle* et d'une *justice souveraine* à laquelle nul, si haut qu'il fût, ne savait plus se soustraire. Or, comme les relations de l'État bourguignon avec la France étaient toujours précaires, si les divers éléments de cet État avaient pu, comme naguère, s'isoler et se cantonner dans une politique individuelle et égoïste, ils auraient risqué d'être absorbés les uns après les autres par la France unifiée. La nécessité des choses voulait qu'un pouvoir central énergique les amenât et, au besoin, les contraignit à se soutenir mutuellement ; et ce pouvoir, pour être obéi en toutes circonstances, devait se donner des institutions en rapport avec la mission que les événements lui offraient.

464. Le fait matériel, qui devait nécessairement produire un renversement complet des situations respectives du prince et des groupes politiques formés par les sujets, dans un sens favorable à la réalisation des visées monarchiques, était la concentration même des diverses provinces entre les mains d'un seul prince. Désormais, quand le prince se trouvait en conflit ou en différend soit avec une province, soit avec un ordre, soit avec une ville, il pesait sur son adversaire de tout le poids des autres États dont il disposait. Il avait pour lui l'unité de pensée, l'action uniforme, suivie et persévérante. Il ne pouvait trouver en face de lui que des individualités toujours relativement faibles, ou des coalitions momentanées d'intérêts, précaires par leur nature même et toujours faciles à dissoudre.

II. *Des points d'appui que trouvèrent les ducs de Bourgogne.*

465. Pour réaliser leurs plans monarchiques auxquels la puissance des villes faisait surtout obstacle, les ducs, tout en vivant en général en paix avec le clergé et en lui faisant sentir sa munificence (1), cherchèrent leurs principaux points d'appui dans les lé-

(1). Nous parlerons plus loin *ex professo* des rapports de l'Église et de l'État pendant la période de formation monarchique.

gistes et dans la *noblesse*, et ils ne furent pas sans trouver de concours dans le *monde communal* lui même.

A. *Les légistes des Pays-Bas.*

466. Entre les princes des Pays-Bas, les Bourgogne-Valois furent les premiers qui prirent pour système d'appeler les *gradués*, docteurs et licenciés ès lois, dans leur entourage immédiat, à côté des seigneurs, de les introduire dans les grands corps de judicature, de les employer dans d'importantes ambassades, de faire d'eux une partie de l'âme du gouvernement (1).

Les jurisconsultes auxquels ils donnèrent un rôle dans l'État, les Rolyn, les Camdonck, les de Bont, les Groesbeeck, les Magnus, les l'Orfèvre, les Wielant, les van den Zype, etc., furent pris soit dans les écoles françaises, soit dans la nouvelle université de Dole, créée en 1424, soit dans les universités de Cologne et de Louvain (2). Ces hommes, sans dominer encore l'État, tant s'en faut, souples vis à vis d'un pouvoir qui après les avoir élevés restait toujours à même de les briser, furent dans maintes circonstances les inspireurs des ducs. Ils leur servirent d'instruments dévoués pour l'application des mesures gouvernementales destinées à ne produire des effets visibles qu'à long terme. Ils prirent dans les hautes régions une situation qui ne cessa plus de s'accroître et de se consolider. Mais, pour briser les résistances immédiates et violentes contre les volontés princières, et pour donner aux populations une impulsion dans le sens de la politique nouvelle, les ducs durent chercher leurs auxiliaires ailleurs que dans les rangs des jurisconsultes.

B. *Le baronage.*

467. Ces auxiliaires d'un autre ordre, capables d'entraîner les masses profondes des campagnes et, au besoin, de briser par la force les

(1) Voir plus haut, sur les faits généraux, les N^{os} 420, 421, 422, 461.

(2) Rougebief, *Histoire de la Franche-comté*, pp. 324 et suivantes ; Britz, ouv. cité, pp. 35, 47 et suivantes, 428 et suivantes ; les listes de membres des conseils ; les rôles de la cour de Bourgogne ; Gachard, *Rapport sur les archives de Lille*, passim.

résistances violentes, ce furent les barons, les moindres nobles et les feudataires innombrables de tout rang qui, par des gradations insensibles, rattachaient le paysan libre et propriétaire au baronage. Durant l'ère communale la noblesse, comme *ordre* privilégié, avait été profondément atteinte dans son influence, et le monde rural, dont elle tenait la tête, s'était trouvé annihilé par la prépondérance des grandes villes. Les nobles, avec un empressément naturel, se rangèrent donc autour de la bannière de princes qui se présentaient à eux comme des adversaires de cette prépondérance. Ce n'était pas assez, cependant, pour les ducs que de pouvoir compter les gentilhommes au nombre de leurs partisans et de leurs défenseurs : ils voulaient en faire des instruments souples et, avec des soins persévérants, ils tendirent à réaliser leurs vues. On a voulu représenter parfois les Bourgogne-Valois comme les restaurateurs de la féodalité. C'est une erreur profonde. Ils n'eurent garde de ressusciter les traditions politiques féodales, car celles-ci, grâce à la pondération des obligations et à la réciprocité des devoirs qu'elles consacraient (1), n'auraient pu qu'entraver leur action. Mais, en face de Louis XI, le *Roi bourgeois*, les ducs de Bourgogne apparaissent réellement comme les *Rois des nobles*, et des nobles somptueux et soumis. Autour d'eux renait une sorte de contrefaçon de l'ancienne chevalerie, avec plus de brillant et d'éclat, mais trop souvent dénuée de la plupart de ses antiques fondements moraux (2), chevalerie qui se repaît des romans de la Table ronde, des Amadis, du cycle de Charlemagne, qui court de joute en joute, de tournoi en tournoi, quand elle n'a pas l'occasion de combattre.

468. Pendant l'ère bourguignonne la cour des ducs constitue un véritable monde (3). C'est vers elle que tout converge. Le

(1) Voir t. I, N^{os} 1000-1004.

(2) Un des beaux types de chevaliers du temps, c'est le *bon chevalier messire Jacques de Lalaing*. — Sur la noblesse du xv^e siècle, voir au surplus *Sire Louis Pynnock*, les études de P. Frédéricq, etc.

(3) Sur la cour des ducs, voir, outre les sources générales, l'introduction aux *mémoires de du Clercq*, par le baron de Reiffenberg ; Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, passim ; le comte de Laborde, *Les ducs de Bourgogne* ; Max. Quantin. *Les ducs de Bourgogne, comtes de Flandre*, dans la REVUE CATHOLIQUE, t. LIII, 1882.

prince y attire en masse les grands seigneurs, les nobles, les gens habiles mais de qualité nobiliaire douteuse, les artistes, les lettrés, par l'appât des pensions, des cadeaux en argent ou en terres, des charges palatines, des offices publics, des plaisirs, par l'espoir de fixer les regards du maître et de sentir les effets de sa munificence. Les courtisans, quels qu'ils fussent, arrachés à l'isolement de la vie de château et aux tendances d'indépendance que développe cette vie, s'assouplissent tous au contact permanent de leurs émules et surtout à celui du maître. Les ducs étonnent les peuples, leurs égaux, leurs suzerains et la cour même par le luxe féérique qu'ils déploient. Ils tiennent à distance leur entourage le plus élevé et le plus intime par une minutieuse et pompeuse étiquette. A la cour de Philippe le bon, Madame de Namur avait « un livre » (*de cérémonies*) où tout était écrit. » A celle de Charles le téméraire, le maître lui-même accablait de reproches le plus haut personnage qui aurait osé manquer au cérémonial. Dans la société du temps l'antique notion du principat féodal, du *primus inter pares*, s'efface absolument. Le prince apparaît à tous les yeux comme un être de nature supérieure, plus près de Dieu que le reste des humains, et dont les droits sont plus sacrés que les droits du vulgaire. Le pouvoir princier devient par degrés la source première de la grandeur sociale, et sa faveur est déjà la condition indispensable de succès et d'avenir pour tout personnage ou pour toute famille qui veulent s'élever. Appartenir aux derniers degrés de la hiérarchie de cour, c'est, pour n'importe qui, avoir fait le premier pas vers la fondation d'une famille puissante (1).

469. Les ducs, d'ailleurs, s'ils veulent à leurs ordres une noblesse obéissante, soutiennent les seigneurs contre les usurpations auxquelles les villes se livraient sans obstacle, pendant la période précédente, sur leurs droits et leurs juridictions (2). Ils offrent aux

(1) Voir par exemple, sur la fortune rapide et éclatante des Coustain, d'origine serbe, A. Wauters dans les *Bull. de l'Académie*, 3^e série, t. III, pp. 685 et suivantes ; voir aussi Beauvois, *Claude Bouton, Sgr de Corberon*, etc.

(2) Voir, par exemple, les ordonnances brabançonnnes de 1441 et 1446, dans Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 248.

sommités de l'aristocratie un appât incomparable, pour entretenir son zèle et son dévouement, dans l'Ordre célèbre et privilégié de la Toison d'Or fondé à Bruges, par Philippe le bon, en 1430 (1). Ils s'attachent, enfin, à partager les goûts des classes militaires, leurs fatigues, leurs périls, et à leur donner l'exemple de la plus chevaleresque bravoure.

Si maintenant l'on se demande comment, en dehors de leurs nobles, de leurs feudataires et de leurs légistes, les ducs de Bourgogne trouvèrent des appuis dans le monde communal lui-même, cette question n'est pas difficile à résoudre.

C. *Les bourgeoisies.*

470. Sans doute, le système de prépondérance des villes avait jeté un vif éclat et amené de grands résultats. Dirigeant leurs affaires commerciales librement et avec un sens pratique remarquable, délivrées de toute tutelle bureaucratique dans l'occurrence, les villes avaient largement développé la richesse publique. A une époque où le baronage féodal affaibli n'était plus capable de contenir les tendances absolues et parfois despotiques qu'avaient manifestées quelques princes, les villes, par leur énergie et leur puissance, avaient tenu debout la grande vie politique et le principe que les droits du prince sont limités par les droits des sujets. Les villes avaient encore, par la surveillance et par l'influence morale qu'elles avaient exercées sur le plat pays, contenu dans le devoir les dépositaires ruraux de la puissance publique, princières ou seigneuriaux, et assuré aux campagnes une administration régulière et non tyrannique. Mais, en revanche, l'annulation de fait du pouvoir princier et l'omnipotence de fait des grandes communes avaient eu pour corollaires des maux non moins visibles : la perversion même de l'idée et du sentiment de la *liberté*, en ce sens que chez les villes la liberté ne semblait pas complète si elle ne leur donnait la *domination sans entraves* ; — le développement pour

(1) Sur cet ordre dont on parlera encore dans la suite, voir B^{on} de Reiffenberg, *Histoire de la Toison d'or*.

ainsi dire permanent des haines et des jalousies des grandes villes entre elles ; — la tyrannie des grandes villes sur les petites, tyrannie poussée jusqu'à l'exploitation matérielle ; — la complète annulation politique de l'élément rural ; — la fureur des factions dans le monde communal, surexcitée par l'idée de la domination absolue dans l'État au profit de la faction victorieuse, fureur se manifestant périodiquement par des émeutes, des massacres, des confiscations, des bannissements, lesquels tôt ou tard provoquaient en sens inverse des représailles identiques (1).

Dans cet état de choses, les ducs purent naturellement, sans trop de peine, opposer une grande ville à une autre, s'aider des petites pour contenir et dompter les grandes, trouver dans celles-ci même un parti nombreux recruté à la fois dans les aristocraties municipales, qui suivaient le mouvement de la noblesse, et parmi les gens paisibles, de toute condition, fatigués d'agitations et de luttes intestines, sanglantes et stériles.

471. C'est ainsi, en s'appuyant sur les feudataires, sur les légistes et sur un parti municipal, en employant tantôt la persuasion, tantôt l'argent, tantôt l'*ultima ratio* de la force, que les ducs de Bourgogne purent travailler avec persévérance à transformer dans un sens monarchique le système même des institutions.

§ III. LA TRANSFORMATION DES INSTITUTIONS.

472. L'action exercée par les ducs de Bourgogne sur les institutions existantes se manifesta dans quatre principaux ordres d'idées : l'ordre *domanial*, l'ordre *judiciaire*, l'ordre *militaire*, et l'ordre des *institutions communales*.

1. *Les institutions domaniales* (2).

473. Pendant l'ère bourguignonne, les institutions domaniales et financières furent l'objet constant des préoccupations

(1) Voir plus haut, Nos 113-132, 236-304.

(2) Voir plus haut, Nos 236-246.

des ducs. D'une part, ceux-ci s'attachèrent à développer leurs objets de recettes, à fortifier leurs ressorts d'action, à simplifier leur organisme dans des vues d'économie, à étendre dans la mesure du possible leurs attributions(1) ; d'autre part, ils en couronnèrent le système par l'érection des *chambres des comptes*. L'étude détaillée des règlements domaniaux nouveaux serait absolument sans intérêt : mais il faut nous arrêter un instant à l'institution nouvelle créée par les Bourgogne-Valois.

474. Philippe le hardi avait déjà sa *chambre des comptes* à Dijon, quand, en 1385, avec l'approbation du roi de France, il fixa à Lille une « chambre du conseil de Monseigneur le duc, ordonnée en » son pays de Flandre. » Cette chambre, — transformation de l'ancienne *chambre du conseil* et de l'*audience du comte*, — se composait de deux corps distincts : d'un *conseil de justice*, proprement dit, et d'une *chambre de finances* ou *des comptes*. En organisant cette dernière, le duc appela un conseiller de Dijon et un autre de Paris, pour qu'ils enseignassent aux anciens serviteurs flamands les traditions administratives savantes de France et de Bourgogne. A partir de 1405, sous Jean sans peur, le conseil de justice fut séparé de la *chambre des comptes*. Celle-ci resta fixée à Lille, et elle eut pour ressort la Flandre, la Flandre gallicante, l'Artois, la seigneurie de Malines.

475. En 1404, Antoine de Bourgogne n'étant encore que Ruwaert du duché, s'empressa d'ériger en Brabant une *chambre aux deniers* ou *des comptes*, analogue à celle que son père avait établie en Flandre. La Joyeuse-Entrée de Philippe de Saint-Pol consacra l'existence du nouveau corps, en disposant qu'il devrait avoir son siège dans la ville où se trouveraient la cour et le conseil ducal.

476. Philippe le bon étendit le ressort de la chambre de Lille aux comtés de Hainaut et de Namur, etc. En 1446, il créa à la Haye une troisième *chambre des comptes* pour la Hollande, la Zélande et la West-Frise ; seulement en 1463 il fonda celle-ci avec la chambre

(1) On trouve beaucoup de détails sur les modifications des institutions domaniales dans Gachard, *Inventaire des archives de la chambre des comptes*, tt. I, II, III, *passim*, et *Rapport sur les archives de Lille*.

brabançonne, dans le ressort de laquelle il plaça, outre les comtés maritimes, le Luxembourg et ses annexes.

477. Charles le téméraire, enfin, acheva l'œuvre de centralisation financière. Il abolit les deux chambres de Lille et de Bruxelles en les remplaçant par une *chambre des comptes unique* qu'il fixa à Malines. En même temps, il annexa au corps nouveau deux autres bureaux : la chambre du *trésor*, qui avait une action spéciale sur les revenus fournis par le domaine ; et celle des *généraux*, à laquelle ressortissait l'administration, devenue très importante des aides et des subsides (1).

II. *Les institutions judiciaires.*

478. La tradition commune rapporte aux ducs de Bourgogne l'érection des premiers *conseils de justice provinciaux*. Elle se trompe. Les ducs ne créèrent guère de consistoires de justice provinciaux nouveaux, mais ils réformèrent habilement les anciens *conseils* des comtes et des ducs, leurs prédécesseurs. Ils modifièrent parfois dans certaine mesure l'organisme de ces conseils, de manière à achever et à fixer leur caractère de *collège fermé et permanent* (2). Ils les imprègnèrent presque tous d'un autre esprit au moyen des *légistes* qu'ils y introduisirent à côté des officiers ordinaires et des seigneurs. Ils étendirent partout leurs attributions et leur compétence, notamment en soumettant à leur juridiction d'appel tous les tribunaux provinciaux, même les échevinages des grandes villes lesquels jusque là avaient jugé en dernier ressort. Ils placèrent, enfin, à côté des conseils des *procureurs généraux* ou fiscaux, chargés spécialement de la recherche, de la défense et de la revendication judiciaire de leurs droits et de leurs prétentions. Ces innovations occasionnèrent d'ailleurs de fréquents conflits entre les ducs et les communes : en Flandre spécialement, elles ne purent se consolider, surtout en matière de compétence, qu'après la bataille de Gavre (3).

(1) Sur les chambres des comptes, la source maîtresse c'est le travail de M. Gachard imprimé en tête du tome 1^{er} de l'*Inventaire* cité.

(2) Voir plus haut, Nos 322, 323.

(3) Sur la Flandre, voir spécialement le traité de P. Wielant.

479. On ne peut considérer comme des conseils nouveaux que les conseils d'Utrecht et de Gueldre : le premier, créé pour sa seigneurie épiscopale par l'évêque David de Bourgogne, bâtard de Philippe le bon, le second, par Charles le téméraire quand, en 1473, il entra en possession de la Gueldre et du Zutphen. Le *conseil de Flandre* sortit, comme on vient de le voir, de « la chambre du conseil » de Mgr le duc ordonnée en Flandre, » laquelle se rattachait elle-même à l'ancienne *chambre du conseil et à l'audience du comte*. Avant d'être fixé définitivement à Gand, le conseil de Flandre siégea à Lille, à Audenaerde, à Gand, à Termonde. Le *conseil de Namur* resta pendant le xv^e siècle à peu près ce qu'il était sous les anciens comtes, sauf en ce qui concerne l'introduction de quelques jurisconsultes parmi ses membres et l'étendue de sa compétence. L'ordonnance de 1428 qui fixa un conseil à la Haye, pour la Hollande et la Zélande, se borna à réformer le conseil des comtes de Hollande. En Brabant, Philippe le bon trouva un *conseil ducal* organisé sous forme de corps permanent capable d'agir en l'absence du duc. Philippe, dans sa Joyeuse-Entrée, obtint le droit d'y mettre, s'il le désirait, deux membres *étrangers* pourvu qu'ils connussent la langue flamande. En revanche, il dut promettre qu'en cas d'absence il commettrait à ce conseil, présidé par le chancelier, le *gouvernement* du duché et de ses annexes. Le conseil comprenait alors au moins *sept* membres. Il reçut en 1430 une ordonnance organique. Charles le téméraire fixa le conseil de Brabant à Bruxelles. Enfin, à l'époque de Marie de Bourgogne, la position qu'y occupaient les *légistes* était déjà si bien consolidée, que la Joyeuse-Entrée de cette princesse réservait aux *clercs de droit* autant de charges de conseillers qu'aux *nobles* du duché. Il est à remarquer que les barons du Brabant étaient considérés comme *membres extraordinaires* du conseil, et que celui-ci pouvait les requérir de venir siéger (1).

Antiquités de Flandre. En Brabant, Philippe le bon fut à diverses reprises sollicité de supprimer la charge de procureur général : voir Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 248.

(1) Voir Geradts, *Bijdrage tot de Geschiedenis van den souverainen raad in het overkwartier van Gelderland* ; Borgnet, Bormans, Alb. Matthieu, ouv. cités, sur les conseils de Namur et de Flandre ; Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, etc. ; et plus haut, Nos 210, 234, 235.

III. *Les institutions militaires* (1).

480. Les réformes opérées dans l'ordre des institutions militaires sont l'œuvre de Charles le téméraire. On peut les réduire à quelques chefs principaux.

481. D'abord, les prédécesseurs de Charles, Jean sans peur et Philippe le bon lui-même, avaient expérimenté à leurs dépens combien les milices communales, si braves qu'elles pussent être, se montraient difficiles à conduire, et combien il était peu possible de compter sur elles pour tenir longtemps la campagne. Charles les laissa à l'écart dans la composition de ses armées. Il se borna, le cas échéant, à taxer les villes à un contingent limité de piquiers, d'archers, de coulevriniers, habillés et armés, en se réservant de donner lui-même des chefs à ces contingents quand ils avaient rallié le drapeau.

482. En second lieu, le duc Charles augmenta l'importance qu'avait prise dans les armées, dès le règne de Philippe le bon, l'élément *stipendiaire*. Philippe avait déjà pris à son service des corps mercenaires nombreux d'archers Anglais ou de fantassins Picards. Charles entretint sous sa bannière, par milliers, non-seulement des archers Anglais mais des cavaliers Lombards et Piémontais.

483. En troisième lieu, le duc procéda, au moins dans quelques principautés, à la reforme du service des fiefs. Ce service était devenu à la fois précaire, insuffisant et onéreux eu égard aux transformations complètes que l'art de la guerre subissait. Les nouvelles ordonnances eurent pour objet de modifier l'organisation de l'armée féodale en lui donnant une demi-permanence et en assurant le service des feudataires au moyen d'avantages pécuniaires. Dans le système de ces ordonnances, les fiefs et les arrière-fiefs étaient répartis en catégories, d'après leur revenu présumé, et taxés, outre le service personnel du vassal, à la livraison et à l'équipe-

(2) Sur l'ensemble, plus haut, N^{os} 334-345 ; Guillaume, *Histoire de l'organisation militaire sous les ducs de Bourgogne* ; P. Henrard, *Histoire de l'artillerie en Belgique* ; van Doren et Diegerick, *Inventaires* cités, *passim*.

ment d'un ou de plusieurs hommes de guerre à pied ou à cheval. Les feudataires devaient toujours posséder les armes et les habillements nécessaires pour eux et pour leur suite, et ils étaient assujettis à des *montres*, ou *revues*, périodiques. Quand il était question de les mettre sous les armes, le duc leur adressait d'abord un premier mandement, pour qu'ils eussent à se pouvoir de *chevaux*, et depuis sa date ils touchaient *semi-solde* ou *gages ménagers*. A partir du second mandement, lequel prescrivait le rassemblement, les feudataires recevaient solde entière.

484. Les ordonnances nouvelles relatives au service des fiefs n'étaient pas encore appliquées partout, que Charles, élargissant les proportions de son œuvre, songea, à l'exemple de ce qui existait en France, à créer une *armée permanente nationale*. A partir des années 1470, 1471, à l'aide de subsides considérables qu'il parvint, non sans peine, à obtenir des provinces, il organisa les premières *bandes d'ordonnance*. Ces bandes d'ordonnance se recrutaient par voie d'engagements volontaires, principalement parmi la noblesse. Elles comprenaient à la fois des hommes d'armes et des archers, servant à cheval, et des fantassins de diverses catégories. Chaque volontaire admis recevait une solde permanente après avoir prêté serment, et, sauf le cas où il était en congé, il restait à demeure sous son enseigne dans la garnison désignée à celle-ci. Les chefs des bandes étaient nommés, pour un an seulement, par le duc lui-même. Ils portaient le nom de *conducteurs*. En campagne, les cavaliers et les fantassins de chaque bande, confondus sous une administration commune, se séparaient et formaient des corps de combat distincts.

485. A côté des *bandes d'ordonnance*, — qui comprirent plusieurs milliers de combattants solides et disciplinés, — Charles le téméraire plaça sa *cour* qu'il organisa militairement et dont il fit une sorte de corps d'élite. Elle comprit les escadrons des quarante chambellans, des six cents gentilshommes, des *quatre états* de la maison, des deux cents chevaliers de l'hôtel, des cent-vingt écuyers de l'hôtel, des gardes du corps, et une bande de plus de huit cents archers Anglais.

486. Enfin, le même duc augmenta son artillerie personnelle (1), jusqu'au chiffre de plus de trois cents bouches à feu de différents calibres, et il la plaça sous la direction d'un *maître de l'artillerie*. Il eut aussi sa marine militaire, commandée par l'amiral de Flandre, marine plus forte alors que celles du roi de France et du roi d'Angleterre.

IV. *Les institutions communales.*

487. L'ère bourguignonne fut signalée par des conflits nombreux, tantôt sourds tantôt éclatants, entre le pouvoir princier et les communes, conflits qui cessèrent seulement dans les dernières années du règne de Charles le téméraire, alors que tout tremblait devant ce dernier ; et bien souvent, en cas de débat entre grandes communes, les prédécesseurs de Charles se portèrent plutôt comme médiateurs et comme arbitres redoutables que comme souverains (2). Pour plier insensiblement les villes à leurs ordres, les ducs n'essayèrent pas de procéder à une réforme générale des institutions municipales de leurs États, laquelle n'eut cadré d'ailleurs ni avec la situation de la société, ni avec l'esprit du temps. Ils agirent par mesures locales, s'attaquant isolément à la ville qui essayait de leur résister.

488. Les mesures locales, auxquelles nous faisons allusion (3), sont d'ordres essentiellement différents. Parfois il suffit au prince, pour dompter une commune, de retirer son officier de justice et de

(1) *Personnelle* : c'est à-dire, celle qui n'appartenait pas individuellement aux différentes villes.

(2) Voir spécialement l'attitude de Philippe le bon lors de la grande querelle entre Anvers, Bruxelles et Malines, à propos du droit d'*étape* : Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 233 et suivantes ; Van Doren, *Inventaire des archives de Malines*, passim, etc.

(3) Pour les faits : Namèche, ouv. cité, t. VI, pp. 245, 352 ; t. VII, p. 585 ; Frédéricq, ouv. cité, p. 190 ; Van Doren, *Inventaire des archives de Malines*, t. I, pp. 111, 113, 150 ; Gilliodts-van-Severen, *Inventaire* cité, t. II, pp. 447 : t. III, p. 419 ; Diegerick, *Inventaire des archives d'Ypres*, t. I, pp. 417, 447 ; t. II, p. 2, 39 ; t. III, p. 419, etc. ; Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 249, 250.

suspendre ainsi le *cours de la loi* ; c'est ce qui se voit à Ypres sous Philippe le bon. D'autrefois, il fait entamer par ses officiers fiscaux des poursuites criminelles contre le corps du magistrat et l'amène ainsi à composition, comme à Bruxelles en 1445. Enfin, l'*ultima ratio* qu'emploient les ducs, pour briser les résistances absolues, c'est la force : et, en employant celle ci, ils frappent tantôt directement la ville récalcitrante — comme Bruges en 1438, Gand après la guerre de Gavre en 1452 ; — tantôt ils frappent des villes étrangères, telles Dinant et Liège en 1467 et 1468, dans le but de terroriser leurs propres communes sans les détruire.

489. Qu'ils agissent par des moyens empruntés aux vieux principes féodaux, ou par l'intermédiaire des tribunaux supérieurs transformés, ou par la persuasion appuyée sur leur prestige, ou par la force, les ducs s'attachent toujours à obtenir des résultats analogues. Ils travaillent à briser la prépondérance des grandes communes sur les petites villes et les villages de leur quartier : c'est ainsi, par exemple, qu'ils assurent l'existence du *Franc*, comme *quatrième membre de Flandre* (1), et qu'ils diminuent l'action de Gand sur la châtellenie du Vieux Bourg. — Ils imposent aux grands échevinages l'obligation de reconnaître la juridiction supérieure de leurs *conseils* provinciaux. — Ils assurent la participation active de leur *bailli* à l'exercice du pouvoir de faire des ordonnances que possèdent les magistrats locaux, et au droit de bannir que ces derniers exercent (2). — Ils se réservent absolument le contrôle des finances municipales en déniaut aux villes, qui l'avaient exercé ou usurpé, le droit de faire des emprunts ou de modifier leurs *assises* sans autorisation préalable, et en faisant vérifier les comptes par leurs commissaires (3). — Ils s'emparent de fait, dans un grand nombre de villes, de la collation des principaux emplois communaux autrefois à la collation du magistrat (4). — Ils brisent la puissance

(1) Voir plus haut, N° 291 ; et les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 3^e série, t. XI, p. 354.

(2) Voir t. I, N° 1079-1082, et plus haut, N°s 182, 184.

(3) Voir t. I, N° 1070, 1071, 1076 (7^e et 8^e) etc.

(4) Voir plus loin les monuments de la Réaction, et plus haut, N° 160.

des corps de métiers qui naguère poussaient en avant les magistrats locaux (1) : c'est ainsi qu'à Bruges Philippe le bon remet en vigueur la charte de Jean sans peur relative aux *wapeningen* des métiers (2), et qu'à Gand Charles le téméraire confisque les *bannières* des corporations, *bannières* déjà confisquées une première fois après la paix Gavre. — Enfin, quand l'occasion se présente, ils remanient même l'organisme communal, de manière à devenir les maîtres de ses ressorts les plus actifs. A Malines, par exemple, Philippe le bon en 1439, ayant représenté à la commune que *dans tous ses États il créait la loi*, obtient que le magistrat, renonçant au droit de se renouveler lui même, droit acquis dans le cours du xiv^e siècle, se contente désormais de celui de *présenter*, tous les ans, au prince une *liste de candidats*. Après l'émeute de 1467, Charles le téméraire annule ce droit de présentation lui même, et se réserve la faculté de renouveler à son gré les commune-maîtres et les échevins. A Bruges, dès le règne de Philippe le hardi, ce sont des *commissaires* du comte qui nomment le magistrat et même les *hoofdmannen* (3). A Gand, après la bataille de Gavre, Philippe le bon écarte les *grands doyens* de la nomination des échevins et du gouvernement de la cité. Il rend une pleine liberté d'action aux *éliseurs* nommés par lui et par la commune, et casse les coutumes électorales qui avaient transformé la charte de 1301 au profit des *tisserands* et des gens de métiers (4). Dans la même ville, en 1469, Charles le téméraire brise la charte de 1301, et se réserve le droit absolu de renouveler le magistrat et d'organiser la *Collace*.

§ IV. LES INSTITUTIONS CENTRALES DE L'ÉTAT BOURGUIGNON.

490. La réunion de plusieurs principautés sous un même sceptre, — même abstraction faite des idées de centralisation et

(1) Voir plus haut, N^o 116 et suiv. ; 122 et suiv. ; 181.

(2) Voir plus haut, N^o 129.

(3) Voir plus haut, N^o 156.

(4) Voir plus haut. N^o 156.

d'unification des ducs, — eut pour conséquences naturelles, dès le x^v^e siècle : d'abord, la création d'*institutions centrales* pour l'ensemble des pays de la domination Bourguignonne, ou du moins pour l'ensemble des provinces des Pays-Bas qui en faisaient partie ; ensuite, les premières réunions des *États généraux*.

I. *Les institutions centrales.*

491. Les ducs, qui faisaient gouverner directement chacune de leurs principautés — sauf le Brabant et Malines — par un gouverneur capitaine-général, gouvernaient d'habitude par eux-mêmes l'ensemble de leur territoire : quelques fois, cependant, en cas d'absence, ils commettaient l'exercice de leur autorité suprême à un *lieutenant-général* dont une commission déterminait les pouvoirs (1). Ils avaient à côté d'eux, pour les assister, une sorte de *conseil privé*. Ce conseil, composé de grands seigneurs et de quelques jurisconsultes, comptait dans son sein un certain nombre de hauts dignitaires, chefs des grands services de l'État. Les principaux de ceux-ci étaient : un *chef des finances* portant un titre variable suivant les circonstances, le *maréchal de Bourgogne*, chef de l'ordre militaire, et le *grand chancelier de Bourgogne* préposé au régime judiciaire et juridique. En 1446, Philippe le bon, tout en maintenant son conseil privé, érigea près de sa personne un *Grand conseil* (2). Ce *Grand conseil*, ambulant en principe comme le duc lui-même, était cependant destiné à diriger avec le *lieutenant-général* l'ensemble des affaires des Pays-Bas quand le duc s'absentait. Il avait pour chef immédiat le *grand chancelier de Bourgogne* et comptait parmi ses membres un certain nombre de *maîtres de requêtes*. Ses attributions étaient à la fois politiques, financières et judiciaires. C'était surtout dans

(1) Voir diverses commissions données à ces lieutenants-généraux dans les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 3^e série, t. VIII, pp. 274, 279, 285, etc.

(2) Voir, sur ce point, outre les sources ordinaires, un travail du Père F. Brabant, S. J., dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. VII, p. 145 et suiv.

son sein que le duc exerçait les pouvoirs de *judicature personnelle* attachés à sa qualité princière (1).

492. Les attributions judiciaires du *Grand conseil* n'étant pas suffisamment définies, Philippe le bon les précisa par une nouvelle ordonnance de 1454 ou de 1455, et plaça près du corps un *procureur général*. Le *Grand conseil* dut connaître, entre autres choses, des débats de pays à pays, des causes touchant les chevaliers de l'ordre de la Toison d'Or, des aides et subsides, des traités de paix faits avec les voisins, etc., etc.

493. Charles le téméraire commença pour maintenir ce *Grand conseil* ambulant et par augmenter le nombre de ses membres. Puis, en 1473, il procéda à une transformation nouvelle. Voulant à la fois pourvoir aux lenteurs et aux difficultés résultant de la multiplicité même des attributions du *Grand conseil* et de sa nature ambulante, et faire un pas décisif vers l'unification juridique et judiciaire des principautés soumises à son sceptre, il porta l'édit de Thionville. Cet édit célèbre laissa subsister l'ancien *Grand conseil* comme corps politique central, si l'on veut comme conseil privé et comme conseil d'État, mais il lui enleva ses attributions judiciaires et financières. Ses attributions financières passèrent à la *chambre des comptes* centrale de Malines (2). Ses attributions judiciaires furent données, avec une grande extension, à un *Parlement* sédentaire siégeant aussi à Malines (3). Ce Parlement, organisé à l'instar des Parlements français, avait pour chef le duc et, sous le duc, le chancelier de Bourgogne. Il se composait de deux présidents, de quatre chevaliers, de dix maîtres des requêtes, de huit conseillers clercs, de douze conseillers des lois, etc. Il avait pour ressort les Pays-Bas bourguignons entiers, étant constitué comme le juge central suprême duquel ressortiraient désormais en appel tous les conseils et tous les tribunaux des provinces.

(1) Voir t. I, N° 1146-1150.

(2) Voir plus haut, N° 477.

(3) Voir aussi Alb. Matthieu, *Histoire du grand conseil de Malines*.

II. *Les États et les États généraux.*

494. Nous avons vu plus haut qu'à la fin de l'ère communale les représentations des nationalités provinciales s'étaient fixées, sous le nom d'États, sur des bases définitives. Pendant l'ère bourguignonne la cohésion de ces corps représentatifs devint de plus en plus grande : une nécessité visible contraignit les individualités à s'appuyer sur les *ordres* dont elles faisaient partie, et les *ordres* à se soutenir mutuellement dans toutes les circonstances, parceque nulle individualité ni même nul ordre n'étaient plus capables d'offrir isolément une résistance sérieuse aux exigences du pouvoir princier (1).

495. En même temps, se dessina un fait politique nouveau dont les origines remontent au *xiv^e* siècle : la coutume de réunir dans une *assemblée unique* les délégués de *divers corps d'États* provinciaux, assemblée connue sous le nom d'*États généraux*. Chaque corps d'États ne représentait naturellement qu'une nationalité provinciale. Or, dans les domaines des maisons princières qui avaient réuni plusieurs comtés ou duchés sous leur sceptre, cette union même engendrait des intérêts communs et pouvait exiger périodiquement une entente entre le prince et les représentants de tous ses comtés et duchés. Pour régler ces intérêts on vit donc, dès le *xiv^e* siècle, les représentants de la nationalité Brabançonne et ceux de la nationalité Limbourgeoise, nationalités soumises l'une et l'autre à l'autorité de la maison de Louvain, se réunir, délibérer et agir en commun (2). On vit aussi la maison de Bavière rassembler soit en Hainaut, soit en Hollande, soit en Zélande, et dans le même but, les représentants des trois comtés sur lesquels elle régnait (3).

496. Quand Philippe le bon, en 1465, rassembla au palais de Caudenberg ce qu'on est convenu d'appeler la *première réunion*

(1) Voir plus haut, Nos 318, 319.

(2) Voir plus haut, N° 35, 75, 76, etc.

(3) Voir les œuvres de M. L. Devillers, archiviste du Hainaut, passim.

des États généraux, il ne fit que donner de plus grandes proportions à un usage déjà pratiqué. A l'assemblée de 1465 comparurent, par délégués, les États de Brabant, de Flandre, de Hainaut, de Namur, d'Artois, de Malines, etc. Son objet était double : le vieux duc voulait d'abord assurer l'avenir de sa dynastie, en dehors de toute idée féodale et par un contrat entre la dynastie et ses pays, en faisant reconnaître Charles le téméraire comme son successeur ; ensuite, procurer à son fils l'aide de ses diverses principautés pour mener contre Louis XI la guerre du *bien public* (1).

497. Charles le téméraire, à son tour, n'eut garde de négliger un moyen d'action qui répondait si bien à ses idées d'unification et de fusion politique, et qui lui permettait d'appeler à lui son peuple en le dispensant d'*aller traiter isolément* avec les différentes nationalités provinciales. Dans le cours de son règne il réunit trois fois les États généraux, en 1470, 1472, 1476, afin d'obtenir les ressources financières dont il avait besoin pour pourvoir à ses armements et à ses guerres, et afin d'amener ses différents territoires à se partager équitablement le poids des charges publiques nouvelles.

(1) Gachard, *Des anciennes assemblées nationales de la Belgique*, dans la REVUE DE BRUXELLES de 1839, (novembre et décembre) ; Juste, *Histoire des États généraux* ; Henrard, *Le règne de Charles le téméraire*, etc.

CHAPITRE II.

LA RÉACTION.

498. La période de réaction demande à être examinée sous trois aspects différents : quant à l'ébranlement territorial et quant aux événements dynastiques qui se produisent pendant sa durée ; quant au mouvement politique intérieur qui la caractérise ; quant à la crise finale qui la termine et dont l'issue assure le triomphe définitif du pouvoir monarchique.

§ I. LES QUESTIONS TERRITORIALES ET DYNASTIQUES.

I. *La dislocation de l'État bourguignon.*

499. A peine la nouvelle de la mort de Charles le téméraire se fut-elle répandue, que l'État bourguignon, tel qu'il venait d'être constitué, se disloqua. La Lorraine, l'Alsace et les contrées adjacentes, conquises ou prises en engagère par le défunt duc (1), retournèrent spontanément à leurs anciens maîtres. Liège reprit son indépendance : dès le 9 mars 1477, Marie de Bourgogne renonça au profit de son oncle, l'évêque Louis de Bourbon, à tous les droits qu'en vertu des traités imposés par son père vainqueur elle possédait sur la principauté (2). Louis XI, enfin, en dépit des trêves qui le liaient vis à vis de la maison de

(1) Voir plus haut, N° 457.

(2) Voir plus haut, N° 456 et Edm. Pouillet, *Essai sur l'histoire*, etc., pp. 285, 286.

Bourgogne, se remit en possession des villes de la Somme et des territoires de la Picardie (1). Par suite de la trahison de plusieurs personnages grandis par les derniers ducs, et malgré la résistance acharnée des populations, il fit la conquête de l'Artois presque entier. Il fit occuper militairement la Franche-comté et le duché de Bourgogne, sous prétexte de *garder le droit* de sa filleule Marie qu'il se proposait, disait-il, de marier à son fils le Dauphin. Mais bientôt, démasquant ses vues, il prétendit changer cette occupation provisoire en annexion définitive. Le *duché* de Bourgogne, par l'organe de ses États, ne tarda pas à acquiescer aux vues royales, bien que les prétentions de Louis XI fussent au moins fort discutables en droit, et il fit dorénavant partie intégrante de la monarchie française. La Franche-comté, en revanche, se souleva : elle chassa les Français en 1477 ; seulement elle fut occupée de nouveau par la force en 1478 (2).

II. *Le mariage Autrichien.*

500. C'est au milieu de ces sombres conjonctures que se débattit la question du mariage de *Mademoiselle de Bourgogne* tant dans le sein du conseil ducal, siégeant avec les princes du sang, que devant les États généraux réunis d'urgence à Gand (3). Tout le monde était d'accord qu'il importait d'agir vite. Mais quel mari donner à la princesse, parmi les nombreux prétendants qui se mettaient plus ou moins ouvertement sur les rangs ? Le prince Jean, fils du duc de Clèves ? Philippe de Clèves, dit Philippe *Monsieur*, fils d'Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein, jeune et brillant seigneur qu'on disait aimé de Marie avec laquelle il avait été élevé, et que Charles le téméraire aurait peut-être choisi pour son héritier s'il avait perdu sa fille ? Le Dauphin de France, que Louis XI semblait

(1) Voir plus haut, N° 455.

(2) M. Castan et Rougebief, ouv. cités ; la question de droit est bien discutée dans Namèche, ouv. cité, t. VII, pp. 727, 728.

(3) Voir pour les détails, Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, pp. 152 et suivantes et les sources citées *ibidem*.

proposer ? Le duc de Clarence, protégé par la duchesse douairière Marguerite d'Yorck, ou un frère de la femme du roi Edouard d'Angleterre ? Le fils de l'Empereur Frédéric, lequel écrivait pour rappeler que Marie avait été promise à Maximilien de Habsbourg, à deux reprises, par le duc Charles ?

501. Maximilien de Habsbourg, dans les premiers temps, eut peu de partisans. Il n'offrait, disait-on, qu'un appui éloigné et précaire contre les dangers qui menaçaient l'héritage de Bourgogne. Les influences anglaises s'annulaient par là même qu'elles se divisaient. Le prince Jean de Clèves déplaisait à Mademoiselle et était de mœurs dissolues. Philippe *Monsieur* semblait trop petit seigneur pour épouser la plus grande héritière de la Chrétienté. Le conseil ducal, par désir d'avoir la paix avec Louis XI, se décida donc à soutenir la candidature du Dauphin. Mais, au retour de l'ambassade que les États généraux avaient envoyée en France, tout fut renversé. On acquit la conviction que le Roi était de mauvaise foi dans ses avances, et qu'on n'obtiendrait rien de lui sans *lever la main et présenter le visage*. Grâce aux défiances semées par Louis XI, les Clèves et les Ravenstein perdirent leurs dernières chances. Maximilien resta le seul candidat possible, et il l'emporta avec l'appui personnel de Marie de Bourgogne et celui de la veuve de Charles, elle même, Marguerite d'Yorck.

502. Au mois d'août 1477 Maximilien arriva aux Pays-Bas avec une suite nombreuse. Lui et ses gentilshommes avaient arboré d'avance la *croix de Bourgogne*. Le 18 août, il fut marié par l'évêque de Tournai devant le comte de Chimai, de la maison de Croy, et le seigneur de la Gruthuse, précédés des deux enfants de Gueldre portant des cierges : « et ce fut toute la pompe qui fut » faite à marier le fils de l'Empereur à la plus riche héritière du » monde (1). » Ce mariage préparait la grandeur européenne de la maison de Habsbourg ainsi que l'avènement sur le trône des Pays-Bas d'une dynastie nouvelle destinée à les conserver, — avec deux courtes interruptions, — jusqu'à la Révolution française.

(1) Molinet.

III. *Le territoire sous Maximilien.*

503. Si Maximilien, secondé par les énergiques efforts du pays, soutint avec vigueur et même avec de fréquents succès les attaques persévérantes de la France, il ne lui fut pas donné de réagir contre les dislocations territoriales du grand État territorial de la maison de Bourgogne lesquelles s'étaient produites à la mort de Charles le téméraire. Bien au contraire. Avec l'appui de la France la Gueldre remit les d'Egmont sur le trône. Par le traité d'Arras de 1432, lequel mit fin à la guerre contre Louis XI, Maximilien fut même obligé de céder à la France la Franche-comté de Bourgogne, le comté d'Artois, etc., comme dot de sa fille Marguerite, fiancée au Dauphin de France et remise entre les mains du Roi. Seulement le traité de Senlis de 1493, en vertu duquel la princesse Marguerite fut rendue à ses parents, annula ces derniers démembrements et rendit aux Habsbourg-Bourgogne l'Artois et la Franche-comté.

§ II. LA RÉACTION INTÉRIEURE.

504. Quand Philippe le bon eût réuni sous son sceptre la majeure partie des principautés des Pays-Bas, un conseiller anonyme lui présenta un plan pour réaliser l'unité politique du nouvel État bourguignon par le concours du pouvoir princier et des représentations nationales des provinces. Il s'agissait d'assembler suivant « l'ancienne usance » les *ordres* nationaux, de leur demander les moyens d'entretenir une armée permanente, de se déclarer décidé à gouverner par « conseil esleu, par » raison et justice » et d'admettre que les membres de son « conseil esleu » fussent justiciables des États du pays (1). Ce plan fut peu goûté. Les graves conseils de Chastelain et de Guilbert de Lannoy furent aussi peu compris. La maison de Bourgogne n'entendait pas se plier à la règle du concours de sa volonté avec celle des États. Elle prétendait réaliser l'unité

(1) *Bull. de l'Académie*, 2^e série t. XIV, p. 218.

par la seule prépondérance de sa prérogative souveraine. Sa théorie gouvernementale, exprimée dans toute sa crudité, s'étale dans le langage que tenait Charles le téméraire aux États généraux de 1470. « Entre vous, Flamengz, avec vos dures testes, avez » toujours contenné on hay votre prince. Quant ils n'estoient point » bien puissant vous les cohtempnates, et quant ils estoient puissans » et que vous ne leur poviez riens faire, vous les haystes. J'aime » mieulx que vous me hayés que contempnez ; ne pour vous privilégés ni aultrement ne me lesray fouler ne emprendre riens sur ma » haulteur et seignourie ; et suy puissant assez pour y résister. » En conséquence, après avoir rappelé que la lutte du prince et du peuple était celle du *pot de fer contre le pot de verre*, il sommait les États d'obéir. Bien plus, dédaigneux du *droit historique* sur lequel reposait la société du moyen-âge, et qui dans tout état social régulier constitue l'un des fondements des rapports juridiques du pouvoir avec ses sujets, Charles n'hésitait pas à en appeler aux théories générales de la Bible sur la *souveraineté abstraite* pour fonder ses prétentions à une autorité sans limites (1).

505. Dans le fait les ducs de Bourgogne avaient, sans ménager aucune transition, comprimé violemment des tendances séculaires. Non contents d'empêcher les communes d'être *tout* dans l'État, ils avaient marché droit à une sorte d'absolutisme princier que quelques successeurs de leur taille et de leur trempe auraient suffi à établir. Charles le téméraire avait tendu tous les ressorts à l'extrême. La noblesse elle-même, — cette noblesse qui en 1467 lui avait conservé le Brabant en dépit de nouvelles revendications de la maison de Nevers (2), — était surmenée, fatiguée, mécontente, et ses patrimoines étaient compromis. Les villes étaient écrasées d'impôts et frémissaient de leur annulation politique. Malgré les soins que mettait le duc à se montrer *sévère justicier*, à chaque instant il se livrait à de véritables actes de despotisme. Les États généraux

(1) P. Fredericq, ouv. cité, pp. 196, 202, 203, etc., et les sources citées *ibidem*.

(2) Sur les premières revendications des Nevers, voir plus haut, N° 451.

avaient été outragés grossièrement par ses ministres (1). Aussi, après le désastre de Nancy, se produisit-il une explosion aussi subite que formidable dans le sein des États généraux, dans le sein des États provinciaux, dans le monde communal.

I. *Les États généraux* (2).

506. Les États généraux, que nous avons déjà rencontrés à Gand, en février 1477, réunis d'urgence autour de Marie de Bourgogne (3), ne comprenaient en réalité que les députés du Brabant, ceux de la Flandre et de la Flandre gallicante, ceux du Hainaut et ceux de la Hollande et de la Zélande ; mais les quatre pays, *vier landen*, se portèrent forts pour les États non représentés. Ils s'emparèrent de fait de l'exercice du pouvoir souverain au moins jusqu'au mariage de Marie et de Maximilien. Ils envoyèrent des ambassadeurs, s'occupèrent du mariage de la jeune princesse, décrétèrent des mesures financières et militaires pour assurer la défense du pays, et imposèrent à Marie le *grand privilège des États de par deçà* du 11 février 1477.

A. *Le grand privilège de 1477.*

507. Le *grand privilège* est remarquable à un double point de vue. D'abord, parce qu'il est le premier *acte constitutionnel* commun à l'ensemble des provinces ; ensuite parce qu'il dessine clairement les griefs généraux soulevés par l'administration des derniers ducs (4).

(1) Spécialement par le chancelier Hugonet.

(2) Outre les sources ordinaires, voir Ch. Paillard, *Le Procès du chancelier Hugonet et du seigneur d'Humbercourt*, dans les *Mémoires* in-8° de l'Académie, t. XXXI.

(3) Voir plus haut, N° 500.

(4) Il est résumé dans différents auteurs entre autres dans Mgr Namèche, t. VII, p. 738, et publié in extenso dans un volume imprimé en 1787 sous le titre de *Naaukeurige copyen van origineele charters*, pp. 40 et suivantes.

Nous ne pouvons manquer d'en résumer ici les stipulations principales ; ces stipulations, les voici : — *Abolition du Parlement de Malines*, lequel centralisait l'administration de la justice en dernier ressort et méconnaissait l'indépendance nationale des différents pays (1) ; — constitution d'un *Grand conseil*, ambulante avec la personne de la duchesse, investi de pouvoirs limités et établi sur des bases fixes : ce conseil aura pour chef le chancelier, lequel sera astreint à savoir le latin, le flamand et le français (*walsch*) ; il comprendra, outre les seigneurs et princes du sang, vingt-quatre membres permanents nommés par la duchesse. Ces membres seront pour la moitié *clerics de droit*, pour la moitié *nobles* ; il y en aura 4 pour la Flandre, 4 pour le Brabant, 4 pour la Hollande et la Zélande, 2 pour l'Artois et la Picardie, 2 pour le Hainaut, 2 pour le Luxembourg, 2 pour le Limbourg et les pays d'outre-Meuse, 2 pour la Bourgogne, 1 pour le Namurois. Tous les membres de ce conseil devront jurer de respecter les privilèges, coutumes et usages des pays et des villes ; — les actes faits et les mesures prises par les derniers ducs, s'ils sont en contradiction avec ces privilèges, ces usages, ces coutumes, sont annulés ; — le *Grand conseil* et les conseils des provinces devront, à peine de nullité, employer pour la rédaction de leurs actes et lettres, patentes ou closes, la langue usitée dans la localité que les lettres et les actes concernent (2) ; — la duchesse et ses successeurs ne pourront désormais faire aucune guerre offensive, ni même défensive, sans le consentement préalable des États généraux : à défaut de ce consentement, ni vassaux ni sujets ne devront obéir et les relations commerciales ne seront pas suspendues avec les pays que les États refuseraient de considérer comme ennemis ; — les ordonnances faites naguère sur le service des fiefs sont cassées (3) ; les feudataires et vassaux, dès qu'ils seront en service, recevront une solde des princes, et ils ne devront jamais passer la frontière sinon de leur franche volonté ; — les

(1) Voir plus haut, N° 493.

(2) Voir t. I, N° 936 (1), et plus haut, N° 293.

(3) Voir plus haut, N° 483.

États généraux et les États des diverses provinces auront désormais la faculté de se rassembler et de se convoquer mutuellement sans attendre une convocation émanée de l'autorité princière ; — les sujets seront traités en première instance devant leurs juges ordinaires sans qu'il soit licite dans l'occurrence d'évoquer leurs causes ; — les offices de judicature ne pourront plus être donnés en *ferme* (1) ; — on n'entravera plus dans le pays, par le moyen d'ordres ou de défenses, le cours de certaines marchandises ; — on ne laissera donner aucune abbaye, prélatrice ou dignité ecclésiastique en *commende* ; — on n'établira pas de nouveaux impôts, et ceux dont l'assiette n'aurait pas été consentie par les États seront supprimés, etc. ; — enfin, la charte se termine par l'antique clause de *refus de service*, pour le cas où la duchesse violerait en tout ou en partie ses engagements (2).

B. *Les mesures financières et militaires.*

508. Pour ce qui concerne les mesures financières et militaires prises par les États généraux, il suffit d'en dire quelques mots. L'armée ducale était ou détruite ou dispersée. Les États décrétèrent la levée de cent mille hommes, dont trente-quatre mille devaient incontinent être mis sur pied. Ils repartirent ce premier contingent dans des conditions qui nous permettent de comparer la force respective des différentes provinces. Le Brabant était taxé à huit mille combattants, la Flandre, avec la Flandre galli-cante et le pays de Malines, à douze mille ; la Hollande et la Zé-lande à douze mille ; l'Artois avec le Boulonnais à quatre mille ; le Hainaut à trois mille ; le Namurois à mille. Chaque principauté avait à pourvoir à la solde de son contingent. Quant à la manière de constituer celui-ci, on revenait aux anciennes coutumes, c'est à dire à l'appel de contingents communaux, de milices féodales, et de milices rurales. Toutefois, dans la pratique des choses, le remplacement fut admis, en ce sens que les gens, astreints au service,

(1) Voir t. I, N° 1154.

(2) Voir plus haut, N° 261, 262, et t. I, N° 730.

eurent la faculté de contracter à leurs risques et périls avec des volontaires disposés à servir à leur place.

Plus tard, en 1479, à la demande des États, de nouvelles ordonnances rendues par Maximilien organisèrent la *landwehr* dans le pays entier, en obligeant les feudataires à être toujours prêts à servir et les gens du plat pays, eux-mêmes, à s'armer et à se grouper sous des *dizainiers*. En Flandre, cette levée en masse rendit les sérieux services sous le célèbre Jean de Dadizeele (1).

II. Les États provinciaux.

509. En même temps que les États généraux contraignaient Marie de Bourgogne à signer le *grand privilège*, les États de Flandre, ceux de Hollande et ceux du Namurois lui arrachaient, à leur tour, des *privileges provinciaux* collectifs, — les premiers qui virent le jour dans leur histoire constitutionnelle (2), — et les États de Brabant lui firent jurer une Joyeuse-Entrée deux fois plus développée que celle des prédécesseurs. Ces différents monuments du droit public national demandent à leur tour une analyse sommaire. La seule indication de leurs dispositions principales met en lumière la profondeur des transformations opérées dans les institutions par le régime bourguignon, l'impopularité de beaucoup de ces transformations, la vivacité du sentiment *particulariste* qui animait encore, après un tiers de siècle d'union, les diverses principautés des Pays-Bas.

A. Le privilège flamand (3).

510. Le privilège octroyé par Marie de Bourgogne à la requête des *quatre membres* de Flandre, ou pour dire plus exactement

(1) Voir sur ces mesures militaires, outre Guillaume, ouv. cité, les *Bull. de la comm. royale d'histoire*, 3^e série, t. X, p. 271 ; l'article *Jean de Dadizeele* dans la BIOGRAPHIE NATIONALE, etc. ; Edm. Pouillet, *Sire Louis Pynnock*, passim.

(2) Voir plus haut, N^o 60.

(3) Voir *Nauwkeurige copyen van origineele charters*, recueil cité plus haut, à la page 264, note 4^{me}.

imposé par eux à la princesse, porte la date du 11 février 1477. Parmi ses dispositions les plus saillantes nous relevons les suivantes : le renouvellement des *lois*, dans le comté, se fera de nouveau d'après les usages antiques et d'après les anciens privilèges maintefois méconnus ou cassés pendant les derniers règnes (1) ; — les commissaires commis au renouvellement des *lois* et à l'audition des comptes des villes seront tous flamands de naissance et sachant la langue flamande ; ils ne pourront être au plus que quatre pour procéder dans chaque ville, et leurs émoluments seront strictement fixés à l'avance ; — la *vénalité* de toutes les charges et celle des magistratures communales est absolument proscrite : des mesures minutieuses, parmi lesquelles une série de serments à prêter par les *éliseurs* et les *élus*, sont édictées pour prévenir la violation directe ou indirecte de ce principe ; — les offices ne pourront plus être mis en ferme (2) ; — les *lois* des villes rentreront en possession du droit, souvent méconnu par les princes, de conférer elles-mêmes les charges municipales subalternes, telles que celles de pensionnaires, de clercs, de sergents, etc. (3) ; — tous les officiers devront être flamands de naissance, astreints à résider et à desservir leur charge en personne ; — désormais les affaires concernant la Flandre seront indistinctement traitées en langue flamande et sur territoire flamand ; — aucune charge ne sera plus imposée dans le comté sans le consentement des *quatre membres*, consentement qui devra être unanime ; — l'évaluation des monnaies sera également subordonné à l'aveu des *quatre membres* ; — le conseil de Flandre exercera seul la juridiction supérieure dans le comté, sauf la compétence de la *chambre légale* sur les feudataires : il lui est interdit d'évoquer les causes pendantes devant les *lois*, et il ne statuera plus qu'en appel dans les affaires de la compétence des justices locales. Ce conseil comprendra quatre *nobles*, quatre *clercs de droit* et quatre *notables coutumiers*, tous flamands et parlant le flamand ; — la chambre des comptes, en tant

(1) Voir plus haut. Nos 487 et suivants.

(2) Voir plus haut, N° 507.

(3) Voir plus haut, N° 488.

qu'elle a juridiction sur le comté, sera rétablie à Lille avec ses archives et ses registres (1); — la liberté du commerce doit être rétablie tant pour les régnicoles que pour les marchands étrangers, et les tonlieux doivent être ramenés à l'ancien taux; — toutes les charges pécuniaires imposées sans l'aveu des *quatre membres* sont abolies; — la juridiction et les pouvoirs du *watergrave*, du *surintendant des dunes* (2), du *souverain bailli* et de ses *sergents*, du *bailli de l'eau* seront ramenés à ce qu'ils étaient autrefois; — le pouvoir ducal pourvoira à ce que les sujets ne soient pas attraites induement en justice ecclésiastique; etc.

Enfin, dans une annexe au privilège commun, le clergé flamand stipulait: qu'on ne mettrait plus d'entraves au *droit d'élection* qui lui compétait (3); que le pouvoir princier ne favoriserait pas les *commendes*; que, moyennant l'abonnement ancien payé au domaine, ni lui ni ses fermiers ne seraient plus travaillés par le *grand veneur*, le *grand fauconnier* et leurs suppôts (4); que le prince, en imposant lors de son inauguration une *provende* ou *pain d'abbaye* aux monastères du pays, — innovation d'ailleurs déplaisante, — il le ferait au moins au profit de *clercs* ou *d'écoliers* idoines.

B. Le grand privilège Hollandais(5).

511. Le *grand privilège* commun à la Hollande et à la Zélande était daté du 14 février. On y rencontre des clauses remarquables: la duchesse Marie ne se mariera que du consentement et de l'aveu des seigneurs de son sang et des États de ses pays; — les Hollandais et les Zélandais seront seuls admis aux offices publics dans les deux comtés, et le cumul des charges ainsi que leur mise en

(1) Voir plus haut, N° 477.

(2) Officiers domaniaux propres au pays.

(3) Dans les abbayes.

(4) Voir t. I, N° 793.

(5) Voir le *Groot Placcaet boeck*, et en résumé dans Arend, ouv. cité, 2^e D. 3^e dist., pp. 62 et suivantes.

ferme seront interdits ; — le conseil de Hollande comprendra désormais huit conseillers, six Hollandais et deux Zélandais, parmi lesquels deux seront *nobles* et les autres *clerks de droit* ; — dans toutes les matières de la compétence des justices municipales et rurales ce conseil ne jugera qu'en appel ; — les sujets des deux pays ne seront en aucun cas attirés en justice hors de leur territoire ; — les justices communales doivent être rétablies dans leur état ancien ; — les villes pourront tenir des *parlements* à leur gré, soit entre elles soit avec les autres États des Pays-Bas, *Nederlanden* ; — il ne sera plus établi ni tonlieux ni impôts sans le consentement des États ; — la liberté du commerce et celle de l'industrie seront respectées ; — la duchesse ne fera pas la guerre sans le consentement des États et, en aucun cas, Hollandais ni Zélandais ne devront dépasser la frontière (1), — les ordres et les mandements du pouvoir princier ou de ses organes seront sans valeur s'ils sont en contradiction avec les privilèges généraux ou locaux ; — la chambre des comptes, en tant qu'elle a juridiction dans les deux comtés, sera ramenée en Hollande (2) ; — la collation de tous les emplois subalternes doit être restituée à qui la possédait il y a un demi siècle (3) ; — l'évaluation des monnaies sera subordonnée à l'aveu des États ; — le pouvoir princier ne s'entremettra plus à conférer des charges ecclésiastiques ; — nulle ville ne pourra être contrainte à contribuer dans une aide contre sa volonté (4) ; — le prince, quand il voudra obtenir une *aide*, sera obligé de venir la solliciter lui-même dans le pays. etc (5).

C. *Le grand privilège de Namur.*

512. Les États de Namur, à leur tour, avaient présenté à la princesse Marie une *umblé supplication* aux fins d'obtenir, d'une

(1) Voir t. I, Nos 1143 et suivants.

(2) Voir plus haut, Nos 476, 477.

(3) Voir plus haut, N° 489.

(4) Négation du principe qui, dans chaque *ordre*, soumettait à la majorité la minorité.

(5) Engagement directement hostile à l'action des États généraux.

part, la confirmation des anciens privilèges du comté, d'autre part des privilèges nouveaux comme il en avait été accordé à la Flandre à laquelle le Namurois était *joint et annexé* (1). Leur supplication fut repondue au mois de mai 1477 par une longue charte ratifiant les différents points et articles arrêtés de commun accord par les *ordres* du pays (2). Dans cette charte, en dehors de nombreuses dispositions relatives au droit privé et à la procédure, sur lesquelles il est inutile d'insister, on rencontre les dispositions suivantes : — Les commissaires ducaux, commis au renouvellement annuel des lois, seront nés ou baptisés dans le comté et en sauront la langue ; — leur salaire sera fixé et ramené à l'ancien taux ; — des mesures analogues à celles que consacre le privilège flamand (3) sont édictées pour empêcher la vénalité des charges ; — le maintien de l'ordre antique des juridictions est garanti, de telle sorte qu'il y aura appel des justices ordinaires aux diverses chambres du souverain bailliage, et en dernier ressort aux *pairs du chateau* (4), sans qu'il soit fait aucune mention de la juridiction d'appel du *conseil* du comte ; — les vassaux et arrière-vassaux ne seront plus astreints au service militaire en dehors des limites du comté (5) ; — tous les officiers du prince, quels qu'ils soient, sauf le gouverneur du comté, seront nés ou baptisés dans le Namurois et y tiendront leur résidence ; — les offices ne seront plus mis en ferme (6) ; — il est défendu d'attirer hors du pays, par évocation ou autrement, les causes *mues* ou *à mouvoir* devant les justices Namuroises ; — nulle *aide* ni subvention ne sera plus accordée ou consentie que par les trois États ; — la liberté du commerce sera maintenue et le taux des tonlieux ramené à ce qu'il était autrefois ; — tout individu arrêté par le souverain bailli devra, conformément à l'usage

(1) Voir plus haut, N° 449.

(2) Voir la charte dans Grandgagnage, *Coutumes de Namur*, t. I, p. 288.

(3) Voir plus haut, N° 510.

(4) Voir plus haut, N°s 212, 213.

(5) Voir plus haut, N° 507.

(6) Voir plus haut, N° 507.

antique, être *présenté à loi* au lieu où il sera pris ; — le pouvoir princier pourvoira à ce que les gens du pays ne soient plus *travaillés* par la cour spirituelle de Liège du chef de *cas ressortissant* des lois Namuroises ; — la duchesse n'accordera plus de lettres de grâce ou de répit en matière de dettes, contre l'usage du pays et en *diminution* des justices ; — les *guerres d'amis* sont absolument interdites (1) et les justices du pays auront désormais le droit de réprimer les offenses et les injures entre particuliers et d'en fixer la réparation ; — la duchesse respectera le droit d'élection des gens d'église quand une *prélature ou dignité ecclésiastique* viendra à vaquer ; — elle tiendra la main à ce que ces dignités et prélatures ne soient pas données en *commende* ; — elle ne contraindra pas les prélats et abbés du comté à donner des *pains* dans leur abbaye ou monastère, et elle même n'en donnera qu'à gens *habiles et idoines* à faire *profession* dans la maison où ils seront placés (2) ; etc.

D. La Joyeuse-Entrée de Brabant (3).

513. Marie de Bourgogne ne fut inaugurée à **Louvain**, comme duchesse de Brabant, que le 29 mai 1477. Pendant les cinq mois qui s'étaient écoulés depuis la mort de Charles le téméraire, les États de Brabant avaient pu concerter leurs plans, et eux aussi étaient maîtres de dicter la loi à la jeune princesse (4). La Joyeuse-Entrée qu'ils imposèrent à Marie respire d'un bout à l'autre la volonté de revenir au maintien des usages et des coutumes qui étaient en vigueur à l'avènement de Philippe le bon.

En même temps qu'elle consacre de nouveau, qu'elle précise et développe les anciennes libertés nationales, elle introduit dans le droit public du duché quantité de principes de liberté nouveaux, les uns destinés à s'effacer avec le triomphe du pouvoir monar-

(1) Voir t. I, N° 437.

(2) Voir plus haut, N°s 507, *in fine*, 510, 511.

(3) Voir Edm. Pouillet, *Histoire de la Joyeuse-Entrée*, pp. 260 et suivantes, *passim*, et plus haut, N°s 74-84.

(4) Voir plus haut, N° 509.

